SÉNAT

Session ordinaire de 1920.

COMPTE RENDU IN EXTENSO — 81^e SÉANCE

Séance du samedi 31 juillet.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal : M. Simonet.
2. — Excuses et congé.
3. — Dépôt d'une proposition de loi de M. le général Bourgeois et plusieurs de ses collègues, relative à l'adoption de dispositions particulières concernant les Allemands ayant acquis la nationalité française par suite de leur mariage avec des Alsaciennes. — Renvoi à la commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Alsace et à la Lorraine. — N° 444.
4. — Dépôt par M. Honnorat, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre des finances et de M. le ministre des travaux publics, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet 1920 :
Lecture de l'exposé des motifs.
Déclaration de l'urgence.
Renvoi à la commission des finances. — N° 439.
Dépôt, par M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances, de M. le ministre de la guerre et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, d'un crédit de 3.500.000 fr. pour la célébration du cinquantième de la République :
Lecture de l'exposé des motifs.
Déclaration de l'urgence.
Renvoi à la commission des finances. — N° 440.
Dépôt, par M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances, de M. le ministre de la guerre et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la translation au Panthéon de l'urne contenant le cœur de Gambetta :
Lecture de l'exposé des motifs.
Déclaration de l'urgence.
Renvoi à la commission, nommée le 14 juin 1910, chargée de l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation départementale et communale et à la suppression de la tutelle administrative. — N° 441.
5. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances, du projet de loi déjà renvoyé à la commission de l'armée sur l'office d'éducation physique.
6. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser l'Algérie : 1^o à contracter un emprunt de 250 millions pour liquider les découverts budgétaires et faire face à des charges exceptionnelles résultant de l'état de guerre; 2^o à contracter un emprunt de 35 millions destiné aux travaux complémentaires du réseau racheté et à incorporer, pour leur réalisation, aux emprunts ci-dessus, les emprunts déjà autorisés par des lois et non encore réalisés :
Déclaration de l'urgence.

Adoption des cinq articles et de l'ensemble du projet de loi.

7. — Dépôt, par M. Rouland, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France, le Brésil et la Plata. — N° 242.

Dépôt, par M. de Monzie, d'un avis de la commission de la marine sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France, le Brésil et la Plata. — N° 443.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.

8. — Adoption du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, avec modifications par le Sénat, tendant à instituer temporairement près la cour de cassation une commission supérieure de cassation chargée de juger les pourvois formés contre les décisions des commissions arbitrales.

9. — Discussion du projet de loi portant modification à l'article 5 de la loi du 8 juillet 1920, modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires de grades correspondants :

Article unique : MM. le colonel Stuhl, Paul Pelisse, Herve, rapporteur; André Lefèvre, ministre de la guerre, et Pottévin. — Rejet.

10. — Dépôt, par M. Paul Doumer, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet 1920. — N° 445.

Discussion immédiate prononcée.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Observations de MM. Paul Doumer, de Selves, président de la commission des affaires étrangères, Chénebenoit, Henry Bérenger, Mauger, Millerand, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et François Albert.

Art. 1^{er} et 2. — Adoption.

Sur l'ensemble : M. Gaston Doumergue et Dominique Delahaye.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

11. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation du traité de paix conclu à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'empire britannique, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Hedjaz, la Pologne, le Portugal, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam et l'Etat tchéco-slovaque, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, ainsi que du protocole, signé le même jour, actes auxquels la Roumanie a accédé par déclaration en date du 9 décembre 1919 :

Urgence précédemment déclarée.

Discussion générale : MM. Reynald, rapporteur, et Victor Bérard.

Article unique : M. d'Estournelles de Constant.

Adoption du projet de loi.

12. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la modification de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne :

Déclaration de l'urgence.

Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.

13. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'exploitation provisoire du service maritime postal et d'intérêt général entre le continent et la Corse :

Avis de la commission des finances, par M. Rouland. — N° 446.

Déclaration de l'urgence.

Discussion générale : MM. Gallini et Bignon, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande.

Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.

14. — Ajournement de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le protectorat tunisien à contracter un emprunt de 300 millions de francs pour couvrir l'insuffisance des ressources non encore employées de son précédent emprunt de 1912 et pour compléter son outillage économique.

15. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la composition du conseil des musées nationaux :

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

16. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'exportation des œuvres d'art (art. 118 disjoint du projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales) :

Art. 1^{er} :

Amendement de M. de Monzie : MM. Honnorat, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts; Guillaume Chastenot, rapporteur, et de Monzie. — Retrait de l'amendement.

Adoption des huit articles et de l'ensemble du projet de loi.

17. — Dépôt, par M. Emmanuel Brousse, sous-secrétaire d'Etat aux finances, au nom de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1920. — Renvoi à la commission des finances. — N° 447.

18. — Adoption, au scrutin, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la construction d'habitations provisoires dans la banlieue parisienne et portant approbation d'une convention intervenue à cet effet entre l'Etat et le département de la Seine.

19. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les articles 18 et 36 de la loi du 11 juin 1880, ainsi que les articles 13, 14 et 15 de la loi du 31 juillet 1915 sur les voies ferrées d'intérêt local :

Urgence précédemment déclarée.

Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.

20. — Excuse.

21. — Adoption du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, complétant et modifiant la loi du 13 mars 1917, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie.

22. — Dépôt et lecture, par M. Albert Peyronnet, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à régulariser la situation des assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes qui ont effectué irrégulièrement leurs versements pendant la durée des hostilités. — N° 448.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.

23. — Dépôt et lecture, par M. Louis Dausset, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la modification des caractéristiques des monnaies de bronze et de nickel. — N° 449.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi.

24. — Discussion des conclusions du rapport de M. Louis Dausset, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, instituant pour les magistrats de la cour des comptes la position de disponibilité, soit pour raisons de santé, soit pour nomination à des fonctions publiques :

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des cinq articles et de l'ensemble du projet de loi.

25. — Dépôt et lecture, par M. Richard, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 9 mars 1920, tendant à relever jusqu'à 1,500 fr. la pension des ouvriers mineurs. — N° 450.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi.

26. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant les travaux d'établissement par l'Etat d'un réseau de transport d'énergie électrique à haute tension dans les régions libérées et fixant les règles éventuelles d'exploitation de ce réseau.

Déclaration de l'urgence.

Discussion générale : MM. André Berthelot, Milan, rapporteur, et Antoine Borrel, sous-secrétaire d'Etat des mines et des forces hydrauliques.

Discussion des articles.

Art. 1^{er} :

Amendement de MM. Henri Merlin et Monfeuillat : MM. Henri Merlin, Ermant et le sous-secrétaire d'Etat. — Retrait.

Adoption du début de l'article sur l'alinéa b.

Amendement de M. Berthelot : MM. Berthelot et Yves Le Trocquer, ministre des travaux publics. — Rejet (par l'adoption du texte de la commission).

Art. 2. — Adoption.

Art. 3 :

Adoption de la première partie du premier alinéa.

Amendement de M. Berthelot : M. Berthelot. — Rejet (par l'adoption du texte de la commission).

Adoption de la fin de l'article, puis de l'ensemble de l'article.

Art. 4 à 6. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

27. — Dépôt, par M. Thoumyre, sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement, au nom de M. le ministre du commerce et de l'industrie, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ouvrant les crédits nécessaires pour l'alimentation nationale en pain pendant la campagne 1920-1921.

Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la commission des finances. — N° 451.

28. — Suspension de la séance.

29. — Dépôt, par M. Albert Peyronnet, d'un avis sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit pour l'acquisition par l'Etat des mines de potasse d'Alsace sous séquestre. — N° 453.

30. — Dépôt et lecture, par M. Paul Doumer, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifié par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1920. — N° 452.

Déclaration d'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Discussion générale : M. Dominique Delahaye.

Art. 1^{er}.

Etat A :

Discussion des chapitres modifiés :

Ministère des finances :

Chap. 5 bis, 25, 56, 57 et 126 bis. — Adoption.

Ministère de la justice :

Chap. 3. — Adoption.

Ministère des affaires étrangères :

Chap. 1^{er}, 2 et 30. — Adoption.

Ministère de l'intérieur :

Chap. 2, 83 bis, 83 ter, 83 quater. — Adoption.

Ministère de la guerre :

Chap. 1^{er}, 2, 13, 26, 40, 41 bis, 55 et 86. — Adoption.

Ministère de la marine :

Chap. 30. — Adoption.

Ministère de l'instruction publique :

Chap. 35. — Adoption.

Chap. 95 : MM. Pottévin, Berthelot, Honnorat, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et Lafferre. — Adoption.

Chap. 138, 109, 110. — Adoption.

Beaux-arts :

Chap. 23 : M. le ministre. — Adoption.

Ministère du travail :

Chap. 2. — Adoption.

Ministère des colonies.

Chap. 16. — Adoption.

Ministère de l'agriculture :

Chap. 1^{er}, 2, 28 et 29. — Adoption.

Ministère des travaux publics :

Chap. 1^{er}, 2 et 94. — Adoption.

Postes et télégraphes :

Chap. 2, 29 et 31. — Adoption.

Ports :

Chap. 2 et 23. — Adoption.

Hygiène et assistance :

Chap. 1^{er} : MM. J.-L. Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, et Paul Doumer, rapporteur général. — Adoption.

Chap. 2 : M. le rapporteur général. — Adoption au scrutin.

Chap. 3 : MM. le ministre, le rapporteur général et Mauger. — Adoption.

Chap. 6 : M. le ministre. — Adoption.

Chap. 14 : MM. le ministre, Louis Dausset, le président de la commission, Hervey et Magny. — Adoption.

Chap. 36 et 58 bis. — Adoption.

Budget extraordinaire :

Commerce :

Chap. A et B. — Adoption.

Travaux publics :

Chap. A bis et K. — Adoption.

Ports :

Chap. E bis. — Adoption.

Budget des dépenses recouvrables :

Instruction publique :

Chap. 22. — Adoption.

Régions libérées.

Chap. 38, 40, 42, 43, 53 bis 55, 65, 72, 76, 79, 80, 81 et 84. — Adoption.

Pensions :

Chap. 83, 89. — Adoption.

Loi de finances :

Art. 1^{er} réservé.

Art. 3 bis. — Adoption.

Art. 4 bis. — M. Dominique Delahaye. — Adoption.

Art. 7 bis 9, 9 bis, 11 bis, 26 bis, 30, 40 bis, 41, 55, 62 bis. — Adoption.

Art. 65 bis (nouveau) : MM. Paul Doumer, rapporteur général ; Guillaume Chastenot, Hervey, François-Marsal, ministre des finances, Ribot, Coignet, Millières-Lacroix, président de la commission des finances ; Raphaël-Georges Lévy et Albert Peyronnet. — Adoption.

Art. 67, 68 ter, 68 quater, 68 quinquies, 68 sexes, 68 septies, 68 octies, 69 et 71. — Adoption.

Art. 72 : MM. Gaudin de Villaine, Paul Doumer, rapporteur général ; Poirson et Debierre. — Adoption.

Amendement de MM. Poirson et Debierre : MM. Poirson et Magny. — Adoption.

Art. 86 bis, 93 bis, 95 bis, 97 bis, 113 bis et 123. — Adoption.

Art. 1^{er}, précédemment réservé : MM. Albert Peyronnet, Jouasset, commissaire du Gouvernement, et Henry Chéron. — Adoption.

Art. 52, 53 et 54. — Adoption.

Sur l'ensemble : M. Louis Martin. — Adoption, au scrutin, du projet de loi.

31. — Dépôt, par M. François-Marsal, ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes perpétuelles 6 p. 100 :

Lecture de l'exposé des motifs.

Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la commission des finances. — N° 454.

32. — Dépôt, par M. Guillaume Chastenot, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts d'un crédit de 3,500,000 fr. pour la célébration du cinquantième de la République. — N° 455.

Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Debierre, Honnorat, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, et Gaudin de Villaine.

Adoption des trois articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

33. — Dépôt, par M. Magny, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la translation au Panthéon de l'urne contenant le cœur de Gambetta. — N° 456.

Urgence précédemment déclarée.

Discussion immédiate prononcée.

Discussion générale : M. Dominique Delahaye.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

34. — Dépôt et lecture, par M. Noulens, d'un rapport au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés : 1^o tendant à autoriser le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à engager une dépense de 1,433,000 francs pour l'aménagement de l'hôpital brésilien en service de chirurgie de la faculté de médecine de l'université de Paris ; 2^o portant ouverture de crédits additionnels, sur l'exercice 1920, pour les services du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — N° 457.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

35. — Incident : MM. Gallini, Millières-Lacroix, François-Marsal, ministre des finances, et Etienne Flaudin.

36. — Motion de M. Debierre sur l'amnistie : MM. Debierre, Gaudin de Villaine, Guillaume Poulle et Mauger.

Suspension et reprise de la séance.

37. — Dépôt, par M. Paul Doumer, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rente perpétuelle 6 p. 100. — N° 458.

Discussion générale : MM. François-Marsal, ministre des finances ; de Monzie, Millières-Lacroix, président de la commission ; Paul Doumer, rapporteur général ; Dominique Delahaye, Pierre Marraud et Henry Bérenger.

Adoption successive des neuf articles et de l'ensemble du projet de loi.

38. — Dépôt, par M. Emmanuel Brousse, sous-secrétaire d'Etat aux finances, au nom de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget de l'exercice 1920. — Renvoi à la commission des finances. — N° 459.

39. — Dépôt, par M. Paul Doumer, du rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1920. — N° 460.

40. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le protectorat tunisien à contracter un emprunt de 300 millions de francs pour couvrir l'insuffisance des ressources non encore employées de son précédent emprunt de 1912 et pour compléter son outillage économique :

Discussion générale : MM. Victor Bérard et Millières-Lacroix, président de la commission des finances.

Adoption des huit articles et de l'ensemble du projet de loi.

41. — Discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1920 :

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate ordonnée.

Discussion des chapitres modifiés.

Etat A :

Finances : chap. 57 et 126 bis. — Adoption.

Justice : chap. 3. — Adoption.

Affaires étrangères : chap. 2. — Adoption.

Intérieur : chap. 2. — Adoption.

Guerre : chap. 2 et 41 bis. — Adoption.

Instruction publique : chap. 151 bis et 151 ter. — Adoption.

Beaux-arts : chap. 23 et 106 ter (nouveau). — Adoption.

Travail : chap. 2. — Adoption.

Agriculture : chap. 1^{er} et 2. — Adoption.

Travaux publics : chap. 2. — Adoption.

Postes et télégraphes :

Chap. 2, 29 et 31. — Adoption.

Ports :

Chap. 2. — Adoption.

Hygiène :

Chap. 2, 3 et 6. — Adoption.

Budget extraordinaire :

Ravitaillement : Chap. B. — Adoption.

Lo. de finances :

Art. 1^{er}, 4 bis, 52, 51 et 72 et 95 bis. — Adoption.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

42. — Dépôt et lecture, par M. Raphaël-Georges Lévy, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le gouvernement du protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 744,140,000 francs. — N° 461.

Avis de la commission des affaires étrangères, par M. Bompard, au nom de M. Lucien Hubert. — N° 462.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption successive des six articles et de l'ensemble du projet de loi.

43. — Dépôt et lecture par M. Noulens, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ouvrant les crédits nécessaires pour l'alimentation nationale en pain pendant la campagne 1920-1921. — N° 463.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Discussion générale : Thoumyre, sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement et Mauger.

Discussion des articles :

Art. 1^{er} : M. Hervey et le sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement. — Adoption.

Art. 2 et 3. — Adoption.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

44. — Dépôt et lecture par M. Raphaël-Georges Lévy, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation d'une convention conclue pour la concession d'un réseau de chemin de fer au Maroc. — N° 464.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des sept articles et de l'ensemble du projet de loi.

45. — Dépôt et lecture, par M. Raphaël-Georges Lévy, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant affectation d'une subvention de 500,000 fr. à la société des habous des lieux saints de l'Islam pour la construction d'un institut musulman à Paris. — N° 465.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Victor Bérard et Paul Pelisse.

Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi.

Suspension et reprise de la séance.

46. — Clôture de la session.

47. — Procès verbal : M. Mauger.

PRÉSIDENCE DE M. BOUDENOOT

VICE-PRÉSIDENT

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Joseph Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

M. Simonet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Simonet sur le procès-verbal de la séance du jeudi 29.

M. Simonet. Le *Journal officiel* d'hier, que je n'ai pu consulter à temps pour faire la rectification nécessaire au début de la séance d'hier, me fait dire, dans le procès-verbal de la 2^e séance d'avant-hier, 29, page 1571, 3^e colonne, *in fine* :

« Plusieurs propositions furent déposées à la Chambre par MM. Bouilloux-Lafont, Deguise, Cosnier et plusieurs autres de leurs collègues... »

J'ai dit : « par MM. Bouilloux-Lafont, Deguise, Connevot et plusieurs autres de leurs collègues. »

A la même séance, page 1572, 1^{re} colonne, ligne 66, le texte doit être rétabli ainsi qu'il suit : « M. le ministre des pensions en aura, naturellement, la charge. »

M. le président. La rectification sera faite.

Il n'y a pas d'autre observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSES ET DEMANDE DE CONGÉ

M. le président. M. de La Batut s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

M. Hayez s'excuse, pour raison de santé, de ne pouvoir assister à la séance.

M. Deloncle s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et demande un congé.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le congé est accordé.

3. — DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le général Bourgeois et plusieurs de ses collègues une proposition de loi relative à l'adoption de dispositions particulières concernant les Allemands ayant acquis la nationalité française par suite de leur mariage avec des Alsaciennes.

La proposition de loi est renvoyée à la commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine.

Elle sera imprimée et distribuée.

4. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique pour le dépôt de trois projets de loi pour lesquels il demande au Sénat de déclarer l'urgence.

M. Honnorat, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre des

finances et de M. le ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, un projet de loi adopté par la Chambre des députés autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet 1920.

Je demande au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le ministre de l'instruction publique. Messieurs, un projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet 1920 a été présenté le 25 juillet 1920 à la Chambre des députés qui l'a adopté dans sa séance du 30 juillet 1920.

Nous avons l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet, dont vous avez pu suivre la discussion.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les sénateurs en même temps qu'à MM. les députés.

M. le président. Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre de l'instruction publique. J'ai l'honneur également de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances, de M. le ministre de la guerre et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, d'un crédit de 3,500,000 fr. pour la célébration du cinquantenaire de la République.

Je demande au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le ministre de l'instruction publique. Messieurs, un projet de loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts d'un crédit de 3,500,000 francs pour la célébration du cinquantenaire de la République, a été présenté, le 28 juillet 1920, à la Chambre des députés qui l'a adopté dans sa séance du 30 juillet 1920.

Nous avons l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet, dont vous avez pu suivre la discussion.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les sénateurs en même temps qu'à MM. les députés.

M. le président. Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre de l'instruction publique. J'ai l'honneur, enfin, de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances, de M. le ministre de la

guerre et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la translation au Panthéon de l'urne contenant le cœur de Léon Gambetta.

Je demande au Sénat de bien vouloir déclarer l'urgence.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le ministre de l'instruction publique. Messieurs, un projet de loi tendant à la translation au Panthéon de l'urne contenant le cœur de Léon Gambetta a été présenté, le 20 juillet 1920, à la Chambre des députés qui l'a adopté dans sa séance du 30 juillet 1920.

Nous avons l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet, dont vous avez pu suivre la discussion.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les sénateurs en même temps qu'à MM. les députés.

M. le président. Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Le projet de loi est renvoyée à la commission, nommée le 14 juin 1910, chargée de l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation départementale et communale et à la suppression de la tutelle administrative.

Il sera imprimé et distribué.

5. — MOTION D'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. Le Sénat a renvoyé à sa commission de l'armée l'examen d'un projet de loi sur l'office d'éducation physique. La commission des finances demande à en être saisie pour avis.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi ordonné.

6. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI TENDANT A AUTORISER L'ALGERIE A CONTRACTER DES EMPRUNTS

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser l'Algérie : 1^o à contracter un emprunt de 250 millions pour liquider les découverts budgétaires et faire face à des charges exceptionnelles résultant de l'état de guerre ; 2^o à contracter un emprunt de 35 millions, destiné aux travaux complémentaires du réseau racheté et à incorporer pour leur réalisation, aux emprunts ci-dessus, les emprunts déjà autorisés par des lois et non encore réalisés.

M. Jean Morel, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Le gouverneur général de l'Algérie est autorisé à réaliser, par voie d'emprunt, jusqu'à concurrence d'un maximum global de 285,000,000 fr. les sommes applicables aux objets ci-après :

Dépenses pour lesquelles l'Algérie a été autorisée à recourir à des avances de la banque de l'Algérie.

« 1^o Découvert résultant des déficits budgétaires des exercices 1915, 1916 et 1917 (lois des 30 décembre 1915, 30 décembre 1916 et 30 décembre 1918), déduction faite de l'excédent de recettes de l'exercice 1918..... 30.414.032 47

« 2^o Insuffisance présumée des recettes destinées à équilibrer les crédits inscrits au budget de l'exercice 1919 (lois des 30 décembre 1918 et 14 juin 1919)..... 19.283.507 »

« 3^o Déficit du compte hors budget ouvert par le décret du 12 novembre 1917, relatif à la réquisition des céréales en Algérie (loi du 25 avril 1919)..... 15.000.000 »

« 4^o Somme nécessaire pour balancer le compte hors budget destiné à recevoir provisoirement l'imputation des dépenses afférentes aux indemnités exceptionnelles et complémentaires de cherté de vie attribuées au personnel en activité ou en retraite des trois grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie (loi du 14 juin 1919)..... 12.000.000 »

Dépenses non couvertes par les avances de la banque de l'Algérie.

« 5^o Paiement des allocations exceptionnelles du temps de guerre des fonctionnaires des services civils et complément de pensions des petits retraités (année 1920)..... 3.650.000 »

« 6^o Paiement des allocations exceptionnelles du temps de guerre du personnel des chemins de fer d'intérêt général (année 1920)..... 8.000.000 »

« 7^o Crédits nécessaires pour assurer au personnel en activité ou en retraite des chemins de fer d'intérêt local réquisitionnés le paiement d'indemnités exceptionnelles et complémentaires de cherté de vie, équivalentes, comme quotité et comme durée, à celles qui sont ou seront attribuées aux agents civils ou retraités de l'Algérie (période du 1^{er} juillet 1918 au 31 décembre 1920)..... 3.400.000 »

« 8^o Dépenses à résulter de l'extension au personnel retraité des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local de l'Algérie des dispositions de la loi du 23 février 1919, relative au relèvement de l'indemnité tempo-

raire mensuelle allouée aux petits retraités de l'Etat (période du 1^{er} juillet 1918 au 31 décembre 1920)..... 2.000.000 »

« 9^o Régularisation de l'avance consentie par le Trésor pour le paiement au personnel des P. T. T. de l'Algérie d'une somme de 530 fr. à titre d'acompte sur le relèvement futur des traitements..... 2.200.000 »

« 10^o Extension de la même mesure au profit de tous les fonctionnaires civils de la colonie dans les mêmes conditions que dans la métropole..... 8.000.000 »

« 11^o Régularisation de l'avance consentie par le Trésor pour le paiement aux personnels des services civils d'une somme de 200 fr. à titre d'acompte sur le relèvement des traitements.... 4.000.000 »

« 12^o Débours faits ou à faire par l'administration des chemins de fer algériens de l'Etat pour l'amortissement de la créance litigieuse sur le gouvernement américain afférente à l'achat de trois cargos destinés à assurer le ravitaillement en charbon du réseau ou, éventuellement, pour le règlement de la transaction à intervenir au sujet de cette créance entre le gouvernement des Etats-Unis et la colonie.... 8.000.000 »

« 13^o Déficit à provenir en 1919, dans le budget d'exploitation des chemins de fer exploités en régie ou sous le régime de la garantie, du relèvement des traitements et de l'application de la journée de huit heures..... 4.000.000 »

« 14^o Versement aux fonds spéciaux de la caisse de réserve et de l'emprunt de 175 millions autorisé par la loi du 28 février 1908 des sommes nécessaires pour compenser la dépréciation des titres acquis, avant la guerre, comme placement de la portion de ces fonds momentanément sans emploi, dans les conditions fixées par l'article 19 de la loi du 14 décembre 1905.... 11.800.000 »

« 15^o Somme nécessaire pour assurer, en 1919, du 1^{er} juillet au 31 décembre, le paiement des nouveaux traitements et des nouvelles indemnités des personnels des services civils de l'Etat en Algérie..... 41.998.099 »

« 16^o Complément de dotation du fonds de roulement des chemins de fer algériens de l'Etat..... 10.000.000 »

« 17^o Insuffisance présumée des recettes destinées à équilibrer les crédits inscrits au budget de l'exercice 1920. 62.905.305 »

« 18^o Subventions aux communes pour leurs dépenses de personnel..... 6.100.000 »

« 19^o Frais d'émission de l'emprunt et dépenses diverses s'y rattachant..... (Mémoire.)

« 20^o Somme destinée, concurremment avec l'emprunt de 20 millions autorisé par la loi du 30 novembre 1916 à

pourvoir aux travaux complémentaires du réseau de chemins de fer racheté par l'Algérie 35.000.000 »

287.750.943 47

« Les fonds reconnus disponibles sur les évaluations indiquées ci-dessus pourront être affectés, par voie de décret rendu sur le rapport du ministre de l'intérieur, après avis du ministre des finances, à l'un quelconque des objets prévus. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Pourront, en outre, être incorporés à ce emprunt pour être réalisés aux mêmes taux et conditions les emprunts suivants non encore réalisés :

« 1^o Emprunt de 55 millions autorisé par la loi du 15 juin 1918 et affecté aux travaux d'achèvement des lignes à construire d'après le programme établi pour l'emploi des fonds provenant de l'emprunt de 175 millions autorisés en 1908;

« 2^o Emprunt de 20 millions autorisé par la loi du 30 novembre 1916. » — (Adopté.)

« Art. 3. — L'emprunt émis en vertu des articles 1^{er} et 2 ci-dessus devra être amorti dans un délai maximum de cinquante ans; il pourra être réalisé en totalité ou par fraction, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations nominatives et au porteur. Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront fixées par décret du Président de la République rendu sur la proposition des ministres de l'intérieur et des finances. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les différentes portions de l'emprunt seront, au fur et à mesure de leur réalisation, portées à un compte de trésorerie dans les écritures du trésorier général de l'Algérie. Les crédits correspondant aux dépenses à effectuer au titre de chaque exercice seront annuellement ouverts à une section distincte dans le budget qui comprendra, à une ligne spéciale, une évaluation de recette égale au montant des crédits. En fin d'exercice, une somme égale au montant des paiements sera transportée, du compte de trésorerie ci-dessus, à la ligne de recette dont il s'agit.

« Les crédits ouverts au budget de l'exercice 1920 pour l'emploi de fonds provenant de l'emprunt et qui seront restés sans emploi à la clôture dudit exercice pourront être rattachés, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets de report. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les actes susceptibles d'enregistrement auxquels donnera lieu l'exécution des dispositions de la présente loi seront passibles du droit fixe de 3 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

7. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AUX SERVICES MARITIMES POSTAUX ENTRE LA FRANCE, LE BRÉSIL ET LA PLATA

M. le président. La parole est à M. Rouland pour le dépôt d'un rapport pour lequel il demande au Sénat de bien vouloir prononcer l'urgence et ordonner la discussion immédiate.

M. Rouland, rapporteur de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le

bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France, le Brésil et la Plata.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, votre commission des finances a été appelée à émettre un avis sur un projet de loi voté par la Chambre et tendant à ratifier une convention, passée le 24 juin dernier, entre l'Etat et la compagnie de navigation Sud-Atlantique pour l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France, le Brésil et la Plata.

Il est inutile de rappeler ici toutes les considérations d'intérêt national qui s'attachent à cette ligne reliant la France à l'Amérique latine. L'expansion de notre influence dans ces contrées est trop intimement liée au développement de notre pavillon pour que nous puissions hésiter à faire les sacrifices nécessaires.

La convention intervenue entre l'Etat et la compagnie de navigation Sud-Atlantique permet l'établissement de deux services, l'un par navires de luxe, à marche rapide, capables de concurrencer les lignes étrangères, l'autre par paquebots mixtes, affectés au transport des voyageurs et des marchandises.

Des études, qui se sont poursuivies depuis la mise en exploitation du service, avant et pendant la guerre, il résulte que le service par navires de luxe, étant donné surtout le prix du combustible nécessaire à une marche rapide, ne pourra couvrir ses frais d'exploitation. Par contre, le service commercial par paquebots mixtes doit donner un bon intérêt.

Mais l'instabilité actuelle a conduit à rechercher une formule provisoire, valable pour dix années seulement.

La formule adoptée est une véritable régie intéressée. Le service rapide constituant une véritable charge pour le concessionnaire, l'Etat, prend à sa charge neuf dixièmes des pertes, et, en vue d'intéresser ledit concessionnaire à la bonne exploitation du service, lui consent le paiement d'une prime de gestion, égale à 10 p. 100 de la différence entre les recettes et les dépenses d'exploitation. Cette prime lui sera allouée pour chaque voyage.

Pour la ligne mixte au contraire, la participation de l'Etat, dans les bénéfices comme dans les pertes est de 70 p. 100. En plus, au cas où les bénéfices viendraient à dépasser 10 p. 100 ou 20 p. 100 du capital investi, l'Etat prélèverait 25 p. 100 dans le premier cas, 37 1/2 p. 100 dans le second, de ce bénéfice — ces conditions brièvement exposées et après examen attentif de la convention — votre commission des finances, d'accord avec votre commission de la marine marchande, est d'avis d'accepter, sans modification, le projet voté par la Chambre.

M. le président. La parole est à M. de Monzie pour la lecture de l'avis de la commission de la marine.

M. de Monzie, rapporteur de la commission de la marine. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un avis, présenté au nom de la commission de la marine, sur un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France, le Brésil et la Plata.

Voix nombreuses. Lisez! lisez!

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de cet avis.

M. de Monzie, rapporteur. Messieurs, la démonstration en est faite. Une flotte marchande, des services réguliers de paquebots rapides et luxueux sont pour un grand peuple d'indispensables moyens d'influence et de rayonnement. La politique de la présence est une nécessité commerciale autant que diplomatique. Le pavillon est une réclame vivante pour la grande maison de commerce qu'est un pays moderne. Mais pour être efficace cette réclame doit s'accompagner de luxe, voire parfois de magnificence. Les marchandises précieuses ou périssables ont besoin de transports rapides, les voyageurs veulent du confort, du luxe et des traversées brèves. Ils préfèrent le bateau qui leur offre le plus de commodités. Et, comme au terme du voyage, ce bateau trouve son port d'attache et son pays, c'est dans ce port et ce pays que tout naturellement vont les voyageurs. Il n'est pas indifférent que ce pays soit le nôtre. Car les voyageurs y viendront prendre nos idées et le goût de notre culture comme de nos produits; ils y feront leurs achats et y laisseront leur or et leurs lettres de change, élément invisible de la balance économique.

Jamais plus qu'aujourd'hui ces vérités ne furent d'immédiate actualité. Le pays doit réparer ses ruines, reconstituer sa clientèle, rétablir son change. Stimuler ses exportations, attirer les touristes, sont les nécessités primordiales de l'heure.

Or peu de pays offrent à cet égard de plus riches possibilités que l'Amérique du Sud. 200,000 Français y vivent, que la France ne saurait trop soutenir, encourager, protéger. Une population, égale à celle de la France, de même race et de même culture, professe nos idées et nos goûts. L'habile ténacité commerciale de l'Allemand, la supériorité de ses services maritimes qu'assuraient la Hamburg-Sudamerikanische Linie, le Norddeutscher Lloyd de Brème et d'autres compagnies de moindre renommée, l'avaient gagnée aux produits germaniques. La défaite de l'Allemagne a rendu le champ libre. Ne compromettons pas de nouveau ces sympathies politiques et commerciales. Une clientèle de touristes riches et nombreux vient — ou du moins venait avant la guerre — tous les ans en Europe. N'en laissons pas le profit à nos rivaux. C'est en France que les nations du Sud-Amérique veulent venir. Elles réclament les moyens de s'y rendre commodément.

Or déjà, en 1914, nos services maritimes sur le Brésil et la Plata faisaient pâle figure auprès des services anglais, allemands, voire italiens. Aux 30 navires anglais de cinq ans en moyenne, aux 25 allemands de quatre ans et demi, la France en opposait seulement 16 de dix ans. L'Italie en avait le même nombre; mais leur âge moyen ne dépassait pas quatre ans et demi.

La guerre a singulièrement aggravé la situation. Il n'y a plus de navires allemands, du moins sous pavillon allemand. Mais, pour 20 navires anglais de neuf ans, pour 14 italiens de sept ans environ, la France ne peut plus mettre en ligne que 12 bateaux, et ces bateaux n'ont pas moins de dix-neuf ans en moyenne. Sur ce nombre, deux vrais paquebots seulement: le *Lutetia* prêt à prendre la mer; l'*Alésia*, en cours de transformation. Un troisième, le *Massilia*, est en voie d'achèvement. Les navires anglais, hollandais font escale dans nos ports, drainant trafic et voyageurs. Les compagnies étrangères déploient pour les garder une fébrile activité; avant la fin de l'année, le groupe anglais aura rétabli les départs de semaine de Liverpool et de Southampton.

La France se doit de faire un gros effort. Mais cet effort dépasse les possibilités d'une entreprise privée. Les navires de

luxe, surtout aujourd'hui, sont trop coûteux ; on évalue à 90 millions le prix actuel d'un *Lutelia* ! L'exploitation en est trop onéreuse, au prix présent des combustibles, de la main-d'œuvre et des matières grasses. Le paquebot de grand luxe ne paye pas, c'est un fait reconnu. Il est cependant nécessaire. Il faut, pour l'exploiter, le concours de l'Etat. Ce concours est d'ailleurs d'autant plus légitime, que les services maritimes postaux sont, pour le pays entier, une occasion d'accroissement moral, politique et commercial.

Sur ce point, aucune controverse. La difficulté commence quand il s'agit de préciser les modalités du concours de l'Etat. Jusqu'ici l'Etat français n'a pratiqué que le système des subventions forfaitaires. Depuis 1857, des conventions l'ont lié aux compagnies qui assuraient les services sur l'Amérique du Sud. Longtemps la compagnie des messageries maritimes eut le privilège de ce trafic officiel. Mais, en 1911, estimant que des lignes régulières, rapides et de grand luxe s'écartaient trop de ses méthodes habituelles d'exploitation, elle se retira. Et la concession du service Sud-Atlantique fut, par convention du 11 juillet 1911, accordée à la société d'études de navigation, qui se transforma en compagnie de navigation Sud-Atlantique.

Aux termes de cette convention, la compagnie s'engageait à assurer un voyage toutes les deux semaines par paquebot rapide entre Paris et Buenos-Aires, avec escales à Lisbonne, Dakar, Rio-de-Janeiro et Montevideo et un voyage mensuel par paquebot mixte entre Bordeaux et Buenos-Aires avec escales à Dakar, Pernambuco, Bahia, Rio-de-Janeiro, Santos et Montevideo. La vitesse des services rapides était fixée à 18 nœuds entre Lisbonne et Buenos-Aires et à 15 nœuds entre Pauillac et Lisbonne. Celle du service commercial ne devait pas être inférieure à 11 nœuds. La subvention était fixée à 25, 30 ou 35 fr. par lieue marine suivant la mise en service des paquebots neufs, sans pouvoir dépasser un maximum de 3,754,000 fr. Elle était d'ailleurs revisable suivant les résultats de l'exploitation. Le maximum seul demeurerait immuable.

Il était, en contre-partie de la subvention, prévu un partage des bénéfices. Après prélèvement, de la dotation de la réserve légale et d'un intérêt de 5 p. 100 pour le capital actions, l'Etat devait percevoir sur l'excédent disponible :

1° Un quart sur la partie de cet excédent représentant au plus 1 p. 100 du capital actions ;

2° La moitié du surplus.

La commission devait durer jusqu'en 1927.

Mais l'article 96 du cahier des charges, prévoyant le cas de guerre et de réquisition, stipulait notamment :

« Le concessionnaire à la faculté de se refuser à exécuter immédiatement le traité si les navires livrés par lui à l'Etat ne lui sont pas rendus en état convenable et en assez grand nombre pour permettre un service complet. Dans ce cas, des arrangements sont pris entre le ministre et le concessionnaire pour fixer la date de la reprise totale ou partielle du service. »

Or, du fait de la guerre, la compagnie de navigation Sud-Atlantique n'avait plus, depuis avril 1916, aucun paquebot à sa disposition, le paiement de la subvention et l'exécution du contrat avaient été suspendus. La compagnie a perdu par torpillage successivement le *Gallia*, le *Burdigala*, le *Sequana* et l'*Alesia*. Les paquebots la *Gascogne* et *Divona* ont été rendus après réquisition dans un état tel, que le premier a dû être vendu à la démolition et que le second ne pourra être remis en service qu'après l'exécution de travaux considérables.

Il était dès lors impossible à la compagnie d'assurer les services prévus par la convention du 11 juillet 1911 ; elle était donc en droit, aux termes de l'article 96 du cahier des charges, de dénoncer le contrat.

Il fallait pourtant assurer de nouveau nos relations rapides et postales avec le Sud-Amérique. Mais le système de la subvention forfaitaire n'était plus possible. Combustibles, main-d'œuvre, approvisionnements de toutes sortes subissent des variations de prix trop considérables et trop brusques. Le prix du charbon, à Bordeaux, par exemple, est passé par étapes irrégulières de 32 fr. 50 la tonne, en 1914, à 65 fr., en 1915, à 250 fr. 1919 et à 450 fr., en 1920. Le combustible nécessaire pour un voyage du *Lutelia*, en 1913, coûtait 386,367 fr. ; il coûterait aujourd'hui 4,600,000 fr. à peu près. Les frais d'alimentation pour l'équipage et les passagers, qui se chiffraient par 155,463 fr., atteindraient maintenant 650,000 francs. Ainsi à l'avenant. Ces variations considérables, imprévues et brutales ne permettent plus de chiffrer, une fois pour toutes, même avec revisions périodiques, l'aide et le concours de l'Etat.

Une autre conception a présidé à la convention du 24 juin 1920, qui est aujourd'hui soumise au Parlement. Cette convention réalise une sorte de régie intéressée offrant tant au point de vue financier qu'au point de vue commercial, les plus complètes garanties.

La gestion demeure confiée à la compagnie Sud-Atlantique. Et cela suffit à assurer dans l'exploitation l'application de méthodes commerciales. Mais l'Etat assume les charges qui écraseraient ou rebuteiraient une entreprise privée. Toutefois, afin de ne pas limiter sa participation aux seules chances mauvaises, les bonnes demeurant réservées au concessionnaire, il lui est fait une part, la plus large, dans les bénéfices éventuels, et il est associé à l'exploitation des lignes commerciales qui doivent, selon toute vraisemblance, se montrer profitables et dont la compagnie, même en l'absence de tout concours officiel, aurait certainement continué d'assurer le service.

En conséquence, pour le service mixte comme pour le service rapide, il sera tenu par la compagnie un compte d'exploitation par voyage, dans lequel figureront d'un côté toutes les recettes, de l'autre toutes les dépenses afférentes aussi bien à l'exploitation proprement dite de la ligne qu'aux charges financières et aux frais généraux. Parmi les charges financières de chaque voyage figure une participation à la rémunération du capital investi dans l'exploitation au taux de 5 p. 100.

Dans le but d'intéresser le concessionnaire à l'augmentation du trafic et à la réduction des dépenses, il lui sera alloué, pour le service rapide seulement, une prime de gestion fixée à 10 p. 100 de la différence entre les recettes, d'une part, et, d'autre part, les dépenses d'exploitation proprement dites et les frais généraux sur les dépenses qu'il est en son pouvoir de comprimer.

En outre, pour ce même service, pertes et bénéfices se partageront dans la proportion de un dixième pour la compagnie et neuf dixièmes pour l'Etat. La part du concessionnaire dans les pertes de chaque voyage ne pourra dépasser le montant de la prime de gestion afférente à ce voyage. D'autre part, et pour que le calcul au voyage n'avantage pas trop le concessionnaire, il a été stipulé que son bénéfice net pour l'ensemble de l'exercice de la ligne rapide ne pourrait dépasser un dixième du bénéfice net total de l'exercice.

Pour le service mixte, il n'est pas prévu de primes de gestion ; mais les bénéfices et pertes se répartissent dans la proportion de

trois dixièmes au concessionnaire et sept dixièmes à l'Etat.

Des précautions, au surplus, sont prises pour assurer la constitution entre les mains de la compagnie de réserves suffisantes en prévisions d'exercices déficitaires ; lorsque, pour un exercice, la part nette totale de la compagnie dans le bénéfice des deux lignes augmente de 5 p. 100 du capital, il sera prélevé sur la partie du bénéfice excédant cette limite : 25 p. 100 en faveur de l'Etat et 25 p. 100 en faveur d'une réserve destinée à faire face aux pertes éventuelles de l'entreprise avant tout partage des résultats. Le reliquat de la réserve, en fin de concession, appartiendra au concessionnaire, puisque la réserve aura été prélevée sur sa part des bénéfices.

Des avances seront consenties par l'Etat pour la dépense en charbon, qui est extrêmement élevée, tant en raison des prix actuels que de la consommation énorme des grands paquebots rapides. D'autres avances pourront éventuellement être faites pour maintenir à un niveau suffisant les fonds de roulement.

Enfin de concession, le concessionnaire aura la faculté de ne pas conserver les navires qu'il aurait fait construire à la demande de l'Etat, celui-ci ayant, en pareille hypothèse, la faculté de se faire remettre la totalité des paquebots rapides avec leurs approvisionnements pour assurer la continuité du service.

Au point de vue commercial, plus de latitude est laissée au concessionnaire que dans les précédents contrats. L'association de l'Etat à l'entreprise en est la cause. Le matériel ni le personnel des services publics ne bénéficieront des réductions jusqu'ici habituelles ; l'administration des postes payera un prix forfaitaire pour le transport des dépêches et de ses agents. Le prix des passages et le fret seront libres, sauf entre Dakar et la France, le ministre ayant, en ce dernier cas, un droit d'homologation.

Quant aux voyages prévus, ils sont malheureusement moins fréquents qu'avant la guerre. En attendant que les navires perdus pendant la guerre aient été remplacés, il sera effectué un départ tous les vingt-huit jours ; plus tard, il y en aura un tous les quatorze jours. Les escales desservies sont les mêmes que celles prévues au contrat de 1911, moins Dakar, que les services rapides doivent abandonner, à moins de perdre la riche clientèle sud-américaine. Enfin, la durée maximum de la traversée entre Lisbonne et Buenos-Aires, vu la cherté et la mauvaise qualité du charbon, est plus longue que sous le régime des précédentes conventions. Il n'était guère possible d'en décider autrement.

Telle est la convention soumise au Sénat.

Il semble qu'elle doit donner, commercialement et financièrement, des résultats avantageux. Le pays ne peut qu'en tirer profit. Et, comme la saison des voyages pour les Américains du Sud commence avec l'automne, il est nécessaire de lui donner sans délai l'approbation législative. Au reste, des renseignements que publie la compagnie Sud-Atlantique, il résulte qu'avant longtemps et pour peu que l'Etat veuille bien régler les réquisitions et prêter son concours au remplacement des unités perdues par prélèvement sur les navires allemands, le concessionnaire pourra, avec l'aide des Chargeurs réunis, rétablir les départs de semaine. Alors, la France sera en situation de défendre son trafic contre des concurrents.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues, dont voici les noms : MM. de Monzie, Noulens, Hervey,

Joseph Reynaud, Charles Chabert, J. Thiéry, Jean Capus, Tissier, Catalogne, Lucien Hubert, Royneau, Perdrix, Guillier, Pédebidou, Charpentier, Bienvenu Martin et Vayssières.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Sont approuvées les stipulations financières de la convention conclue, le 24 juin 1920, entre l'Etat et la compagnie de navigation Sud-Atlantique pour l'exploitation du service maritime postal entre la France, le Brésil et La Plata. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Ladite convention et le cahier des charges qui s'y rapporte seront enregistrés au droit fixe de 3 fr. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Il est interdit aux membres de la Chambre des députés et du Sénat, sous peine de déchéance de leur mandat, de faire partie des conseils d'administration ou de surveillance de la société concessionnaire.

« Les personnes élues sénateurs et députés qui feraient partie d'un des conseils devront, dans les huit jours qui suivront la vérification de leurs pouvoirs, opter entre l'acceptation du mandat parlementaire et la conservation de leurs fonctions.

« A défaut d'option, elles seront, de plein droit, déclarées démissionnaires par l'assemblée à laquelle elles appartiennent. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

8. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI INSTITUANT UNE COMMISSION SUPERIEURE DE CASSATION

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, tendant à instituer temporairement, près la cour de cassation, une commission supérieure de cassation chargée de juger les pourvois formés contre les décisions des commissions arbitrales.

L'urgence a été précédemment déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il est institué temporairement près la cour de cassation une commission supérieure de cassation devant laquelle seront portés directement les pourvois formés contre les décisions des commissions arbitrales conformément à la loi du 17 août 1917, concernant la résiliation des baux ruraux par suite de la guerre, à la loi du 9 mars 1918, relative aux modifications apportées aux baux à loyers par l'état de guerre, à la loi du 25 octobre 1919

reglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies et à toutes autres lois relatives au même objet. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Cette juridiction comprendra 14 membres, savoir : 4 conseillers à la cour de cassation et 10 magistrats de la cour d'appel de Paris, dont 4 pourront être pris parmi les magistrats honoraires de cette cour. Au cas où un des conseillers à la cour de cassation, atteint par la limite d'âge, serait admis à la retraite et nommé conseiller honoraire, il pourrait conserver ses fonctions à la commission : en tout cas, celle-ci devrait comprendre toujours au moins deux conseillers en activité de service.

« Quatre magistrats du parquet de la cour d'appel de Paris rempliront les fonctions de ministère public, sous la direction du procureur général près la cour de cassation ; celui-ci pourra, s'il l'estime nécessaire, siéger personnellement aux audiences de la commission, ou y déléguer un des avocats-général de son parquet. »

« Le service du greffe fonctionnera sous la direction du greffier en chef de la cour de cassation. » — (Adopté.)

« Art. 3. — 1^o La commission supérieure de cassation sera divisée en deux sections de 7 membres, comprenant chacune 2 conseillers à la cour de cassation qui exerceront les fonctions de président et de vice-président et 5 magistrats de la cour d'appel.

« § 2. Les magistrats en activité de service appelés à faire partie de la commission seront désignés par leurs cours respectives en assemblée générale. Les magistrats honoraires seront désignés par le garde des sceaux.

« § 3. Le nombre des magistrats et des sections peut être augmenté en la même forme, si les nécessités du service l'exigent, par décret rendu sur la proposition du garde des sceaux. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les affaires seront instruites et jugées suivant les lois et règlements en vigueur à la chambre civile de la cour de cassation ; toutefois, le ministère d'avocat n'est pas obligatoire.

« Chaque section statuera au nombre de cinq membres au moins, dont un conseiller à la cour de cassation, président.

« Sur l'avis du rapporteur ou les réquisitions du ministère public, les affaires seront renvoyées devant la commission supérieure de cassation tenant séance plénière, siégeant alors au nombre de onze membres au moins. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Lorsqu'après la cassation d'une première sentence arbitrale, la seconde sentence rendue dans la même affaire entre les mêmes parties, procédant en la même qualité, sera attaquée par les mêmes moyens que la première, la cour de cassation prononcera, toutes les chambres réunies.

« Si la deuxième sentence est cassée pour les mêmes motifs que la première, la commission arbitrale à laquelle l'affaire est renvoyée se conformera à la décision de la cour de cassation sur le point de droit jugé par cette cour. Le tout conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1837. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Sont abrogés le paragraphe 4 de l'article 18 de la loi du 17 août 1917 et le paragraphe 4 de l'article 51 de la loi du 9 mars 1918, toutes autres dispositions de ces lois étant maintenues. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Les affaires visées par la pré-

sente loi actuellement pendantes devant la chambre civile de la cour de cassation et non encore en état seront, aussitôt après sa promulgation, déferées à la commission supérieure de cassation. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

2. — DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI MODIFIANT LES LIMITES D'AGE DES OFFICIERS GÉNÉRAUX

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant modification à l'article 5 de la loi du 8 juillet 1920, modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires de grades correspondants.

L'urgence a été précédemment déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article.

« Article unique. — L'article 5 de la loi du 8 juillet 1920, modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires de grades correspondants, est abrogé et remplacé par le suivant :

« Art. 5. — Les dispositions de l'article 1^{er} et de l'article 4 de la présente loi s'appliquent également aux fonctionnaires militaires ayant la correspondance de grade avec les officiers généraux et les colonels.

« Pourront être exceptionnellement maintenus en activité dans les cadres au delà des limites d'âge fixées par l'article 1^{er}, s'ils réunissent les conditions d'aptitude nécessaires :

« 1^o les fonctionnaires militaires ayant la correspondance de grade avec les généraux de division, jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans ;

« 2^o Les fonctionnaires militaires ayant la correspondance de grade avec les généraux de brigade, jusqu'à l'âge de soixante-deux ans.

« Le maintien dans les cadres sera prononcé par décret du Président de la République, sur rapport motivé du ministre de la guerre, après consultation, au scrutin secret, d'une commission composée :

« 1^o Pour les contrôleurs généraux de l'administration de l'armée, d'un inspecteur général des finances et de deux contrôleurs généraux de grade au moins égal à celui de l'intéressé ;

« 2^o Pour les inspecteurs généraux militaires des poudres, d'un général de division appartenant au conseil supérieur de la guerre, d'un contrôleur général de 1^{re} classe de l'administration de l'armée et d'un inspecteur général militaire des poudres de grade au moins égal à celui de l'intéressé ; en cas d'impossibilité, ce troisième membre sera remplacé par un contrôleur général de 1^{re} classe de l'administration de l'armée ;

« 3^o Pour les autres fonctionnaires, d'un général de division appartenant au conseil supérieur de la guerre et de deux fonctionnaires du même service de grade au moins égal à celui de l'intéressé ; en cas d'impossibilité, les deux derniers membres seront remplacés par des médecins inspecteurs généraux pour les pharmaciens inspecteurs et par des généraux de division pour les autres fonctionnaires. »

La parole est à M. le colonel Stuhl.

M. le colonel Stuhl. Messieurs, il y a trois semaines, j'ai combattu la loi sur l'abaissement de la limite d'âge des colonels et des généraux, trouvant que cette loi lésait des intérêts légitimes, qu'elle grevait le budget des pensions d'un chiffre respectable de millions, sans fortifier les cadres de l'armée.

Le Sénat a admis les raisons données par le ministre de la guerre, afin de parer à la crise d'avancement, ceux-ci étant complètement arrêté pendant un an ou deux pour les officiers.

Aujourd'hui, on nous présente une modification à l'article 5 de la loi du 8 juillet 1920 n'appliquant pas aux officiers du service de santé les dispositions de la loi du 8 juillet.

Les officiers du corps de santé ont eu des pertes très élevées pendant la guerre. Les médecins des corps de troupes vivaient dans la tranchée, suivaient de très près les troupes au combat, et ils se considéraient comme des combattants et demandant à être traités comme tels.

M. Le Barillier. C'est à leur honneur.

M. le colonel Stuhl. Il y a, dans le corps de santé également, une crise d'avancement très grande, je dirai même qu'il y a un grand découragement, puisque, actuellement, un nombre considérable de démissions parviennent au ministère. *(Très bien ! très bien !)*

Pour ces raisons, je demande au Sénat de rejeter les modifications proposées à l'article 5 de la loi du 8 juillet 1920, en ce qui concerne les officiers du corps de santé et de l'intendance.

M. Paul Pelisse. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pelisse.

M. Paul Pelisse. Messieurs, je désire appuyer la demande d'ajournement de M. le colonel Stuhl. Il nous a paru qu'il y avait une contradiction flagrante entre les déclarations que M. le ministre de la guerre a faites, sur ce sujet, au cours de la séance du 6 juillet dernier, et les considérants dont le projet de loi qui nous est soumis a été motivé par le Gouvernement. *(Très bien !)*

M. Hervey, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, vous savez que, dans la loi qui a été promulguée le 8 juillet dernier, une exception avait été faite pour les officiers ayant rang d'officier général dans le service du contrôle et dans le service des inspecteurs des poudres. Il avait paru à un grand nombre des membres de la commission de l'armée que le service de l'intendance et le service de santé, — toujours en ce qui concerne seulement les officiers du grade d'officier général, — pouvaient être assimilés aux corps que je viens d'indiquer. Notre honorable collègue, M. le général Hirschauer, avait fait remarquer qu'il était d'autant plus logique de le faire que dans la marine l'assimilation existait. Il serait donc assez étrange que nous n'ayons pas la même doctrine en ce qui concerne les médecins de la marine et ceux de l'armée de terre.

Nous avions voulu déposer un amendement en ce sens, mais, sur la demande de M. le ministre de la guerre, nous l'avons retiré, afin que cette loi fût votée en temps utile pour lui permettre de faire le tableau d'avancement du mois de juillet.

Tenant la parole qu'il avait donnée à ce moment, M. le ministre nous a envoyé un projet de loi, qui arrive ici, après examen

du ministère de la guerre, soutenu par l'autorité de la décision du Gouvernement.

Il n'entre pas un instant dans la pensée de ceux qui ont présenté et soutenu ce projet de séparer les médecins des officiers des armes combattantes ; ils ont absolument le droit de dire qu'ils constituent une arme combattante et qu'ils ont pris leur part et leur part glorieuse à la bataille.

Il s'agit uniquement des hommes qui sont arrivés au faite de la hiérarchie et qui, quand ils ont atteint le grade d'officiers généraux, occupent des situations qui ne sont pourtant pas dans les régiments. Il n'est pas possible que le colonel Stuhl croie qu'un officier du service de santé ayant rang de général de brigade ou de général de division marche avec un régiment combattant : ce n'est ni sa place, ni son rang de bataille.

M. le colonel Stuhl. Les généraux non plus.

M. le rapporteur. Des généraux peuvent avoir fréquemment, au cours de leur carrière, le droit et le devoir d'être au milieu de leurs troupes, mais les officiers du service de santé n'y sont certainement pas.

M. Tissier. Ils ont les mêmes devoirs.

M. Le Barillier. Ils doivent, le cas échéant, se rendre dans les tranchées.

M. le rapporteur. Un médecin inspecteur qui a 60 ou 62 ans n'est pas dans un poste comparable à celui qu'occupent ordinairement les officiers de troupe réellement combattants, par exemple un général de division, qui, vous le savez comme moi, est, au milieu de ses troupes.

Il n'y a qu'un officier général du service de pharmacie, de même pour le service de médecine vétérinaire, et nous pensons que pour ces catégories de fonctionnaires militaires — et le mot n'a absolument rien de désobligeant dans ma pensée — leurs services se rapprochent plus des services des contrôleurs et des inspecteurs des poudres que de celui des généraux commandant une brigade ou une infanterie divisionnaire.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission vous demande de vouloir bien adopter le projet de loi présenté par le Gouvernement. *(Très bien ! très bien !)*

M. André Lefèvre, ministre de la guerre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de la guerre.

M. le ministre. Je voudrais rappeler les souvenirs du Sénat et bien préciser dans quelles conditions ce projet de loi a été déposé.

Lorsque nous avons discuté ici le projet relatif à la limite d'âge des généraux, je fis remarquer qu'un renvoi à la Chambre aurait l'inconvénient de me mettre dans l'impossibilité de faire les avancements en temps normal. J'ajoutai que déjà le travail d'avancement qui, aurait dû être fait pour le 25 juin, n'avait pu l'être au jour où je présentais ces observations.

Comme une divergence de vues se produisait, portant sur les médecins et sur les intendants, j'ai demandé à ceux des membres de cette Assemblée qui voulaient, pour ces catégories d'officiers généraux, fixer la limite d'âge à 65 ans, de renoncer à leur proposition, m'engageant à déposer un projet spécial pour permettre au Sénat de se prononcer séparément sur cette question.

Vous avez sans doute lu, messieurs, l'exposé des motifs du projet ; il ne montre pas que le ministère de la guerre ait, en tant que ministère, changé d'avis sur la limite d'âge qu'il avait d'abord fixée. Le ministre a, simplement, tenu la promesse qu'il avait

faite à l'Assemblée de la mettre en situation de discuter isolément cette question des médecins et des intendants, comme compensation de la prière qu'il lui avait adressée de voter le projet dans son ensemble. Voilà où nous en sommes.

Je ne dois pas cacher au Sénat que le corps du service de santé et celui de l'intendance seront tout à fait meurtris si on les traite autrement que les armes combattantes.

M. Pottevin. Très bien !

M. le ministre. Ils ont l'habitude de considérer qu'ils appartiennent aux armes combattantes. Un médecin inspecteur peut être appelé à aller examiner des formations tout à fait à l'avant.

M. Pottevin. Et même à aller s'assurer de l'hygiène dans les tranchées.

M. le ministre. Il doit s'assurer de l'hygiène en première ligne : il doit aller visiter l'installation des postes de secours. L'intendant, s'il fait son métier, doit pouvoir aller vérifier à l'avant comment se font les distributions et, par conséquent, il est indispensable que l'on considère comme appartenant aux unités combattantes les médecins et les intendants. Le projet qui vous est soumis par le Gouvernement ne prend pas parti. Nous n'avons pas changé notre manière de voir, il est simplement l'exécution d'une promesse, la rançon de cette demande que j'ai adressée au Sénat de voter l'ancien projet dans son ensemble pour me permettre de faire les avancements normaux et réguliers dans la totalité de l'armée française.

Aujourd'hui, je vous demande de vous prononcer. C'est une question sur laquelle vous avez tous réfléchi. Une seule solution serait inadmissible, l'ajournement, que j'ai entendu demander tout à l'heure. Il serait inadmissible, parce que la loi votée est la loi et que, si l'ajournement était prononcé, je me trouverais sous le régime légal des soixante-deux ans pour les médecins et pour les intendants. J'y suis déjà.

J'ai retardé les promotions qui pouvaient être faites, en n'appliquant pas la loi qui a été votée, mais je ne pourrais pas le faire indéfiniment.

Par conséquent, je viens dire à la haute Assemblée : « Honnêtement, j'ai tenu ma parole, en déposant sur votre bureau un projet qui vous permet de vous prononcer ; honnêtement, je vous demande de vous prononcer aujourd'hui et de nous tirer de cette incertitude. » C'est donc maintenant qu'il faut opter pour une solution ou pour l'autre.

Quant à l'assimilation qui a été faite avec les médecins de la marine, qui peuvent aller jusqu'à soixante-cinq ans, elle ne peut pas être invoquée. *(Très bien !)* Les médecins généraux de la marine sont ou bien dans les hôpitaux des ports, qui n'ont rien de commun avec les postes de secours ou avec les formations de l'avant, — ou bien seraient-ils embarqués dans une escadre, leur position n'a rien de commun avec celle des médecins qui sont dans les hôpitaux ou les postes de secours de l'avant. Le sort des commissaires de marine n'a rien de commun, non plus, avec celui des intendants.

Par conséquent, je demande à la haute Assemblée de bien vouloir statuer aujourd'hui. J'ai tenu mon engagement en la mettant à même de se prononcer : je lui demande de prendre aujourd'hui une décision pour que nous puissions sortir de l'état difficile où nous sommes. *(Applaudissements.)*

M. Paul Pelisse. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pelisse.

M. Paul Pelisse. Messieurs, tout à l'heure, en confirmation des observations présentées par mon honorable collègue le colonel Stuhl, j'avais demandé l'ajournement. Voyez comme les opinions changent : à mesure que M. le ministre de la guerre parlait, je renonçais à mon dessein, parce que toutes les raisons qu'a invoquées M. le ministre vont à l'encontre de son projet, sinon à l'encontre de ses idées.

M. le ministre. Evidemment !

M. Paul Pelisse. M. le ministre avait raison de dire qu'aujourd'hui il ne faisait que tenir la promesse qu'il avait faite, lorsque, au cours de la séance du 6 juillet dernier, il déclarait que « l'ingénieur des poudres » — ce sont les paroles textuelles de M. le ministre de la guerre — « est plus que d'autres retenu à l'arrière par ses fonctions, tandis que le médecin, l'intendant, le vétérinaire peuvent être appelés à se mêler de plus près aux unités combattantes ».

Pour obtenir le vote du projet qui était en discussion devant le Sénat, le 6 juillet, M. le ministre de la guerre faisait état du danger d'une crise de recrutement et d'une crise d'avancement dans les armes combattantes. Il me semble que, pour assimiler dès maintenant les officiers des services aux officiers combattants, il y a lieu de retenir ce même argument et, s'il m'était permis de m'expliquer en toute liberté devant le Sénat, sans trop lui prendre de son temps, étant donné que l'heure presse, je lui dirais : le ministre de la guerre invoquait la crise d'avancement, de recrutement et de découragement qui se manifestait dans le corps des officiers des troupes combattantes. Mais, dans le service de santé, cette crise est encore plus grave.

Si vous ne votez pas l'assimilation des officiers des services aux officiers combattants, vous allez aboutir à cette conclusion inévitable que vous n'aurez pas de promotion pour le grade de médecin inspecteur général avant le 27 décembre 1925, pour le grade de médecin inspecteur, avant le 9 mars 1922, et ainsi de suite.

Au contraire, pour les officiers combattants, M. le ministre nous disait : « Je ne pourrai pas faire de promotion pour le grade de général de division avant mars 1923. » Je viens de dire que, pour un médecin inspecteur général, vous ne pourriez pas faire de promotion avant le 27 décembre 1925, c'est-à-dire près de trois ans après. La crise d'avancement serait donc encore plus grave pour les officiers du service de santé que pour les officiers combattants.

Examinons maintenant quelle est la portée de cette crise de recrutement, grave pour les officiers combattants, nous disait M. le ministre, plus grave, disons-nous après lui, pour les officiers des services.

Savez-vous combien il y avait de places vacantes aux écoles militaires pour la section de médecine ? Deux cents places, pour lesquelles il n'y a eu que cent soixante-dix candidats, c'est-à-dire moins de candidats que de places offertes. On n'a d'ailleurs pas reçu tous les candidats : on n'en a reçu que cent soixante-cinq.

Sur ces 165, 7 ont déjà donné leur démission. Ensuite ceux des élèves de l'école de santé de médecine militaire qui avaient été reçus au concours précédent, ne sont pas tous restés dans les cadres. 39 ont donné leur démission depuis 1914. En tout, le corps des médecins militaires comporte actuellement, sur un effectif légal de 1,750, un déficit de 450 unités. Et, pour donner une preuve décisive de l'état grave de cette crise, je dirai que, parmi les médecins militaires en service, 43 d'entre eux ont offert leur démission, que le ministre n'a pas pu accepter.

Je m'excuse d'avoir présenté ces explications sans préparation suffisante, mais je crois vous avoir apporté la double preuve qu'en n'assimilant pas les officiers du service de santé aux officiers des armes combattantes vous augmenterez davantage la crise du recrutement et de l'avancement.

- Il appartiendra au Sénat de dire si, dans l'armée de demain, il n'y aura plus de médecins militaires. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Pottevin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pottevin.

M. Pottevin. Je désirerais ajouter un mot aux considérations invoquées par M. Pelisse, et pour appuyer les observations de M. le ministre de la guerre.

L'assimilation du médecin militaire à l'officier combattant ne peut pas se discuter, c'est une question de fait. Aussi longtemps qu'il est dans les grades inférieurs, il est médecin de régiment et partage la vie et tous les dangers de ses hommes. Lorsqu'il est devenu médecin inspecteur, il a l'obligation directe d'aller jusqu'en première ligne s'informer de l'état des tranchées et de l'hygiène des soldats. C'est grâce à l'activité des officiers généraux du service de santé, grâce aussi à leur science éprouvée que nous avons évité au cours de cette guerre les épidémies qui, pendant les guerres antérieures, avaient fait plus de victimes que le feu.

Au moment où nous constatons les services rendus par les médecins militaires, ce serait de l'ingratitude que de leur refuser le titre de combattant qu'ils ont glorieusement conquis. (*Très bien ! très bien !*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, je suis obligé, au nom de la commission de l'armée, d'exprimer mon étonnement sur la façon dont la question se présente.

M. Charles Chabert. Dites : au nom d'une partie de la commission.

M. le rapporteur. Je dis : au nom de la grande majorité de la commission de l'armée, car, hier, la grande majorité de la commission présente a voté dans le sens de l'adoption et l'on m'a chargé du rapport ; bien que le projet n'eût été déposé qu'avant-hier, le rapport nous était réclamé pour aujourd'hui par un coup de téléphone. M. Pelisse a bien raison de dire qu'il a été préparé dans des conditions un peu rapides. Le général Bourgeois et moi étions les auteurs de l'amendement retiré il y a trois semaines. Je suis étonné d'entendre M. le ministre dire aujourd'hui, au nom du Gouvernement — je crois que c'est bien là votre avis, monsieur le ministre — que la situation actuelle lui donnerait un peu plus de places pour l'avancement. Si j'ai bien compris, il voudrait que l'avancement ne fût pas plus retardé dans ces services qu'il ne l'a été dans les armes combattantes par la loi que nous avons votée récemment. Si c'est là son opinion, il faut reconnaître que vraiment rien ne pouvait la faire soupçonner à la commission.

M. le ministre. Je vous demande pardon.

M. le rapporteur. Nous discutons, en ce moment, dans des conditions très difficiles ; nous n'avons que fort peu de documents entre les mains et, en outre, j'ai dû établir mon rapport en quelques quarts d'heure. L'exposé de M. le ministre, à moins que je ne l'aie mal compris, ne laissait, en aucune façon, soupçonner qu'il fût hostile à la proposition qui vous est soumise, et j'en avais,

par suite, tiré cette conclusion qu'il devait lui être favorable. Je me suis trompé, comme la commission, je n'insiste pas.

M. le ministre de la guerre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de la guerre.

M. le ministre. Messieurs, l'exposé du projet de loi résumant les observations que j'ai présentées tout à l'heure, disait textuellement : « Je m'engage à déposer un texte pour permettre au Sénat de se prononcer sur ce point particulier. »

Véritablement cela n'indiquait nullement que le ministre s'embarquât à fond dans cette question. D'ailleurs, si vous repreniez les débats, vous verriez que ma pensée a été nettement exprimée à la tribune. J'ai l'habitude d'être assez net en général — vous me rendrez cette justice — et j'ai déclaré expressément que, pour que le projet ne soit pas obligé de retourner à la Chambre, — ce qui provoquerait une crise d'avancement — je demandais aux auteurs d'amendements de retirer leurs propositions, m'engageant à déposer un projet pour qu'on puisse se compter. Il n'y a pas d'attitude plus nette, et je ne dis aujourd'hui rien d'autre — j'en appelle à la haute Assemblée tout entière et à vous-même — que ce que j'ai dit autrefois. (*Très bien ! très bien !*)

M. le rapporteur. Après la phrase que vous venez de citer, il y en avait une autre qui rapportait exactement les termes que nous avons soutenus, le général Hirschauer, le général Bourgeois et moi, pour montrer l'intérêt qu'il y avait à assimiler les médecins aux intendants et aux contrôleurs.

Au reste, je désire expliquer au Sénat les conditions dans lesquelles la question lui est posée, les arguments pour et contre restant toujours les mêmes. A la grande majorité des membres présents hier à la séance de la commission de l'armée, on m'a chargé de demander la rectification de l'article 5, dans les termes où il nous est présenté.

Vous savez que, d'après ce projet de loi, des garanties considérables sont données pour s'assurer que les médecins qui seront conservés ne le seront qu'à titre exceptionnel et sur l'avis de leur pairs.

Il s'ensuit qu'un très petit nombre de médecins seulement pourront être conservés. L'avancement n'en serait guère modifié.

Nous ne devons pas seulement envisager l'avancement des médecins qui est un côté important de la question, je ne l'oublie pas, mais aussi le bien général de l'armée. Nous pensons, avec la majorité de la commission, qu'un certain nombre de médecins âgés de soixante-deux à soixante-cinq ans peuvent rendre les plus grands services à l'armée. Je vous rappelle, monsieur le ministre, que vous êtes obligé de reprendre, dans certains cas, des médecins que vous avez placés au cadre de réserve, pour les employer au titre civil.

En temps de paix, il ne vous est jamais arrivé de rappeler un général du cadre de réserve pour l'employer dans les rangs de l'armée, ce que vous faites cependant aujourd'hui pour des médecins militaires. Là est la grande différence.

Je conclus en demandant au Sénat d'accepter la solution proposée par la commission de l'armée et de voter l'article unique qui lui est présenté.

M. Paul Pelisse. Je demande la parole. (*Aux voix !*)

M. le président. La parole est à M. Pelisse.

M. Paul Pelisse. Je vous en prie, nous

ne pouvons pas mettre aux voix le projet de loi qui est soumis à vos délibérations, parce que, si nous le votions, nous donnerions tort à M. le ministre de la guerre dont il ne représente pas les opinions. Il me semble que, pour la bonne marche et la marche rapide de nos travaux, il serait préférable de renvoyer le projet à la commission de l'armée à charge pour elle de rapporter à la fin de la séance le résultat de ses délibérations. Je ne crois pas que M. le ministre fasse d'opposition à ma proposition.

M. Debierre. Il est plus simple de voter contre.

M. Paul Pelisse. Je ne crois pas rencontrer d'opposition de la part du Gouvernement à la proposition que je fais, c'est-à-dire le renvoi à la commission de l'armée en vue d'un rapport basé sur les déclarations de M. le ministre de la guerre, à moins que le Sénat ne veuille, sans plus de retard, refuser le projet déposé et rendre ainsi applicables aux officiers des services les dispositions de la loi du 8 juillet. (*Très bien! très bien!*)

M. le ministre. Il serait malséant de ma part d'intervenir dans un renvoi à la fin de la séance. C'est une affaire qui regarde la haute Assemblée.

Pour bien préciser la situation du Gouvernement dans ce débat, je demande la permission de lire deux phrases de l'exposé des motifs :

« De la discussion qui a précédé son vote, (le vote du Sénat) il ressort que le Sénat n'a accepté cette exclusion (celle des médecins et des intendants) que pour éviter tout retard à la promulgation de la loi et sous le bénéfice d'un nouvel examen de la question.

« Le Gouvernement, tout en réservant son avis, s'est engagé en conséquence à déposer à bref délai, pour permettre au Sénat de se prononcer, un projet attribuant... etc. »

Par conséquent, messieurs, il n'y a de surprise pour personne. Le projet qui est déposé ici a simplement pour but de permettre de se compter. Le Gouvernement a réservé son avis, comme il l'a indiqué dans l'exposé des motifs. Par conséquent, je le répète, il ne peut y avoir aucune surprise.

M. le président. Je mets aux voix l'article unique dont j'ai donné lecture.

(Après une épreuve déclarée douteuse, le Sénat décide, par assis et levé, que le projet de loi n'est pas adopté.)

10. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI AUTORISANT LE GOUVERNEMENT A PRENDRE LES MESURES NÉCESSAIRES A L'EXÉCUTION DU PROTOCOLE INTERALLIÉ DU 16 JUILLET 1920

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. Paul Doumer, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet 1920.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, c'est verbalement que je demande au Sénat l'autorisation de lui présenter cet exposé, comme aussi ce sera verbalement que, tout à l'heure, le président de la commission des affaires étrangères fera connaître lui-même l'avis de cette commission.

Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis comporte les dispositions essentielles qui suivent :

« Jusqu'à concurrence de 200 millions de francs par mois, et pour six mois au maximum, le ministre des finances est autorisé à participer aux avances qui seront faites par la Belgique, par la Grande-Bretagne et par l'Italie en exécution de l'accord interallié du 16 juillet 1920... »

Je passe au second article qui dit :

« Tout versement en exécution de l'article qui précède sera porté au débit d'un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor. Les remboursements effectués par l'Allemagne seront inscrits au crédit du même compte. »

Je crois devoir faire passer sous vos yeux les principaux instruments qui ont conduit au dépôt de ce projet de loi. C'est d'abord le protocole, signé à Spa, le 16 juillet 1920, entre les chefs des gouvernements alliés et les représentants de notre ennemie d'hier, l'Allemagne. Ce protocole contient les dispositions essentielles dont je vais donner lecture :

« Le gouvernement allemand s'engage, à partir du 1^{er} août 1920, et pour les six mois à venir, à livrer chaque mois aux alliés 2 millions de tonnes de charbon, quantité approuvée par la commission des réparations.

« Les gouvernements alliés porteront au compte des réparations la contre-valeur de ce charbon venant par voie de fer ou par eau, évalué au prix inférieur allemand conformément au paragraphe 6, annexe V, de l'article 8 du traité de Versailles.

« En outre, comme contre-partie de la faculté reconnue aux alliés de se faire livrer des charbons classés et qualifiés, une prime de 5 marks or par tonne, payable en espèces par les parties prenantes, sera affectée à l'acquisition de denrées alimentaires pour les mineurs allemands.

« Pendant la durée de livraison du charbon ci-dessus, les dispositions prévues par les paragraphes 2, 3 et 4 du projet de contrôle du 11 juillet 1920 seront mises immédiatement en vigueur dans la forme modifiée conformément au texte de l'annexe ci-jointe.

« Il sera réuni sans délai à Essen une commission où les Allemands seront représentés. Son objet sera de rechercher par quels moyens peuvent être améliorées les conditions de vie générale des mineurs.

« Les gouvernements alliés se déclarent prêts à consentir à l'Allemagne, pendant la période de six mois envisagée ci-dessus, une avance dont le montant sera égal à la différence entre le prix payé en exécution du paragraphe 2 et le prix d'exportation du charbon allemand dans les ports allemands ou le prix d'exportation du charbon anglais dans les ports anglais et, dans tous les cas, le plus bas de ces prix, ainsi qu'il est spécifié au paragraphe de l'annexe V.

« Ces avances seront faites en conformité des articles 235 et 251 du traité de Versailles.

« Si, à la date du 15 novembre 1920, il était constaté que le total des livraisons d'août, septembre et octobre 1920 n'a pas atteint 6 millions de tonnes... » — trois fois 2 millions — « ...les alliés procéderaient à l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand, région de la Ruhr ou toute autre. »

Il existe également une annexe fixant les conditions du contrôle, qui dispose qu'une délégation permanente de la commission des réparations serait installée à Berlin et aurait pour mission :

« De s'assurer par les moyens suivants... etc., qu'aucune modification dans le programme qui serait susceptible d'entraîner une réduction dans les livraisons aux alliés ne pourra entrer en vigueur sans le visa préalable de la délégation.

« La commission des réparations, à qui le gouvernement allemand devra périodiquement rendre compte de l'exécution, par les autorités compétentes, des ordres donnés pour les livraisons aux alliés, signalera aux puissances intéressées toute infraction aux principes ci-dessus. »

Voilà donc le protocole signé à Spa et portant à la fois la signature des alliés et celle des représentants du gouvernement allemand.

A la suite de ce protocole, et comme conséquence, un arrangement est intervenu entre les seuls alliés. Je souligne le fait, car c'est cet arrangement qui est visé au projet de loi et non le protocole dont je viens de vous donner lecture.

Cet arrangement dit :

« Les soussignés, agissant respectivement, conviennent des dispositions suivantes :

« Des avances seront faites au Gouvernement allemand en conformité du protocole, concernant les livraisons de charbon aux alliés par l'Allemagne, signé ce jour, et les gouvernements signataires prennent chacun la responsabilité d'effectuer lesdites avances dans les proportions suivantes : la France, 61 p. 100 ; la Grande-Bretagne, 24 p. 100 ; l'Italie, 7 p. 100 ; la Belgique, 8 p. 100.

« Lesdites avances seront remboursées avec intérêt, au taux de 6 p. 100 l'an, au plus tard le 1^{er} mai 1921, sur les premiers paiements faits en espèces par le gouvernement allemand, au titre des réparations. Elles s'ajouteront aux charges incombant au gouvernement allemand, en vertu du traité de Versailles ou de tous accords supplémentaires. »

A la suite de l'émotion provoquée dans ce pays, qui a tant souffert de la guerre et qui doit surmonter de telles difficultés financières, par les protocoles et les conventions ci-dessus, le Gouvernement voulut obtenir l'atténuation des charges qui allaient de ce chef peser sur la France, puisque, ainsi que vous le voyez, plus de 60 p. 100 des avances nous incombent. De là, une réunion qui eut lieu, le 27 juillet, il y a quatre jours, à Boulogne-sur-Mer. Elle n'a en rien changé les conditions des avances, mais elle a déchargé un peu la trésorerie française en ce qui concerne la proportion mise à notre charge par l'arrangement interallié.

Les dispositions qui ont été prises à Boulogne-sur-Mer sont ainsi conçues : « Les gouvernements de Grande-Bretagne et de France » — car c'était entre ces deux gouvernements que la conférence avait lieu — « conviennent de demander à la commission des réparations d'assurer l'exécution des arrangements conclus à Spa le 16 juillet 1920, relativement aux livraisons de charbon. En cette qualité, la commission des réparations sera notamment chargée par les deux gouvernements alliés de faire pour le compte de ces gouvernements les avances prévues par les accords susvisés et toutes les opérations dérivant de ces avances. Elle aura, en conséquence, tous pouvoirs pour déterminer le montant des avances.

« Le 1^{er} septembre 1920, l'Allemagne fera à la commission des réparations une remise provisionnelle de bons du trésor allemand d'un montant de 60 millions de marks-or à

échéance du 1^{er} mai 1921 et portant intérêt à 6 p. 100 l'an. La commission des réparations, après avoir pris les instructions des gouvernements intéressés et, en conformité de ces instructions, se procurera les ressources nécessaires correspondant à ces bons par tous les moyens de vente ou de mobilisation qui lui paraîtront opportuns, en particulier par la vente des bons allemands prévus au paragraphe précédent, avec ou sans endos des différentes puissances intéressées. Après le 1^{er} septembre 1920, l'Allemagne remettra à la commission des réparations, au fur et à mesure des livraisons de charbon effectuées par elle et des avances consenties par les gouvernements alliés et intéressés, des bons similaires à ceux prévus au paragraphe 3 ci-dessus, portant intérêt à 6 p. 100 l'an et à échéance du 1^{er} mai 1921.

« En vue de déterminer le plus rapidement possible le montant des avances consenties par les gouvernements des puissances intéressées, la commission des réparations pourra fixer provisoirement, et sous réserve d'un ajustement ultérieur, la quotité de l'avance mensuelle à faire à l'Allemagne sur la base de 40 marks-or par tonne de charbon effectivement livrée par l'Allemagne. »

Messieurs, on s'est demandé dans vos commissions, comme dans celles de la Chambre des députés, si cette conversation avec les Allemands était vraiment nécessaire.

On avait ce sentiment, que vous avez tous éprouvé et qui s'est manifesté dans le pays, que c'était peut-être reprendre un peu tôt, après les événements qui se sont passés et la mauvaise foi qu'on a pu constater dans l'exécution du traité, des conversations solennelles avec les ennemis d'hier, dont nous ne pouvons pas oublier la conduite déloyale. On pouvait se demander, dans ces conditions, si on devait tirer des arrangements conclus à Spa un avantage quelconque.

Au point de vue du droit de la France vis-à-vis de l'Allemagne quant au charbon, aucune amélioration n'était apportée aux clauses du traité quant à leur exécution, bien au contraire.

Vous savez que, par les clauses de ce traité, l'Allemagne s'engageait à livrer à la France 7 millions de tonnes de charbon par an pendant dix ans. En outre, elle devait livrer chaque année à la France « une quantité de charbon égale à la différence entre la production annuelle avant la guerre des mines du Nord et du Pas-de-Calais détruites du fait de la guerre, et la production du bassin couvert par ces mines pendant l'année envisagée. »

« Cette fourniture », lit-on dans le traité, « sera effectuée pendant dix ans et ne dépassera pas 20 millions de tonnes par an pendant les cinq premières années et 8 millions de tonnes par an pendant les cinq années suivantes. »

Il résulte donc du traité que l'Allemagne devait livrer à la France une quantité de charbon représentant 27 millions par an et 2,420,000 tonnes par mois, alors qu'avec les clauses nouvelles c'est une quantité bien moindre, inférieure à 1,600,000 tonnes, que l'Allemagne s'engage à livrer.

En réponse à des questions qui ont été posées à M. le ministre des affaires étrangères, celui-ci a fait valoir — ce que nous savions du reste — que ces clauses du traité de paix n'étaient pas exécutées. Il a même cité, à la tribune de la Chambre des députés, une lettre officielle de la commission des réparations qui, à la date du 30 juin, constatait que la quantité de charbon livrée était notablement inférieure à celle qu'exige le traité, et que la France notamment n'avait jamais reçu sensiblement plus de 700,000 tonnes par mois et le dernier mois seulement, et qui, par conséquent, déclarait solennellement que les obliga-

tions incombant à l'Allemagne, en vertu des dispositions de l'annexe V du traité, n'étaient pas remplies.

Il s'agissait donc de voir comment, en fait, on pourrait arriver à faire livrer effectivement par l'Allemagne une quantité donnée de charbon. De là la conférence de Spa.

Cette conférence, vous le savez, est arrivée difficilement à une conclusion, et il ne lui a pas été aisé, notamment, de faire accepter par l'Allemagne les exigences de ce protocole, d'ailleurs inférieures à celles du traité, mais comportant quelques garanties par le contrôle qu'on voulait exercer sur les livraisons.

M. le ministre des affaires étrangères, ce matin même, lorsqu'il faisait son exposé aux deux commissions réunies, indiquait que c'était lorsque la rupture semblait prête et quand les chefs militaires étaient venus que l'Allemagne avait cédé.

Alors, la question s'est posée immédiatement de savoir si nous n'aurions pas pu arriver à faire céder l'Allemagne sans conférence, mais après lui avoir démontré que nous étions résolus à faire exécuter le traité.

Peut-être aurait-on pu éviter ainsi ces clauses qui, si elles n'ont plus aujourd'hui le caractère financier inquiétant du début, n'en sont pas moins douloureuses.

La commission a alors posé expressément cette question :

Vous ne visez, dans le projet de loi que vous nous présentez, que l'arrangement interallié qui a décidé de mettre à exécution le premier protocole. Ce protocole, du moins en apparence, sinon en réalité, n'aurait-il pas modifié en quoi que ce soit le traité de Versailles, ce à quoi nous ne pourrions, avons-nous dit — c'était le sentiment unanime — consentir en aucune mesure ?

M. le ministre a formellement déclaré qu'il n'y avait, en ce qui concernait le traité de Versailles, aucune novation, aucune dérogation à ses clauses. Ses dispositions resteraient intégralement obligatoires pour l'Allemagne. Les engagements antérieurs de celle-ci, les dettes qu'elle avait contractées en ne nous livrant pas son charbon resteraient entiers. Elle aurait, dans l'avenir, à compenser ce que elle ne nous aurait pas livré dans les mois précédents. Nous avons voulu souligner — M. le ministre doit le faire connaître à la tribune — qu'il n'y a dans ce protocole rien qui, de près ou de loin, vienne modifier le traité de Versailles.

M. Henry Chéron. C'est l'essentiel.

M. le rapporteur général. C'est pour arriver à en faire exécuter les clauses, a dit M. le président du conseil, c'est après la constatation faite par la commission des réparations que le traité n'était pas exécuté — on le savait du reste — que nous avons conclu l'arrangement intervenu à Spa.

Bien d'autres questions ont été posées, devant la commission, à M. le ministre, vous vous en doutez, mais celle-ci méritait d'être portée à la tribune, et la réponse du ministre d'être soulignée. On a même prié M. le ministre de vouloir bien répondre ici de nouveau à la question, pour qu'il soit solennellement pris acte de sa réponse.

En outre, on s'est demandé si l'on avait pu faire à Spa l'examen de la capacité économique de l'Allemagne, de ses possibilités de production en charbon, pour consentir à lui faire, pour une durée de six mois, cette remise qui, je le veux bien, n'est que temporaire et comporte la récupération ultérieure du charbon qui nous est dû. Il est résulté des observations échangées qu'on n'avait pu se baser que sur de simples rapports, et que l'on n'avait aucun moyen de connaître vraiment les possibilités de pro-

duction de l'Allemagne et surtout ses capacités économiques.

Messieurs, la commission n'a pas pu pousser beaucoup plus loin son examen : elle n'avait pas pour cela les éléments nécessaires. Mais il importe que l'on ne tire aucune conséquence, pour l'avenir, de ce qui a été fait, ni de la réduction qu'on veut bien accepter de ces paiements en charbon.

Il ne faut pas que les ennemis ou même que certains de nos alliés, qui sont vraiment trop bienveillants, trop condescendants à l'égard des ennemis d'hier, puissent dire que l'Allemagne peut avoir des difficultés pour payer intégralement ce qu'elle doit aux nations dont elle a ravagé les territoires et en particulier à la France. Pour ma part, je tiens à rappeler ce que j'ai eu l'honneur de vous dire au cours de la discussion du budget, à propos des lourdes charges qui pèsent sur la France. J'ai déclaré que l'Allemagne, dont les pertes en vies humaines et les dommages matériels sont loin d'atteindre les nôtres, sera certainement en mesure, avec ses 65 millions d'habitants, dans un temps très court, de faire face à toutes ses obligations, si elle s'impose, proportionnellement à sa population, des charges égales à celles que le citoyen français va supporter. *(Applaudissements.)*

M. Dominique Delahaye. N'y est-elle donc pas obligée par le traité de paix ?

M. le rapporteur général. En ce qui concerne le Gouvernement français, il devra poursuivre, malgré toutes les sollicitations dont il peut être l'objet, le paiement intégral de la dette de l'Allemagne. *(Très bien !)*

Mais je ne veux pas insister davantage. J'ai tenu à mettre sous vos yeux les pièces principales de l'affaire et à vous dire que la commission, à la majorité, après avoir formulé des réserves nombreuses, ne croit pas pouvoir s'opposer à l'adoption du projet qui vous est présenté. *(Très bien ! très bien !)*

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires étrangères pour faire connaître l'avis de la commission.

M. de Selves, président de la commission des affaires étrangères. La commission des affaires étrangères, après avoir entendu M. le président du conseil et en avoir délibéré, ne croit pas devoir présenter d'objections au vote du projet de loi présenté par le Gouvernement. *(Très bien ! très bien !)*

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Buhari, Catalogne, Babin-Chevaye, Le Barillier, Debierre, Dudouyt, Savary, Louis Martin, Billiet, Machet, Gallet, Grosjean, Carrère, Albert Peyronnet, Chasteney, Jeanneney, René Renoult, Victor Bérard, Noulens, plus une signature illisible.

L'urgence a été précédemment déclarée.

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Celier, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur du mouvement général des fonds, M. Denoix, directeur du budget et du contrôle financier, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre des finances au Sénat, dans la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet 1920.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Rambouillet, le 28 juillet 1920.

« P. DESCHANEL.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,
« F. FRANÇOIS-MARSAL. »

La parole dans la discussion générale est à M. Chênebenoit.

M. Chênebenoit. Messieurs, je suis confus vraiment d'être amené, par le hasard des inscriptions, à prendre la parole le premier dans une discussion telle que celle-ci. Mais personne, je pense, ne s'étonnera qu'un représentant des régions libérées et dévastées éprouve le besoin de faire une déclaration concernant son vote, d'autant que ce vote sera en opposition avec les opinions de quelques-uns de mes amis les plus chers, avec lesquels j'ai l'habitude d'être en communauté complète d'idées et de sentiments.

En ce qui regarde le vote que je vais émettre, pour employer l'expression de notre commission des affaires étrangères, je ne crois pas pouvoir m'opposer à l'adoption du projet qui est actuellement soumis au Sénat. Nous comprenons, qu'arrière ce problème du charbon, si important, si capital...

M. Gaudin de Villaine. Si angoissant.

M. Chênebenoit. ... si angoissant, comme on le dit, se dresse un autre problème plus important encore, plus redoutable, celui du maintien de nos alliances. (*Très bien! très bien!*)

M. Dominique Delahaye. Pour ce qu'elles produisent, les alliances!

M. Chênebenoit. Nous devinons, monsieur le président du conseil — pour reprendre ici une expression qui a été employée dans l'autre Assemblée — devant quelle volonté inéluctable vous vous êtes trouvé dans les diverses stations où vous a entraîné l'humeur voyageuse d'un grand ministre. Vous ne l'avez point nommé, vous avez gardé sur tous les incidents, sur tout ce qui s'est passé, le silence qui vous était dicté par votre fonction, mais ce nom qui n'est pas sorti de vos lèvres ministérielles, scellées par l'intérêt de la nation, a été prononcé ailleurs. Il l'a été ouvertement, à la tribune du Reichstag allemand, par le docteur Simons, ministre des affaires étrangères du Reich, et — permettez-moi de vous le dire avec toute la réserve que je dois garder — non sans une pointe de reconnaissance.

Voici comment le docteur Simons s'est expliqué :

« En ce qui concerne les conditions financières, nous avons déclaré que les 5 marks or par tonne que l'on nous offrait pour le charbon en supplément du prix pratiqué à l'intérieur de l'empire ne pouvaient suffire. M. Lloyd George a consenti à nous faire une concession sur ce point, et c'est grâce à lui que l'Allemagne a pu faire accepter que des avances lui soient consenties, égales à la différence entre le prix

pratiqué à l'intérieur et celui du marché mondial. »

Messieurs, il est inutile de dissimuler quels sentiments de trouble, d'étonnement, d'appréhension ont été soulevés dans la France entière par certains événements récents et par certaines attitudes.

M. Gaudin de Villaine. Même en Angleterre.

M. Chênebenoit. Oui! Même en Angleterre! Ces sentiments sont ceux d'une profonde déception, d'une réelle tristesse, quand on songe à un passé si récent d'amitié et de protestations encore inoubliées. C'est aussi un sentiment d'inquiétude angoissante quand on songe à l'avenir prochain. On se demande ce que sont devenues ces harangues enflammées, dans lesquelles on rendait hommage à la vaillance et à la ténacité françaises; où on nous assurait, à cause même de cette vaillance et de cette ténacité, d'une admiration et aussi d'une gratitude universelles et éternelles? Est-ce que la grande vague qui a porté le monde entier contre l'impérialisme allemand, cette vague d'idéalisme va se retourner aujourd'hui en une sorte de reflux de mercantilisme éhonté? (*Très bien! très bien! et applaudissements.*) Est-ce que nous allons revenir à l'égoïsme étroit et déplorable d'antan? (*Applaudissements.*) La France attend, partagée entre des sentiments contraires, elle attend et elle sent le retour à l'amitié d'antan.

M. Henry Chéron. Elle existe toujours.

M. Chênebenoit. Elle est absolument persuadée que, sans cette amitié, sans l'entente des cœurs, sans l'égalité aussi, il ne peut y avoir véritablement d'alliance durable. (*Nouveaux applaudissements.*)

Monsieur le président du conseil, malgré la prière que vous a faite, l'autre jour, M. Ribot dans cette enceinte, vous allez, peut-être, alors que les Assemblées se seront séparées, vous rendre à Genève... ou dans telle autre ville, dont le nom nous importe peu, pourvu toutefois que ce ne soit pas à Canossa. Vous allez vous y trouver avec nos alliés, en face d'un problème extrêmement redoutable, extrêmement ardu, et singulièrement plus grave encore et plus fertile en conséquences que celui du charbon et qui nous intéresse particulièrement : celui des réparations.

Je suis convaincu que vous porterez la parole en pensant à ce désert de France, toujours désertique, en vous rappelant nos 300,000 habitations, dont les restes sont encore ensevelis dans la poussière et les milliers de familles françaises qui sont toujours sans foyer.

M. de Lubersac. Et sans argent.

M. Chênebenoit. Vous parlerez! et il nous semble impossible que nos alliés ne comprennent pas que c'est la France qui parle, et que c'est aussi sa dernière parole d'espérance; si véritablement elle n'est pas entendue, si nous n'avons point satisfaction pour notre misère, si l'on nous réclame des concessions nouvelles, alors, non seulement nous ne vous suivrons point, mais ce sera l'atteinte irrémédiable, le coup mortel porté au cœur du peuple de France à toute espérance dans la justice et dans la loyauté. (*Vifs applaudissements.*)

M. Henry Bérenger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bérenger.

M. Henry Bérenger. Nous n'avons pas été unanimes, loin s'en faut, à la commission des finances du Sénat, à voter le projet de loi qui vous est aujourd'hui proposé et

je désirerais expliquer les raisons pour lesquelles je ne puis l'accepter.

Des communications qui nous ont été faites par le Gouvernement, il n'est pas ressorti que des justifications suffisantes aient été demandées au gouvernement allemand, ou obtenues de lui, en ce qui concerne sa prétendue impossibilité, qu'il alléguait, de payer, par ses propres moyens, le ravitaillement alimentaire des populations de la Ruhr.

Aucune preuve ne nous a été apportée que l'Allemagne fût dans un pareil état de détresse économique ou de carence financière. Bien au contraire, de nombreux indices, de nombreux faits, de nombreux témoignages établissent que la situation agricole, industrielle et bancaire de l'Allemagne est en plein redressement depuis de longs mois...

M. Gaudin de Villaine. Très bien!

M. Henry Bérenger. ... en meilleur redressement même que celle de la France victorieuse, mais saignée dans ses finances comme dans sa population. (*Très bien! très bien! à droite.*)

C'est donc, selon ma conviction et selon ma conscience, un précédent paradoxal et infiniment dangereux que celui qui est proposé au Parlement français, sans raison majeure suffisante. Pour ma part, je me refuse à affaiblir les garanties et les gages ultérieurs de mon pays par un vote qui, aura, qu'on le veuille ou non, pour conséquence irréparable de renforcer, à notre détriment, nos ennemis d'hier et nos adversaires de toujours. (*Très bien!*) sans nous avoir accordé aucune des réparations matérielles ou morales qui nous étaient dues pour les victoires de nos soldats comme pour les ruines de nos départements dévastés. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. Mauger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mauger.

M. Mauger. Je m'excuse de prendre la parole dans un pareil débat, mais j'ai été profondément impressionné, ces jours derniers, par la lecture d'une note qui m'a été transmise, avec la certitude d'une rigoureuse exactitude. Cette note est ainsi conçue :

« Peut-on dire une fois de plus que nos services officiels de renseignements d'outre-Atlantique fonctionnent bien mal et qu'on assiste à ce fait étrange, qu'une firme étrangère au métier offre des quantités importantes de charbons américains, et qu'en remontant à la source, on découvre que ces charbons sont offerts pour le compte de Hugo Stinnes!!! le grand premier rôle de Spa, qui tente ainsi de récupérer sur la France les indemnités que nous conservons l'espoir de faire payer à nos ennemis. — Rigoureusement authentique. »

Cette note est insérée dans *Bois et charbons*, n° du 16 juillet 1920.

Le hasard a fait que je me suis trouvé dans le train avec un gros importateur qui a été l'objet justement de la proposition dont il s'agit. On est venu lui proposer, pendant la conférence de Spa, une quantité importante de charbon, 12 millions de tonnes, avec des conditions de courtage qui ont attiré son attention. Ce gros importateur, qui est français, a voulu savoir d'où pouvaient provenir ces charbons et qui pouvait les détenir. Ayant insisté pour savoir, près de ceux qui se faisaient l'écho de ces propositions, au nom de qui ces propositions étaient faites et quel était le véritable détenteur, on a fait de telles difficultés pour le lui dire, qu'intrigué il a poussé son enquête à fond. C'est grâce aux relations

qu'il avait en Amérique qu'il a pu découvrir que la personnalité qui faisait faire les offres en pareille circonstance n'était autre que Hugo Stinnes.

Ces faits m'ont impressionné; aussi j'ai cru de mon devoir de les signaler aux membres du Parlement, au moment où nous est soumise la convention de Spa dans laquelle Hugo Stinnes a joué le rôle que vous savez. (*Mouvements divers.*)

M. Millerand, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Messieurs, la Chambre a voté hier, à une grosse majorité; vos deux commissions des finances et des affaires étrangères vous proposent aujourd'hui d'adopter le projet de loi qui vous est soumis et qui est relatif à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet.

M. le rapporteur général a mis en relief — et je n'y reviens pas — l'amélioration considérable qu'apporte, au point de vue financier, l'arrangement signé à Boulogne entre la Grande-Bretagne et la France, le 27 juillet. Je me permets seulement d'indiquer que ce n'est point à la réflexion et tardivement que nous nous sommes préoccupés de savoir comment régler les avances fixées par le protocole du 25 juillet. Dès Spa, des conversations s'étaient immédiatement engagées entre les alliés, pour trouver une modalité qui permit d'épargner à leurs trésoreries d'avoir à opérer des décaissements. A peine de retour ici, et comme suite à ces premières conversations, j'avais, d'accord avec M. le ministre des finances, adressé à Londres, à Rome et à Bruxelles un télégramme demandant s'il ne pourrait pas être envisagé un emprunt international qui serait financé par les soins et sous les auspices de la commission des réparations.

J'avais reçu une réponse favorable, en principe, de Rome et de Bruxelles, lorsque, pour d'autres questions, je dus rencontrer le premier ministre anglais, qui était accompagné du ministre adjoint des finances, M. Evans. Pendant que le premier ministre et moi nous nous entretenions des questions de l'Est de l'Europe, les deux ministres des finances ont préparé l'arrangement auquel faisait, tout à l'heure, allusion M. le rapporteur général, qui vous en a lu le texte. C'est dans ces conditions que l'accord vient devant vous.

Si vos commissions, après la Chambre, vous demandent d'adopter le projet, ce n'est pas pour le résultat certain et non négligeable qu'apporte à la France le protocole de Spa, je veux dire une satisfaction à 80 p. 100 de nos besoins de charbon, alors qu'ils ne sont aujourd'hui satisfaits que jusqu'à concurrence de 55 p. 100 et une réduction de un cinquième du prix de la tonne; c'est aussi, c'est peut-être plus encore pour écarter les conséquences qu'entraînerait le rejet de l'accord de Spa: d'abord la disparition de l'engagement du gouvernement allemand, qui figure au paragraphe 1^{er} de l'accord; celle, ensuite, de la commission de contrôle, dont nous avons imposé l'institution à Berlin pour contrôler les programmes et les livraisons; enfin, tombe le dernier article de l'accord, la clause pénale par laquelle les alliés signifient à l'Allemagne que si, le 15 novembre, les livraisons qui doivent être faites dans les trois premiers mois, c'est-à-dire 6 millions de tonnes, n'ont pas été livrées, ils procéderont à l'occupation de la région de la Ruhr ou de toute autre.

Tout cela disparaît, pour nous laisser en présence de quoi? Du traité tel qu'il a été

appliqué — et il ne pouvait pas l'être autrement — par la commission des réparations qui, après avoir fixé une série de chiffres de livraisons, a dû, à la date du 30 juin, par une lettre officielle adressée à toutes les puissances, constater la défaillance de l'Allemagne, l'inexécution de ses engagements, et renvoyer les puissances alliées à se pourvoir comme elles le jugeaient convenable.

C'est en présence de cette situation, en présence de livraisons qui, du mois de janvier au mois de juin, avaient varié entre 400,000 et 900,000 tonnes pour un seul mois, que les alliés ont estimé qu'il convenait d'imposer à l'Allemagne un nouvel engagement.

Ici, je me trouve devant une préoccupation très légitime qui s'est fait jour ce matin dans vos deux commissions; je tiens à renouveler devant le Sénat la réponse que j'y ai faite.

La question était la suivante: « L'accord de Spa porte que l'Allemagne livrera pendant six mois 2 millions de tonnes chaque mois. Est-ce que le protocole de Spa, pour parler le langage du droit, constitue une novation? Est-ce qu'il fait disparaître les obligations qu'au point de vue des livraisons du charbon le traité impose à l'Allemagne? » La réponse n'est pas douteuse. Je n'entends pas, à cette tribune, me livrer à une discussion de textes. Les articles 233 et 234, pour n'en citer que deux, ne permettent pas le doute.

Les clauses du protocole de Spa ont été entérinées et enregistrées sous forme d'une décision de la commission de réparations, absolument analogue à celles de ses décisions ayant antérieurement fixé les livraisons de charbon à opérer par l'Allemagne.

Voici cette décision:

« La commission des réparations, après avoir pris connaissance du projet d'accord relatif aux livraisons de charbon par l'Allemagne et en avoir délibéré, décide:

« Les quantités de charbon à fournir par le gouvernement allemand, en vertu de l'annexe V à la partie VIII du traité de Versailles, sont arrêtées à 2 millions de tonnes par mois pour 6 mois consécutifs à dater du 1^{er} août 1920. »

De même que la commission des réparations avait fixé à un chiffre déterminé les livraisons applicables aux mois de mai, juin et juillet, elle fixe les livraisons à faire pendant six mois consécutifs à partir du 1^{er} août.

Des décisions antérieures n'avaient eu pour objet et pour résultat que de fixer le taux des livraisons à opérer par l'Allemagne à certaines dates; la décision nouvelle n'a d'autre objet et d'autre effet que de fixer le chiffre des livraisons à opérer par l'Allemagne dans les six mois consécutifs à dater du 1^{er} août 1920.

Le total des obligations dues par l'Allemagne est fixé par le traité. Elles s'opèrent dans des conditions et des délais qui peuvent varier selon les décisions de la commission des réparations, qualifiée, en vertu du traité, pour y procéder: le total des obligations reste le même; le protocole de Spa, validé par la commission des réparations, ne constitue, à aucun degré et à aucun titre, une novation; il laisse intact le total des obligations de l'Allemagne; celles que l'Allemagne n'a pas pu exécuter, elle continue à les devoir.

M. Milliès-Lacroix, président de la commission des finances. Ni novation, ni remise de dette.

M. le président du conseil. Ni novation ni remise de dette. Telles sont les déclarations très simples et très nettes que je tenais à apporter au Sénat ayant qu'il émette

le vote qui lui est demandé par ses commissions et qui, dans les circonstances où nous sommes, apporte à notre situation économique une incontestable amélioration, puisqu'il nous garantit, pour l'hiver qui va s'ouvrir, au moins jusqu'à concurrence de 80 p. 100, le charbon dont nous avons besoin. (*Applaudissements.*)

M. François Albert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. François Albert.

M. François Albert. Il s'agit, messieurs, d'un éclaircissement très modeste que je voudrais solliciter du Gouvernement.

On nous demande de voter — la mort dans l'âme, c'est entendu — une somme importante, pour une durée de six mois, afin de procurer à la France le charbon dont elle a besoin et dont il paraît que les conditions du traité de paix, combinées avec l'activité de la commission des réparations, ne lui avaient pas permis de recouvrer le total.

Je désirerais savoir, lorsque nous aurons voté cette somme de 1,200 millions, lorsque les six mois auxquels correspond cette avance se seront écoulés, c'est-à-dire lorsque nous serons arrivés au 1^{er} février 1921, si mes calculs sont exacts, soit quelques mois avant le 1^{er} mai, date où doit être arrêté le compte des réparations, quelle sera, à cette époque, la situation?

Le protocole aura pris fin. Retournerons-nous à Spa? Négocierons-nous de nouveaux engagements? *Quid*, en un mot, de la situation, au terme des six mois de ce moratorium que constitue le système d'avances que l'on nous demande d'entériner aujourd'hui?

Si l'on se reporte à l'interprétation fidèle du traité de paix, il semble qu'à ce moment ce sera à la commission des réparations, rentrant en scène après quelques mois d'éclipse, que reviendra le soin de déterminer à nouveau les devoirs et les dettes de l'Allemagne vaincue à l'égard de la France victorieuse.

Je ne peux pas, en effet, me défendre de constater que le vote qu'on nous demande aujourd'hui, s'il ne comporte aucune novation, ce que je ne demande qu'à croire, m'apparaît tout de même comme une entorse donnée à la conception initiale de la commission des réparations.

M. Gaudin de Villaine. C'est évident.

M. François Albert. Cette commission des réparations, si je saisis bien son nouveau rôle d'après le protocole de Spa, a, d'abord, une sorte de pouvoir de gendarmerie; elle est chargée de vérifier si les Allemands remplissent bien leurs obligations. Elle a aussi, pour ainsi dire, un rôle d'émission, d'agent de placement pour les bons du Trésor que va vous remettre le gouvernement allemand.

Bref, elle a un pouvoir de contrôle, puis un pouvoir d'exécution bancaire; elle cesse, en revanche, d'avoir un pouvoir de décision.

Or, si je m'en rapporte aux exégètes autorisés du traité de paix, cette commission des réparations avait, à l'origine, un rôle prépondérant, capital, au point que certains de ces exégètes eux-mêmes ont cru devoir s'évader des responsabilités (*Sourires*) que comportait une diminution des prérogatives attribuées par le traité à la commission des réparations.

Ma question est donc extrêmement simple; cette commission des réparations, à laquelle le système qu'on nous demande d'adopter aujourd'hui impose une seconde syncope après la première syncope provoquée par les événements eux-mêmes, cette commission des réparations dans six

mois ressuscitera-t-elle ? A défaut de sa résurrection, quel sera le système qui régira les relations de la France et de l'Allemagne, tant au point de vue charbonnier que, d'une façon générale, au point de vue de l'exécution du traité de paix ? Telle est, messieurs, la question que j'avais à poser à M. le président du conseil. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président du conseil. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Je remercie l'honorable M. François Albert de me fournir l'occasion de renouveler devant le Sénat les déclarations que j'ai faites ce matin de vant ses commissions.

D'abord, ainsi que je le disais tout à l'heure, dans le cas présent et s'agissant du protocole de Spa, c'est la commission des réparations qui décide. De plus, c'est elle qui, pour la première fois, en vertu de l'arrangement de Boulogne, est chargée d'un rôle qui peut être dans l'avenir extrêmement important et fécond en conséquences au point de vue des arrangements financiers à intervenir. Enfin, je tiens tant, pour ma part, et j'ai eu souvent l'occasion de le dire, à maintenir intact le rôle de la commission des réparations que j'ai cru nécessaire, d'accord, je puis le dire, avec son honorable président, de lui renvoyer, pour examen l'arrangement interallié intervenu à Spa.

Par conséquent, quand l'honorable M. François Albert me demande ce qui se passera dans six mois, je lui réponds : dans six mois la commission des réparations, faisant ce qu'elle a fait hier, décidera si, oui ou non — et pour ma part j'ai la conviction que ce sera oui — d'après l'augmentation de capacité de production de l'Allemagne, les livraisons doivent être augmentées et à quel chiffre elles doivent être portées. Et, de même que, dans sa lettre du 30 juin, la commission des réparations rappelait qu'elle avait fixé en avril à 1,580,000 tonnes, en mai à 2,125,000 tonnes les livraisons à exécuter, de même que, le 16 juillet, elle fixait à 2 millions de tonnes par mois pendant six mois les livraisons à effectuer par l'Allemagne, c'est elle qui, ces six mois expirés, ou quelque temps auparavant, fixera les quantités à fournir par l'Allemagne conformément aux prescriptions mêmes du traité de paix.

M. François Albert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. François Albert.

M. François Albert. Je remercie M. le président du conseil des indications qu'il a bien voulu me fournir. Je crains cependant qu'il n'ait répondu qu'à une partie de ma question. Il a bien voulu déclarer que la commission des réparations serait maintenue dans son rôle — ou plutôt serait rétablie dans le rôle primitif qu'on lui avait, il me semble, quelque peu retiré, puisqu'elle n'est intervenue qu'à titre consultatif en la présente affaire — qu'elle se verrait, dis-je, restituer le rôle consistant à fixer les quantités de charbon que l'Allemagne pourrait et devrait ultérieurement livrer.

Je désirerais savoir maintenant si la commission des réparations aura aussi mission de fixer les modalités de cette fourniture, c'est-à-dire de décider si le charbon sera encore fourni à nos frais au prix fort et toujours contre avances à l'Allemagne.

M. le président du conseil. C'est elle qui l'a fixé et c'est elle qui le fixera.

M. Dominique Delahaye. Alors, les paye

ments continueront et nous continuerons à nous appauvrir pour enrichir l'Allemagne...

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Jusqu'à concurrence de deux cents millions de francs par mois et pour six mois au maximum, le ministre des finances est autorisé à participer aux avances qui seront faites par la Belgique, par la Grande-Bretagne et par l'Italie, en exécution de l'accord interallié du 16 juillet 1920.

« Si les susdites avances sont réalisées par voie d'emprunts, le service de ces emprunts pourra être assuré ou garanti par l'Etat dans les limites et conditions indiquées au premier alinéa du présent article. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Tout versement fait en exécution de l'article qui précède sera porté au débit d'un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor.

« Les remboursements effectués par l'Allemagne seront inscrits au crédit du même compte. » — (Adopté.)

Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à M. Doumergue pour expliquer son vote.

M. Gaston Doumergue. Il me paraît, messieurs, difficile de voter sans expliquer les raisons de mon vote. Je donne ces raisons en mon nom personnel.

Depuis plusieurs jours, je ne le cache point — et je ne suis pas le seul dans cet état d'esprit — je suis angoissé à propos du vote à émettre.

Plusieurs sénateurs à gauche. Comme nous tous !

M. Gaston Doumergue. J'ai recueilli l'écho de ces angoisses : elles sont générales. Nous sommes des hommes politiques, nous ne nous déterminons pas par de purs sentiments. Au-dessus des gouvernements qui passent, il y a le pays qui demeure et ses grands intérêts qu'il faut défendre. C'est en pensant uniquement à eux que je me suis décidé.

J'ai dit que nous étions angoissés. La situation, en effet, est angoissante. Personne n'est satisfait du projet de loi qui nous est soumis, ni ceux qui l'ont voté hier à la Chambre, ni peut-être le Gouvernement lui-même. D'où vient ce sentiment d'angoisse ? De la situation paradoxale dans laquelle nous nous trouvons. Nous sommes des vainqueurs, nous sommes créanciers de l'Allemagne qui nous doit des réparations. Nous attendons qu'elle nous paye. Nous allons, demain, lui faire des avances. C'est sans doute pour leur permettre de se libérer de sa dette, mais nous n'avons encore presque rien reçu. (*Applaudissements.*)

Voilà la situation. Elle est grave. Pourquoi en est-il ainsi ? A qui la faute ? J'ai lu le traité, messieurs ; vous l'avez lu aussi : il oblige l'Allemagne à nous livrer une certaine quantité de charbon. Il indique le rôle de la commission des réparations pour assurer ces livraisons. Mais comment contraindre l'Allemagne à livrer son charbon si elle s'y refuse ? Les sanctions sont à échéance très lointaine. Les besoins de combustible sont immédiats.

Dans tous les cas, quelles que soient les sanctions prévues, une condition est nécessaire pour qu'elles soient appliquées. Il est indispensable que les alliés s'entendent et se mettent d'accord. (*Très bien ! très bien !*)

MM. Henry Chéron et Lémery. C'est toute la question.

M. Gaston Doumergue. Il faut que nous soyons soutenus par tous nos amis. Toute la question est là, vous l'avez dit, monsieur le président du conseil. C'est précisément parce que toute la question est là que j'ai été, pour ma part, très angoissé, quand certains faits m'ont conduit à me demander si nous étions bien soutenus. Est-il juste que, dans une situation douloureuse pour nous, tous ceux qui avaient mission d'assurer l'exécution du traité hésitent ou tâtonnent ? (*Très bien ! très bien !*)

En toute conscience, je ne le pense pas. Tout à l'heure, M. Chênebenoit a présenté ici, en termes mesurés, une série d'observations que le Sénat, avec l'attitude digne et grave qui convenait, a écoutées avec le plus vif intérêt.

Il n'a pas dit, cependant, que, depuis que nous sommes vainqueurs, il nous est arrivé d'être soumis à de dures épreuves. Elles ne sont pas venues du côté d'où nous pouvions les attendre, mais d'un côté où nous espérons trouver, je ne dirai pas seulement de l'amitié et de la bienveillance, mais de la justice. (*Applaudissements.*)

Je suis convaincu qu'il n'y a là qu'une erreur passagère...

M. Dominique Delahaye. Je crains bien qu'il n'en soit autrement !

M. Gaston Doumergue. Permettez-moi d'espérer.

M. Dominique Delahaye. Espérer n'est pas défendre.

M. Gaston Doumergue. Il n'est pas possible — et c'est pour cela que je parle — que la situation de la France, exposée à la tribune de nos Assemblées, sans passion et avec ces sincères sentiments d'amitié qui nous animent pour tous nos alliés, ne touche pas ceux auxquels nous nous adressons. Je voudrais pouvoir dire ici que nous sommes peinés, que nous sommes tristes depuis quelque temps.

Je voudrais, à mon tour, pouvoir évoquer avec assez de force pour émouvoir certains de nos amis, les souvenirs qu'a rappelés, il y a un instant, M. Chênebenoit. Me rapportant à ce mois d'août et au commencement du mois de septembre 1914, où la France venait de supporter de terribles assauts, où ses armées battaient en retraite, où elle se trouvait presque seule, je voudrais rappeler comment notre pays et ses armées se sont ressaisis, relevés et comment, animées par un sentiment national irrésistible qu'elles sentaient aussi très puissant derrière elles, elles ont brusquement arrêté net l'invasisseur ; ce jour-là elles ont sauvé la France, mais elles n'ont pas sauvé qu'elle. (*Très bien ! et applaudissements.*)

M. Brager de La Ville-Moysan. Elles ont sauvé le monde entier.

M. Gaston Doumergue. Le danger couru était encore plus grand pour d'autres que pour la France !

M. Dominique Delahaye. Certainement, car nous avons découvert Paris pour protéger Calais, c'est-à-dire l'Angleterre !

M. Gaston Doumergue. Je ne cite personne, je veux parler d'alliés, d'amis, avec la cordialité, avec la déférence et le respect qui leur sont dus et avec l'espoir d'être entendu. (*Très bien !*)

Le vote que tout à l'heure vous allez

émettre exprimera l'opinion de notre Assemblée. Ceux qui voteront contre, ceux qui s'abstiendront voteront ainsi qu'ils ne sont point satisfaits.

M. Jules Delahaye. Espérons qu'ils seront nombreux.

M. Gaston Doumergue. Ces manifestations ne seront point inutiles. Elles seront comprises au dehors.

Il en est qui voteront pour. Il ne faut pas croire que ceux-là s'inclinent, acceptent, se résignent. (*Vifs applaudissements.*)

Ils ne se résignent pas; ils font une dernière fois confiance à cet esprit de justice pour le triomphe duquel la France s'est battue avec ses alliés à côté d'elle. Ils ne peuvent pas oublier qu'il y a une justice immanente. Les situations changent et tel qui peut aujourd'hui se passer du voisin en aura peut-être demain grandement besoin! (*Nouveaux applaudissements sur tous les bancs.*)

M. Dominique Delahaye. Voilà une parole française.

M. Gaudin de Villaine. Cela arrivera demain.

M. Gaston Doumergue. Je suis de ceux qui, tout à l'heure, vont donner leur adhésion au projet de loi. Je l'ai critiqué, combattu, j'ai fait des objections très vives dans les commissions à M. le président du conseil, mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, ce n'est point le Gouvernement que je regarde, ce ne sont point les intrigues qui s'agitent qui m'inquiètent. (*Vifs applaudissements.*) Je vois plus haut et plus loin.

M. Dominique Delahaye. Evidemment, nous n'en voulons pas au Gouvernement. En m'abstenant, je ne vote pas contre lui.

M. Gaston Doumergue. Je tenais à dire la signification de notre vote. Il n'aura pas une signification d'ordre gouvernemental. Ce n'est pas pour ou contre le Gouvernement que je vais voter. Les votes que tous ici nous allons émettre, les paroles que nous avons prononcées ou que nous prononceons, seront compris et entendus — nous l'espérons — ailleurs que dans cette enceinte. (*Marques d'approbation.*)

Permettez-moi de faire valoir quelques autres considérations.

Je devine, sans qu'il les ait dites — il a été discret, il a eu raison, il est dans son rôle — les difficultés qu'a éprouvées M. le président du conseil, et c'est parce que je devine ces résistances, parce que je sais que d'autres avant lui les ont éprouvées, c'est parce que je soupçonne que, dans le moment présent, il est lui-même très angoissé, que je me retourne vers lui et que je lui déclare que ce n'est pas dans un moment comme celui-ci, quoi qu'il m'en coûte, que mon vote lui fera défaut. (*Vifs applaudissements.*)

Il y a une situation dont il faut tenir compte. Elle a dû déterminer M. le président du conseil. Il venait d'obtenir la promesse, qui manquait de sanctions, non pas immédiates, puisqu'elles sont à l'échéance de trois mois, mais efficaces, je veux dire l'occupation de la Ruhr, en cas d'inexécution des engagements. En obtenant cette promesse de sanction, il remportait un succès. Mais, en attendant l'expiration des trois mois, il nous faut du charbon et, pendant les mois qui vont venir, cette nécessité sera plus grande que jamais. On vous a cité des chiffres: l'Allemagne nous donnera 13 millions de tonnes de charbon par an; l'Angleterre nous en donnera 34 ou 35 millions.

M. Paul Péliasse. Il ne faut pas dire qu'elle nous les donne.

Plusieurs sénateurs. Elle nous les vend.

M. Gaston Doumergue. Personne ne nous donne de charbon: nous payons celui que nous nous procurons.

M. Dominique Delahaye. A un prix élevé.

M. Louis Dausset. Beaucoup trop cher.

M. Gaston Doumergue. Messieurs, il faut envisager toutes les hypothèses. La signature du Gouvernement a été donnée, elle engage la France. Si demain, par suite d'événements imprévus, nous ne tenions pas nos engagements, aurions-nous plus aisément le charbon que doit nous livrer l'Allemagne? Qui nous dit que le retrait de notre signature n'aurait pas sa répercussion ailleurs qu'en Allemagne et que nous continuerions à recevoir d'un autre côté les quantités de charbons qui nous arrivent aujourd'hui? C'est une question que je pose, un point d'interrogation que je dresse devant vous. C'est, je vous l'avoue, cette nécessité impérieuse du charbon pendant les mois qui vont suivre, qui me détermine ainsi, quoique avec beaucoup de peine, à voter le projet de loi.

M. Henry Chéron. Très bien!

M. Gaston Doumergue. Dans notre pays, toutes les récoltes sont faites; elles vont s'expédier en août, septembre et octobre. Rappelez-vous que ce sont les difficultés de transport qui ont causé, pendant l'année qui vient de se passer, de si douloureuses crises. M. le ministre des travaux publics nous a dit très souvent que si nous avions trop peu de trains, que si les services des transports fonctionnaient mal, c'était parce que nous n'avions pas de charbon.

Demain, nos populations pourront être inquiètes, troublées, mécontentes de voir que nous avons avancé de fortes sommes à l'Allemagne pour avoir le charbon qu'elle doit nous livrer au titre des réparations. Mais elles le seraient encore davantage si, dans les jours prochains, faute de charbon, les transports qui reprennent se ralentissaient et si elles étaient empêchées d'expédier leurs récoltes, s'il éclatait une crise économique dans notre pays, parce que nous n'avons pas voulu adhérer aux conventions qui nous sont en ce moment soumises. Je crois qu'on se tournerait vers nous avec sévérité et qu'on nous reprocherait d'avoir manqué de prévoyance et cédé à d'autres considérations que celles que doit nous dicter l'intérêt exclusif du pays. (*Vifs applaudissements.* — *L'orateur, en regagnant sa place, reçoit les félicitations de ses collègues.*)

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dominique Delahaye. (*Aux voix! aux voix!*)

M. Jules Delahaye. Mon frère a le droit de parler comme les autres! Pourquoi ces cris: « Aux voix »?

M. Dominique Delahaye. Messieurs, j'ai applaudi à presque tout le discours de M. Doumergue, sauf à la péroraison: je la trouve très dangereuse. Il ne faut pas qu'il s'établisse ce préjugé que l'on peut asservir la France par la simple menace de la privation de charbon. Nous n'en sommes pas là! (*Vive approbation sur de nombreux bancs.*)

Voici la situation: ou l'Allemagne livrera son charbon; et alors peu importe que quelques-uns d'entre nous n'aient pas voté le traité, uniquement pour conserver le droit dans l'avenir de dire aux alliés, qui nous ont imposé ces dispositions, qu'il ne faut pas recommencer. Ou l'Allemagne ne livrera pas, et, dans ce cas, vous aurez fait deux fautes au lieu d'une en souscrivant à

cet accord. Il est important que je marque cette attitude, tout en soutenant néanmoins le Gouvernement. En effet, ce n'est pas une question de politique, et, dans le vote d'abstention, je prie le Gouvernement de ne voir aucune espèce d'hostilité. De même que le jour où je n'ai pas voté le traité de paix parce que je le trouvais défectueux, je veux conserver le droit, jusqu'à mon dernier soupir, de prononcer la *delenda Carthago*. Et s'il nous venait d'un autre point de l'Europe des ennus comparables, en partie, à ceux qui nous sont venus de l'Allemagne, je suis de ceux qui sauraient dire fièrement: « La France est assez forte pour n'avoir pas besoin d'alliés qui lui causent de pareils dommages. » (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin.

Elle est signée de MM. Goy, Drivet, Maudger, Mchet, Joseph Reynaud, Grosjean, Milan, Chalamet, André Berthelot, plus une signature illisible.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin:

Nombre de votants.....	252
Majorité absolue.....	127
Pour.....	221
Contre.....	31

Le Sénat a adopté.

11. — ADOPTION DU PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DU TRAITÉ DE PAIX AVEC LA BULGARIE

M. le président. L'ordre du jour appellerait la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la modification de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne. Mais M. le président du conseil, d'accord avec le rapporteur du projet sur les caisses d'épargne, demande au Sénat de vouloir bien appeler maintenant la discussion du projet relatif à l'approbation du traité de paix avec la Bulgarie. (*Assentiment.*)

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation du traité de paix conclu à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'empire britannique, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Hedjaz, la Pologne, le Portugal, l'Etat serbe-croate-slovene, le Siam et l'Etat tchéco-slovaque, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, ainsi que du protocole signé le même jour, actes auxquels la Roumanie a accédé par déclaration en date du 9 décembre 1919.

Je rappelle au Sénat que l'urgence a été précédemment déclarée.

La parole est à M. le rapporteur dans la discussion générale.

M. Reynald, rapporteur. Messieurs, j'ai le devoir d'excuser devant vous votre commission des affaires étrangères et son rapporteur de la hâte avec laquelle le rapport concernant le traité avec la Bulgarie a été déposé, imprimé et distribué, puisqu'il n'a été compris que dans la distribution d'aujourd'hui. On ne saurait nous le reprocher. C'est, en effet, au début de cette semaine, que la Chambre a donné son adhésion au

projet : vous voyez combien le temps nous a été parcimonieusement mesuré. Je tiens à préciser, cependant, que votre commission des affaires étrangères a pu procéder à un examen utile du projet, car, prévoyant ce qui s'est produit, elle n'a pas attendu que la Chambre ait statué pour en aborder l'étude.

Il est urgent qu'une décision intervienne et nous vous demandons instamment de vouloir bien statuer dès aujourd'hui. Il y aurait un inconvénient grave à ce que le Parlement se séparât avant que son approbation ait été donnée au traité.

Au jour et à l'heure où nous sommes je ne crois pas pouvoir entrer dans le détail des clauses que le traité renferme. J'en résumerai brièvement l'économie en vous rappelant que la Bulgarie a accepté toutes les conditions souvent rigoureuses que les alliés ont cru devoir lui dicter. Elle a souscrit aux pénalités — je puis employer le mot — qui ont été prononcées contre elle et qui sont motivées par les circonstances fâcheuses dans lesquelles elle est entrée dans la guerre et par le rôle qu'elle y a tenu.

Docile et consentante aux décisions des puissances alliées, la Bulgarie demande que le texte qui fixe son statut et détermine les conditions dans lesquelles doivent désormais évoluer ses destinées soit enfin adopté et acquière une valeur définitive.

Parmi les puissances alliées appelées à donner leur adhésion au traité de paix avec la Bulgarie, la France vient la dernière. Il ne faudrait pas qu'on pût lui imputer un retard plus prolongé. (*Très bien!*)

Il ne faut surtout pas que ce retard soit interprété comme cachant, de la part de la France, une arrière-pensée de morosité ou de malveillance. L'ère des hostilités est close, la France est prête à entrer en collaboration loyale avec tous les peuples qui se montreront respectueux du traité et qui en exécuteront fidèlement les prescriptions.

A cet égard, le gouvernement bulgare actuel procède avec une entière franchise et avant même que le traité soit entré en vigueur, il en réalise les clauses avec une bonne volonté indéniable.

Nous voulons lui en donner acte. L'exemple vaut d'être cité et mérite un hommage alors que l'une des puissances que nous avons eues à combattre — la plus coupable — témoigne une intention persistante de se dérober à ses engagements. L'attitude de la Bulgarie est au contraire d'une correction absolue, et si elle s'affirme elle est de nature à faciliter la reprise de relations utiles entre ce pays et la France. (*Vifs applaudissements.*)

M. Victor Bérard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Victor Bérard.

M. Victor Bérard. Messieurs, au moment même où les alliés rendent 20 à 30 millions de fortune prétendue personnelle à l'ex-roi de Bulgarie, Ferdinand-le-Félon, vous allez ratifier ce traité de Neuilly qui, pour être sévère, n'en apparaîtra pas moins à tous les juges désintéressés comme la simple rémunération de l'ingratitude bulgare, à l'égard de ce peuple russe qui, durant un demi-siècle, avait travaillé, de ses sympathies religieuses et de ses forces militaires, à la libération des frères bulgares, comme à l'égard des puissances occidentales qui, durant un autre demi-siècle, avaient mis leur collaboration éducative, leur influence diplomatique et leurs ressources financières au complet achèvement de cette libération.

Permettez-moi néanmoins, messieurs, d'adresser à cette heure un mot de pitié et d'espérance à ce peuple vaincu, dont je

n'oublie ni les fautes, ni les excès, mais dont vous connaissez comme moi les fortes qualités paysannes, les capacités viriles et intellectuelles pour un rôle futur dans le monde levantin. (*Très bien!*)

Les Bulgares subissent aujourd'hui le juste châtement que la morale éternelle réserve à tous les peuples libres quand ils abandonnent leurs destinées à la tyrannie d'un maître et aux intrigues d'une coterie rapace. Mais nous savons, n'est-il pas vrai, nous savons que les défaites les plus profondes et parfois les plus méritées ne sont pas sans relèvement ni sans pardon, quand les vaincus cherchent leur avenir sur les grandes routes du travail et du droit.

Nos officiers de Thrace et de Macédoine nous disent que les Bulgares ne demandent aujourd'hui qu'à nous faire oublier leur conduite d'hier, à la faire oublier surtout à tous leurs voisins, nos fidèles alliés.

Laissez-moi souhaiter du fond du cœur que ces nations balkaniques trouvent dans une modération réciproque l'entente et la collaboration dans la paix, qui sont la meilleure garantie de tous nos intérêts au Levant et l'objet de tous nos vœux démocratiques. (*Applaudissements.*)

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Le Président de la République française est autorisé à ratifier et à faire exécuter, s'il y a lieu :

« Le traité de paix conclu à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Hedjaz, la Pologne, le Portugal, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam et l'Etat tchéco-slovaque, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part; ainsi que le protocole signé le jour même; actes auxquels la Roumanie a accédé par déclaration en date du 9 décembre 1919. »

M. d'Estournelles de Constant. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. d'Estournelles de Constant.

M. d'Estournelles de Constant. Je déclare que je m'abstiendrai : le tzar de Bulgarie n'est pas assez puni et le peuple bulgare l'est trop.

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation, je mets aux voix l'article unique.

(Le projet de loi est adopté.)

12. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LES CAISSES D'ÉPARGNE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la modification de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne.

M. Lucien Cornet, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...
L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — L'article 11 de la loi du 20 juillet 1895 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est formé auprès du ministre chargé de la prévoyance sociale une commission supérieure qui se réunit, au moins une fois par an, pour donner son avis sur les questions concernant les caisses d'épargne ordinaires ou postales.

« Cette commission est composée de 26 membres, ainsi qu'il suit :

« Deux sénateurs élus par le Sénat ;
« Deux députés élus par la Chambre des députés ;

« Treize présidents ou membres de conseils d'administration de caisses d'épargne élus par les caisses d'épargne suivant les formes et dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique ;

« Trois personnes connues par leurs travaux sur les institutions de prévoyance et désignés par le ministre chargé de la prévoyance sociale ;

« Le directeur de la caisse nationale d'épargne ;

« Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ;

« Le chef de la division de l'assurance et de la prévoyance sociales ;

« Le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances ;

« Le directeur du mouvement général des fonds au ministère des finances ;

« Le chef du service de l'inspection générale des finances ;

« Les membres élus et les membres désignés par le ministre sont nommés pour quatre ans. En cas de vacances survenues parmi les représentants élus des caisses d'épargne avant le 1^{er} juillet de chaque année, il sera procédé à de nouvelles élections pour le remplacement des membres défunts et pour la durée du mandat de ces derniers.

« La commission élit un président et un vice-président.

« Un chef de bureau du ministère chargé de la prévoyance sociale, désigné par le ministre, remplit les fonctions de secrétaire, avec voix consultative.

« Le président de cette commission ou, à défaut, le vice-président, aura entrée, avec voix délibérative, à la commission de surveillance instituée près la caisse des dépôts et consignations par l'article 2 de la loi du 6 avril 1876. Il devra être convoqué à toutes les séances où il sera discuté des questions intéressant les caisses d'épargne. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine participeront, au même titre que les caisses d'épargne de la métropole, à l'élection des présidents ou membres de conseils d'administration des caisses d'épargne appelés à faire partie de la commission supérieure. » — (Adopté.)

« Art. 3. — A titre transitoire, et jusqu'à ce qu'un régime légal commun ait été institué pour les caisses d'épargne de la métropole et les caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine, deux des sièges destinés aux représentants élus par les caisses d'épargne seront obligatoirement attribués à deux

présidents ou membres de conseils d'administration des caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine élus par l'ensemble des caisses d'épargne.

« Pendant la même période, seront également appelés à siéger à la commission supérieure avec voix consultative :

« 1^o Le directeur du travail, de la législation ouvrière et des assurances sociales au Commissariat général de la République à Strasbourg ou son représentant ;

« 2^o Le directeur de la caisse des dépôts et consignations de Strasbourg ou son représentant. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

13. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT L'EXPLOITATION DU SERVICE POSTAL ENTRE LE CONTINENT ET LA CORSE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'exploitation provisoire du service maritime postal et d'intérêt général entre le continent et la Corse.

La parole est à M. Rouland pour faire connaître l'avis de la commission des finances.

M. Rouland, rapporteur de la commission des finances. Messieurs, la situation économique actuelle n'a pas permis à la compagnie marseillaise de navigation à vapeur (compagnie Fraissinet) de continuer, en conformité d'un cahier des charges qui devait d'ailleurs prendre fin en avril prochain, le service maritime, postal et commercial, entre le continent et la Corse, service qui avait été complètement désorganisé pendant la guerre.

Le torpillage d'une partie de la flotte, la progression constante des frais d'exploitation avaient rendu impossible l'exécution des conditions du cahier des charges, et le régime de la réquisition avait du être momentanément adopté. Mais ce régime ne pouvait continuer plus de six mois après la cessation des hostilités.

Afin d'assurer la continuité du service, le Gouvernement demande au Parlement de sanctionner une convention passée entre l'Etat et la compagnie marseillaise de navigation à vapeur le 25 juin dernier.

Estimant que les prix actuellement pratiqués ne peuvent servir de base à une concession de longue durée, l'Etat, pour à la fois assurer la continuité d'un service indispensable et réduire au minimum l'importance de ses engagements, a passé avec la compagnie Fraissinet un marché sur les bases suivantes :

Le service sera assuré en régie ; toutes les recettes, sans exception, toutes les dépenses d'exploitation y compris une prime de gestion de 1 p. 100 sur les recettes brutes, seront l'objet d'un compte établi par le concessionnaire sous le contrôle de l'inspection des finances.

Si la balance de ce compte présente un boni, ce boni revient à l'Etat ; au cas contraire l'Etat supporte la perte.

Cette convention est faite pour deux années seulement. Si, au bout de ces deux années, la situation économique n'offrirait pas encore de garanties suffisantes de stabilité, la convention pourrait être tacitement prolongée d'année en année.

Les intérêts de l'Etat nous paraissent ainsi largement sauvegardés d'autant qu'il restera maître d'accepter ou non tous les marchés et toutes les mesures susceptibles d'entraîner un supplément de dépenses et, d'autre part, les besoins essentiels de la

Corse auront satisfaction. Dans ces conditions et d'accord avec votre commission de la marine marchande, votre commission des finances émet l'avis d'adopter le plus rapidement possible le projet voté par la Chambre.

M. le président. L'avis sera imprimé et distribué.

M. Bignon, sous-secrétaire d'Etat des ports, de la marine marchande et des pêches. J'ai l'honneur de demander, au Sénat, d'accord avec la commission, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par le Gouvernement d'accord avec la commission.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est déclarée.

La parole est à M. Gallini, dans la discussion générale.

M. Gallini. Je n'ai pas l'intention de discuter le projet, soit pour le critiquer, soit pour l'approuver. Les représentants de la Corse au Parlement n'ont pas été appelés à collaborer au projet de traité qui a été signé entre l'Etat et la compagnie Fraissinet. Les chambres de commerce, les organisations agricoles, les groupements corporatifs de l'île n'ont pas été consultés. Hier, à la Chambre, les députés de la Corse ont déclaré qu'ils voteraient le projet de loi sous la contrainte du fait acquis. Je renouvelle ici la même affirmation. Toutefois, le Gouvernement, dans une pensée de prévoyance et pour ne pas engager l'avenir, a fixé la durée de la convention à deux années. J'en prends acte. De plus, la compagnie Fraissinet cesse d'être concessionnaire et reste seulement gérante de l'exploitation, pour le compte de l'Etat ; de cela surtout, je prends acte.

Je retiens, enfin, que le ministre de la marine marchande a promis de modifier et d'améliorer les services prévus suivant les besoins et les disponibilités en matériel naval et que, notamment, il nous a promis de rétablir l'escale du port de Sagone, supprimée depuis 1914, dès que les travaux en cours seraient terminés.

MM. les députés et les sénateurs de la Corse exerceront une vigilance attentive sur la manière dont la compagnie Fraissinet, dont nous avons tant et depuis si longtemps à nous plaindre, remplira le mandat qui lui a été confié. Ils rappelleront, le cas échéant au ministre désormais responsable, les engagements qu'il a pris avec une bienveillance appréciée, en vue de favoriser l'essor économique de notre île qui, comme tous les départements français, a supporté avec vaillance les épreuves de la guerre. Laissez-moi rappeler devant le Sénat ce souvenir douloureux : la Corse a vu disparaître 600 de ses enfants, tous permissionnaires du front, dans le torpillage du Balkan. (Très bien ! très bien !)

M. Gabrielli, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je m'associe aux observations présentées par mon honorable collègue, M. Gallini, et je maintiens, quant au reste, les conclusions du rapport que j'ai eu l'honneur de déposer au nom de la commission de la marine.

M. le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande. Je confirme bien volontiers à MM. les sénateurs de la Corse les déclarations et les promesses que je faisais hier à MM. les députés de ce département.

M. le président. Si personne ne demande

plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Sont approuvées les stipulations financières de la convention conclue le 25 juin 1920 entre l'Etat et la compagnie marseillaise de navigation à vapeur Fraissinet et C^o pour l'exploitation provisoire du service maritime postal et d'intérêt général entre le continent et la Corse. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Ladite convention sera enregistrée au droit fixe de 3 fr. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Il est interdit aux membres de la Chambre des députés ou du Sénat, sous peine de déchéance de leur mandat, de faire partie des conseils d'administration et de surveillance de la société concessionnaire.

« Les personnes élues sénateurs ou députés qui feraient partie d'un des conseils devront, dans les huit jours qui suivront la vérification de leurs pouvoirs, opter entre l'acceptation du mandat parlementaire et la conservation de leurs fonctions.

« A défaut d'option, elles seront de plein droit déclarées démissionnaires par l'Assemblée à laquelle elles appartiennent. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

14. — INTERVERSION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. L'ordre du jour appellerait la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le protectorat tunisien à contracter un emprunt de 300 millions de francs pour couvrir l'insuffisance des ressources non encore employées de son précédent emprunt de 1912 et pour compléter son outillage économique, mais M. le rapporteur demande que la discussion soit réservée jusqu'au moment où M. le rapporteur général de la commission des finances pourra être en séance.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

15. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI MODIFIANT LA COMPOSITION DU CONSEIL DES MUSÉES NATIONAUX

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la composition du conseil des musées nationaux :

M. Honnorat, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec la commission, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par le Gouvernement, d'accord avec la commission.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — L'article 53 de la loi de finances du 18 avril 1895, modifié par l'article unique de la loi du 2 avril 1898, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les musées nationaux sont représentés par un conseil composé ainsi qu'il suit :

« 1° Dix-neuf membres nommés pour trois ans, par décret du Président de la République, savoir :

« Deux sénateurs,
« Trois députés,
« Un conseiller d'Etat,
« Un conseiller maître à la cour des comptes,
« Un inspecteur général ou un inspecteur des finances,

« Onze membres pris en dehors de l'administration parmi les personnes que désignent leurs travaux et leurs connaissances spéciales.

« 2° Quatre membres de droit, savoir :

« Le directeur des beaux-arts,
« Le directeur des musées nationaux,
« Le secrétaire perpétuel de l'académie des beaux-arts,
« Le président de l'union centrale des arts décoratifs. »

Je mets aux voix l'article unique.

(Le projet de loi est adopté.)

26. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF À L'EXPORTATION DES ŒUVRES D'ART

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'exportation des œuvres d'art (art. 118 disjoint du projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales).

Je rappelle que l'urgence a été antérieurement déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi. (Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

Art. 1^{er}. — Les œuvres d'art et les objets d'ameublement antérieurs à 1830 et présentant un intérêt exceptionnel pour le patrimoine historique ou artistique de la France, ainsi que les objets provenant de fouilles pratiquées en France, ne pourront être exportés sans une autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

« Le ministre devra se prononcer dans le délai d'un mois à partir de la déclaration fournie à la douane par l'exportateur. Ces dispositions sont également applicables aux œuvres des peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs, décédés depuis plus de vingt ans à la date de l'exportation. »

M. de Monzie a déposé sur cet article l'amendement suivant :

« Rédiger comme suit l'alinéa 2 de l'article unique :

« Le ministre devra se prononcer dans le délai de huit jours à partir de la déclaration fournie à la douane par l'exportateur. Passé ce délai, l'autorisation sera considérée comme acquise. Ces dispositions sont également applicables aux œuvres des peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs décédés depuis plus de vingt ans à la date de l'exportation. »

M. Honorat, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Messieurs, j'ai eu l'honneur de demander hier à la commission on pour mieux dire à son honorable rapporteur de vouloir bien apporter quelques modifications à la rédaction de l'article 1^{er}.

Le texte élaboré était ainsi conçu :

« Les œuvres d'art et les objets d'ameublement antérieurs à 1830 et présentant un intérêt exceptionnel pour le patrimoine historique ou artistique de la France, ainsi que les objets provenant de fouilles pratiquées en France, ne pourront être exportés sans une autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

« Le ministre devra se prononcer dans le délai d'un mois à partir de la déclaration fournie à la douane par l'exportateur. »

Et le texte ajoutait en dernier alinéa :

« Ces dispositions sont également applicables aux œuvres des peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs, décédés depuis plus de vingt ans à la date de l'exportation. »

Or, messieurs, j'ai fait observer à l'honorable rapporteur que, si l'on veut entrer dans les vues qui ont inspiré la commission il y aurait avantage à mettre ce texte en harmonie avec la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques.

C'est pour ces motifs que, sans discuter le fond de la question, je me suis permis de lui suggérer la rédaction que voici :

« Les objets présentant un intérêt national d'histoire ou d'art — ce sont les termes mêmes de la loi sur les monuments historiques — ne pourront être exportés sans une autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. »

Etant bien entendu qu'on disait au dernier alinéa :

« Ces dispositions sont applicables aux objets d'ameublement antérieurs à 1830, aux œuvres des peintres, graveurs, dessinateurs, sculpteurs, décorateurs, décédés depuis plus de vingt ans à la date de l'exportation, ainsi qu'aux objets provenant de fouilles. »

C'est une pure question de rédaction, mais elle a son importance.

J'ajoute qu'il est un point sur lequel je demande à la commission des finances de vouloir bien apporter également une légère correction au texte primitif. L'article dit :

« Le ministre devra se prononcer dans le délai d'un mois à partir de la déclaration fournie à la douane par l'exportateur. » Je crains, étant données les formalités administratives qui sont toujours assez longues, que ce délai d'un mois permette difficilement au ministre de l'instruction publique de donner un avis utile et je crois que si la commission des finances pouvait porter ce délai à « deux mois », elle rendrait le texte plus souple et plus facile à appliquer.

M. Guillaume Chastenot, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission des finances fait sienna la rédaction proposée par M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Comme la dit tout à l'heure M. le ministre, il n'y a là qu'une question de rédaction et de nuance. Mais, par ailleurs, M. le ministre, sur le fond, demande qu'il lui soit laissé un délai de deux mois pour accorder des autorisations de sortie. La commission des finances maintient que le délai d'un mois est suffisant pour permettre au ministre de se prononcer. Il n'est pas possible de soumettre les expo-

tateurs, les étrangers qui auront fait des achats à Paris et en France, à des délais sans fin, à des démarches nombreuses, à des attentes, à des stations dans les ministères, à des brimades, à des humiliations. Non, il faut se prononcer rapidement.

Au surplus, il n'y aura pas un très grand nombre d'œuvres d'art pour lesquelles M. le ministre voudra exercer son droit de rétention ou son droit de classement. Par conséquent, il peut se prononcer dans un délai rapide. Je maintiens le texte et le délai qui vous sont proposés par la commission, je veux dire le délai d'un mois. (Très bien ! très bien !)

M. le président. La parole est à M. de Monzie.

M. de Monzie. Messieurs, j'ai déposé un amendement dont je vous demande la permission d'indiquer les sons en quelques mots.

Je m'étais fait inscrire pour la discussion du projet de loi tel qu'il avait été élaboré par un vote de la Chambre des députés. Je dois à la vérité que ni mon collègue M. Strauss, ni moi, nous n'aurions peut-être songé à intervenir, si le Sénat avait été saisi du texte actuel. C'est-à-dire du texte rédigé par la commission des finances et amendé en séance par l'accord du ministre et de la commission.

Je vais vous dire ma préoccupation en quelques mots. J'ai été, comme beaucoup, surpris par le vote de la Chambre. Je n'en fais pas porter la responsabilité à l'honorable ministre des beaux-arts. Mais il s'est produit à la Chambre un fait assez singulier. La commission du budget ayant donné un mandat un peu illimité et indéfini à l'un de ses rapporteurs, celui-ci a été entraîné par son zèle artistique et par son ardeur littéraire, il s'agit de l'honorable M. Herriot, que vous connaissez tous, et qui a été évidemment tenté par les souvenirs glorieux du cardinal Pacca. Il a voulu devenir, en quelque sorte, le cardinal Pacca du radicalisme. (Rires.)

Mais il me sera bien permis d'indiquer dans quelles conditions le cardinal Pacca s'est créé un nom dans l'histoire.

C'était au lendemain du jour où les dragons du général Miollis pénétraient dans l'Etat pontifical et provoquaient, à l'égard de notre pays, un véritable esprit de haine et de révolte. Au lieu de se venger sur nos troupes, le cardinal Pacca, interprète de la volonté du souverain pontife, a songé à se venger sur les Français amateurs d'art ; et c'est dans ces conditions qu'est intervenu cet édit Pacca, qui après un siècle écoulé M. Herriot a voulu démarquer au bénéfice de la France. (Sourires.)

Laissez-moi vous indiquer simplement quelle a été la conséquence de l'édit Pacca. À partir du jour où l'édit Pacca a été appliqué, les objets d'art et les objets issus des fouilles romaines n'ont pas cessé de passer les frontières, pour le plus grand profit ou le plus grand amusement des touristes. (Très bien !) Mais, ce qui a pris fin, c'est le marché d'art qui était institué à Rome et en Italie.

Je puis dire qu'à partir de ce moment et à la faveur de l'édit Pacca, nous avons créé, en France, un marché d'art qui n'a pas de rival dans le monde. Je me suis préoccupé, comme beaucoup d'entre vous, de laisser subsister ce marché. Nous n'avons pas, hélas ! trop de marchés en France ; nous avons été le centre de la pensée, nous n'avons pas été le centre de beaucoup de commerces. On tente à présent d'instituer en France, à la faveur d'un mouvement journalistique et avec l'appui de la grande presse, divers marchés commerciaux. Puisque nous faisons cet effort, n'allons pas par distraction, par étourderie, par

précipitation législative, supprimer ce que nous avons eu au cours d'un siècle. Ce marché d'art existe, il faut le laisser subsister avec ses tares, ses imperfections, ses truqueurs, avec ces gens qui bonimentent autour d'une simili-œuvre d'art. Il faut laisser beaucoup de liberté aux artistes. Je ne suis pas de ceux qui abusent du mot liberté et qui font profession de libéralisme politique pour en vivre ou en grandir; mais il s'agit d'un domaine où la liberté est la condition même de la vie. (*Très bien!*)

Je demande à M. le ministre des beaux-arts de bien affirmer, comme il l'a déjà fait dans des propositions de loi qui ont trait au même sujet, cet amour et ce culte de la liberté artistique. (*Très bien! très bien!*)

J'estime, messieurs, qu'il allait amender le projet. Grâce au rapport de M. Chastenot, c'était déjà fait dans le texte proposé au nom de la commission des finances; et je puis dire qu'à l'heure présente il ne reste plus entre nous qu'un tout petit objet de litige. M. le rapporteur maintient, au nom de la commission des finances, le délai d'un mois pendant lequel les antiquaires seront en instance à la porte du ministère; le ministre demande deux mois, moi, dans mon amendement, j'avais dit huit jours. (*Rires.*) Voici pourquoi.

M. le ministre de l'instruction publique croit à la vertu des commissions. M. le rapporteur y croit moins, et moi, et je n'y crois pas du tout... (*Nouveaux rires.*)

M. Gaudin de Villaine. Vous avez bien raison!

M. de Monzie. ... et je crains cette posture humiliée et inutile de l'antiquaire, de l'exportateur, qui attendent devant un bon d'exportation des objets d'art. (*Très bien!*)

Que n'a-t-on pas dit contre, je ne dirai pas la pratique ou le commerce des bons d'importation, mais contre les usages ou les abus administratifs qui ont pu se commettre à propos de cette attribution des licences d'exportation ou d'importation! Je crains encore la guerre, même passée. Je ne sais pas pourquoi je m'imagine que l'état de guerre avec ses abus et ses erreurs politiques ou administratives n'a pas encore pris fin. (*Approbation.*)

Je me trompe peut-être, mais c'est cette crainte qui inspire ma frayeur à l'égard des commissions, en particulier de celle qu'a instituée M. le ministre de l'instruction publique. En effet, la question n'est pas entière. Il y a un texte, voté par la Chambre, qui n'est pas définitif, puisque votre vote n'est pas acquis. Mais M. Herriot avait été si pressant, il avait vu un tel danger dans l'exode des œuvres d'art, que, sous l'impression de cette crainte oratoire, M. le ministre des beaux-arts a créé une commission. Cette commission est prête à fonctionner pour saisir les demandes des antiquaires et les faire attendre. Je ne suis pas pour l'attente. Je m'en excuse auprès de l'excellent ministre de l'instruction publique, de l'ami qu'il est pour nous tous, mais j'ai peut-être le tort d'être très impatient: mon amendement est un amendement d'impatience. (*Sourires.*)

J'estime que plus vous abrégerez ce délai d'instance, plus vous rendrez de liberté et de jeu à un commerce qui est une des nécessités de notre vie parisienne, de notre vie française.

Je représente une contrée où il y a beaucoup d'antiquités inconnues, une contrée qui sollicite la visite des touristes, et qui, depuis une illustre visite, en espère d'autres, une contrée qui aspire à être connue et appréciée: j'aurais le droit de craindre pour elle l'exportation des objets d'art.

Malgré tout, mon cher ministre, j'estime que vous avez fait une concession nécessaire en assimilant le nouveau texte sou-

mis au Sénat au texte de 1887. Si révolutionnaire que soit parfois ma pensée, j'aime bien, pour les textes, me servir de formules usagées qui ont eu tout leur sens par une application jurisprudentielle. En rapprochant le texte nouveau du texte de 1887, vous avez rendu plus intelligible votre loi; j'ajoute que vous aurez fait œuvre tout à fait pratique, le jour où vous aurez ajouté à votre projet la proposition André Honnorat de 1916, qui était tout à fait intéressante; car, du temps que M. André Honnorat était député, en instance et en préparation pour devenir ministre des beaux-arts (*Rires.*), il avait conçu la nécessité de protéger les œuvres d'art de la vraie manière, en établissant un inventaire. Tant qu'il n'y a pas d'inventaire, tant qu'il n'existe pas de catalogue, il n'y a pas de connaissance exacte des richesses qu'on veut protéger: tout le reste est vexations, promesses inscrites sur le papier ou prohibitions inscrites dans des règlements.

Je demande donc à M. le ministre de bien vouloir se souvenir de l'excellente proposition de M. André Honnorat et d'outiller ses services de telle manière qu'ils soient en état de connaître les œuvres d'art avant de les protéger. Savoir d'abord, protéger ensuite, je crois que c'est le bon sens. (*Très bien!*)

M. Simonet. Et vous ne donnez que huit jours pour cela?

M. de Monzie. Je suis prêt à retirer mon amendement si M. le ministre veut bien accepter le délai d'un mois qui a été admis par la commission des finances, et, pour le surplus, supprimer sa commission. Car c'est surtout à cette commission que j'en veux. Elle me paraît un embarras, et je ne comprends vraiment pas comment vous pourriez espérer la faire fonctionner.

Permettez-moi de poser le problème. De deux choses l'une: ou cette commission sera composée uniquement de fonctionnaires, et je ne comprends pas comment vous pouvez distraire des fonctionnaires de leur travail habituel, alors que vous dites qu'il n'y en a déjà pas assez pour le classement, sans faire tort à votre administration, ou, au contraire, vous ajouterez aux fonctionnaires, membres de cette commission, un certain nombre de parlementaires qui seront extrêmement flattés — je suis presque tenté de parler en mon nom — mais qui, sollicités par des occupations multiples et contraires, ne seront pas présents, et alors leur présence alourdira, en quelque mesure, les travaux de la commission. Vous n'aboutirez pas: or, la pire des choses, c'est de ne pas aboutir, c'est d'instituer un texte prohibitif, voire même un texte pénal, et qu'il soit lettre morte.

Renoncez à votre commission et je retire mon amendement. Il s'agit là d'une affaire de commerce; c'était un petit marchandage, mais je suis convaincu qu'avec votre bienveillance, vous ne manquerez pas de l'accepter. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. M. de Monzie ne veut pas de commission. Il n'en est point question dans le projet. Celui-ci est, à cet égard, absolument muet. Votre commission des finances a considéré que le ministre devait se prononcer sous sa responsabilité. Il lui appartient de consulter ses services ou de nommer une commission comme il l'entendra, mais c'est lui qui décide sous sa responsabilité et dans un délai réduit.

Avec sa charmante ironie, notre collègue, M. de Monzie a fait les honneurs de la loi

Pacca. La loi Pacca est excellente, elle a rendu des services dans les états pontificaux, d'abord, puis elle a été étendue, par deux lois successives, à toute la péninsule. Et, malgré tout, malgré certaines fraudes et certaines fuites, elle a maintenu en Italie les belles œuvres qui sont l'honneur de galeries particulières.

La Turquie s'est inspirée elle-même de la loi Pacca, et c'est ainsi qu'il y a maintenant, à Constantinople, un des plus beaux musées du monde, qui contient des trésors de l'art grec et de l'art musulman. Les trésors de la Grèce sont défendus par une loi analogue; l'Allemagne a pris également certaines mesures et des dispositions législatives pour sauvegarder son patrimoine artistique.

En Tunisie un décret beylical interdit absolument l'exportation des œuvres d'art et des objets provenant des fouilles. Le musée du Bardo est des plus intéressants. Il n'est pas grand, mais il est admirable. Il contient des mosaïques de toute beauté. Le protectorat les garde jalousement et n'en fait pas profiter nos musées, alors qu'elle en a plus qu'elle n'en peut abriter dans ses musées.

Sans doute malgré la loi Pacca, certaines belles choses ont émigré d'Italie. La fraude est toujours possible, mais notre projet la punit de peines sévères. Elle reste encore possible, car elle est ingénieuse. Qu'est-ce à dire?

Comme la commission des finances est encore réunie et nous crée ainsi en ce moment quelques loisirs, le Sénat me permettra peut-être de lui narrer à cet égard une anecdote parfaitement authentique et qui court tous les ateliers. Un de nos plus distingués amateurs voyageant en Italie découvrit une merveilleuse toile dans l'un de ces palais de gentilshommes brocanteurs qu'a si bien dépeints Anatole France dans le *Lys Rouge*. A n'en pas douter, pour tout expert averti, c'est un Botticelli. Il l'achète. Mais il reste à le faire sortir d'Italie et entrer en France, en dépit de la douane et de la loi Pacca. Qu'à cela ne tienne. Le tableau en vaut la peine. On a la ressource classique. On recouvre le tableau d'une peinture plus fraîche, qu'on enlèvera lorsqu'il aura passé grâce à ce déguisement. C'est un jeu, pour les hommes de métier. Un artiste peint donc sur le Botticelli un rouge et blanc boyant Garibaldi. Après quoi, le tableau franchit la douane comme une lettre à la poste et arrive à bon port à Paris chez l'amateur triomphant.

Celui-ci l'installe dans son hall. Il convoque ses amis; un spécialiste prévenu va enlever l'enduit de peinture fraîche.

Penchés sur son épaule, les assistants suivent son travail. Déjà Garibaldi n'est plus, alors qu'est réapparue la peinture de la Renaissance. Mais il semble en un point qu'on ait gratté trop fort. Serait-ce une autre peinture? Oui, sans doute. Il faut en avoir le cœur net. On gratte davantage et qu'est-ce qui apparaît — *horresco referens* — invraisemblable, mais réel substratum: le roi Humbert hérissant ses moustaches et soufflant dans ses joues. (*Applaudissements et rires.*)

Cela prouve que, sans parler des pénalités écrites dans nos lois — et le projet actuel en édicte de sévères — les fraudeurs sont encore punis par où ils ont péché. (*Très bien! très bien!*)

M. le ministre de l'instruction publique. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Je suis heureux que l'honorable M. de Monzie veuille bien retirer son amendement. Il me permettra seulement de lui dire que le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, pour

exprimer sur des matières aussi délicates un avis autorisé, est obligé de s'en référer à ses conseils. Qu'il me permette d'ajouter que, si j'ai, comme lui, la préoccupation de conserver, à Paris, le marché des objets d'art, j'ai également la préoccupation de conserver à la France les œuvres qui font partie de son patrimoine artistique, patrimoine qui constitue un des plus sûrs éléments de son prestige dans le monde.

Au cours des douloureuses années de la guerre, nous avons perdu des quantités d'œuvres d'art...

M. Jules Delahaye. Et vous ne faites rien pour les récupérer.

M. le ministre. Ce sont des dommages qui peuvent, eux, être réparés. Tel est le cas pour la cathédrale de Reims, force spirituelle de la France et spécimen admirable du génie artistique qui a fleuri naguère sur notre sol. Mais, si ces chefs-d'œuvre ne se peuvent reconstituer, n'est-ce pas une raison de plus pour que nous nous préoccupions de conserver au pays quelques-uns des beaux objets que nous possédons encore et qui, sous l'empire des circonstances, par suite de la terrible crise financière que nous subissons, risquent d'émigrer pour ne plus revenir?

Il est entendu, messieurs, que l'application de la loi qui vous est soumise sera limitée. Il est entendu qu'elle n'empêchera pas bien des fraudes. Je ne me dissimule ni ses imperfections, ni ses lacunes, ni les difficultés auxquelles elle pourra donner lieu. Mais, si elle peut nous permettre de conserver à la France quelques chefs-d'œuvre, elle sera utile et je crois que cette considération sera suffisante pour que le vote du Sénat soit unanime. (*Très bien ! très bien !*)

M. de Monzie. Vous acceptez le délai d'un mois ?

M. le ministre. J'accepte pour ne pas prolonger une discussion qu'il importe d'abréger, si nous voulons aboutir. Mais au moins me sera-t-il permis de regretter qu'on complique par des délais trop courts la tâche de l'administration.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je donne lecture de la nouvelle rédaction proposée par la commission :

« Art. 1^{er}. — Les objets présentant un intérêt national d'histoire ou d'art ne pourront être exportés sans une autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, qui devra se prononcer dans le délai d'un mois à partir de la déclaration fournie à la douane par l'exportateur.

Ces dispositions sont applicables aux objets d'aneublement antérieurs à 1830, aux œuvres des peintres, graveurs, dessinateurs, sculpteurs, décorateurs, décédés depuis plus de vingt ans à la date de l'exportation, ainsi qu'aux objets provenant de fouilles pratiquées en France. »

Personne ne demande la parole sur ce texte ?

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les objets auxquels l'autorisation d'exporter aura été refusée seront, par dérogation à l'article 16 de la loi du 31 décembre 1913, inscrits d'office sur la liste de classement.

« Ce classement sera valable pour une période de cinq années et renouvelable. » — (Adopté.)

« Art. 3. — L'Etat a le droit de retenir, soit pour son compte, soit pour le compte d'un département, d'une commune ou d'un établissement public, au prix fixé par l'exportateur, les objets proposés à l'exportation.

« Ce droit pourra s'exercer pendant une période de six mois. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les objets anciens antérieurs à 1830, et les œuvres de peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs décédés depuis plus de vingt ans et dont l'exportation aura été laissée libre, seront frappés à l'exportation d'un droit de :

« 15 p. 100 de leur valeur jusqu'à 5,000 francs ;

« 20 p. 100 pour la valeur comprise entre 5,000 et 20,000 fr. ;

« 25 p. 100 pour une valeur supérieure à 20,000 fr.

« Cette taxe, non plus que les autres dispositions de la présente loi, ne s'appliquent aux œuvres d'art importées qui auront été déclarées à l'entrée, toute justification devant être fournie par l'importateur. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Quiconque aura exporté ou tenté d'exporter des objets, en fraude des dispositions qui précèdent, sera puni d'une amende au moins égale au double de la valeur desdits objets, lesquels seront saisis et confisqués au profit de l'Etat. En cas de récidive, le délinquant sera en outre puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

« L'article 463 du code pénal est applicable. » — (Adopté.)

Disposition transitoire.

« Art. 6. — Tout commerçant pourra obtenir l'autorisation d'exporter les objets entrés en France postérieurement au 1^{er} janvier 1914, à condition de justifier de la date d'entrée dans un délai d'un mois à dater de la promulgation de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application de cette loi. » — (Adopté.)

« Art. 8. — La présente loi est applicable à l'Algérie. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

17. — DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat des finances.

M. Emmanuel Brousse, sous-secrétaire d'Etat des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1920.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

18. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A DES HABITATIONS PROVISOIRES DANS LA BANLIEUE DE PARIS

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la construction d'habitations provisoires dans la banlieue parisienne et portant approbation d'une convention intervenue à cet effet entre l'Etat et le département de la Seine.

L'urgence a été précédemment déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer

à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture des articles :

Art. 1^{er}. — Est approuvée, conformément au texte annexé à la présente loi, la convention intervenue entre l'Etat et le département de la Seine relativement à l'acquisition de terrains dans la banlieue parisienne, à la construction d'habitations d'un caractère provisoire, mais salubres, rentrant dans les termes de la législation sur les habitations à bon marché, et à la gestion de ces habitations. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le département de la Seine est autorisé, à titre exceptionnel, à acquérir les terrains, à construire et même à gérer directement les habitations visées à l'article précédent au cas où l'office public d'habitations à bon marché du département de la Seine et l'office public d'habitations à bon marché de la ville de Paris se refuseraient à assurer cette gestion. » — (Adopté.)

« Art. 3. — La loi du 12 août 1919 relative à l'exécution des travaux urgents après la guerre sera applicable aux expropriations de terrains qui seraient nécessaires aux opérations susvisées. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Le préfet de la Seine est autorisé à contracter, au nom du département, un emprunt de 12,500,000 fr., soit par souscription publique, soit de gré à gré, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, au taux maximum de 6,75 p. 100, le service dudit emprunt, amortissable en vingt années, devant être assuré par les ressources générales du budget. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Il est ouvert au ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, en addition aux crédits provisoires alloués par la loi du 30 décembre 1919 et par les lois subséquentes, pour les dépenses exceptionnelles des services civils de l'exercice 1920, un crédit de 12,500,000 fr. au titre du chapitre A bis « Participation de l'Etat aux frais de construction et d'aménagement par le département de la Seine de maisons d'habitations provisoires. » — (Adopté.)

« Art. 6. — La convention visée à l'article 1^{er} sera enregistrée au droit fixe de 3 fr. et ne donnera lieu à la perception d'aucun droit de mutation. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	298
Majorité absolue.....	150
Pour.....	298

Le Sénat a adopté.

19. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI SUR LES VOIES FERRÉES D'INTÉRÊT LOCAL

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les articles 18 et 36 de la loi du 11 juin 1880, ainsi que les articles 13, 14 et

15 de la loi du 31 juillet 1915 sur les voies ferrées d'intérêt local.

Je rappelle au Sénat que l'urgence a été précédemment déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les chiffres de recette brute annuelle (impôts déduits) intervenant pour le calcul de la subvention de l'Etat dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 13 et au deuxième paragraphe de l'article 36 de la loi du 11 juin 1880 sont portés de 10,000 fr. à 20,000 fr. par kilomètre pour les lignes de chemins de fer d'intérêt local établies de manière à recevoir les véhicules des grands réseaux, de 8,000 fr. à 16,000 fr. par kilomètre pour les lignes qui ne peuvent recevoir ces véhicules et de 6,000 fr. à 12,000 fr. par kilomètre pour les tramways.

« Les chiffres au-dessus desquels la recette brute annuelle kilométrique ne peut être élevée en aucun cas par la subvention de l'Etat, d'après le troisième paragraphe des mêmes articles, sont portés respectivement de 19,500 fr. à 20,500 fr., de 8,500 fr. à 16,500 fr. et de 6,500 fr. à 12,500 fr., suivant la catégorie de ces lignes, et la participation de l'Etat ne sera suspendue que lorsque la recette brute annuelle kilométrique atteindra les nouvelles limites ainsi fixées.

« Pour le calcul des valeurs limites, ainsi augmentées de la participation financière annuelle de l'Etat, il sera tenu compte des recettes totales, y compris les majorations de tarifs autorisées par application des lois des 30 novembre 1916 et 22 octobre 1919.

« Toutefois, les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'aux lignes, pour lesquelles les recettes provenant des majorations de tarifs autorisées, par application des lois des 30 novembre 1916 et 22 octobre 1919 ne sont pas portées à un compte spécial, avec les dépenses qu'elles sont destinées à couvrir.

« Elles n'auront d'effet que pour le règlement des comptes de l'année 1919 et pour celui des années suivantes, jusque, et y compris l'année 1925. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — L'article 13 de la loi du 31 juillet 1913 est complété comme il suit :

« L'Etat peut, dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles, allouer aux départements et aux communes des subventions pour l'électrification des voies ferrées existantes, ou pour l'exécution des travaux ayant pour but d'améliorer, lors de leur reconstruction, les conditions d'établissement des voies ferrées détruites ou endommagées par faits de guerre. L'approbation des projets relatifs à l'électrification ou aux travaux d'amélioration susvisés et, s'il y a lieu, leur déclaration d'utilité publique, sont poursuivies conformément aux dispositions du titre 1^{er}.

« Pour le calcul de la subvention afférente aux travaux d'amélioration, l'application du barème de l'article 14 ci-après sera déterminée d'après la valeur du centime départemental d'avant guerre. » (Adopté.)

« Art. 3. — En ce qui concerne les voies ferrées d'intérêt local dont la déclaration d'utilité publique sera prononcée entre la

promulgation de la présente loi et le 31 décembre 1920, le calcul du maximum de la subvention que peut allouer l'Etat s'effectuera, conformément aux articles 14 et 15 de la loi du 31 juillet 1913, sous réserve des modifications ci-après :

« 1^o Tous les chiffres de la colonne 1 du tableau de l'article 14 seront doublés ;

« 2^o Les subventions déjà allouées à un département ou à une commune en vertu de la loi du 11 juin 1880 et dont le montant doit, en application de l'article 15, être inscrit virtuellement au barème de l'article 14, seront supposées doublées pour cette inscription virtuelle. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

20. — EXCUSE

M. le président. M. de La Batut s'excuse de ne pouvoir assister à la fin de la séance ni aux séances qui suivront.

21. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI SUR L'ORGANISATION DU CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE, A LA PETITE ET A LA MOYENNE INDUSTRIE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, complétant et modifiant la loi du 13 mars 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie.

L'urgence a été précédemment déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions de l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, le capital social des banques populaires formées en conformité de la loi du 13 mars 1917, qui adopteront la forme de société à capital variable, pourra être porté par les statuts constitutifs à 500,000 fr., et chacune des augmentations de capital effectuées d'année en année pourra atteindre la même somme. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le paragraphe 3 de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, est modifié ainsi qu'il suit :

« 2^o Les capitaux souscrits ne peuvent recevoir un intérêt supérieur à 6 p. 100 des versements effectués... » — (Adopté.)

« Art. 3. — L'usage, comme titre ou comme qualificatif, des mots « banque populaire » est interdit notamment dans les prospectus, réclames, lettres, etc., à toute entreprise qui n'aura pas été autorisée par décision du ministre du commerce, prise après avis de la commission de répartition des avances instituée par l'article 12 de la loi du 13 mars 1917, et ce, sous peine des condamnations prévues par les dispositions de l'article 405 du code pénal. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Le paragraphe 1^{er} de l'ar-

ticle 8 de la même loi du 13 mars 1917 est complété ainsi qu'il suit :

« ... et de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

22. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DES RETRAITES POUR LES OUVRIERS AYANT EFFECTUÉ IRRÉGULIÈREMENT LEURS VERSEMENTS PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS

M. le président. La parole est à M. Peyronnet, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Albert Peyronnet, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à régulariser la situation des assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes qui ont effectué irrégulièrement leurs versements pendant la durée des hostilités.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, le projet de loi qui est soumis à vos délibérations par le Gouvernement s'inspire d'un principe de justice et répond à la volonté nettement exprimée dans le passé par le législateur.

Il apparaît comme le complément nécessaire des lois des 31 décembre 1915 et du 7 avril 1918, qui avaient dispensé de leurs versements, pendant la durée de la guerre, les assurés mobilisés ou habitant les régions envahies.

Effectivement, en dehors de ces assurés, un grand nombre de bénéficiaires de la loi des retraites ouvrières se sont trouvés dans l'impossibilité d'effectuer régulièrement leurs versements. Le trouble que la mobilisation avait apporté dans les mairies ne fit que s'accroître au cours des années suivantes; l'échange des cartes fut opéré en retard ou complètement négligé; parfois même, il fut rendu impossible par suite de cas de force majeure résultant de l'état de guerre. Enfin, beaucoup d'assurés purent croire de très bonne foi que les moratoires institués par le décret du 10 août 1914 s'appliquaient au paiement de leurs cotisations.

Mais tous ces retards, ces négligences, ont eu pour effet de priver du bénéfice des allocations et subventions de l'Etat, des assurés qui avaient rempli très régulièrement leurs obligations jusqu'au début des hostilités, et dont la situation particulièrement intéressante méritait toute la sollicitude des pouvoirs publics.

Au moment où le Gouvernement se préoccupe d'étendre notre système d'assurances sociales, une mesure d'équité s'imposait donc; c'est celle qu'il vous propose de prendre, en relevant de la déchéance tous les assurés qui n'ont pas effectué régulièrement leurs versements depuis le 1^{er} mai 1914, sous conditions que ces versements seront effectués rétroactivement dans un délai déterminé.

Au point de vue financier, le projet ne saurait soulever d'objections.

Les pensions liquidées de 1915 à 1919 se sont élevées à 308,762 pour les assurés obligatoires et à 147,720 pour les assurés facultatifs. Or, les assurés obligatoires qui ont perdu le droit aux allocations ou bonifications de l'Etat se montent à 13,900 (soit

4,50 p. 100) et celui des assurés facultatifs à 6,012 (soit 4,70 p. 100).

On remarquera en outre que cette dépense ne constitue pas une aggravation des charges qui avaient été prévues lors de la mise en application de la loi des retraites, et il ne saurait venir à l'esprit de faire profiter les finances de l'Etat de déchéances involontairement encourues par les travailleurs.

En conséquence, nous vous proposons d'adopter le projet du Gouvernement, tel qu'il a été voté par la Chambre des députés.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres dont voici les noms :

MM. Peyronnet, Gabrielli, Rouby, Le Barillier, Marsot, Duchain, Jossot, Darnecour, de Ronge, Donon, Pelisse, Catalogne, Boucot, Cannac, Vallier, Beaumont, Berger, Machet, Poulié, Charpentier et Sabaterie.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les assurés obligatoires et facultatifs de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes qui, à leur anniversaire de naissance précédant le 2 août 1914, avaient effectué les versements réglementaires prévus pour bénéficier des allocations et bonifications de l'Etat, visées aux articles 4, 6, 9 et 36 de la loi, pourront être rétablis dans leur droit éventuel aux dites allocations et bonifications. Ils devront, à cet effet, effectuer rétroactivement les versements omis par eux au cours de la période qui s'étend entre leur anniversaire de naissance précédant le 2 août 1914 et celui qui suivra la promulgation de la présente loi. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Ceux de ces assurés dont la retraite a déjà été liquidée sans allocation ou bonification de l'Etat, ou qui ont déjà déposé leur demande de liquidation de pension à la date de la promulgation de la présente loi, seront dispensés d'effectuer rétroactivement les versements manquants. Le montant de ces versements sera retenu sur les premiers termes de l'allocation ou de la bonification de l'Etat révisée ou liquidée. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Pour bénéficier des dispositions de la présente loi, les assurés devront adresser une demande au préfet de leur département dans un délai de six mois. Ces demandes seront transmises sans délai au ministre du travail, qui statuera dans les trois mois.

« Les versements rétroactifs visés à l'article 1^{er} ci-dessus devront être effectués dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision les autorisant, sur une carte spécialement délivrée à cet effet. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

23. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI SUR LES MONNAIES DE BRONZE DE NICKEL

M. le président. La parole est à M. Dausset, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de

déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Louis Dausset, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la modification des caractéristiques des monnaies de bronze de nickel.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, la Chambre des députés a adopté trois projets de loi concernant la monnaie de billon en bronze de nickel.

Aux termes du premier de ces projets (n° 763), les caractéristiques de la pièce de 5 centimes actuelle seraient modifiées dans les conditions suivantes :

La pièce de 5 centimes aurait un diamètre de 17 millimètres au lieu de 19 millimètres. En même temps, le diamètre du trou central serait ramené de 4^m/₅ à 4 millimètres. On aurait ainsi un type de pièces à 5 centimes se distinguant plus nettement de celui de la pièce de 10 centimes que le type actuel. Le projet répond à de nombreuses plaintes formulées par le public qui éprouve de réelles difficultés à distinguer les deux pièces.

En même temps, le projet de loi n° 763 augmente les tolérances autorisées sur le titre et sur le poids et qui n'ont pu être rigoureusement observés dans la pratique. Il en résultera de réels avantages au point de vue de la facilité de la fabrication et du prix de revient, sans que la qualité de la monnaie elle-même en soit compromise. Les tolérances proposées seraient les suivantes :

- Titre. — Pour le nickel (25 p. 100) : 0,020.
- Pour le cuivre (75 p. 100) : 0,020.
- Poids. — Pièces de 25 centimes (5 gr.). Tolérance, 0,040.
- Pièces de 10 centimes (4 gr.). Tolérance, 0,040.
- Pièces de 5 centimes (2 gr.). Tolérance, 0,050.

Les anciennes pièces de 5 centimes en bronze de nickel (ancien module), qui ont été émises en vertu des lois du 2 août 1917 et du 16 octobre 1919, cesseront d'avoir cours légal et seront retirées de la circulation à des dates qui seront fixées par décrets.

Le second projet de loi n° 1147 propose de donner cours légal, dans les colonies françaises soumises au régime monétaire de la métropole, aux monnaies de billon en bronze de nickel.

Cette monnaie n'a pas, en effet, cours légal à l'heure actuelle. Dans nos colonies, les lois du 4 août 1913 et du 2 août 1917 qui avaient, la première, édicté le remplacement de la monnaie de bronze par les pièces de nickel, la seconde autorisée la substitution de bronze de nickel au nickel pur dans la fabrication, ayant limité expressément l'effet de cette mesure à la France et à l'Algérie. Le Parlement avait voulu, en effet, éviter la démonétisation onéreuse de l'ancienne monnaie de bronze, et l'on avait

pensé employer à l'alimentation des colonies les pièces de bronze qui devaient être retirées de la circulation métropolitaine.

Ces prévisions ne se réalisèrent pas : la crise de la monnaie nécessita la reprise des anciennes monnaies de bronze pour faire face aux besoins de nos possessions d'outre-mer. Cette reprise fut autorisée par la loi du 21 octobre 1919 ; or, l'élévation de la valeur des métaux employée et les frais de fabrication font ressortir, à l'heure actuelle, le prix de revient des monnaies de bronze à un montant supérieur à la valeur monétaire des pièces elles mêmes.

Le Gouvernement estime que, dans ces conditions, les opérations de frappe de monnaies de bronze pour les colonies ne doivent pas être poursuivies et, en conséquence, les quantités déjà frappées en vertu de la loi du 21 octobre 1919 tant insuffisantes, le Gouvernement propose de donner à la monnaie en bronze de nickel cours légal aux colonies ; le maintien dans la circulation coloniale de l'ancienne monnaie de bronze serait, au surplus, autorisé, et il serait possible, dans le cas où les circonstances le permettraient, d'affecter au ravitaillement des colonies tout ou partie du bronze retiré sur le territoire métropolitain.

Le troisième projet de loi, n° 1375, propose enfin de procéder à la frappe d'un nouveau contingent de 25 millions de francs en pièces de bronze de nickel de 25, 10 et 5 centimes, suivant les modules et les tolérances proposés par le projet de loi n° 763.

Cette mesure se justifie par la nécessité de mettre en circulation des quantités de monnaie de billon supérieures à celles dont le contingent avait été précédemment autorisé par les lois précitées du 2 avril 1917 et du 16 octobre 1919.

Votre commission des finances vous propose de sanctionner ces trois projets de loi déjà réunis en un seul dispositif par la Chambre des députés.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres dont voici les noms :

MM. Dausset, Peyronnet, Beaumont, Grosjean, Cazelle, Goy, Regnier, Rabier, Debierre, François Albert, Hervey, Laurent Thiéry, Reynald, Maurice Colin, Chomet, Simonet, Billiet, plus trois signatures illisibles.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les caractéristiques des monnaies de bronze de nickel dont l'émission a été autorisée par la loi du 16 octobre 1919, et dont la frappe n'est pas encore effectuée, ainsi que de celles dont l'émission est autorisée par l'article 4 de la présente loi, seront modifiées ainsi qu'il suit :

DÉNOMINATION des pièces.	DIAMÈTRE millimètres.	DIAMÈTRE du trou central. millimètres.	COMPOSITION		POIDS	
			Titre.	Tolérance au-dessus et au-dessous. millièmes.	Droit. grammes.	Tolérance au-dessus et au-dessous. millièmes.
25 centimes.....	24	5,5	Nickel, 25 p. 100. (Cuivre, 75 p. 100.)	20	5	40
10 centimes.....	21	5			4	40
5 centimes.....	17	4			2	50

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les pièces de 5 centimes en bronze de nickel (ancien module), émises en vertu des lois du 2 août 1917 et du 16 octobre 1919, cesseront d'avoir cours légal et seront retirées de la circulation à des dates qui seront fixées par décret. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Auront désormais cours légal, dans les colonies françaises soumises au régime monétaire de la métropole, les monnaies en bronze de nickel, dont la substitution aux pièces en nickel pur prévues par l'article 3 de la loi du 4 août 1913 a été autorisée par la loi du 2 août 1917 et par les lois ultérieures. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 4 août 1913, le ministre des finances est autorisé à émettre, jusqu'à concurrence de 25 millions de francs, et en sus des contingents précédemment autorisés par les lois des 2 août 1917 et 16 octobre 1919, des monnaies en bronze de nickel percées au centre d'un trou rond, et présentant les caractéristiques définies à l'article 1^{er} de la présente loi. » — (Adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

24. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AUX MAGISTRATS DE LA COUR DES COMPTES

M. le président. La parole est à M. Dausset qui se propose de demander au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate des conclusions de son rapport mis en distribution aujourd'hui même sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, instituant pour les magistrats de la cour des comptes la position de disponibilité, soit pour raisons de santé, soit pour nomination à des fonctions publiques. (Adhésion.)

M. Louis Dausset, rapporteur. La Chambre des députés a adopté un projet de loi ayant pour objet de régler légalement la position de disponibilité des magistrats de la cour des comptes, soit pour raisons de santé, soit dans le cas où cette disponibilité se trouve motivée par la désignation de ces magistrats à certaines fonctions publiques. Après examen, votre commission des finances a décidé d'approuver seulement la partie du projet de loi relative à la position de disponibilité pour raisons de santé.

La position de disponibilité pour raisons de santé a été instituée pour les magistrats de l'ordre judiciaire par la loi du 17 novembre 1918. Aucune mesure de ce genre n'ayant été jusqu'à ce jour prévue pour les magistrats de la cour des comptes, le projet qui vous est soumis a pour but de combler sur ce point une lacune de notre législation et aucune objection ne peut être faite à ce que cette mesure soit étendue aux membres de la cour.

M. Guillaume Poulle. La mise en disponibilité interviendrait dans les mêmes conditions que pour les magistrats de l'ordre judiciaire ?

M. le rapporteur. Exactement dans les mêmes conditions.

M. Guillaume Poulle. Je vous remercie, monsieur le rapporteur.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres dont voici les noms : MM. Al-

bert Peyronnet, Grosjean, Joseph Reynaud, Jean Cazelles, Marcel Régnier, Maurice Colin, Fernand Rabier, Debierre, François Albert, Billiet, Beaumont, Goy, Laurent Thiéry, Hervey, plus cinq signatures illisibles.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les magistrats de la cour des comptes, comptant au moins dix ans d'exercice à la cour, peuvent, sur leur demande, être placés en disponibilité pour raisons de santé les mettant dans l'impossibilité reconnue d'exercer leurs fonctions. Toutefois, cette condition de durée des services judiciaires ne sera pas exigée des magistrats victimes de la guerre.

« Dans cette position, ils ne reçoivent aucun traitement et ils ne peuvent obtenir d'avancement.

« Ils sont immédiatement remplacés, mais conservent leur qualité de magistrat. Toutefois, les articles 10 et 18 de la loi du 20 avril 1810 cessent de leur être applicables pour les délits et crimes qu'ils pourraient commettre après leur mise en disponibilité. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — La mise en disponibilité pour raisons de santé ou sa prolongation est prononcée par décret rendu sur le rapport du ministre des finances, après avis des chefs de la cour et sur le vu de tous documents justificatifs pour une période qui ne saurait, chaque fois, être inférieure à un an, ni, en une ou plusieurs fois, supérieure à trois ans. Le magistrat peut toujours, après agrément du ministre des finances, renoncer au bénéfice de la disponibilité, s'il établit que les causes qui ont motivé cette mesure ont cessé d'exister. » — (Adopté.)

Art. 3. — Dans le délai d'un mois, à dater du jour où prend fin la période de disponibilité pour raisons de santé, le magistrat qui n'a pas fait connaître ses intentions est mis en demeure par le ministre des finances soit de demander sa réintégration, soit de se démettre de ses fonctions, soit, s'il y a lieu, de faire valoir ses droits à la retraite. Faute par lui de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai d'un mois, il sera, sur avis conforme de la chambre du conseil, mis d'office à la retraite ou considéré comme démissionnaire. S'il doit être réintégré, il bénéficiera de la plus prochaine vacance dans le cadre des magistrats de son grade et de sa classe pour y reprendre le rang qu'il occupait au moment de sa mise en disponibilité. » — (Adopté.)

« Art. 4. — La réintégration des magistrats en disponibilité pour raisons de santé s'effectue hors tour et en dehors du roulement des nominations prévu par les articles 13 de la loi du 13 avril 1900, 40 de la loi du 26 décembre 1908, 1^{er} du décret du 19 mars 1864 et 3 du décret du 14 décembre 1859.

« Si le ministre des finances estime que, depuis la mise en disponibilité, des faits se sont produits de nature à porter atteinte à l'honorabilité du magistrat, il saisit la cour

dans les trente jours de la demande de réintégration. La cour statue dans les trois mois en chambre du conseil. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Le temps passé dans la disponibilité pour raisons de santé ne compte pas pour la retraite. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

25. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AUX RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS

M. le président. La parole est à M. Richard pour le dépôt d'un rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de bien vouloir déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Richard, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 9 mars 1920, tendant à relever jusqu'à 4,500 fr. la pension des ouvriers mineurs.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, la loi du 9 mars 1920, modifiant la loi du 25 février 1914, sur la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, dispose qu'il sera prélevé, sur le fonds spécial institué par l'article 10 de la loi du 25 février 1914, des allocations dont le taux est variable suivant que les intéressés ont atteint cinquante-cinq ans d'âge avant ou après le 1^{er} septembre 1914, allocations moindres pour les premiers que pour les seconds.

D'après l'article 2 de la loi du 9 mars 1920, le fonds spécial est destiné :

« 5° A donner aux ouvriers mineurs comptant au moins, au 1^{er} septembre 1914, cinquante ans d'âge et trente années de travail salarié, dont quinze à la mine, une allocation destinée à compléter leur pension ou allocation au taux de 12 fr. par année de travail à la mine. A cette allocation s'ajoutera le supplément de 120 fr., prévu par la loi du 29 mars 1919. »

D'après l'article 4 de la même loi « le conseil d'administration accordera, dans les limites des maxima prévues à l'article 1^{er}, une allocation complémentaire aux ouvriers et employés ayant atteint cinquante-cinq ans d'âge depuis le 1^{er} septembre 1914 et justifiant d'au moins trente ans de travail salarié, dont quinze dans les mines françaises. »

Le maximum de l'allocation, pour les bénéficiaires de cet article 4, est de 860 fr. Il n'est que de 480 fr. pour les intéressés auxquels s'applique le 5^o de l'article 2.

Cette inégalité de traitement entre des ouvriers remplissant les mêmes conditions d'âge et de travail, motivée sans doute à l'origine par la crainte d'une insuffisance de ressources de la caisse autonome, doit disparaître, les ressources de la caisse autonome apparaissent maintenant comme suffisantes pour supporter la charge qui résultera de l'unification des régimes.

Les bénéficiaires de cette unification seraient au nombre de 3,000 à 3,500.

Leur allocation moyenne actuelle, correspondant à vingt-deux années de mine, est de 240 fr., chiffre auquel il convient d'ajouter l'allocation complémentaire de 120 fr. qui leur est attribuée en vertu de la loi du 29 mars 1919, soit, au total, 360 fr.

En calculant également sur 22 années de mine, l'allocation nouvelle, attribuée par application de l'article 4, serait en

moyenne de 500 fr., soit une dépense supplémentaire de 140 fr. par tête et, par an, et, pour 3,500 bénéficiaires, de 490,000 fr.

La caisse autonome, favorable à cette assimilation de traitement, estime qu'elle pourra faire face, avec ses ressources propres, au surcroît de dépenses qui en résulte. Il y a lieu, du reste, de remarquer que les bénéficiaires de la mesure proposée étant tous âgés de plus de 60 ans, la dépense ira en diminuant et que, d'autre part, l'augmentation de salaires permet de prévoir pour la caisse un excédent de ressources.

Dans ces conditions, votre commission des mines a l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi, déjà voté par la Chambre des députés, qui vous est proposé par les ministres du travail et des travaux publics.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate signée de vingt membres dont voici les noms :

MM. Montfeuillard, Gabrielli, Albert Lebrun, Alfred Brard, Roland, le comte d'Alsace, Milan, Magny, Eugène Chanal, Mollard, Laurent-Thiery, Bony-Cisternes, Jeanneney, Henri Merlin, Porteu, Richard, Trystram, Guillier, Gouge et Sabaterie.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Le 5^e du second paragraphe de l'article 10 de la loi du 25 février 1914, tel qu'il a été modifié par l'article 2 de la loi du 9 mars 1920, est abrogé. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 de la loi du 9 mars 1920 est modifié comme suit :

« Le conseil d'administration accordera, dans les limites des maxima prévus à l'article 1^{er}, une allocation aux ouvriers et employés ayant atteint cinquante-cinq ans d'âge et justifiant d'au moins trente ans de travail salarié, dont quinze ans dans les mines françaises, représentant au moins 3,930 journées de travail. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

26. — DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI AUTORISANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN RÉSEAU ÉLECTRIQUE DANS LES RÉGIONS LIBÉRÉES

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant les travaux d'établissement par l'Etat d'un réseau de transport d'énergie électrique à haute tension dans les régions libérées et fixant les règles éventuelles d'exploitation de ce réseau.

Je rappelle au Sénat que l'avis fait au nom de la commission des finances a été inséré au *Journal officiel* de ce matin.

M. Le Trocquer, ministre des travaux publics. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec la commission, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par le Gouvernement, d'accord avec la commission.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

La parole, dans la discussion générale, est à M. Berthelot.

M. André Berthelot. Messieurs, je ne crois pas que le projet qui vous est soumis puisse être adopté tel quel. D'ailleurs, vos commissions vous proposent, dès à présent, certaines modifications au texte adopté par la Chambre, et il est peu vraisemblable que le projet modifié puisse être adopté de nouveau par les commissions compétentes de la Chambre et par la Chambre elle-même dans la soirée d'aujourd'hui. Aussi, il serait inutile de le voter en bloc ce soir pour gagner du temps.

L'objet du projet est l'établissement d'un réseau de jonction entre les usines centrales productrices d'électricité dans les régions du nord et de l'est de la France.

Je m'empresse de vous dire que ce projet vise simplement, pour une bonne partie des lignes qui y sont comprises, la régularisation d'une situation existante et de travaux faits.

Ce projet ne serait pas voté qu'il n'en résulterait pas un retard de vingt-quatre heures dans la satisfaction des besoins des régions libérées. Les lignes, telles qu'elles sont indiquées au plan annexé au projet, peuvent se répartir en trois groupes : le groupe du Nord, qui joint les différentes usines centrales de production d'électricité de la région du Nord; le groupe de l'Est, qui joint celles de Lorraine et d'Alsace et le groupe central ou groupe de Champagne.

Pour ce qui concerne le groupe du Nord, les travaux sont presque entièrement terminés à l'heure actuelle, avant même le vote du projet qui vous est actuellement soumis, parce que les dépenses ont été faites — et je crois qu'on a eu raison d'agir ainsi — par une procédure un peu exceptionnelle. Elles ont été engagées d'urgence par l'intermédiaire de l'administration et elles ont été payées par le Comptoir d'achats, la main-d'œuvre étant considérée, par une fiction légale, comme l'accessoire du matériel.

D'après les chiffres qui ont été fournis à la commission des finances, les dépenses engagées, à ce jour, représenteraient environ 37 millions de francs.

Or les crédits approuvés pour cet objet ont été au budget de l'année dernière de 40 millions et au budget de cette année de 70 millions sur lesquels aucune réduction n'a été demandée.

Par conséquent, les travaux sont dès à présent dotés et à ce point de vue le projet est parfaitement inutile à la satisfaction des besoins des régions libérées, auxquels il est dès aujourd'hui pourvu.

Par contre, l'adoption pure et simple du projet tel qu'il est rédigé serait regrettable pour deux raisons : l'une touchant à la consistance du réseau, l'autre touchant au régime économique prévu pour l'exploitation et la gestion de ce même réseau.

Ce sont des considérations d'inégale importance, mais qui me paraissent mériter de retenir l'attention du Sénat.

En ce qui concerne la première, on prévoit à l'article 1^{er}, en deuxième urgence, une ligne de Paris à Pont-à-Vendin, établissant la jonction entre les usines centrales d'électricité de la région parisienne et celles des régions du Nord.

Tous ceux qui connaissent la situation actuelle de la région parisienne sont unanimes à dire qu'il n'y a aucune chance qu'un kilowatt-heure puisse être transporté utilement, pratiquement, des usines centrales électriques de la région parisienne dans la région du Nord, parce que la région parisienne manque dès à présent d'électricité.

D'autre part, il s'agit là d'une ligne qui ne peut être exécutée promptement. Les besoins actuels des régions libérées sont satisfaits par les centrales qui ont été reconstituées ou dont la reconstitution avance rapidement et qui sont dès à présent en mesure de satisfaire aux besoins.

M. Debierre. Croyez-vous vraiment que les installations actuelles soient capables de répondre aux besoins économiques de nos régions ?

M. André Berthelot. Elles le seront quand les machines rapatriées d'Allemagne auront été réinstallées.

Dans la région lilloise il y a quatre centrales : l'usine de Wasquehal qui n'a jamais cessé de fonctionner ; l'usine de la Lilloise et les deux usines de la société de tramways de Lille, celle de Lille et celle de Lomme. L'usine de Lomme a été désorganisée par les Allemands ; elle est en voie de reconstitution.

M. Debierre. Vous savez dans quelles conditions fonctionne celle de Lille ? Elle n'a pas la possibilité de faire marcher à plein ses tramways, faute de courant.

M. André Berthelot. Naturellement, puisqu'il s'agit par l'usine de Lomme que les tramways étaient surtout alimentés. Mais vous n'imaginez pas tout de même que ce soit de Paris qu'on puisse faire venir de l'énergie électrique pour faire marcher les tramways de Lille ?

M. Debierre. C'est autre chose.

M. Berthelot. La thèse que je soutiens actuellement, c'est que la ligne de Paris à Pont-à-Vendin n'offre pas d'intérêt pour la satisfaction des besoins présents des régions libérées.

Je suis persuadé que M. le ministre ne me contredira pas sur ce point. Je sais très bien à quoi répond cette ligne. Elle répond d'abord à l'idée d'établir une solidarité entre les grandes usines centrales de la région du Nord et celles de Paris, non pas pour maintenant, ni pour satisfaire aux besoins actuels des régions libérées, mais pour un avenir assez éloigné et pour parer à l'hypothèse de grèves éventuelles.

C'est donc une mesure de précaution sociale, de politique sociale, si vous voulez, qui peut justifier ou non une dépense à engager par l'Etat. Mais cela n'est à aucun degré une dépense qu'on puisse imputer sur les dépenses des régions libérées et qui puisse se réclamer de l'intérêt particulier et de l'urgence que nous attachons à la reconstitution des régions libérées. Cette ligne, d'autre part, est indubitablement une ligne destinée à desservir certains intérêts privés, qu'il est très facile de définir.

Ce sont les intérêts privés qui sont groupés dans la région parisienne pour la constitution d'une nouvelle grande usine centrale de 200,000 kilowatts. Ce sont eux qui éprouvent le désir et le besoin commercial d'une jonction avec les usines à établir et à agrandir autour des mines de charbon de la région du Nord. Si l'utilité économique, pratique et commerciale de la ligne en justifie la construction, c'est par l'initiative privée, c'est aux frais des industriels qui en profiteraient qu'elle doit être établie et non pas aux frais de l'Etat sous le prétexte des régions libérées.

Je demanderai au Sénat de se prononcer

d'une manière catégorique en repoussant dans l'article 1^{er} le paragraphe b qui s'applique à cette ligne de 120,000 volts de Paris à l'ont-à-Vendin.

Le second point, beaucoup plus grave, sur lequel je voudrais retenir l'attention du Sénat est la disposition de l'article 3 qui a trait à la constitution d'une société à laquelle sera remise l'exploitation de ce réseau construit aux frais de l'Etat.

C'est, en effet, un type nouveau de société qui a été envisagé dans différents projets dont vous êtes saisis. Mais sa création soulève des objections très graves et il serait tout à fait imprudent de trancher cette grosse question de principe à l'occasion d'un projet d'espèce intéressant les régions libérées. En effet, voici ce que propose en dernière analyse le texte auquel s'est arrêtée la commission compétente : le réseau une fois établi, sera exploité par une société anonyme.

Le projet primitif du Gouvernement, adopté par la Chambre des députés disait : « société anonyme à capital variable ». C'était une absurdité, puisqu'aux termes de la loi sur les sociétés, une société anonyme à capital variable ne peut pas dépasser un capital de 200,000 fr.

M. Milan, rapporteur de la commission des finances. Nous avons supprimé ces mots.

M. André Berthelot. Je le sais, mais il n'est pas inutile de signaler l'erreur incluse dans le texte de la Chambre.

M. le rapporteur de la commission des finances. Vous avez raison de le dire.

M. André Berthelot. Par conséquent, le fait même que vous modifiez la nature de la société entraîne nécessairement le retour du projet devant l'autre Assemblée.

M. le rapporteur de la commission des finances. Il y a d'autres modifications que celles-là, il y a même un article supplémentaire.

M. André Berthelot. On a donc dû renoncer à ce type de société anonyme à capital variable, et admettre une société anonyme pure et simple. Comment serait-elle constituée ? Par le groupement des producteurs d'énergie électrique. Elle sera administrée par un conseil d'administration composé de représentants de l'Etat et de représentants des producteurs.

En effet, le réseau dont il s'agit, pour toute la région du Nord et pour la région champenoise, est construit exclusivement aux frais de l'Etat ; c'est l'Etat qui fait la totalité des frais de construction.

Pour la région de l'Est, la question est un peu plus compliquée puisque les lignes du bassin de Briey sont, si je ne me trompe, construites par des industriels. La grande ligne de jonction de Nancy à Pouxoux, qui est destinée à utiliser les apports d'énergie hydroélectrique du Rhin est aussi, m'a-t-on dit, construite par une société particulière. D'autres sont prévues comme pouvant éventuellement comporter l'intervention de l'Etat.

Il est cependant bien raisonnable, dans une entreprise de ce genre, de distinguer entre des groupements industriels qui n'ont pas d'intérêt commun. Que le réseau de jonction des centrales du Nord soit exploité par les groupements industriels de la région du Nord, c'est raisonnable, mais il ne me paraît guère possible que ce soit une société unique qui ait à exploiter le réseau de jonction du Nord, le réseau de jonction champenois et le réseau de jonction, de la ligne de l'Est. C'est donc, non pas une société qu'il faut envisager, mais plusieurs sociétés différentes.

M. Yves Le Trocquer, ministre des travaux publics. L'article 4 le prévoit.

M. André Berthelot. Ce que je discute, en ce moment, c'est le nouvel article 3.

On vous propose de décider que ces différentes sociétés seront gérées par un conseil d'administration composé de représentants de l'Etat et de représentants des producteurs. C'est ici qu'est l'innovation ; je tiens à en souligner l'exceptionnelle gravité. Dans une société privée, le conseil d'administration est le délégué des actionnaires dont les actions sont des parts de propriété dans l'affaire. Ici, les représentants des sociétés pourront n'apporter aucun capital, qu'un simple fonds de roulement dans la gestion de ce réseau, où l'Etat aura englouti plus de 100 millions de francs. Car il est impossible — on y avait songé à l'origine pour un autre projet de loi dont vous êtes saisis — il est impossible d'incorporer à l'actif social à gérer, l'actif particulier de chacune de ces sociétés, leurs usines centrales et leurs réseaux particuliers de distribution d'énergie électrique ; il s'agit simplement, dans le projet, de lignes destinées à relier, entre elles, les usines centrales pour qu'elles puissent éventuellement se porter secours les unes aux autres. Pour le réseau du Nord, ces lignes sont établies uniquement aux frais de l'Etat.

Vous allez donc avoir un actif social exclusivement d'Etat. Vous allez en confier la gestion, d'une part à des représentants de producteurs que vous pourriez prendre comme gérants en leur donnant un contrat de gestion mais que vous constituez en conseil d'administration comme s'il s'agissait d'une société qui serait elle-même propriétaire du réseau de jonction. Vous leur adjoignez, siégeant au même titre et au même conseil, des fonctionnaires de l'Etat représentants du propriétaire, mais ne possédant pas eux-mêmes une seule action, n'ayant aucune des responsabilités civiles que la loi sur les sociétés fait peser sur les administrateurs des sociétés anonymes. En effet, par une disposition qui fait l'objet d'un alinéa suivant, on est obligé de dispenser ces administrateurs de la possession du minimum d'actions constituant le cautionnement légal qui leur serait imposé par la loi de 1867 sur les sociétés. Vous allez donc avoir un conseil d'administration hybride, dans lequel il y aura d'une part des fonctionnaires, et d'autre part, des industriels privés qui auront à gérer un bien d'Etat.

M. Guillaume Pouille. Ces représentants de l'Etat peuvent ne pas être des fonctionnaires, ce n'est pas indispensable.

M. le rapporteur de la commission des finances. Evidemment, c'est dit au projet.

M. André Berthelot. Evidemment. Mais dans tous les cas, ce ne sont pas des actionnaires ; mettons, si vous voulez, que ce soient des fonctionnaires retraités. Vous aurez tout de même, pour ce conseil d'administration, cette situation étrange qu'il y aura, juxtaposés, participant à la même gestion, des représentants d'intérêts privés et des représentants de l'intérêt public. Tel que fonctionne actuellement notre régime des sociétés, nous voyons confier leur gestion à des représentants des propriétaires qui sont responsables sur leurs propres deniers des fautes qu'ils peuvent commettre, de la mauvaise gestion de la propriété dont ils ont une part ; et vous avez, d'autre part, quand il s'agit des intérêts publics engagés, des représentants de l'Etat qui interviennent pour contrôler l'industrie privée. Sur cette distinction fondamentale repose l'organisation actuelle de nos affaires industrielles et spécialement des concessions. En résumé, gestion par initiative privée et contrôle par l'Etat.

Ici, vous allez amalgamer dans un orga-

nisme unique les représentants de l'Etat et de l'industrie privée ; vous supprimerez deux garanties : d'une part, les représentants de l'industrie privée sont responsables de leurs erreurs sur leurs propres deniers et sur ceux de leurs actionnaires ; d'autre part, les fonctionnaires de l'Etat n'ayant pas participé à la gestion peuvent la contrôler, lui imposer toutes les précautions nécessaires sans avoir été compromis préalablement par la participation à des erreurs de gestion. Là encore, cette garantie disparaîtra.

Je vous demanderai donc, en ce qui concerne cet article 3, de l'écartier et de le renvoyer à la commission spéciale pour une autre rédaction, ou de supprimer le premier alinéa de l'article, en y substituant simplement ce texte : « Le réseau sera établi par une société anonyme constituée par le groupement des producteurs d'énergie électrique, sous le contrôle de l'Etat. »

Le deuxième alinéa serait conservé ; le troisième, qui autorise les administrateurs, par dérogation aux dispositions de la loi de 1867, à ne pas être propriétaires d'actions, serait supprimé.

Voilà les deux points sur lesquels je critique le projet de loi et sur lesquels je demande au Sénat de bien vouloir prendre des mesures, de précaution qui me paraissent élémentaires en pareille matière. (Très bien ! très bien !)

M. le rapporteur de la commission des finances. Messieurs, les observations de mon honorable collègue M. Berthelot sont quelque peu fondées. Il importe, cependant, pour bien juger la situation, de ne pas oublier les conditions spéciales dans lesquelles se présente cette entreprise.

L'Etat, dans le but de relever plus rapidement de leurs ruines les malheureuses régions libérées, a pensé qu'il était indispensable de mettre en commun toute l'électricité produite par les centrales de cette région, de façon à répartir le courant et à créer l'entraide entre les centrales. Pour aller plus vite, il a saisi le Parlement par voie budgétaire. Je dis en passant, que c'est une très mauvaise méthode ; je crois que si, dès le début, en 1919, on avait saisi le Parlement d'un projet spécial, il serait voté depuis longtemps et nous n'en serions pas à le discuter actuellement ; la méthode aurait été plus régulière.

Mais nous nous trouvons en présence du fait accompli. L'année dernière, au budget de 1919, un crédit de 40 millions a été voté. Les travaux furent commencés presque immédiatement ; mais comme le Parlement s'était aperçu qu'aucune explication ne lui avait été fournie sur les conditions d'exploitation du réseau, en voie de création, il avait demandé au Gouvernement le dépôt d'un projet de loi spécial. Ce projet a été présenté à la Chambre. Il fut voté, disons-le, sans trop de discussion. Au Sénat, la commission de l'outillage national, donna un avis favorable, tout en faisant certaines réserves.

Lorsque ce projet de loi vint devant la commission des finances — ainsi que vous pourrez le voir dans mon rapport qui, malheureusement, n'a pu vous être distribué à temps, mais qui a été publié ce matin au *Journal officiel* — elle se trouva en présence de dispositions qui suscitèrent ses critiques.

M. Berthelot en a reproduit tout à l'heure un certain nombre.

Je n'y reviendrai pas ; il suffit de se référer à mon rapport.

Le Gouvernement a accepté les suggestions qui lui étaient faites par la commission des finances du Sénat et a modifié son texte.

Il y a quelques jours, la commission de

l'outillage national a fait un nouveau rapport sur un nouvel article 3 et un nouvel article 5, elle a donné un avis favorable. Le projet est donc revenu devant la commission des finances du Sénat, qui a trouvé qu'il pouvait encore donner lieu à certaines critiques, mais finalement, comme dans l'ensemble elle obtenait satisfaction, elle a cru devoir conclure à son adoption.

Cette entreprise est presque toute dotée : 40 millions en 1919, 70 millions votés il y a quelques jours.

Il s'agit donc maintenant de songer à exploiter ce réseau qui est à peu près terminé. L'Etat l'a créé parce que l'intérêt public l'exigeait. C'est, du reste, l'opinion de la commission de l'outillage national.

L'exploitation de ce réseau doit être assurée. L'Etat doit veiller à ce que l'instrument qu'il a forgé ait un bon fonctionnement et il va le concéder à une société qui va se constituer dans ce but. L'Etat ayant fait les frais de premier établissement, ayant engagé 135 millions, n'apportera, bien entendu, aucun capital dans la société d'exploitation qui va se constituer. C'est tout naturel.

On vient actuellement reprocher à l'Etat de se faire représenter dans le conseil d'administration et d'être, en quelque sorte, le contrôleur et le contrôlé.

Messieurs, ce n'est pas ainsi que la question se pose. L'Etat, qui a engagé 135 millions dans un but d'intérêt général et qui doit surveiller la bonne gestion de ce capital, a un double contrôle : le premier, c'est le contrôle général ou contrôle administratif qu'il exerce sur toutes les concessions telles que les concessions de chemins de fer, d'énergie électrique, de navigation, etc., etc. ; puis l'Etat organise un second contrôle, car, en somme, la présence de ses représentants dans le conseil d'administration n'est pas autre chose.

Evidemment, ils ne sont pas porteurs d'actions, ni de premier rang, ni de second rang ; mais, ce que l'Etat a voulu, c'est que, remettant à un conseil d'administration un instrument de cette valeur, il puisse surveiller de près, dans le sein même du conseil d'administration, ce que l'on va en faire. (Très bien !)

C'est alors qu'intervient le deuxième contrôle, le contrôle spécial que l'Etat exerce sur ses propres capitaux. Voilà comment on peut s'expliquer cette disposition qui est, en vérité, une dérogation à la loi de 1867 sur les sociétés ; mais cette dérogation est tout spécialement visée dans le texte de loi qui vous est présenté et, des lors, elle sera couverte par cette loi une fois votée.

En effet, comme juriconsulte, la première fois que j'ai lu ce projet de loi, j'ai été, comme mon collègue l'honorable M. Berthelot, très surpris de ses innovations, puis, à la réflexion, j'ai trouvé tout naturel que l'Etat exerçât un premier contrôle, c'est-à-dire le contrôle administratif général, et, d'autre part, qu'il pût aller voir de plus près, qu'il eût un droit de regard dans le conseil d'administration.

M. Simonet. La loi sur les sociétés n'est pas intangible et elle a bien besoin d'être modifiée.

M. le rapporteur. Par le premier contrôle, l'Etat intervient comme puissance publique ; il faut que cette concession, comme toutes les concessions, soit administrée régulièrement. Par le second contrôle, l'Etat agit pour défendre ses propres capitaux. Quel empêchement y voyez-vous ? Quelle opposition d'intérêts y a-t-il ? Il ne faut pas oublier, messieurs, que l'Etat est multiforme. Ce ne seront pas les mêmes fonctionnaires qui rempliront les fonctions de contrôleurs et celles d'administrateurs. Du reste, le projet vous dit très nettement

que les administrateurs peuvent n'être pas des fonctionnaires, nous devons même souhaiter qu'ils ne le soient pas. (Très bien !)

Je conclus, messieurs, en vous disant que ce sont là évidemment des formules nouvelles que nous voyons introduire dans les entreprises d'Etat, formules nouvelles, mais déjà formules légales, car, si vous lisez la loi du 16 octobre 1919, sur l'énergie hydraulique, vous trouverez que, lorsque l'Etat accorde des subventions dans les entreprises d'aménagement de chutes d'eau, on prévoit déjà son association avec l'industrie privée, on prévoit qu'on lui donnera des actions de premier ou de second rang, ce qui signifie bien qu'il sera associé avec l'entreprise privée, et qu'il aura voix aux conseils d'administration.

M. Simonet. C'est une excellente innovation.

M. le rapporteur. Nous innovons, c'est incontestable ; mais nous devons être prudents, et le fait que la commission a exigé que le cahier des charges, que les statuts, que les conventions soient annexés à la présente loi, constitue des garanties suffisantes. (Très bien !) Mais si, en innovant, il faut être prudent, il ne faut pas oublier que l'Etat se modernise enfin et cesse d'appliquer les formules stéréotypées d'autrefois. Ecartons l'étatisme pur, nous savons par expérience les dangers qu'il présente. Mais faisons l'union étroite de l'Etat et de l'industrie française. C'est par cette union seule que nous arriverons à mettre en valeur les richesses de ce pays, et à le relever économiquement.

En conséquence, je demande au Sénat de vouloir bien voter le projet de loi. (Applaudissements.)

M. Antoine Borrel, sous-secrétaire d'Etat des mines et des forces hydrauliques. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat des mines et des forces hydrauliques.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Messieurs, M. Berthelot a fort bien dit que ce n'est pas seulement inspirés par les besoins présents que nous sommes guidés en proposant à votre vote le projet actuellement en discussion, mais que nous envisageons surtout l'avenir, et ce n'est pas seulement contre certains détails d'organisation que M. Berthelot s'est élevé, mais aussi contre la politique que nous affirmons vouloir suivre en matière d'utilisation d'énergie électrique. Aussi vous ne comprendriez pas que le sous-secrétaire d'Etat des forces hydrauliques ne vint pas vous donner quelques explications à ce sujet.

Quel est le but que nous cherchons à atteindre en demandant la création de réseaux de distribution de forces ? Nous voulons utiliser à plein, sans en rien laisser perdre, toutes nos ressources d'énergie thermique et hydraulique dont nous n'avons pas le droit, en ce moment moins que jamais, de gaspiller la moindre parcelle. Pour cela, nous voulons établir entre les usines hydrauliques et les usines thermiques comme un système de vases communicants, permettant de verser dans une région l'énergie en excédent dans une région voisine.

Que se passe-t-il actuellement ?

Un exemple permettra de me mieux faire comprendre. Alors qu'en été, durant les fortes chaleurs, il y a des excédents de force dans les Alpes, il y a pénurie de cette force dans le Massif central ; or, si les réseaux étaient soudés, une compensation s'établirait. Cette jonction de réseaux, nous ne voulons pas seulement l'établir entre les Alpes et le Massif central ; mais entre

toutes les régions de France, entre toutes les usines productrices d'énergie, qu'elles soient actionnées par les cours d'eau, par les marées ou par le charbon.

Comme il y a des canaux, comme il y a des voies ferrées nous pensons qu'il doit y avoir dans tout ce pays un réseau de distribution d'énergie électrique, sillonnant la France du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, et sur lequel, partout où ce sera nécessaire, des coupures seront pratiquées pour l'alimentation des usines.

Pour établir ce vaste réseau, sans doute nous rencontrerons des difficultés sérieuses ; tout d'abord des difficultés d'ordre technique : les usines en exploitation utilisent des courants de nature différente, qu'il est bien souvent difficile de mélanger, et c'est une sorte de standardisation du courant qu'il nous faut chercher.

Nous avons des difficultés d'ordre économique, d'ordre juridique. Les industriels, férus d'individualisme, redoutent la perte de leur indépendance, conséquence de la contrainte que, dans un intérêt général, l'administration peut être amenée à leur imposer.

Ces difficultés, nous ne les avons pas rencontrées dans les régions libérées, parce que un grand nombre d'installations avaient été détruites, et que l'administration s'est trouvée, dans ces régions, en présence d'une table rase. Alors, l'Etat prenant à son compte les dépenses d'établissement, les producteurs d'énergie nous ont offert leur concours sans réserve, et c'est dans ces conditions que le réseau de distribution soumis à vos délibérations a été conçu.

Le sol minier du Nord et du Pas-de-Calais est une incomparable source d'énergie ; des centrales thermiques ont été créées à proximité des mines ; nous voulons relier ces centrales avec les autres sources d'énergie des territoires ou les centres importants de consommation, pour être à l'abri de toutes les surprises.

Tout naturellement, l'idée est venue de joindre le réseau projeté au réseau d'Alsace, alimenté par les gaz des hauts fourneaux et surtout par le Rhin, dont aujourd'hui même le comité consultatif des forces hydrauliques a pris en considération le projet d'aménagement.

Nous voulons aussi relier les mines à Paris, de façon à desservir Arras, Montdidier, et aussi afin d'être à même d'alimenter le Nord par les usines de la capitale en cas d'accident. Quoi qu'en pense M. Berthelot, je crois que cette liaison est particulièrement utile et indispensable. Nous aurons à craindre des accidents et il y aura à Paris suffisamment d'énergie pour venir au secours de nos usines du Nord, et cette entraide entre les usines thermiques de la capitale et les usines thermiques des centres miniers pourra donner les plus fructueux résultats.

M. André Berthelot. Il n'y a pas d'énergie disponible à Paris.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Vous savez bien comme moi, monsieur Berthelot, que si ce n'est d'une façon continue, au moins accidentellement les usines de la capitale, de la région parisienne, pourront venir, dans des cas déterminés, en aide à celles du Nord. Et ce projet sera d'autant mieux réalisable le jour où nous utiliserons le Rhône, qui pourra alors largement approvisionner Paris en énergie.

D'autre part, monsieur Berthelot, avec l'esprit scientifique qui vous anime, n'avez-vous pas été frappé en voyant se diriger sur Paris ces trains de charbon se succédant, employant un nombreux personnel et de nombreuses locomotives ? Ne pensez-vous pas qu'il serait possible d'utiliser sur le carreau des mines le mauvais combustible

et d'amener l'énergie à Paris par des voies plus économiques que le rail ou les canaux ? (Très bien ! et applaudissements.)

Pour toutes ces raisons, je demande au Sénat de ne pas mutiler le projet que nous présentons, de le voter tel qu'il est, pour ne pas détruire les espoirs des Alsaciens et des Lorrains qui constituent déjà un organisme collectif en liaison avec nos sociétés de l'Est et plus tard avec le réseau d'Etat dont ils espèrent la création, de voter ce projet, pour nous permettre de doter Paris et la région parisienne d'une énergie à bon marché dont la capitale a grand besoin. La liaison désirable à tous les égards entre le Rhône et le bassin houiller du Nord sera alors rendue possible. Par un rejet, vous compromettriez le plan que je vous exposais tout à l'heure et dont nous attendons les résultats pour notre pays.

Permettez-nous, messieurs, d'abandonner la théorie pour entrer dans la pratique, parce que, plus que jamais, nos besoins en charbon sont grands. Ils dépassent actuellement 70 millions de tonnes, alors que notre production n'est que de 35 millions de tonnes. En comptant sur ce que l'Allemagne nous donnera, il restera 15 millions de tonnes de déficit que nous devons acheter à l'étranger et vous savez combien ces achats pèsent lourdement sur notre change et notre budget.

Et, cependant, notre pays est riche en forces hydrauliques, nous avons disponibles 9 millions de chevaux pour lesquels il ne servirait de rien de construire des usines, si nous n'avions pas des réseaux de transport.

Qui, ce n'est que lorsque nous aurons créé sur l'ensemble du territoire ces réseaux de distribution d'énergie, que nous les aurons liés, soudés, que nous pourrions songer à utiliser comme il convient toute la force que peut produire notre pays.

Aussi, notre œuvre d'aménagement de chutes, de mises en état de nos mines ne serait pas complète, sans la création d'un réseau de transport d'énergie électrique.

C'est pourquoi je vous demande de voter le projet qui vous est présenté, et, connaissant la clairvoyance et le désir de réalisation de la haute Assemblée, je suis sûr qu'elle nous suivra dans la voie que nous venons de tracer. (Applaudissements.)

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Sont autorisés les travaux à entreprendre :

« 1^o Pour l'établissement d'un réseau de transport d'énergie électrique à haute tension par ou près les localités ci-après :

« a) En première urgence : Pont-à-Vendin, Douai, Valenciennes, Nœux, Bully-Grenay, Lille, Cambrai, Jeumont, Beautor, Laon, Reims, Epernay, Mohon, Stenay, Verdun, Saint-Dizier, Longwy, Piennes, Bruay, Nancy, Vincey, Fontoy, la Houve, Bischborn, Chambray ;

« b) En deuxième urgence : Paris, Saint-Just, Arras, Pont-à-Vendin.

« 2^o Pour la mise en état d'une usine génératrice à Hirson (Aisne). »

MM. Henri Merlin et Monfeullart proposent, par voie d'amendement, d'ajouter après le mot « Epernay » les mots : « Fère-Champenoise et Sézanne Esternay, Montmirail ».

La parole est à M. Henri Merlin.

M. Henri Merlin. En proposant au Sénat notre amendement, nous n'avons nullement

l'intention, M. Monfeullart et moi, de mutiler le projet de loi dont vous êtes saisis

En vous demandant, au contraire, de le compléter, nous offrons au Sénat une occasion de plus de témoigner encore une fois sa constante sympathie aux régions libérées, dont les représentants ont, au cours de cette journée, vécu des minutes pleines de mélancolie.

Or, si, d'une part, on lit l'article 1^{er} du projet de loi, on constate que les travaux à entreprendre permettent l'établissement d'un réseau de transport d'énergie électrique par ou près les villes énumérées. L'assiette du réseau n'est donc pas déterminée d'une façon précise, et il est permis d'en conclure que les villes de Sézanne, Fère-Champenoise, Esternay, Montmirail, peuvent être ajoutées à la nomenclature des centres à pourvoir d'électricité sans porter atteinte à l'économie générale du projet ; leur inscription dans la loi la compléterait utilement. Les noms de ces villes ont leur éloquence, et je n'en suis pas à vous démontrer qu'elles sont comprises dans les régions dévastées ; ce sont elles et les campagnes environnantes qui, en 1914, ont subi durement les désastres de l'invasion et qui ont été le théâtre de la lutte acharnée où s'est brisé, par notre victoire, l'effort de l'invasisseur.

Si, d'autre part, on jette les yeux sur la carte du réseau qu'ont bien voulu me laisser consulter nos collègues de la commission de l'outillage national, on remarque que les lignes actuellement existantes, et qui correspondent à peu près au tracé approximatif esquissé dans l'énumération de l'article 1^{er}, laissent ouverte une maille du réseau : en effet, la ligne de Saint-Dizier, Vitry-le-François se termine en impasse à Haussimont ; il suffit de la prolonger au travers de la région visée par notre amendement pour fermer cette maille et compléter le système rationnel du réseau au profit d'une population de 60,000 habitants.

En sorte que notre amendement fournira au Sénat, qui voudra bien l'adopter, le moyen de doter des avantages de l'électricité une région dévastée par la guerre, et de donner un complément rationnel et nécessaire au projet dont vous êtes saisi.

Notre amendement, au surplus, n'est que l'expression d'un vœu du conseil général de la Marne, et des délibérations des villes et des communes intéressées.

Je crois pouvoir ajouter que M. le ministre des travaux publics, à qui j'avais fait part de notre intention de déposer l'amendement actuel, avait bien voulu me répondre dans les termes suivants :

« Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la nécessité d'adjoindre aux lignes du réseau de transport électrique exécuté par l'Etat dans les régions libérées une artère joignant Château-Thierry à Vitry par Montmirail, Esternay, Fère-Champenoise, Haussimont et Sommesous.

« Cette ligne permettrait sans conteste d'alimenter une région qui a particulièrement souffert de la guerre et vous pouvez compter sur mon concours le plus entier pour le réaliser. Mais elle ne remplit pas les conditions de celles qui sont visées par le projet de loi en ce moment soumis au Sénat et qui doivent uniquement relier entre elles les centrales productrices d'énergie existantes ou en voie de reconstitution.

« Dans ces conditions, je ne crois pas que la ligne Château-Thierry-Sommesous puisse être comprise dans le programme d'aujourd'hui.

« Mais, par contre, elle peut et elle doit faire partie des lignes de distribution à haut voltage, comme le prévoit l'exécution par application de l'autre projet de loi en ce moment soumis au Sénat et relatif à la création de réseaux de transport d'énergie

à haute tension et modifiant la loi du 16 juin 1906 (M. le sénateur Goy, rapporteur).

« Dès que je pourrai appliquer cette loi, vous pouvez être assuré que je ne manquerai pas d'essayer de l'appliquer aux lignes que vous m'avez signalées. »

Ainsi, M. le ministre voulait bien reconnaître qu'il y avait intérêt à alimenter une région qui avait particulièrement souffert de la guerre, et que nous pouvions compter sur son concours le plus entier pour réaliser ce complément de transport électrique. Mais il ajoutait que, pour des raisons techniques, il ne croyait pas que la ligne demandée pût être comprise dans le programme d'aujourd'hui — et il nous conseillait d'attendre le programme de demain.

Je ne puis que remercier M. le ministre de sa sympathie pour notre amendement et du concours qu'il veut bien nous laisser espérer lorsqu'une loi d'une portée plus générale aura été votée et appliquée. Mais il ne nous en voudra pas, j'en suis certain, si nous lui disons, mon collègue Monfeullart et moi, que nous préférons une réalisation immédiate aux assurances qu'il nous donne pour l'avenir, et, si s'agissant d'une question d'un intérêt général si urgent, nous préférons — et nous le disons sans détour — le comptant au terme. Nous parlons au nom d'une région qui vous paraîtra avoir quelque droit à bénéficier de la loi actuelle réservée aux régions libérées, sans attendre la mise en exécution d'une loi destinée aux autres régions de la France et qui ne sera pas, demain encore, soumise à vos délibérations.

C'est sur le Sénat que nous comptons pour nous secourir et transformer en une réalité immédiate les assurances bienveillantes que M. le ministre des travaux publics nous a données si cordialement pour ces avenir dont il est certainement assuré, mais dont nous ne sommes pas aussi certains que lui de pouvoir profiter.

Le projet de loi soumis au Sénat a pour objet la création et l'exploitation d'un réseau de transports d'énergie électrique dans les régions libérées.

Il est en quelque sorte le prologue d'un projet plus vaste que procurera les avantages de la force électrique sur tout le territoire de la France.

S'il bénéficie d'une priorité, il la doit à deux circonstances. La première c'est qu'il existe déjà dans les régions libérées une série de lignes, les unes concédées à des sociétés particulières, les autres construites par l'Etat et reliées à des centrales. En un mot, un organisme presque complet que la loi nouvelle permettra de mettre en œuvre. La seconde circonstance, c'est qu'il a paru nécessaire et urgent de donner au plus vite aux régions dévastées un nouvel élément de force capable de secourir efficacement l'effort de reconstitution courageusement entrepris par les populations les plus éprouvées par la guerre et de suppléer à la main-d'œuvre qui s'évade chaque jour. (Applaudissements.)

M. Ermant. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Ermant.

M. Ermant. Je m'en voudrais de reprendre, à cette heure tardive, en risquant d'en atténuer la portée, les arguments qui ont été si éloquemment développés par M. le sous-secrétaire d'Etat ; mais je demande à notre collègue M. Merlin, dans l'intérêt même du réseau électrique qui doit desservir nos régions libérées, c'est-à-dire de la cause qu'il défend avec nous, de vouloir bien retirer son amendement qui ne pourrait avoir d'autre conséquence que de retarder le vote de cette loi. Chaque fois que nous nous sommes levés ici pour parler des

pays libérés, nous avons trouvé un écho prolongé, une sympathie profonde, et nous en demeurons extrêmement touchés et reconnaissants.

Nous n'avons pas, dans le Nord, après nos malheurs, messieurs, la chance d'avoir des chutes d'eau.

Il faut, comme on l'a dit excellemment tout à l'heure, que, sur le carreau même de la mine, nous installions des centrales électriques permettant d'utiliser les charbons pauvres difficilement transportables, surtout à un moment où l'on a tant besoin des voies ferrées pour d'autres usages.

Je ne dis rien d'excessif en affirmant que le tracé existe, qu'il est presque réalisé, qu'il ne reste plus que quelques dizaines de mille francs à exposer. Les autres dépenses sont engagées.

Le seul obstacle que l'on puisse désormais rencontrer, serait le refus de certains propriétaires de laisser placer chez eux des points d'appui nécessaires au transport de l'énergie électrique.

Conséquemment, vous vous trouvez en présence d'une œuvre déjà réalisée. Vous n'allez pas en retarder la mise en exploitation au moment où les pays libérés — qui ont le plus souffert, plus encore que ceux dont vous avez parlé avec tant de cœur et d'éloquence, mais qui tout de même n'ont pas supporté l'invasion pendant d'aussi douloureuses années — escomptent avec une légitime impatience la réalisation de ce projet.

J'espère que le Sénat entendra ma voix, pour si faible qu'elle soit, et nous donnera une satisfaction nécessaire, j'en ai la complète assurance. *(Très bien ! très bien !)*

M. le sous-secrétaire d'Etat des forces hydrauliques. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat des forces hydrauliques.

M. le sous-secrétaire d'Etat des forces hydrauliques. Je serais presque dispensé de répondre par la réplique si éloquente que M. Ermant vient de faire à l'appel touchant que nous adressait tout à l'heure M. Merlin; mais si vraiment nous voulons, dans le plus bref délai, établir ce réseau de distribution électrique, si nécessaire aux régions libérées, pour la reconstitution attendue de nos régions dévastées par l'ennemi, il ne faut pas introduire dans le texte un amendement qui retarderait le vote de ce projet par la Chambre.

Ce que nous cherchons, c'est à faire la jonction des centrales. Or, les lignes que vous nous proposez sont des lignes de distribution; aussi je vous promets que nous ne négligerons rien pour que, dans le plus bref délai, le réseau de distribution que vous envisagez soit établi. Comptez sur toute l'activité de M. le ministre des travaux publics, comptez sur ma parole pour que le projet que vous avez en vue soit réalisé. *(Très bien ! très bien !)*

M. Henri Merlin. Je prends avec le plus grand plaisir acte de vos paroles. J'y vois un engagement non seulement de vous, mais de M. le ministre des travaux publics. Si vous pouvez souder en quelque sorte à l'application de la loi actuelle un système de distribution électrique, qui ne laisse pas des régions que nous avons l'honneur de représenter à la discrétion des compagnies privées déjà existantes, nous vous en serons reconnaissants. Nous n'oublions pas les paroles que vous venez de prononcer. J'espère que nous n'aurons même pas besoin de vous les rappeler, et que vous tiendrez à honneur de remplir spontanément l'engagement que vous venez de prendre.

M. le ministre des travaux publics. Nous sommes déjà entrés en rapport avec mon collègue de l'agriculture pour l'exécution de ce réseau.

M. Henri Merlin. Dans ces conditions, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré. Je mets aux voix le début de l'article. *(Ce texte est adopté.)*

M. le président. M. Berthelot demande la suppression de l'alinéa.

La parole est à M. Berthelot.

M. Berthelot. Comme je vous l'ai dit, en ce qui concerne le premier alinéa, les lignes sont faites, les crédits pour les payer approuvés; il s'agit simplement d'une régularisation.

Pour la ligne dont je vous demande la suppression, il s'agit bien d'une dépense nouvelle. D'après l'estimation qui nous a été transmise, elle va grever le budget de l'Etat de 30 millions de francs. On va donc dépenser 30 millions pour établir un réseau entre Paris et Pont-Avenin ou, pour appeler les choses par leur nom, entre Paris et les mines de Lens.

M. le rapporteur de la commission des finances. Ces 30 millions sont compris dans les 135 millions déjà inscrits au budget.

M. Berthelot. Les autres dépenses sont faites et à peu près entièrement payées. Le projet en ce qui les concerne est donc une régularisation. Ici c'est une dépense nouvelle non engagée de 30 millions de francs que l'on va faire peser sur le budget de l'Etat, et qui, je l'affirme, concerne un travail que l'on va payer sur les fonds du Trésor pour alléger des finances privées qui, autrement, en avaient envisagé l'exécution.

Dans le projet de la nouvelle création, qu'on appelle le projet de la supercentrale, de la nouvelle usine thermique de 200,000 kilowatts que l'on projette d'établir à Paris, on a dû considérer le risque connu au cas d'un accident paralysant toute la force accumulée dans cette usine unique, et on a été conduit à étudier un accord comportant une ligne de jonction avec les usines d'un certain nombre de sociétés minières, mais la jonction n'a rien à faire avec les régions libérées qui sont là comme façade.

Il s'agit d'un projet qui peut avoir un intérêt politique en cas de grèves.

M. le rapporteur de la commission des finances. C'est déjà quelque chose.

M. Berthelot. Si vous pensez que l'Etat puisse consentir à faire une dépense de 30 millions de francs pour joindre deux groupes de centrales thermiques qui ne peuvent être que cela, et vous estimez qu'il doit s'engager dans ce genre de dépenses somptuaires, nous ne sommes pas du même avis.

Nous insistons pour que l'on ne vote pas la dépense dont il s'agit. On aurait pu comprendre que cette ligne figurât dans le projet suivant du réseau français, projet de loi dont le Sénat est saisi et dont M. Goy est rapporteur. Mais cette ligne n'a rien à faire avec un projet relatif aux régions libérées. Telle qu'elle se présente, elle ne répond plus à un intérêt privé qu'à un intérêt public.

M. le ministre des travaux publics. Je m'associe aux déclarations faites tout à l'heure par mon collaborateur et ami M. Borel pour demander au Sénat de bien vouloir repousser l'amendement de M. Berthelot. Je me permettrai de lui faire remarquer que le montant total de la dépense projetée est de 135 millions, sur lesquels 110 millions ont déjà fait l'objet d'ouver-

tures de crédits. Sur ces 110 millions, 5 millions, d'ores et déjà, sont ouverts pour la construction de la ligne qu'il critique.

M. le rapporteur. C'est exact.

M. le ministre. Il ne s'agit donc pas du tout actuellement d'ouvrir une ligne nouvelle ou de construire une ligne pour laquelle aucune ouverture de crédit n'a été faite.

Quant au fond, M. Borel a fait ressortir tout le haut intérêt que présente cette ligne; je m'empresse de faire remarquer à l'honorable M. Berthelot que la ligne envisagée n'est pas seulement une ligne de jonction, mais qu'elle desservira certains centres des régions libérées, Arras, Albert et Montdidier. C'est là un point dont il me paraît inutile de souligner l'importance.

D'autre part, il n'est pas douteux qu'il peut y avoir un très haut intérêt à relier les régions dévastées du Nord avec Paris, l'électricité étant un besoin essentiel de ces régions. Des accidents peuvent se produire — l'industriel avisé qu'est M. Berthelot le sait plus que quiconque — et, en particulier, nous avons besoin d'électricité pour dénoyer les mines du Pas-de-Calais. Dans le cas d'un accident, nous ne pourrions disposer que de 25 à 30,000 kilowatts d'énergie et je ne connais pas, pour ma part, d'autre source que Paris. *(Très bien !)*

Telles sont les considérations que je me permets de faire valoir devant le Sénat, qui comprendra l'intérêt que le Gouvernement attache à faire renaître le plus vite possible la vie dans cette région sur laquelle la mort a trop longtemps régné. *(Applaudissements.)*

M. André Berthelot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Berthelot.

M. André Berthelot. M. le ministre sait très bien que la puissance électrique installée dans la région du Nord était, avant la guerre, de 300,000 kilowatts, c'est-à-dire très sensiblement supérieure à celle de la région parisienne et qu'elle fournirait, lorsque les centrales seraient remises en état et rééquipées — ce rééquipement se poursuit — les disponibilités nécessaires pour les opérations de dénoyage de mines, qui, d'ailleurs, n'exigent pas une si grande puissance.

Au contraire, la région parisienne manque d'électricité, elle est hors d'état d'en fournir, et vous ne pourriez pas venir lui en prendre, car, quel que soit l'intérêt d'un service civil, vous ne pouvez pas actuellement réquisitionner l'électricité, vous n'en avez pas le pouvoir: vous aviez ce droit pendant la guerre, en raison de la législation de guerre, vous ne l'avez plus maintenant. Les centrales existant dans la région parisienne ont leur clientèle d'industriels, leur clientèle de services publics parisiens, clientèle à laquelle elles ne peuvent pas suffire, puisque, dans toute une région de la banlieue parisienne, les usines ont dû chômer un jour sur deux alternativement pour se partager les maigres quantités d'électricité que la disette de charbon permettait de produire.

Par conséquent, c'est chose tout à fait chimérique et illusoire que de s'imaginer que les usines de la région parisienne existantes doivent fournir un secours quelconque aux régions libérées.

Si vous l'aviez cru, vous auriez commencé par faire cette ligne, vous l'auriez faite tout de suite. Au point où nous en sommes, étant donnée la situation de la région parisienne et en tenant compte des délais indispensables pour construire une ligne à 120,000 volts, il est certain que vous ne pouvez tirer aucune espèce d'effet utile et

pratique de cette ligne au profit des régions libérées. Ce n'en est d'ailleurs pas la raison d'être.

En conséquence, je demande au Sénat de ne pas adopter la disposition dont, par mon amendement, je demande la suppression.

M. le président. Je mets aux voix l'alinéa b, proposé par la commission, et dont M. Berthelot demande la suppression.

(L'alinéa b est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'alinéa 2°.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — La déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de chacun des articles du réseau à exécuter dans l'ordre d'urgence fixé à l'article 1^{er} sera prononcée par un décret délibéré en conseil d'Etat, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Le réseau une fois établi sera exploité par une société anonyme constituée par le groupement des producteurs d'énergie électrique. Cette société sera administrée par un conseil d'administration composé de représentants de l'Etat et des représentants des producteurs.

« Les statuts de la société, la convention passée entre elle et l'Etat, et le cahier des charges seront conformes aux modèles annexés à la présente loi et approuvés par décret délibéré en conseil d'Etat et rendu sur le rapport du ministre des travaux publics après avis du ministre des finances.

« Par dérogation aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867 et des lois subséquentes qui l'ont modifiée, les administrateurs représentants de l'Etat ne seront pas tenus d'être propriétaires d'actions et seront désignés par le ministre des travaux publics. »

M. Berthelot, par voie d'amendement, demande la suppression de la deuxième phrase du premier alinéa commençant par les mots : « Cette société... »

La parole est à M. André Berthelot.

M. André Berthelot. J'attire de nouveau l'attention de mes collègues sur la gravité de l'innovation.

Le réseau proposé me paraît d'une utilité très incertaine, on s'en servira extrêmement peu. Je connais bien la question, monsieur le ministre, car sur quatre grandes usines centrales de la frontière, l'une appartient à une société que j'ai présidée pendant dix-sept ans, l'autre a été créée par une société que j'ai fondée, la troisième appartient à un groupement dont je fais partie.

Je parle donc d'une industrie et d'établissements industriels que je crois connaître. Quand je manifeste le plus entier scepticisme sur l'utilisation par les différentes compagnies de distribution d'énergie de votre réseau au de jonction, je n'exagère en aucune façon ma pensée.

J'admets d'ailleurs que, si faible que soit pour l'avenir l'utilité de ce réseau que vous avez créé, il avait sa raison d'être pour la reconstitution des régions libérées.

Mais il ne fournira qu'un bien faible élément d'activité à la société qu'on veut créer et je n'attribue pas une bien grande importance à l'enjeu du débat actuel. Ce qui m'inquiète, c'est le principe. Comment les choses vont-elles se passer si on organise la société d'exploitation selon le mode actuel ?

Vous pouvez l'exploiter directement vous-même ou le confier à une société anonyme, en régie intéressée, comme cela se passe pour la société du gaz de Paris et dans une série d'autres cas.

M. le ministre. C'est bien ce que nous faisons.

M. André Berthelot. Quel besoin aviez-vous de créer votre société nouvelle, d'un type spécial, dans laquelle vous voulez avoir comme administrateurs des fonctionnaires de l'Etat, de façon à établir la confusion des responsabilités, au lieu d'avoir un régisseur à qui vous confieriez l'outil et que vous pourriez contrôler ? Cette confusion entre l'industriel privé et le représentant de l'Etat, qui ont des responsabilités distinctes, des qualités et des défauts distincts, me paraît vraiment dangereuse. Si le Sénat veut s'engager dans cette voie, il trouvera bien d'autres occasions d'appliquer cette politique sociale, nous la discuterons à fond en donnant à ce débat l'ampleur qu'il comporte. Mais je regrette beaucoup que, dans un projet qui éveille une sympathie particulière parce qu'il s'adresse aux régions libérées, on ait glissé inutilement une si grave innovation.

M. le ministre des travaux publics. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des travaux publics.

M. le ministre. Je désire simplement dire à M. Berthelot qu'en vérité il me semble que nous sommes presque d'accord.

C'est, en quelque sorte, une régie intéressée que nous proposons. Pourquoi demandons-nous qu'il y ait un représentant de l'Etat dans le conseil d'administration ? C'est parce que l'Etat fait l'apport d'une partie notable des capitaux. Dans ces conditions, je trouve toute naturelle la présence d'un représentant de l'Etat dans le conseil. C'est une formule nouvelle sans doute, mais, comme l'a dit l'honorable M. Milan avec beaucoup de talent, nous sommes à une époque où, je crois, il ne faut pas craindre parfois d'innover. (Applaudissements.)

M. le président. Je mets aux voix la première phrase du premier alinéa de l'article 3 qui n'est pas contestée.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix la deuxième phrase, dont M. Berthelot demande la suppression.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le second alinéa.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Sur le troisième alinéa M. Berthelot présente un amendement.

M. André Berthelot. Je n'insiste pas, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Je mets aux voix le troisième alinéa.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3.

(L'article 3 est adopté.)

M. le président. « Art. 4. — Le réseau pourra être divisé en plusieurs sections faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique séparée et d'une exploitation distincte. » — (Adopté.)

« Art. 5. — La dépense évaluée à 135 millions de francs sera supportée, soit par l'Etat (la loi de finances déterminant chaque année le montant des crédits que

le ministre des travaux publics est autorisé à dépenser), soit par les collectivités et les sociétés de production et de distribution d'énergie électrique intéressées, groupées entre elles et associées ou non avec l'Etat. Les contrats à intervenir dans ce dernier cas devront être approuvés par décrets délibérés en conseil d'Etat et rendus sur la proposition du ministre des travaux publics après avis du ministre des finances. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Sont nulles de plein droit les élections au conseil d'administration de la société visée à l'article 3 ainsi que les nominations à un emploi rétribué dans son administration :

« 1° De membres du Parlement ;

« 2° De fonctionnaires publics ou attachés à une administration publique, ayant pris part dans l'exercice de leurs fonctions à la préparation de la convention visée à l'article 3 et n'ayant pas cessé ces fonctions depuis au moins cinq ans. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

27. — DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement, pour le dépôt d'un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence.

M. Robert Thoumyre, sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre du commerce et de l'industrie, un projet de loi adopté par la Chambre des députés, ouvrant les crédits nécessaires pour l'alimentation nationale en pain pendant la campagne 1920-1921.

Je demande au Sénat de bien vouloir déclarer l'urgence.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le sous-secrétaire du ravitaillement. Messieurs, la Chambre des députés a, dans sa deuxième séance du 30 juillet 1920, adopté le projet de loi ouvrant les crédits nécessaires pour l'alimentation nationale en pain. Elle a fixé au 15 août 1920 le point de départ du nouveau compte du ravitaillement.

Nous avons l'honneur de soumettre à votre sanction le projet de loi dont il s'agit, nous en référant pour les motifs à l'exposé qui a été présenté à la Chambre des députés.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Pottévin, Charles Chabert, Lucien Cornet, Mulac, Hayez, Richard, d'Estournelles de Constant, Billiet, Fernand Rabier, Etienne, Jean Gazelles, L. Thiéry, Trouvé, Defumade, Charpentier, Joseph Reynaud, Peyronnet, Simonet, Grosjean, Debierre et de Lamarzelle.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

28. — SUSPENSION DE LA SÉANCE

M. le président. Messieurs, la commission des finances m'a fait connaître qu'elle

serait en mesure de présenter ses conclusions sur le budget à vingt heures trois quarts.

Je propose au Sénat de suspendre sa séance pendant trois quarts d'heure. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à vingt heures, est reprise à vingt heures quarante-cinq minutes.)

29. — DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président. La séance est reprise.

La parole est à M. Peyronnet.

M. Albert Peyronnet. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un avis présenté au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit pour l'acquisition par l'Etat des mines de potasse d'Alsace sous séquestre.

M. le président. L'avis sera imprimé et distribué.

30. — DISCUSSION DU BUDGET DE 1920

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général pour le dépôt d'un rapport.

M. Paul Doumer, rapporteur général de la commission des finances. Messieurs, j'ai l'honneur de présenter au Sénat, au nom de la commission des finances, le rapport sur le budget général de l'exercice 1920, tel qu'il vient d'être voté par la Chambre des députés.

Je dois dire que les divergences entre la Chambre et le Sénat sont d'importance secondaire et que la commission des finances de l'autre Assemblée, qui est animée de la même volonté que nous de donner à la France des finances saines, a montré en outre un désir de conciliation qui rendra facile le vote final du budget par les deux Assemblées. (*Très bien ! très bien !*)

Prenons d'abord le budget ordinaire et voyons, si vous le voulez bien, les différences qui subsistent entre les crédits que vous avez votés et ceux qui viennent de l'être par la Chambre des députés.

La première porte sur l'imputation du crédit relatif au « fonds spécial de soutien des rentes de l'Etat ». Nous l'avions transféré du budget extraordinaire au budget ordinaire. La Chambre n'a pas ratifié cette mesure. Dans son rapport, la commission des finances de l'autre Assemblée, tout en indiquant que ces dépenses, dont le montant s'élève à 1 milliard et demi environ, doivent être réintégrées en principe au budget ordinaire, déclare que, provisoirement, elles doivent rester au budget extraordinaire. Nous vous demandons de maintenir votre première décision. Après les assurances que j'ai reçues, on peut considérer que l'accord se réalisera sur ce point avec la Chambre.

Nous trouvons également au budget du ministère des finances un accroissement de crédits de 142,400,000 fr. pour les intérêts de la dette flottante : c'est une simple rectification faite à notre suggestion, car nous avons opéré une réduction indicative sur le chapitre correspondant pour permettre à la Chambre de mettre les prévisions en rapport avec les besoins.

Nous constatons encore au budget du ministère des finances une mesure que nous allons retrouver ailleurs. Il s'agit de l'accroissement des indemnités allouées aux membres des cabinets des ministres ou sous-secrétaires d'Etat. Toutes ces indem-

nités supplémentaires qui ont été introduites dans le budget, ont été supprimées par votre commission.

Nous croyons que, d'une façon générale, les cabinets ministériels ou les cabinets de sous-secrétaires d'Etat sont plutôt trop que pas assez nombreux. Le cabinet est simplement l'instrument de travail du ministre ou du sous-secrétaire d'Etat ; il ne doit pas empiéter sur les attributions des administrations proprement dites.

Enfin la Chambre a rétabli, au budget du même ministère, un crédit de 15 millions pour location et aménagement d'immeubles pour la concentration des bureaux.

Nous n'avions pas, une première fois, accepté ce crédit, parce qu'il est établi sans programme. Il doit s'appliquer en partie à Paris, mais il doit également servir à des concentrations de services dans les départements, concentrations sur lesquelles il y aurait lieu de s'entendre, car tout le monde n'admet pas que les fonctionnaires cantonnais se trouvent réunis au chef-lieu d'arrondissement, comme cela a été proposé. (*Très bien ! très bien !*) Pour le même motif que précédemment, nous vous demandons de le rejeter.

Nous n'avons pas d'observations à présenter en ce qui concerne le budget du ministère de la justice.

Au ministère des affaires étrangères, les dépenses relatives à la société des nations sont augmentées de 1,070,200 fr. Nous donnons notre adhésion à ce relèvement de crédit.

Pas d'observations pour le ministère de l'intérieur.

En ce qui concerne le ministère de la guerre, il y a quelques modifications. Nous acceptons naturellement les légères augmentations résultant de la création de la direction autonome de la gendarmerie. C'est, comme l'on sait, à la suite de la discussion à laquelle a donné lieu l'interpellation qui s'est déroulée au cours de l'examen du budget que l'on a décidé de distraire le service de la gendarmerie de celui de la cavalerie, où il semblait peu à sa place, pour en faire une direction autonome.

Nous avons également accepté le relèvement de 35,000 fr. pour le service militaire des chemins de fer.

Par contre, sur la proposition du rapporteur spécial du budget de la guerre, nous avons rejeté les augmentations de 1 million sur le chapitre relatif au personnel civil des établissements de l'intendance et de 2 millions sur le chapitre affecté à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire.

Au contraire, nous avons accepté des relèvements de 2 millions pour l'éducation physique et la préparation au service militaire, de 100,000 fr. pour l'augmentation des salaires du personnel ouvrier des établissements de l'intendance, de 91,223 fr. pour le petit personnel du service de l'artillerie.

Au ministère de l'instruction publique, nous avons accepté de relever les dotations relatives à l'école normale de Sévres, pour la création d'une école d'application et les subventions aux lycées nationaux de jeunes filles, en vue de la transformation en lycées des collèges de jeunes filles.

Ces augmentations ont été faites par la Chambre à la suite de réductions indicatives que vous avez opérées.

Par contre, la commission a cru devoir repousser le relèvement du crédit de 287,000 fr., pour la direction des recherches scientifiques, industrielles et des inventions.

De même, elle n'a pas accepté le crédit de 100,000 fr., destiné à la création d'un théâtre populaire. Il lui a paru que la question n'était pas assez mure.

Au ministère des colonies, nous vous proposons d'accepter le rétablissement du crédit de 820,000 fr., demandé en vue de l'extension du service d'études des productions coloniales.

En ce qui le concerne le ministère de l'agriculture, nous proposons de rejeter l'augmentation de 5 millions votée par la Chambre pour les encouragements à l'agriculture. Au contraire, nous vous demandons d'accepter le crédit de 7,800,000 fr. affecté aux subventions aux offices agricoles départementaux et régionaux.

Pour le ministère des travaux publics, nous adhérons à l'augmentation, que nous avons déjà annoncée, de 451 millions de francs, pour les garanties d'intérêt. C'est la rectification de prévisions insuffisantes. Nous acceptons également le report au budget extraordinaire du crédit de 6 millions de francs destiné à l'acquisition de terrains en prévision d'extension des installations de chemins de fer détruits par faits de guerre dans la région du Nord.

Nous pensons que nous avons raison, parce que ces extensions ne sont pas le résultat de faits de guerre. Mais nous n'avons pas cru devoir insister sur ce point.

En ce qui concerne les postes et télégraphes, je signale le transfert d'un crédit de 14,934,000 fr. du chapitre 31 au chapitre 29, en vue du remplacement des câbles sous-marins par la T. S. F. Nous vous demandons de repousser cette modification.

A la marine marchande, nous acceptons une augmentation de crédit de 800,000 fr. pour encouragement aux petits chalutiers à pétrole, sur lesquels on nous a apitoyés justement, semble-t-il. Nous avons diminué le crédit du chapitre y relatif pour permettre à la Chambre d'opérer un relèvement de crédit nécessaire.

Au ministère de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, nous avons repoussé des rétablissements de crédits opérés par la Chambre en vue de la réorganisation des services. Parce que l'on a créé ce ministère, on veut faire des dépenses de fonctionnaires et de matériel beaucoup plus considérables pour chaque service.

Nous avons dit, et je crois que c'est la volonté du Sénat, que nous ne voulions pas permettre cet accroissement de dépenses. J'espère que M. le ministre des finances nous aidera à empêcher ce gaspillage des deniers publics.

Par contre, nous avons accepté, au même ministère, un rétablissement de crédit de 15 millions pour subventions aux communes, aux offices et sociétés d'habitations à bon marché, pour les constructions d'immeubles principalement affectés aux familles nombreuses. Ce chiffre nous avait paru trop considérable pour la fin de l'année. Nous comptons bien que M. le ministre de l'hygiène ne l'emploiera que dans la mesure utile. (*Très bien ! très bien !*)

Telles sont, messieurs, les seules modifications que j'ai à vous signaler sur le budget ordinaire.

En ce qui concerne le budget extraordinaire, je ne reviens pas sur le transfert, que nous repoussons, du crédit de 1 milliard 440 millions de francs, applicables au fond de soutien de nos emprunts.

Nous retrouvons, d'autre part, dans ce budget, le crédit pour acquisition de terrains, en vue de l'extension des installations de chemins de fer dans la région du Nord.

Le compte spécial des voies ferrées d'intérêt local est majoré, comme je vous l'avais annoncé, de 136 millions de francs. C'était une prévision insuffisante qui est aujourd'hui corrigée.

Enfin, la Chambre a inscrit au titre du budget de la marine marchande un crédit de 40,000 fr. pour indemnité spéciale aux

fonctionnaires en résidence dans les localités dévastées. Il y a, en effet, dans la région du Nord certains ports qui ont souffert.

Voilà, messieurs, les observations que j'avais à vous présenter sur les dépenses. S'il vous est besoin d'éclaircissements complémentaires, je serai prêt à vous les donner au moins au vote.

Les relèvements opérés par la Chambre qui, pour la plupart, sont nécessaires, modifient quelque peu le total des budgets ordinaire et extraordinaire, mais la Chambre a bien voulu respecter la forme que vous leur avez donnée, en acceptant la suppression de la 2^e section du budget ordinaire.

Il y a peut-être encore quelques dépenses qui, bien que permanentes, se trouvent encore dans le budget extraordinaire et je crains bien que nous ne les fassions pas aisément disparaître.

Le total des dépenses s'établit ainsi :

Pour le budget ordinaire, elles s'élèvent à un total de 21,716 millions en nombre rond ; pour le budget extraordinaire, 5,420 millions. L'augmentation, par rapport aux crédits que vous avez votés, est, pour le budget ordinaire, de 618 millions ; pour le budget extraordinaire, de 192 millions, au total, 810 millions. Mais cette somme réduite, pour la presque totalité, des 451 millions que nous sommes obligés de voter pour les garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, des 183 millions que nous devons inscrire au budget extraordinaire, également pour les chemins de fer ; enfin, des 142 millions applicables à la dette flottante.

Les majorations de crédits que la Chambre des députés a votées et que nous nous demandons de consacrer sont jusqu'à concurrence de 778 millions, c'est-à-dire pour la presque totalité, des majorations inéluctables, résultant d'une insuffisance des prévisions.

Comment établissons-nous l'équilibre du budget ? Je vous l'avais indiqué lors de notre première délibération, en vous signalant qu'il y avait une partie des recettes dont nous avions volontairement diminué l'évaluation. C'étaient celles à provenir de la liquidation des stocks. Nous vous disions que nous trouverions là une marge suffisante pour faire face aux dépenses supplémentaires, en présence desquelles nous nous trouverions lors de la seconde délibération.

Nos dépenses du budget ordinaire, se montant à 21,747 millions, se trouvent gagées par des recettes dans les conditions suivantes :

Les recettes ordinaires comprennent :

Les prévisions en dehors de toutes mesures fiscales nouvelles, c'est-à-dire en supposant les impôts tels qu'ils étaient en 1919, soit 9,368 millions de francs.

Le produit du relèvement des tarifs postaux, soit 326 millions et demi.

Le rendement présumé des mesures fiscales nouvelles, résultant du projet de loi que vous avez voté, qui sont applicables dès l'année 1920, soit 3 milliards 660 millions de francs.

Enfin le prélèvement sur les plus-values constatées dès les premiers mois de 1920 : 1 milliard et demi, chiffre que nous avons adopté lors de la 1^{re} délibération.

Viennent s'y ajouter des recettes exceptionnelles qui doivent provenir de la contribution sur les bénéfices de guerre : 4 milliards de francs.

De la liquidation des stocks : 2,900 millions, au lieu du chiffre de 2 milliards 250 millions, que nous avions précédemment voté. La réalisation est d'ailleurs dès aujourd'hui supérieure pour l'année 1920 à cette première prévision et M. le sous-secrétaire d'Etat chargé de la liquidation des stocks peut dire que nous sommes sûrs d'obtenir en fin

d'exercice le produit dont nous faisons état aujourd'hui.

Nous arrivons finalement à un total de recettes de 21,755 millions, qui viennent couvrir les dépenses de 21,746 millions dont je vous ai donné le détail tout à l'heure.

Reste, messieurs, la loi de finances. Je m'excuse d'avoir encore à vous retenir un instant pour ce rapport.

Plusieurs voix. C'est indispensable.

M. le rapporteur général. Sur la loi de finances, nous avons un certain nombre de modifications.

La Chambre a pour la quatrième fois repris l'amendement qui nous avait été présenté par l'honorable M. Perrier et qui visait spécialement des agglomérations ouvrières de l'Isère. Nous ne voulons pas indéfiniment maintenir notre résistance. Nous avons simplement apporté une correction au texte voté par l'autre Assemblée. Vous savez ce que disaient les honorables auteurs de l'amendement. Ils faisaient remarquer que certaines petites agglomérations ouvrières rurales se trouvent dans des conditions telles que la plupart des dépenses y sont égales à celles que l'on fait dans les grandes agglomérations urbaines. Ils demandaient que l'on applique dans ces agglomérations les mêmes déductions, pour l'établissement de l'impôt sur les salaires, que dans les grandes villes.

Nous répondons à cela : Les habitants de toutes les communes de France pourront vous dire que les aliments y sont à peu près aussi chers qu'à Paris. Et pour empêcher des réclamations que l'administration non seulement ne pourrait pas satisfaire, mais ne pourrait même pas examiner sans négliger tout le reste de ses devoirs, nous avons introduit un autre élément qui est le prix du loyer. S'il est constaté que le prix du loyer et le prix des aliments dans ces petites localités sont égaux à ceux des grandes villes, on pourra les assimiler aux grandes villes pour l'établissement de l'impôt précité.

Un autre amendement était ainsi conçu, — c'est l'article voté par la Chambre : « Seront également déduits, dans la limite du taux des avances de la Banque de France, les intérêts payés aux associés... » il s'agit de la contribution de guerre, pour les sommes versées par eux en compte courant — « ... lorsque ces sommes restent en dehors de l'apport social, qu'elles peuvent être retirées moyennant simple préavis sans le consentement des autres associés et qu'elles ne sont pas rémunérées par une part supplémentaire dans les bénéfices. »

Messieurs, ce n'est vraiment pas acceptable. D'ailleurs, la contribution sur les bénéfices extraordinaires de guerre est expirée depuis le 30 juin. Par conséquent, cette disposition ne pourrait avoir qu'un effet rétroactif. C'est pourquoi nous vous demandons de disjoindre ce texte comme vous l'avez déjà fait une première fois.

Vous vous rappelez la discussion qui a eu lieu ici sur les articles 6 et 7 relatifs à l'assiette de la contribution de guerre, en ce qui concerne le stock normal ou le stock supplémentaire, pour les bénéfices commerciaux et les bénéfices industriels.

La Chambre a accepté intégralement les deux articles que nous avons votés, qui étendent aux stocks commerciaux les avantages qu'on avait donnés aux stocks industriels. (Très bien ! très bien !)

Elle a ajouté seulement un article supplémentaire ainsi conçu :

« Les articles 6 et 7 ci-dessus ne seront applicables qu'aux contribuables qui auront produit à cet effet une demande adressée au directeur des contributions directes avant le 31 octobre 1920. A l'égard des

autres contribuables, il y aura lieu à l'application de la loi du 1^{er} juillet 1916. »

C'est une précaution utile.

M. Dominique Delahaye. C'était dans mon amendement.

M. le rapporteur général. Je me réjouis que vous ayez satisfaction !

M. Dominique Delahaye. Ce n'était pas bon quand c'était de moi, mais c'est bon quand cela revient de la Chambre.

M. le rapporteur général. Un de nos honorables collègues nous a signalé une erreur commise à la Chambre et que nous avions entérinée. Il s'agit de l'impôt sur les importations. Une coquille d'imprimerie nous faisait dire que « la majoration ne s'appliquait pas aux produits manufacturés », alors qu'il fallait dire « aux produits facturés ». Cela limitait l'application du paragraphe. A la demande de l'honorable M. Coignet, nous avons signalé à la Chambre l'erreur commise ; elle a été corrigée ; je n'ai pas besoin d'ajouter que nous acceptons la correction.

Pour les journaux, la Chambre a également accepté la petite disposition que nous avons introduite, mais elle en a fait un article spécial ; nous l'adoptons.

L'article 11, relatif aux facilités données pour transformer les titres au porteur en titres nominatifs, avait été disjoint à la suite d'observations présentées dans cette enceinte. On avait assimilé à des officiers ministériels des banquiers et d'autres intéressés. La Chambre a repris cet article en y apportant les corrections utiles. Nous vous demandons de l'accepter.

Vient ensuite une disposition dont le vote avait été demandé par l'administration des contributions directes et qui donne à cette administration le droit d'opérer certaines vérifications. Votre commission, ayant eu des scrupules, ne vous l'avait pas proposée. La Chambre l'a rétablie.

Enfin, un autre article concerne — nous n'en finirons jamais avec eux — les side-cars et les cycles-cars. La Chambre a modifié votre texte en y introduisant une erreur ; elle en avait déjà commis une la première fois. Nous vous proposons de dire que les side-cars et les cycles-cars sont frappés d'une taxe de circulation de 50 fr. pour les premiers et de 100 fr. pour les seconds.

Cette taxe sera doublée pour les side-cars et cycles-cars servant au transport public des voyageurs ou des marchandises.

Vient la question de l'Algérie. Nous avons décidé que l'Algérie participerait aux dépenses militaires de la métropole. Vous savez que cette colonie est traitée d'une façon toute particulière, avec une bienveillance peut-être excessive, étant donné la situation financière où nous sommes. Les 70 ou 80 millions de dépenses militaires que nous faisons en Algérie ne sont supportées pour aucune partie par la colonie elle-même, qui est un prolongement de la France. Nous payons d'ailleurs au surplus la garantie d'intérêt de ses chemins de fer.

On a jugé devoir imposer à l'Algérie une contribution fixée pour 1920 à 12 millions. Vous l'avez votée, mais la Chambre, dans son article 1^{er}, avait stipulé que cette somme de 12 millions serait la même pour l'exercice 1921. Nous avons fait disparaître cette disposition en pensant qu'on pourrait élever la somme par une augmentation progressive et que, dès l'année prochaine, elle pourrait être accrue.

Mais, à la Chambre, on a fait observer que si nous votons notre budget à la fin de l'exercice, l'Algérie a pour habitude de le voter au commencement. Nous ne pouvons pas le lui reprocher. C'est un exemple que nous pourrions suivre. Par conséquent, les

assemblées algériennes établiront le budget avant la fin de l'année pour l'exercice 1921. Il est donc nécessaire qu'elles sachent quelles contributions l'Algérie aura à verser. Nous avons donc accepté de rétablir la phrase que nous avions tout d'abord supprimée.

Les autres articles sont de style. Cependant, je dois signaler à M. le ministre des finances la disposition relative au droit que demandait le Gouvernement d'accroître, pendant l'absence des Chambres, le maximum d'émission des billets de la Banque de France. Vous savez que ce maximum a été élevé par des lois successives et est actuellement fixé à 27 milliards de francs.

M. le ministre des finances a fait connaître qu'il n'aurait pas besoin, pendant la séparation des Chambres, de demander une nouvelle augmentation pour les besoins de l'Etat, qu'il n'atteindrait même pas le maximum, mais il paraît que le commerce va être appelé à effectuer de nombreuses opérations et qu'il sera peut-être bon de pouvoir élever ce maximum.

La commission a formulé des objections très vives et s'est opposée à ce qu'une telle mesure soit prise par décret. Si l'on doit accroître le maximum de l'émission des billets de banque, c'est une loi qui doit en décider. Par conséquent, la commission a disjoint cette disposition présentée par le ministre des finances et que la Chambre avait adoptée. Je signale cette divergence à M. le sous-secrétaire d'Etat des finances ; s'il y a nécessité absolue, il pourra demander, d'ici au vote de l'article, à la commission des finances, de prendre toutes mesures nécessaires, mais en employant une autre formule, et en laissant à la loi ce qui est de son domaine.

Suivent une série d'articles relatifs à la suppression des conseils de préfecture et à la création des tribunaux administratifs. Ces articles avaient été introduits une première fois par la Chambre des députés ; ils nous reviennent et nous avons cru devoir leur faire le même sort que précédemment. Il nous paraît qu'on ne peut introduire une loi organique de cette importance — à supposer que la loi soit faite, et elle ne l'est pas — dans une loi de finances. (*Vifs applaudissements.*)

Nous vous proposons donc de disjointe les articles dont il s'agit : certains de nous, pensant à des amendements précédemment représentés, ont demandé à la commission si elle ne croyait pas devoir insérer ici un article spécial. La commission l'a écarté et pense que le mieux est de s'en tenir à cette règle de ne placer dans la loi de finances que des dispositions ayant un caractère fiscal ou financier.

M. Imbart de la Tour. A la condition, bien entendu, qu'en aucun cas le Sénat n'accepte telles quelles les dispositions prises par la Chambre, qui ne sont pas au point, notamment au point de vue de la compétence.

Si un texte portant suppression des conseils de préfecture et création des tribunaux administratifs régionaux doit être introduit dans la loi de finances, je demande que ce soit sous la forme de l'amendement que j'avais précédemment présenté.

M. le rapporteur général. Nous avons également disjoint les dispositions de police concernant les jeux. Il apparaît à la commission que, s'il y a lieu de maintenir, comme l'a fait la Chambre, les dispositions fiscales relatives aux jeux, que nous avions d'ailleurs mises en bonne place, ce n'était pas le cas des dispositions de police.

Nous vous avons demandé, et vous aviez

bien voulu nous suivre, de ne pas accepter, pour le sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique, la création d'un emploi de chef de service et de quatre emplois de chefs de bureau. La Chambre a adopté une disposition transactionnelle, en se limitant à la création d'un chef de service et de deux chefs de bureau. Nous vous demandons de la ratifier (*Très bien !*).

Le projet qui nous revient de l'autre Assemblée contient enfin des dispositions que vous aviez disjointes et que la Chambre a rétablies, relatives aux travaux publics à exécuter dans les colonies.

Aux termes de ce texte : « le ministre des colonies est autorisé... ». Ceci est contraire à toute l'organisation actuelle des colonies, aux termes de laquelle les gouvernements de ces colonies doivent avoir l'initiative, — le prix des travaux, sous réserve des subventions de la métropole, devant être payé par les colonies elles-mêmes.

Ce serait un bouleversement dans un régime qu'il a fallu des années à instituer, que Jules Ferry a fait voter au Sénat en premier lieu et que la Chambre des députés a adopté après des études approfondies. On s'était rendu compte de l'erreur que l'on commettait quand on voulait, des bureaux du ministère des colonies, décider de ce qui était nécessaire à telle ou telle possession et fixer les travaux à exécuter à la charge de la métropole.

Nous vous demandons, messieurs, de ne pas accepter ce bouleversement dans l'organisation coloniale.

Les autres articles de la loi de finances sont de style.

Nous demandons de vouloir bien adopter l'ensemble de ces dispositions pour pouvoir, puisque les heures comptent beaucoup en ce moment, renvoyer le plus tôt possible le budget à la Chambre. (*Applaudissements.*)

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres, dont voici les noms : MM. Millières-Lacroix, Paul Doumer, de Selves, Albert Perronet, Henry Bérenger, Debierre, Noulens, Henry Chéron, Guillaume Chasteney, Jeanneney, Dausset, Marraud Millan, Berthelot, Ribot, Raphaël-Georges Lévy, Rouland, Lucien Cornet, plus deux signatures illisibles.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?

M. Dominique Delahaye. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Dominique Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Je n'ai que deux mots à dire à propos d'un article réintégré par la Chambre. C'est l'ancien article 7, voté par la Chambre, dans lequel il est question des intérêts payés aux associés. Sur ce point, je crois que M. le rapporteur général a commis une erreur. Il ne veut pas le réintégrer parce que, dit-il, il croit que cela changerait les décisions de justice. Or, cet article est conforme à la jurisprudence. Il a pour but de ne pas laisser subsister, dans la disjonction du Sénat une présomption de désaveu pour la jurisprudence adoptée. Je n'en avais pas parlé lors de notre première délibération, mais je viens d'en faire la remarque à M. le directeur des

contributions directes, qui aurait bien voulu que je ne parlasse pas à cause de l'heure avancée. J'ai fini et je me tais.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}

BUDGET ORDINAIRE

§ 1^{er}. — Crédits ouverts.

« Art. 1^{er}. — Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1920, conformément à l'état A annexé à la présente loi. Je donne lecture de l'état A.

Ministère des finances.

1^{re} partie. — Dette publique.

« Chap. 5 bis. — Versements au fonds spécial des emprunts de la défense nationale.

Le Sénat avait voté ce chapitre au budget ordinaire.

La Chambre des députés l'a voté au budget extraordinaire, avec le chiffre de 4 milliard 40 millions de francs.

Votre commission vous propose ce chapitre avec le même chiffre, mais au budget ordinaire.

(Le chapitre 5, avec ce chiffre, inscrit au budget ordinaire est adopté.)

M. le président. « Chap. 25. — Intérêts de la dette flottante du Trésor. »

Le Sénat avait voté 2,481,558,000 fr.

La Chambre a voté 2,623,653,000 fr.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 25, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 56. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. Personnel de l'administration centrale du ministère. »

Le Sénat avait voté 40,925,650 fr.

La Chambre a voté 40,960,650 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

Il n'y a pas d'opposition ?...

(Le chapitre 56, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 57. — Indemnités et allocations diverses. — Travaux supplémentaires de l'administration centrale du ministère. »

Le Sénat avait voté 3,450,700 fr.

La Chambre a voté 3,485,500 fr.

Votre commission vous propose de reprendre le chiffre voté antérieurement.

Je mets aux voix le chiffre de la commission des finances.

(Le chapitre 57, avec le chiffre de 3 millions 450,700 fr., est adopté.)

M. le président. « Chap. 126 bis. — Locations et aménagement d'immeubles pour la concentration des bureaux. »

Le Sénat avait rejeté ce chapitre.

La Chambre l'a rétabli avec un crédit de 15 millions de francs.

Votre commission vous propose de nouveau le rejet de ce chapitre.

Il n'y a pas d'opposition ?...

(Le chapitre 126 bis n'est pas adopté.)

M. le président.

Ministère de la justice.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. — Traitements du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 1,257,000 fr.

La Chambre a voté 1,277,000 fr. »

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

Il n'y a pas d'opposition?...

(Le chapitre 1^{er}, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 3. — Indemnités du cabinet du ministre. — Allocations pour travaux extraordinaires au personnel de l'administration centrale et du service intérieur. — Secours. — Indemnités diverses. »

Le Sénat avait voté 234,000 fr.

La Chambre a voté 249,000 fr.

Votre commission vous propose de reprendre le chiffre voté antérieurement.

Je mets aux voix le chiffre de la Chambre. Le chiffre de la Chambre n'est pas adopté.

(Le chapitre 3, avec le chiffre de 234,000 francs, est adopté.)

M. le président.

Ministère des affaires étrangères.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Traitements du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 2,446,514 fr.

La Chambre a voté 2,480,680 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 1^{er}, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 2. — Indemnités et allocations diverses au personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 347,000 fr.

La Chambre a voté 389,444 fr.

Votre commission vous propose de reprendre le chiffre voté antérieurement par le Sénat.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 2 avec le chiffre de 347,000 fr. est adopté.)

M. le président. « Chap. 30. — Dépenses relatives à la société des nations. »

Le Sénat avait voté 768,000 fr.

La Chambre a voté 1,838,200 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 30 avec ce chiffre est adopté.)

M. le président.

Ministère de l'intérieur.

« Chap. 2. — Indemnités du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 314,000 fr. La Chambre a voté 346,334 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre voté antérieurement par le Sénat.

Je mets aux voix le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur le chiffre de la commission.

(Le chapitre 2, avec le chiffre de 314,000 francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 83 bis. — Police de Nice. — Personnel. — Traitements. »

Votre commission vous propose le chiffre de 532,550 fr.

(Le chapitre 83 bis, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 83 ter. — Police de Nice. — Personnel. — Indemnités. »

Votre commission vous propose le chiffre de 82,025 fr.

(Le chapitre 83 ter, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 83 quater. — Police de Nice. — Matériel. »

Votre commission vous propose le chiffre de 118,000 fr.

(Le chapitre 83 quater, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président.

Ministère de la guerre.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. — Personnel militaire de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 8,320,320 fr.

La Chambre a voté 8,350,720 fr.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 1^{er}, avec ce chiffre, est adopté.)

« Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale. — Traitements. »

Le Sénat avait voté 5,850,000 fr.

La Chambre a voté 5,877,500 fr.

Votre commission vous propose le chiffre de 5,857,500 fr.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 2, avec le chiffre de 5,857,500 francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 13. — Solde de l'armée. »

Le Sénat avait voté 547,526,400 fr.

La Chambre a voté 547,515,000 fr.

La commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 13, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 26. — Service militaire des chemins de fer. »

Le Sénat avait voté 800,000 fr.

La Chambre a voté 835,000 fr.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 26, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 40. — Personnel civil des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts. — Traitements. »

Le Sénat avait voté 22 millions de francs.

La Chambre a voté 23 millions de francs.

Votre commission vous propose de reprendre le chiffre voté antérieurement.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 40, avec le chiffre de 22 millions de francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 41 bis. — Substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire. »

Le Sénat avait rejeté ce chapitre.

La Chambre a voté 2 millions de francs. Votre commission vous propose de ne pas adopter ce crédit.

(Le chapitre 41 bis n'est pas adopté.)

M. le président. « Chap. 55. — Education physique et préparation au service militaire. »

Le Sénat avait voté 10 millions de francs.

La Chambre a voté 12 millions de francs.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 55, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 85. — Etablissements de l'intendance. — Personnel civil. — Traitements. »

Le Sénat avait voté 2,350,000 fr.

La Chambre a voté 2,450,000 fr.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 85, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président.

Ministère de la marine.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 30. — Personnel du service de l'artillerie. »

Le Sénat avait voté 5,964,194 fr.

La Chambre des députés a voté 6,055,422 francs.

Votre commission des finances vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 30, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président.

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

4^e section. — Instruction publique.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 35. — Collège de France. — Personnel. »

Le Sénat avait voté un crédit de 1,202,000 francs.

La Chambre des députés a voté 1,205,000 francs.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre voté antérieurement.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 35, avec le chiffre de 1,202,000 francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 95. — Direction des recherches scientifiques et industrielles, des inventions. »

Le Sénat avait voté un crédit de 1,200,000 francs.

La Chambre des députés a voté un crédit de 1,487,000 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre voté antérieurement.

M. Pottevin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pottevin.

M. Pottevin. Messieurs, malgré l'heure tardive, je suis obligé de retenir quelques instants l'attention du Sénat; je vous promets de n'en pas abuser.

Nous sommes en présence du conflit périodique...

M. Millès-Lacroix, président de la commission des finances. Il n'y a pas conflit, il y a divergence.

M. Pottevin. ...de la divergence périodique entre la Chambre des députés et le Sénat, à propos de la direction des inventions.

La Chambre des députés avait voté primitivement un crédit de 1,487,000 fr. La commission des finances du Sénat avait proposé 1,200,000 fr., et le Sénat avait suivi sa commission.

Ce matin, la Chambre des députés a rétabli le chiffre de 1,487,000 fr.

Un sénateur à gauche. C'est ce qu'elle fait chaque année.

M. Pottevin. La commission des finances du Sénat propose de rétablir le chiffre de 1,200,000 fr. Je viens à nouveau vous demander d'accepter le chiffre de la Chambre.

Il a été adopté à l'unanimité. Ceux d'entre nous qui ont pu assister ce matin à la séance de la Chambre ne peuvent avoir aucun doute sur le sentiment qui animait l'autre Assemblée. C'est l'honorable M. Herriot, que le Sénat connaît bien, qui a défendu le relèvement et il a été applaudi par toute la Chambre.

Au Sénat, au contraire, vous me permettez de constater que la réduction de crédit n'a pas été acceptée à l'unanimité, la première fois, et que, aujourd'hui même, à la commission des finances, la nouvelle réduction n'a pas réuni l'unanimité.

M. le président de la commission des finances. Je suis obligé de vous dire que c'est une erreur.

M. Pottevin. Je ne le crois pas.

M. le président. Ce qui s'est passé au sein des commissions ne doit pas être rapporté dans la discussion publique. (*Adhésion.*)

M. Pottevin. Si je me permets de dire que la commission des finances du Sénat n'a pas admis le chiffre de 1,200,000 fr. à l'unanimité c'est parce que tout à l'heure, en donnant lecture de son rapport, M. le rapporteur général a dit: « La commission à la majorité... ». C'est sur ce mot que je m'appuie. Si M. le rapporteur général se trompe, je le suis dans son erreur.

M. le président de la commission des finances. La proposition a été faite de la manière suivante: réduire le crédit d'un millier de francs, afin précisément de pouvoir le renvoyer de nouveau à la Chambre pour indiquer que la direction des inventions ne pourrait pas durer au delà de la fin de 1920. C'est le seul point sur lequel il y a eu quelques divergences. Le crédit a été rejeté à l'unanimité des membres présents. La commission des finances n'était pas au complet, pas plus que le Sénat, pas plus que la Chambre des députés. Voilà pourquoi on a pu dire: « la majorité ».

M. Pottevin. Je maintiens mon dire: la décision a été prise à la majorité. Quand on constate d'une part l'unanimité d'une assemblée et d'autre part des divergences dans l'autre, l'esprit de conciliation qui anime les deux Chambres laisse bien pré-

voir dans quel sens nous finirons par voter. Toute la question qui se débat est de savoir si nous accepterons le chiffre de la Chambre, à dix heures moins vingt ou à une heure du matin. (*Interruptions.*) Ce n'est d'ailleurs pas l'argument que je veux faire valoir. Je voudrais développer quelques raisons permettant d'obtenir du Sénat non un vote de lassitude mais un vote d'adhésion... (*Nouvelles interruptions.*)

M. Debierre. Nous sommes édifiés.

M. Albert Peyronnet. La cause est entendue dans les deux Chambres.

M. Ermant. Nous ne sommes pas las du tout.

M. Pottevin. Je ne crois pas que la cause soit entendue. J'estime au contraire qu'il y aurait intérêt à démontrer que les arguments présentés au cours de notre précédente discussion étaient tous à côté de la question.

Cependant, si le Sénat désire que le sujet ne soit pas traité, je m'inclinerai à condition que l'honorable M. Berthelot qui devait combattre ma thèse renonce à soutenir la sienne.

Voix nombreuses. Parlez! parlez!

M. le rapporteur général. Je suis sûr que l'honorable M. Berthelot s'engagera à ne pas parler plus longtemps que vous.

M. Pottevin. Je demande à parler encore pendant deux minutes: celles qu'ont duré vos interruptions et les interventions de M. le président de la commission.

Nous demandons le maintien d'un organisme qui existe partout à l'étranger. Cette direction doit disparaître dans un office national de recherches scientifiques dont le principe a été adopté par la Chambre qui a voté un texte à l'unanimité. La commission de l'enseignement technique du Sénat s'y est rallié, ce texte est devant vous, il dépend donc uniquement de vous que ce projet devienne définitif dès demain et que la direction des recherches scientifiques se fonde dans un office national.

Voilà où en est la question. La Chambre a manifesté son intention de ne pas supprimer ce qui existe tant que vous n'aurez pas créé l'organisme qui doit le remplacer. J'adjure le Sénat de suivre la Chambre dans sa décision.

M. André Berthelot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Berthelot.

M. André Berthelot. Messieurs, je vous demande, au nom de la commission des finances, de maintenir votre vote.

Je résumerai d'un mot notre argumentation. Nous sommes tous d'accord ici pour favoriser les recherches scientifiques. Mais ce qui caractérise les recherches scientifiques et spécialement leur application à l'industrie, c'est la spécialisation. C'est pourquoi cette espèce d'institut omnibus (*Rires.*) qu'on essaye de créer, qui se réduira à quelques bureaux de dactylographes et à des squelettes de laboratoire, n'est rien qu'un fâcheux gaspillage. Nous vous demandons de maintenir votre vote, en réduisant le crédit à 1,200,000 fr.

M. Honorat, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre de l'instruction publique. Je suis obligé d'insister auprès du Sénat pour qu'il veuille bien accepter le chiffre voté par la Chambre. Le Sénat avait

exprimé, il y a un peu plus d'un an, le désir que la question fit l'objet d'un projet de loi spécial, ce projet a été élaboré par le Gouvernement précédent. La Chambre a adopté ce projet spécial et il est soumis au Sénat. Je demande que les observations de principe soient présentées au moment où le Sénat délibérera sur ce projet spécial; et, en vérité, messieurs, je crois que je défends, en la circonstance, une thèse qui a toujours été celle de la commission des finances du Sénat, à savoir qu'il vaut mieux ne pas procéder à des réformes par voie budgétaire.

Je vous demande donc, messieurs, de réserver la question pour le moment où vous discuterez le projet de loi relatif à la création d'un office national des recherches et des inventions.

M. Lafferre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Lafferre.

M. Lafferre. Il ne veut qu'ajouter un mot à ce que vient de dire M. le ministre de l'instruction publique. Je trouve tout à fait inexplicable de supprimer ainsi par voie budgétaire un organisme qui fait l'objet d'une difficulté entre la Chambre et le Sénat. La Chambre dit oui, le Sénat dit non. Il faudrait vraiment une étude un peu plus approfondie de la question pour nous prononcer. Le Sénat n'est pas suffisamment éclairé.

Quant à moi, mon opinion est faite. Je connais le service. J'ai lu régulièrement le bulletin technique que publie la direction des inventions. Il y a cependant une chose incontestable, c'est la nécessité de procéder à une étude nouvelle. Si la commission des finances estime que la direction des inventions ne mérite pas son attention, il y a un moyen bien simple de le savoir, c'est de prier M. le ministre de l'instruction publique, qui a qualité pour cela, de créer une petite commission où entreraient des membres de la commission des finances du Sénat, des membres de la commission des finances de la Chambre, ainsi que quelques savants qualifiés. Ils nous diraient, à l'occasion du prochain budget, si oui ou non nous sommes en présence d'un organisme à dédaigner ou sérieux, voilà la suggestion que je me permets de faire à la commission des finances. (*Mouvements divers.*)

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation, je mets aux voix le chapitre avec le chiffre le plus élevé, celui de la Chambre, 1,487,000 fr. Ce chiffre n'est pas accepté par la commission des finances.

(Le chiffre voté par la Chambre, est adopté.)

M. le président.

Instruction publique.

« Chap. 108. — Ecole normale de Sèvres. — Personnel. »

Le Sénat avait voté 285,900 fr., la Chambre a voté 300,190 fr.

Votre commission vous propose de voter ce chiffre.

(Le chapitre 108, avec le chiffre de 300,190 francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 109. — Ecole normale de Sèvres. — Matériel. »

Le Sénat avait voté le chiffre de 100,900 francs.

La Chambre des députés a voté 160,900 francs.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chiffre de la Chambre est adopté.)

M. le président. « Chap. 110. — Subventions aux lycées nationaux de jeunes filles pour insuffisances de recettes. »

Le Sénat avait voté un chiffre de 1,780,900 francs; la Chambre a voté 1,815,900 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chiffre de la Chambre est adopté.)

M. le président.

Beaux-arts.

« Chap. 23. — Théâtres nationaux. »

Le Sénat avait voté 1,725,000 fr.

La Chambre a voté 1,825,000 fr.

Je mets aux voix le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Votre commission vous propose de rétablir le chiffre antérieurement adopté.

M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

M. le ministre. Messieurs, vous me permettrez d'insister auprès du Sénat pour qu'il veuille bien adopter le chiffre voté par la Chambre des députés. La Chambre, à deux reprises, a manifesté le désir de voir créer un théâtre populaire. Il est entendu que ce théâtre populaire exige des études préalables. Mais, si on ne fait pas un premier essai, une première tentative, la question restera toujours en suspens. Il s'agit d'un modeste crédit de 100,000 fr.. Permettez-moi d'insister auprès du Sénat pour qu'il veuille bien rouvrir ce crédit au budget des beaux-arts.

M. le rapporteur général. Nous l'acceptons (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre, accepté par la commission.

(Ce chiffre est adopté.)

Ministère du travail.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 2. — Indemnités, allocations diverses, secours au personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 235,270 fr.

La Chambre a voté 251,270 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre voté antérieurement.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 2, avec le chiffre de 235,270 francs, est adopté.)

M. le président.

Ministère des colonies.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

Titre I^{er}. — Dépenses civiles.

« Chap. 16. — Contribution de l'Etat aux dépenses de l'Agence générale des colonies. »

Le Sénat avait voté 346,352 fr.

La Chambre des députés a voté 428,352 fr.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 16, avec le chiffre de 428,352 francs, est adopté.)

M. le président.

Ministère de l'agriculture.

3^e partie. — Services généraux des ministères

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 2,300,000 fr.

La Chambre des députés a voté 2,350,966 francs.

Votre commission vous propose de voter le chiffre de 2,335,000 fr.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 1^{er}, avec le chiffre de 2 millions 335,000 fr., est adopté.)

M. le président. « Chap. 2. — Indemnités et allocations diverses. — Secours au personnel de l'administration centrale. — Travaux extraordinaires. — Frais de déplacement. »

Le Sénat avait voté 360,900 fr.

La Chambre des députés a voté 371,334 francs.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre ultérieurement voté par le Sénat.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 2, avec le chiffre de 360,000 fr., est adopté.)

M. le président. « Chap. 28. — Encouragements à l'agriculture. »

Le Sénat avait voté 15 millions de francs.

La Chambre des députés a voté 29 millions de francs.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre antérieurement voté.

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur le chiffre de la commission.

(Le chapitre 28, avec le chiffre de 15 millions, est adopté.)

M. le président. « Chap. 29. — Subventions aux offices agricoles départementaux et régionaux. »

Le Sénat avait voté 15 millions de francs.

La Chambre des députés a voté 22,800,000 francs.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 29, avec le chiffre de 22 millions 800,000 fr., est adopté.)

M. le président.

Ministère des travaux publics.

1^{re} section. — Travaux publics et transports.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

I. — Ministre et sous-secrétaire d'Etat. — Cabinets du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Personnel et comptabilité. — Services généraux.

« Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 2,748,500 fr.

La Chambre des députés a voté 2,778,500 francs.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 1^{er}, avec le chiffre de 2,778,500 fr., est adopté.)

M. le président. « Chap. 2. — Allocations et indemnités diverses de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 392,250 fr.

La Chambre des députés a voté 521,504 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre antérieurement voté.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 2, avec le chiffre de 492,250 francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 91. — Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français. »

Le Sénat avait voté 149 millions de francs.

La Chambre des députés a voté 600 millions de francs.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 91, avec le chiffre de 600 millions de francs, est adopté.)

M. le président.

Travaux publics.

Le Sénat avait voté au budget ordinaire :

« Chap. 99 bis. — Acquisition de terrains en prévision d'extensions des installations de chemins de fer détruites par faits de guerre dans la région du Nord. »

Le Sénat a voté 6 millions de francs.

La Chambre a inscrit ce crédit au budget extraordinaire. Votre commission vous propose d'accepter.

(Il en est ainsi décidé.)

2^e section. — Postes et télégraphes.

« Chap. 2. — Indemnités, secours et pensions du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 1,286,200 fr.

La Chambre a voté 1,302,200 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre voté antérieurement.

Je mets aux voix le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur le chiffre de la commission.

(Le chapitre 2 avec le chiffre de 1,286,200 francs est adopté.)

M. le président. « Chap. 29. — Matériels des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs. »

Le Sénat avait voté 55,695,402 fr.

La Chambre a voté 70,629,402 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre antérieurement voté.

Je mets aux voix le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur le chiffre de la commission.

(Le chapitre 29, avec le chiffre de 55,695,402 fr., est adopté.)

M. le président. « Chap. 31. — Matériels

des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs. »

Le Sénat avait voté 128,478,010 fr.

La Chambre a voté 113,544,010 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre voté par le Sénat.

Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Ce chapitre, avec le chiffre de 128,478,010 francs, est adopté.)

M. le président.

Ports.

« Chap. 2. — Travaux supplémentaires. — Secours et autres allocations aux divers personnels en service à l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 165,000 fr.

La Chambre a voté 177,000 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre antérieurement voté.

Je consulte le Sénat sur le chiffre de la Chambre.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

(Le chapitre 2, avec le chiffre de 165,000 fr., est adopté.)

M. le président. « Chap. 23. — Encouragements aux pêches maritimes. »

Le Sénat avait voté 2,106,900 fr.

La Chambre a voté 2,908,900 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président.

Hygiène.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre. — Traitements du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 882,517 fr.

La Chambre a voté 1,022,796 fr.

Votre commission vous propose d'accepter le chiffre de 901,405 fr.

La parole est à M. le ministre de l'hygiène.

M. J.-L. Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales. Messieurs, je demande d'une façon particulièrement instante au Sénat de bien vouloir rétablir les crédits votés par la Chambre. Ils sont absolument indispensables au bon fonctionnement du ministère de l'hygiène.

Je ne puis, à cette heure avancée, vous faire un exposé détaillé de la question. Je regrette beaucoup de n'avoir pas été présent, lorsque le Sénat a examiné pour la première fois le budget de l'hygiène. Il avait, en effet, été formellement entendu, sur la demande de M. Debierre, rapporteur, que ce budget ne viendrait pas en discussion, dimanche dernier, et, malgré cela, on l'a voté en mon absence.

M. le rapporteur général. Les absents ont tort.

M. le ministre. Lorsqu'un engagement formel est pris, monsieur le rapporteur général, on est en droit de croire qu'il sera tenu.

M. le rapporteur général. Il n'a été pris aucun engagement.

M. le ministre. En tout cas, il est absolument impossible au ministère de l'hygiène de fonctionner, s'il n'a pas ce crédit. On refuse complètement au ministère de l'hygiène la création d'un poste quelconque.

La loi de finances, il est vrai, a prévu la création d'un chef de bureau, mais vous me refusez maintenant les crédits nécessaires pour créer ce bureau. Les crédits, que j'ai demandés, ont déjà été considérablement réduits par le ministère des finances qui ne m'a accordé que le strict nécessaire.

Pour tous les autres ministères ou sous-secrétariats nouveaux, d'ailleurs, vous avez accepté ces créations d'emplois nouveaux, vous n'en refusez qu'à l'hygiène.

Actuellement, je n'ai pas de bureau de comptabilité, ni de bureau de personnel. Si vous acceptez la réduction que demande votre commission, je suis même forcé de renvoyer demain les quelques auxiliaires avec lesquels j'ai pu, jusqu'ici, assurer péniblement les services les plus indispensables.

Supprimez le ministère de l'hygiène ou donnez-lui la possibilité de fonctionner. (*Très bien ! sur divers bancs.*)

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, nous ne pouvons pas admettre que parce que des services existants, pourvus de tout leur personnel, sont passés du ministère de l'intérieur au ministère du travail, il faille augmenter les dépenses auxquelles ils donnent lieu. Malheureusement il en a été trop souvent ainsi.

M. le président du conseil, à ce moment-là, nous a dit : « J'ai organisé ainsi mon ministère et je pose la question de confiance. » Nous nous sommes inclinés et nous avons accepté cette création. Mais il n'est pas admissible qu'on gaspille ainsi l'argent des contribuables ; l'assistance publique, bien qu'elle soit passée au ministère de l'hygiène, n'a pas besoin de nouveaux organes et de nouveaux fonctionnaires.

C'est avec toutes ces dépenses inutiles qu'on en arrive à des budgets enflés comme ceux que nous connaissons. (*Très bien !*)

Nous prions le Sénat de ne pas créer ces nouveaux emplois, ces nouveaux fonctionnaires avec du matériel supplémentaire et de laisser les services rattachés au ministère de l'hygiène avec l'organisation qu'ils avaient à l'intérieur ou au travail.

M. le ministre de l'hygiène. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'hygiène.

M. le ministre. J'ajoute, messieurs, quelques mots. Le ministère de l'intérieur, comme le ministère du travail, ne m'a pas donné un seul employé ni un seul crédit pour organiser le service central du ministère. Il y a dans chaque ministère des services indispensables — vous l'avez déclaré vous-même, monsieur le rapporteur général — qui entraînent certaines dépenses supplémentaires. Vous les avez bien adoptées pour les autres ministères que vous avez créés, et si vous regardiez le luxe de fonctionnaires d'administration centrale qu'il y a dans beaucoup de ministères (*Exclamations.*) par rapport au personnel insignifiant du ministère de l'hygiène, vous seriez édifiés.

Il m'est impossible de continuer à fonctionner dans ces conditions. J'ai dû prendre du personnel auxiliaire, avoir recours à des volontaires, c'est seulement dans ces conditions que mes services ont pu fonctionner. Supprimez le ministère de l'hygiène, ou alors donnez-lui des moyens de vivre. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le rapporteur général. Messieurs, je

suis obligé de défendre au moins la commission contre le reproche de prodigalité. Elle a montré — et, si vous considérez les divers ministères, vous pourrez vous en rendre compte — qu'elle n'était nullement prodigue. Où elle a cru devoir approuver un renforcement sérieux, c'est au ministère des finances. Nous doublions le travail à cause des nouveaux impôts à percevoir ; nous avons été obligés d'augmenter les moyens d'action de ce ministère dans une proportion correspondante. Partout ailleurs, nous avons cherché et nous chercherons des réductions, et, si l'honorable M. Breton veut bien nous aider à trouver des crédits à supprimer dans les autres ministères, nous sommes prêts à lui donner cette satisfaction. (*Sourires approbatifs.*)

M. Mauger. Et cette création d'un inspecteur des crédits au ministère du commerce ? Je sais comment et pourquoi ce poste a été créé.

M. le rapporteur général. Nous n'avons pas créé un nouveau fonctionnaire, mais c'est un chef de bureau qui, à la demande instante du ministre, a reçu un autre titre. C'est le même fonctionnaire, il n'y a pas d'augmentation de dépenses.

M. Mauger. Quand vous voudrez, je vous raconterai l'histoire de cette création.

M. le président. Je mets aux voix le chiffre le plus élevé, 1,022,796 fr., voté par la Chambre des députés.

(Le chapitre 1^{er}, avec le chiffre de 1,022,796 fr., est adopté.)

M. le président. « Chap. 2. — Indemnité du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 142,919 fr.

La Chambre a voté 181,495 fr.

Votre commission propose d'adopter le chiffre antérieurement voté.

Je mets aux voix le chiffre le plus élevé : 181,495 fr.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la commission.

M. le rapporteur général. Nous demandons le scrutin public sur tous les autres chapitres.

Il faut que chacun prenne ses responsabilités, puisque ceux qui disent qu'il faut faire des économies dans le budget votent pour la création de nouveaux fonctionnaires.

M. le président. Il a été déposé sur le bureau du Sénat une demande de scrutin.

Elle est signée de MM. Paul Doumer, Millès-Lacroix, Bienvenu Martin, Henry Bérenger, Raphaël-Georges Lévy, René Renoult, Alfred Brard, Charles Chabert, Cosnier, Cauvin, Chauveau, Billiet, Perchot et une signature illisible.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	278
Majorité absolue.....	140
Pour.....	121
Contre.....	157

Le Sénat n'a pas adopté.

En conséquence, je mets aux voix le chiffre de 142,919 fr., proposé par la commission.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 3. — Personnel de l'administration centrale. — Rémunération d'auxiliaires. »

Le Sénat avait voté 43,651 fr.

La Chambre a voté 97,351 fr.

Votre commission propose de rétablir le chiffre antérieurement voté.

M. le ministre de l'hygiène. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'hygiène.

M. le ministre de l'hygiène. Messieurs, je m'excuse d'être obligé d'intervenir à nouveau; mais, en vérité, ce crédit est absolument indispensable. Il est destiné à rémunérer douze auxiliaires. Le ministère de l'hygiène a conservé, en effet, dans un but d'économie, un certain nombre d'auxiliaires appartenant à l'ancien ministère de la reconstitution industrielle dont mon administration a tout d'abord occupé les locaux. J'ai pris de préférence du personnel auxiliaire, au lieu du personnel titulaire, parce qu'il en résultait une économie. Il s'agit de crédits extrêmement réduits, mais ce personnel est absolument indispensable au fonctionnement de mes services. Je ne peux pas le licencier demain; c'est une impossibilité matérielle.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Voilà donc un personnel auxiliaire, qui vient s'ajouter au personnel ordinaire, et cela, dites-vous procure une économie?... Une économie qui se traduit par 131,000 fr. d'augmentation! Je demande instamment au Sénat de maintenir son premier chiffre, et, si vraiment on insiste, je vais être obligé de demander encore un scrutin public. Il ne semble pourtant pas que ce soit l'heure de recommencer, puisque la question vient d'être jugée et que le Sénat ne paraît pas désireux d'augmenter le nombre des fonctionnaires.

M. Mauger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mauger.

M. le rapporteur général. Si le débat reprend, nous allons demander un nouveau scrutin.

M. Mauger. Nous irons au scrutin s'il le faut.

Je demande au Sénat de vouloir bien adopter le chiffre voté par la Chambre. Tout le monde connaît la loyauté avec laquelle M. Breton cherche en toutes circonstances à effectuer son travail...

M. Gaudin de Villaine. C'est très vrai.

M. Mauger. ... et l'attention qu'il porte aux intérêts de l'Etat et des services dont il a la charge. Je l'ai vu à l'œuvre et je n'ai pas été le seul à le voir, pendant toute la période de guerre, faisant le sacrifice de lui-même...

M. le rapporteur général. Je vous en prie, monsieur, ne revenons pas sur la période de guerre.

M. Mauger. J'ai pourtant le droit de le dire.

M. le rapporteur général. Non, vous n'en avez pas le droit.

M. Mauger. Nous avons vu M. Breton cherchant par tous les moyens à mener à bien la tâche qu'il avait acceptée, évitant le plus possible d'imposer des charges au budget de l'Etat, payant de sa personne. Vraiment, s'il demande un crédit, c'est

parce que ce crédit est nécessaire. Je demande au Sénat de vouloir bien l'adopter.

M. le rapporteur général. Sur ce sujet, chacun aurait son mot à dire et peut-être y a-t-il à la commission de l'armée des gens qui ont suivi toutes les questions du matériel pendant la guerre avec assez de soin pour pouvoir juger plus impartialement que, quelquefois, l'amitié ne le permet.

M. Mauger. Ce n'est pas seulement par amitié pour M. Breton que je demande au Sénat de vouloir bien voter ce crédit. C'est parce que j'ai la conviction que formulée par lui, cette demande est justifiée et que les intérêts de l'Etat non seulement ne seront pas sacrifiés, mais que c'est pour les sauvegarder et mener à bien la tâche qui lui a été confiée qu'il a jugé utile de les demander.

Je demande donc au Sénat de voter ces crédits.

M. le rapporteur général. Nous avons fait tous nos efforts pour aboutir, mais nous ne pouvons admettre qu'on accepte toute une série d'augmentations de dépenses, soit pour des auxiliaires, soit pour d'autres, qui se traduisent par des centaines de mille francs de charges supplémentaires pour le Trésor.

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la Chambre repoussé par la commission des finances.

(Le chiffre de la Chambre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre du Sénat: 43,651 fr.

(Le chapitre 3 avec ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 6. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 231,992 fr.

La Chambre a voté 331,992 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre antérieurement voté.

M. le ministre de l'hygiène. Je demande le rétablissement du crédit voté par la Chambre.

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de la Chambre repoussé par la commission des finances.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre voté par le Sénat, 231,992 fr.

(Le chapitre 6 avec le chiffre de 231,992 fr. est adopté.)

M. le président. « Chap. 14. — Subvention à la maison nationale de Saint-Maurice; 890,000 fr. »

Le Sénat avait voté: « Chap. 14. — Subvention à la maison nationale d'aliéné de Saint-Maurice, 890,000 francs. »

Votre commission vous propose d'accepter le libellé de la Chambre.

M. le président de la commission des finances. Au contraire, monsieur le président, la commission propose de maintenir le libellé qu'elle avait déjà accepté « Maison nationale des aliénés ».

M. le ministre de l'hygiène. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'hygiène.

M. le ministre de l'hygiène. Je suis tout à fait navré d'avoir à prendre encore une fois la parole; je m'en excuse, mais c'est, le répète, parce que l'autre jour, on a discuté le budget de mon département en mon absence malgré l'engagement formel

qui avait été pris par M. le président de la la commission des finances, non pas sur ma demande, mais sur la demande du rapporteur M. Debierre, qui devait s'absenter de Paris le lendemain.

J'insiste ici d'une façon encore plus formelle que pour les autres chapitres. Il s'agit, en effet, de porter un remède efficace et absolument indispensable à la crise très grave qu'ont subie nos maternités parisiennes pendant l'hiver dernier, crise qui se présente de nouveau aujourd'hui.

Messieurs, alors que nous faisons la plus active propagande, pour l'avenir même de la France, en vue de relever la natalité, il est tout à fait inadmissible de voir de quelle façon les accouchées sont hospitalisées dans nos maternités parisiennes. (Très bien!)

Vous avez pu lire tout ce que la presse a dit à ce propos. Rien n'était exagéré: on en est réduit, par suite de l'encombrement, à laisser accoucher les femmes sur des matelas placés dans les couloirs, dans des conditions déplorable.

M. Louis Dausset. Il ne faut rien exagérer.

M. le ministre de l'hygiène. Il n'y a aucune exagération. Je pourrais apporter des chiffres particulièrement édifiants.

Or, messieurs, le ministre de l'hygiène dispose d'un établissement, la maison nationale de Saint-Maurice, où l'on peut recevoir quinze cents personnes et où il n'y a actuellement que 450 aliénés.

C'est donc un établissement fort mal utilisé et c'est dans ces conditions que j'ai eu la pensée, qui vient d'être ratifiée par la Chambre, de transformer ce superbe établissement en une maison maternelle.

Je compte d'ailleurs apporter dans cette transformation tous les ménagements possibles de façon à ne léser en rien les intérêts des familles des aliénés. Je ferai l'opération en plusieurs paliers afin d'éviter toute difficulté.

Il n'est pas possible que vous vouliez m'empêcher de faire cette opération? que vous vouliez que les accouchées continuent à être entassées comme elles le sont actuellement dans les maternités de Paris?

M. Louis Dausset. Vous ne pouvez pas généraliser. Il y a eu évidemment un certain encombrement, il y a quelque temps, mais je ne peux pas vous laisser dire que les femmes qui vont accoucher sont mal soignées dans les hôpitaux parisiens. Tout le monde peut vous affirmer le contraire. Les soins les plus éclairés leur sont donnés; nous avons beaucoup de maternités modèles et l'affluence dont souffrent les hôpitaux, en ce qui concerne les accouchées, est la meilleure preuve qu'ils répondent à ce qu'elles attendent d'eux. (Très bien!)

M. Debierre. Le nombre des places est insuffisant.

M. le ministre de l'hygiène. Nous pourrions, monsieur Dausset, prendre un rendez-vous pour aller voir ensemble comment les femmes accouchent dans certaines maternités de Paris, sur des matelas hâtivement jetés dans des corridors. Vous seriez édifié.

M. Dausset. Vous savez bien, monsieur le ministre, que cela tient à ce que les sages-femmes ont augmenté leurs prix dans des proportions considérables, et que beaucoup de femmes qui n'accouchaient pas dans des hôpitaux ont trouvé très simple d'y aller, se faire donner des soins gratuits. C'est une conséquence de la vie chère.

M. le ministre de l'hygiène. Cela prouve que la situation est bien telle que je viens de l'indiquer.

Or il y a un établissement modèle, superbe, à Charenton, admirablement disposé pour être facilement transformé en maison maternelle. Il est actuellement utilisé dans des conditions vraiment dérisoires puisqu'à l'heure actuelle il ne s'y trouve que 450 aliénés alors qu'il peut contenir 1,500 personnes. Rien de plus facile que de faire l'opération envisagée. Si vous acceptez le libellé que je vous demande, dans quelques jours, je pourrai y mettre de nouvelles accouchées, ce qui dégagera les maternités parisiennes.

Si, au contraire, vous refusez, les femmes continueront à accoucher dans les conditions que je vous indiquais.

En ce qui me concerne, je n'assumerai pas une seconde de plus la direction du ministère de l'hygiène si le Parlement m'interdisait de faire cette œuvre salutaire, d'envoyer des jeunes mères là où il y a des places vacantes, où il y a des lits vides. C'est pour moi une affaire de conscience, et, personnellement, je me refuserais à rester impuissant devant un tel état de choses. (*Applaudissements.*)

M. Magny. Je demanderai à M. le ministre de l'hygiène où il mettra les aliénés qui sont à Saint-Maurice.

M. Debierre. En d'autres points où il y a de la place.

M. le président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Je désire tout d'abord mettre au point l'incident relatif au vote du budget du ministère de l'hygiène, hâtivement, dans la séance de dimanche dernier.

Il est exact que M. le ministre...

M. le ministre de l'hygiène. Monsieur Debierre...

M. le président de la commission des finances. Monsieur le ministre, vous n'avez pas besoin d'appeler M. Debierre en témoignage, ma loyauté vous suffit!

M. le ministre de l'hygiène. Parfaitement!

M. le président de la commission des finances. Il est exact que M. le ministre est venu samedi me demander, d'accord avec M. Debierre et sur la demande de ce dernier, si son budget viendrait en discussion le lendemain. Je lui ai répondu que je ne le croyais pas, car l'ordre du jour était tel que je ne pensais pas que son budget pût être examiné à cette date.

M. le ministre me dit alors: « Dans ces conditions, M. Debierre peut s'absenter? — Parfaitement. — Alors je ne viendrai pas? — Vous ne viendrez pas. »

Voilà, messieurs, comment les choses se sont passées. Mais, à la séance de samedi, d'autres budgets ont été votés avec une très grande rapidité.

M. le rapporteur général. M. le ministre de l'instruction publique nous a demandé de ne pas faire venir son budget en discussion dimanche. (*Bruit.*)

M. le président de la commission des finances. Je ne voulais pas parler, en effet, des autres budgets. (*Mouvements divers.*)

M. Gaudin de Villaine. Les crédits sont nécessaires ou ne le sont pas.

M. Lémery. Cela n'a pas d'intérêt!

M. le président de la commission des finances. Mon cher collègue, cela avait beaucoup d'intérêt pour vous, lorsque M. Breton a soulevé l'incident et, quand je

veux le mettre au point, cela n'en a plus. (*Très bien!*)

En tout cas, l'incident a de l'intérêt pour la commission des finances. Le budget de l'hygiène est venu en discussion parce que les autres budgets avaient été votés rapidement et M. le ministre des finances a dit alors à M. le rapporteur général: « Le Gouvernement est représenté par le ministre des finances, vous pouvez faire voter ce budget. »

Je reviens maintenant à la question de la maison de Charenton.

Il s'agit là d'un établissement national qui a une affectation spéciale, qui a reçu des dons, des legs et des subventions, avec le but bien défini de traiter des aliénés venus de toute la France.

Dans ces conditions, M. le ministre de l'hygiène avait pensé qu'il pouvait, de sa propre autorité, sans autorisation législative, modifier l'affectation de cette maison.

Nous lui en avons montré les graves inconvénients et, se rendant à nos observations, il a compris qu'il serait nécessaire de procéder par voie législative en insérant une disposition spéciale dans la loi de finances.

Que s'est-il passé? La Chambre des députés a d'abord modifié l'intitulé du chapitre de la façon suivante: « Maison nationale mixte ».

Mais qu'est-ce qu'une maison nationale mixte? Avec cette rubrique, on peut traiter toute espèce de maladies; cela ne signifie plus rien du tout.

M. le ministre de l'hygiène. C'était la première rédaction, mais la Chambre l'a modifiée et le chapitre est ainsi intitulé: « Maison nationale maternelle ».

M. le président de la commission des finances. A cet établissement, qui est, par sa nature, national, M. le ministre va donner une affectation communale ou départementale mettant ainsi à la charge du budget de l'Etat des dépenses qui devraient en réalité incomber à la ville de Paris ou au département de la Seine.

Voilà pourquoi nous estimons que la question doit être traitée d'une manière complète après étude approfondie. On ne peut pas faire une transformation de cette nature par voie d'un simple crédit budgétaire. Telle est la raison pour laquelle nous demandons au Sénat de reprendre le libellé précédemment adopté: « Maison nationale d'aliénés ». (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Je rappelle au Sénat que la Chambre a voté le libellé suivant: « Subvention à la maison nationale de Saint-Maurice, 890,000 fr. »

Le Sénat avait voté ce chapitre avec le même chiffre, mais avec le libellé suivant: « Subvention à la maison nationale d'aliénés de Saint-Maurice. »

M. Hervey. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Hervey.

M. Hervey. Messieurs, la question de forme, je vous l'avoue, me préoccupe assez peu. Je voudrais savoir d'abord si, en votant le texte de la commission, nous pourrions apporter aux femmes en couches qui en ont besoin les secours nécessaires. Il n'est peut-être pas utile de transformer cette maison d'aliénés d'un seul coup et de renvoyer tous les aliénés. Je désire savoir si l'ouverture de crédit qui nous est proposée permettra à M. le ministre de donner aux femmes en couches les soins dont elles ont besoin, voilà la seule considération qui dictera mon vote. (*Approbatton.*)

M. le ministre de l'hygiène. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'hygiène.

M. le ministre de l'hygiène. Toute la question repose sur le fait que vient de signaler l'honorable M. Hervey. A l'heure présente, il y a une grande quantité de places vacantes à la maison nationale de Saint-Maurice: cet établissement étant divisé en quatre compartiments tout à fait étanches, rien n'est plus facile que de grouper les aliénés dans une partie de l'établissement, rendant ainsi disponibles les trois quarts des places, actuellement inoccupées, pour y recueillir les nouvelles accouchées. Mais si vous introduisez dans le libellé du chapitre le mot « aliénés », vous m'interdisez formellement de le faire, c'est-à-dire que vous maintenez inutiles ces locaux merveilleux de Saint-Maurice. Si, au contraire, vous me permettez de procéder à cette transformation, je peux, dès demain, y recevoir plusieurs centaines de nouvelles accouchées allaitant leur enfant. La maison est pour cela admirablement disposée, suivant l'opinion des techniciens les plus compétents, tels que M. le professeur Pinard.

M. le président. La parole est à M. Magny.

M. Magny. Je dois faire remarquer à M. le ministre de l'hygiène que la situation légale de l'établissement national de Charenton ou plutôt de Saint-Maurice, car la partie de l'ancienne commune de Charenton, où il se trouve porte le nom de Saint-Maurice, n'est pas aussi simple qu'il pourrait le croire. Il y a eu, au début de cette création, qui est antérieure à la Révolution, des fondations en faveur des aliénés de Charenton. Maintenant, on l'appelle « Etablissement de Saint-Maurice », parce qu'on a pris sur le territoire de Charenton la commune de Saint-Maurice. Mais l'affectation n'a pas changée elle vise toujours, en raison des fondations que je viens de rappeler, le traitement des aliénés.

M. Gaudin de Villaine. Cela ne change rien.

M. Magny. Je vous demande pardon, les fondations étaient faites pour entretenir des aliénés dans cette maison.

D'autre part, M. le ministre parle de mettre des femmes en couches dans cet établissement.

Un sénateur à gauche. C'est grave.

M. Magny. Nous sommes tous d'accord pour assurer le plus possible, et dans les meilleures conditions possibles, tous les soins nécessaires aux femmes en couches; mais la question est de savoir, en admettant qu'on puisse légalement enlever les aliénés de cet établissement, si, matériellement, la nouvelle affectation envisagée est possible.

L'établissement de Saint-Maurice est situé à flanc de coteau, avec des pentes très rudes, et j'ai déjà entretenu M. le ministre de l'hygiène, de ces difficultés, qu'un jour j'ai formulées. Il envisage, paraît-il, la construction d'un chemin de fer à crémaillère. Ce serait à étudier, et ce que je demande, c'est qu'avant d'annoncer publiquement un projet qui a jeté une grande émotion parmi les familles des malheureux aliénés, la question soit examinée, comme elle le mérite, en examinant, en outre, si, au point de vue hygiénique, il n'est pas sans inconvénient de réunir dans un grand établissement, comme celui de Saint-Mandé, un nombre considérable de femmes en couches. (*Très bien!*)

M. le ministre de l'hygiène. Je demande à répondre d'un mot à M. Magny. Je ne lui ai jamais parlé de chemin de fer à crémail-

ière, ce qui aurait été absurde et vraiment digne de Charenton. (*Rires.*) J'ai parlé d'ascenseur, ce qui est tout différent.

Quoi qu'il en soit, je suis surpris de l'opposition de M. Magny, étant donné que les mètres qui vont profiter de cet établissement appartiennent surtout à Paris et au département de la Seine; ne me reprochez pas, d'ailleurs d'autre part, de trop favoriser ainsi cette ville et ce département.

Pour ce qui est de la disposition de l'établissement, les techniciens les plus éminents, comme M. le professeur Pinard, le trouvent parfait pour cette destination. (*Très bien! très bien!*)

Sur de nombreux bancs. Aux voix!

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation?...

Je mets aux voix le libellé proposé par la commission des finances du Sénat comprenant le mot « aliénés » et repoussé par le Gouvernement.

(Ce libellé n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le libellé de la Chambre des députés: « Subventions à la maison nationale de Saint-Maurice. »

(Le chapitre 14, avec le chiffre de 890,000 francs et avec ce libellé, est adopté.)

M. le président. « Chap. 86. — Subventions aux départements et aux communes prenant des initiatives financières en faveur du relèvement de la natalité. »

Le Sénat avait inscrit ce chapitre pour mémoire.

La Chambre des députés a voté 3 millions de francs.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 36, avec le chiffre de 3 millions de francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 58 bis. — Subventions aux communes, offices publics d'habitations à bon marché, sociétés d'habitations à bon marché, fondations d'habitations à bon marché, bureaux de bienfaisance et d'assistance, hospices et hôpitaux et caisses d'épargne pour les constructions d'immeubles principalement affectés aux familles nombreuses visées à l'article 25 de la loi du 23 décembre 1912. »

Le Sénat avait voté 15 millions de francs.

La Chambre a voté 30 millions de francs.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président.

BUDGET EXTRAORDINAIRE

Commerce.

2^e section. — Ravitaillement général.

« Chap. A. — Traitement du sous-secrétaire d'Etat et du personnel de l'administration centrale.

Le Sénat avait voté 4,717,000 fr.

La Chambre a voté 4,732,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre. — (Adopté.)

« Chap. B. — Indemnités aux cabinets du sous-secrétaire d'Etat. — Indemnités spéciales. — Travaux extraordinaires. — Indemnités de résidence. — Indemnités pour charges de famille.

Le Sénat avait voté 55,000 fr.

La Chambre a voté 67,000 fr.

Votre commission vous propose de rétablir le chiffre antérieurement voté.

Je mets aux voix le chiffre de la Chambre

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur le chiffre de la commission.

(Le chapitre B, avec le chiffre de 25'000 francs, est adopté.)

M. le président.

Travaux publics. — Transports.

« Chap. A bis. — Acquisitions de terrains en prévision d'extension des installations de chemins de fer détruites par faits de guerre dans la région du Nord. »

Le Sénat avait repoussé le chapitre.

La Chambre a voté 6 millions de francs.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre. — (Adopté.)

« Chap. K. — Compte spécial des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local (fonds de roulement). »

Le Sénat avait voté 249,000 fr.

La Chambre a voté 435,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre. — (Adopté.)

Ports.

« Chapitre (nouveau) E bis. — Indemnités spéciales aux fonctionnaires en résidence dans les localités dévastées, 400,000 fr. »

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre. — (Adopté.)

BUDGET SPÉCIAL DES DÉPENSES RECOUVRABLES

Instruction publique.

« Chap. 22. — Office national et offices départementaux des pupilles de la nation. Matériel. »

Le Sénat avait voté 447,000 fr.

La Chambre a voté 797,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre. — (Adopté.)

Régions libérées.

« Chap. 33. — Traitement du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Traitement du personnel de l'administration centrale à Paris. »

Le Sénat avait voté 8 millions de francs.

La Chambre a voté 8,032,916 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 40. — Indemnités du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 300,000 fr.

La Chambre a voté 353,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 42. — Allocations et indemnités au personnel détaché et aux chargés de mission auprès des divers services centraux non dotés de chapitres spéciaux. »

Le Sénat avait voté 1 million de francs.

La Chambre a voté 1,250,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 43. — Frais d'administration dans les départements pour les services non dotés de chapitres spéciaux. »

Le Sénat avait voté 18 millions.

La Chambre a voté 20,150,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 53 bis. — Frais d'évaluation administrative des dommages de guerre.

Le Sénat avait voté 15 millions.

La Chambre a voté 20 millions.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 55. — Frais d'administration des commissions cantonales et des tribunaux des dommages de guerre. — Matériel. »

Le Sénat avait voté 5,550,000 fr.

La Chambre a voté 6,050,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 65. — Service des matériaux. — Dépenses du personnel. »

Le Sénat avait voté 7 millions de francs.

La Chambre a voté 7,500,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 72. — Service des transports généraux. — Dépenses de personnel. »

Le Sénat avait voté 170 millions.

La Chambre a voté 175 millions de francs.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 76. — Office de reconstitution agricole des départements victimes de l'invasion. — Personnel. »

Le Sénat avait voté 564,000 fr.

La Chambre a voté 614,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 79. — Travaux agricoles exécutés par l'Etat. — Dépenses autres que celles de personnel. »

Le Sénat avait voté 62 millions.

La Chambre a voté 72 millions.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 80. — Motoculture. — Personnel du service central de la motoculture. »

Le Sénat avait voté 200,000 fr.

La Chambre a voté 252,000 fr.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 81. — Motoculture. — Matériel administratif du service de la motoculture. »

Le Sénat avait voté 60,000 fr.

La Chambre a voté 70,000 fr.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 84. — Indemnités exceptionnelles de cherté de vie. »

Le Sénat avait voté 2,049,000 fr.

La Chambre a voté un crédit de 8,200,000 francs.

Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

Ministère des pensions.

M. le président. « Chap. 88. — Traitement du ministre et du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 17,660,000 fr.

La Chambre a voté 17,678,888 fr.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 89. — Indemnités au cabinet du ministre. — Indemnités, allocations diverses, secours, frais de déplacement du personnel de l'administration centrale. »

Le Sénat avait voté 730,770 fr.

La Chambre a voté 749,659 fr.

— Votre commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. Nous reprenons la discussion de la loi de finances.

La Chambre a voté un article 3 bis ainsi conçu :

« Art. 3 bis. — L'article 23 de la loi du 31 juillet 1917, modifié par la loi du 25 juin 1920, est complété par le paragraphe suivant :

« En ce qui concerne les traitements, indemnités, émoluments et salaires, à la demande du conseil municipal, le ministre des finances pourra assimiler aux communes situées dans un rayon de 15 kilomètres à partir du périmètre de la partie agglomérée d'une commune de 50,000 habitants et aux communes de la banlieue de Paris les communes dans lesquelles le prix des denrées de première nécessité et des loyers d'habitation est aussi élevé que dans les communes des banlieues précitées. Un décret énumérera les douzes denrées alimentaires qui devront être prises en considération. »

Je consulte le Sénat.

(L'article 3 bis est adopté.)

M. le président. La Chambre des députés a voté un article 4 bis ainsi conçu :

« Art. 4 bis. — Le premier alinéa de l'article 3 de la loi du 1^{er} juillet 1916 est ainsi complété :

« Seront également déduits, dans la limite du taux des avances de la Banque de France, les intérêts payés aux associés pour les sommes versées par eux en compte courant, lorsque ces sommes restent en dehors de l'apport social, qu'elles peuvent être retirées moyennant un simple préavis, sans le consentement des autres associés et qu'elles ne sont pas rémunérées par une part supplémentaire dans les bénéfices. »

La commission des finances propose de ne pas adopter cet article.

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dominique Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs, la Chambre a rétabli cet article. Je vous demande de faire comme elle. Je vous ai dit qu'à ce sujet M. le rapporteur général avait, je crois, commis une erreur en assurant que cette disposition aurait pour effet de changer la jurisprudence, qu'il y avait chose jugée, qu'il ne fallait pas y revenir et modifier la loi du 1^{er} juillet 1916.

Il s'est trompé. Cet article est conforme à la jurisprudence, mais comme celle-ci est de nature essentiellement variable, les intéressés, ne voulant pas de variations en sens contraire, désirent consolider leur position par un article de loi.

L'autre jour, vous m'avez refusé un amendement accordant aux patrons le droit d'insérer aux frais généraux les intérêts de leur capital personnel et, à cette occasion, M. Emmanuel Brousse, sous-secrétaire d'Etat, se trompant d'ailleurs lui aussi, a dit : « Il y a chose jugée ! »

On a rendu quelques décisions, mais la chose n'est pas jugée *ne varietur*, le juge mieux informé pouvant lui-même en prononcer autrement dans l'avenir, s'il veut renoncer à décider sans motiver son jugement.

Je vous disais : des jugements sont solidement motivés, que le législateur doit bien se garder de connaître, pour changer la jurisprudence; mais qu'il en va autrement de ceux qui blessent la justice.

Vous n'avez pas hésité à le faire maintes fois, même lorsque la justice n'était pas en cause.

Il a suffi que le Trésor fût exposé à des moins perçus du fait des bénéfices de guerre fondés sur le principal de la patente, pour que la loi du 1^{er} juillet 1916 fût remaniée avec effet rétroactif.

Ici, nous sommes en présence d'une jurisprudence établie. La Chambre vous a renvoyé deux fois cet article.

Je demande au Sénat d'agir comme elle.

M. le président. Je mets aux voix l'article de la Chambre dont votre commission demande le rejet.

(L'article n'est pas adopté.)

M. le président. « Art. 7 bis. — Les articles 6 et 7 ci-dessus ne seront applicables qu'aux contribuables qui auront produit à cet effet, une demande adressée au directeur des contributions directes avant le 31 octobre 1920. A l'égard des autres contribuables, il y aura lieu à l'application de la loi du 1^{er} juillet 1916. »

La commission propose d'accepter cet article.

(L'article 7 bis est adopté.)

M. le président. « Art. 9. — L'impôt sur les importations sera majoré d'un pourcentage égal à la taxe sur le chiffre d'affaires, lorsque le vendeur français ou étranger n'a pas le siège de son commerce ni une succursale en France et, par suite, ne paye pas la taxe sur le chiffre d'affaires.

« Toutefois, la majoration ne s'applique pas aux produits facturés quand le vendeur est établi au pays d'origine.

(La commission accepte cet article. — Adopté.)

M. le président. « Art. 9 bis. — L'article 60 de la loi du 25 juin 1920 est complété par l'alinéa suivant :

« 12^o Les affaires effectuées par les entreprises de journaux dont le prix de vente ne dépasse pas 0 fr. 25 par exemplaire, mais seulement en ce qui concerne le produit des abonnements et de la vente au numéro. »

La commission propose l'adoption de cet article.

Je le mets aux voix.

(L'article 9 bis est adopté.)

M. le président. « Art. 11 bis (nouveau.) Dans le cas de négociations en Bourse de titres nominatifs, l'agent de change acheteur doit payer son prix à son confrère vendeur contre remise du titre nominatif accompagné d'une déclaration de transfert signée par le titulaire et certifiée par l'agent de change vendeur. — La régularisation du transfert au nom du client acheteur est ensuite poursuivie par les soins de l'agent de change acheteur.

« Toutefois la présente disposition n'est pas applicable aux cessions de titre simétriculés aux noms des femmes mariées, mineurs interdits et autres incapables, ou autres frappés d'usufruit, d'indivision ou de clauses quelconques restrictives du droit d'aliéner, auxquels cas la régularisation du transfert incombe à l'agent de change vendeur qui ne peut exiger le paiement de son prix que contre remise du titre transféré soit au nom du client acheteur, soit au nom de son agent de change.

« Nonobstant toute disposition statutaire contraire et sauf en ce qui concerne les actions non libérées, les sociétés et autres établissements débiteurs ne peuvent exiger l'acceptation du transfert par le cessionnaire. »

La commission propose l'adoption de cet article.

Je le mets aux voix.

(L'article 11 bis est adopté.)

M. le président. « Art. 26 bis. — Pour permettre le contrôle des déclarations d'impôt et la recherche des omissions ou des fraudes qui auraient pu être commises dans le délai de la prescription, tout commerçant faisant un chiffre d'affaires supérieur à 50,000 fr. par an est tenu de représenter à toute réquisition des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou d'inspecteur adjoint les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du code de commerce ainsi que tous livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses.

Le refus de communiquer les livres ou leur destruction, avant le délai fixé à l'article 11 du code de commerce, sera constaté par un procès-verbal et soumis aux sanctions établies par l'article 5 de la loi du 17 avril 1906. »

La commission propose d'adopter cet article.

Je le mets aux voix.

(L'article 26 bis est adopté.)

M. le président. « Art. 30. — Les side-cars et les cycle-cars sont frappés d'une seule taxe de circulation ainsi fixée : side-car, 50 fr.; cycle-car, 100 fr. Cette taxe est doublée pour les side-cars et les cycle-cars servant au transport public des voyageurs ou des marchandises. »

La commission propose d'adopter cet article.

Je le mets aux voix.

(L'article 30 est adopté.)

M. le président. « Art. 40 bis. — Les dispositions du précédent article entreront en vigueur à dater du 1^{er} octobre 1920. » — (Adopté.)

« Art. 41. — L'Algérie participe aux dépenses militaires de la métropole au moyen d'une contribution dont le montant est déterminé chaque année par la loi de finances. Cette contribution entre dans la catégorie des dépenses obligatoires visées à l'article 5 de la loi du 19 décembre 1900.

« La contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de la métropole est fixée, pour l'exercice 1920, à la somme de 12 millions de francs.

« Cette somme sera inscrite au budget des recettes, paragraphe 4 : Recettes en atténuation de dépenses. » — (Adopté.)

III. — Réglementation spéciale.

« Art. 55. — Les crédits ou portions de crédit applicables aux dépenses du budget extraordinaire qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice pourront être reportés par la loi à l'exercice suivant, où ils conserveront leur affectation primitive. » — (Adopté.)

« Art. 62 bis. — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte spécial intitulé : « Service des essences et pétroles ». « Ce compte est destiné à retracer les opérations de recettes et de dépenses qui seront effectuées, à partir du 1^{er} août 1920, par le commissaire général aux essences et pétroles, en application de l'article 106 de la loi du 25 juin 1920.

« Un décret, contresigné par le ministre des travaux publics et le ministre des finances, réglera le fonctionnement et la comptabilité du nouveau compte. » — (Adopté.)

« Art. 65 bis (nouveau). — Pendant l'absence des Chambres, dans l'année 1920, la limite maximum de l'émission des billets de la Banque de France pourra être élevée jusqu'à 43 milliards de francs pour les besoins du commerce par décret rendu en

Conseil d'Etat, sur la proposition du ministre des finances. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. C'est l'article que nous avons disjoint tout à l'heure, de manière à trouver une rédaction satisfaisante. Nous venons de nous entendre avec M. le ministre des finances et l'article peut être adopté dans les conditions où il est proposé.

M. François-Marsal, ministre des finances. Le Gouvernement est d'accord avec la commission.

M. Guillaume Chastenot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chastenot.

M. Guillaume Chastenot. Je suis vraiment effrayé d'un texte pareil qui se trouve introduit au dernier moment dans la loi de finances. L'emprunt que l'on nous propose...

M. le président de la commission des finances. Ce n'est pas un emprunt.

M. Guillaume Chastenot. Je vous demande pardon, monsieur le président, c'est un emprunt, et le plus dangereux, le plus coûteux de tous : c'est un emprunt qui est fait à la circulation.

M. le rapporteur général. Emprunt de qui ?

M. Guillaume Chastenot. Emprunt de l'Etat.

M. le rapporteur général. Non, non !

M. le président de la commission des finances. C'est pour les besoins du commerce.

M. le rapporteur général. Cela n'élève pas d'un franc l'avance que la Banque de France est autorisée à faire au Trésor.

M. Guillaume Chastenot. Je dis là une chose qui n'est pas discutable et que tous les économistes reconnaissent. Il s'agit d'emprunter à la circulation et l'on dit : « Cet emprunt est celui qui coûte le moins, une simple et faible commission à la Banque de France. » En réalité, il est le plus coûteux. Il coûte plus que tous ceux que nous pourrions faire parce qu'il a sa répercussion sur les prix et aussi sur le change. (Très bien !)

Il faut bien le dire, en effet, la baisse du change et la hausse des prix ne sont que les deux faces d'un même phénomène. (Très bien ! très bien !) Il vaudrait mieux s'y prendre assez tôt, avoir recours à une autre prime d'emprunt : nous payerions 6, nous payerions 7, nous payerions 8 p. 100 ; cela nous coûterait moins que d'avoir ainsi recours à des émissions continues, croissantes, qui nous mènent, je le répète, à la vie plus chère et à un change encore plus déprécié. (Très bien ! très bien !)

M. Gaudin de Villaine. Vous avez raison.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Nous n'allons pas instituer une discussion théorique à cette heure. Le Gouvernement nous demande simplement d'élever la limite maximum des billets par décret, parce que, avec la récolte qui va commencer, les besoins du commerce, les nécessités d'escompte vont être considérables et que la marge actuelle n'est pas suffisante. Nous ne lui donnons en rien l'autorisation de prélever pour ses besoins des avances plus fortes

que celles qu'il a demandées jusqu'à présent.

M. Coignet. C'est là l'essentiel.

M. le rapporteur général. L'autorisation demandée l'est uniquement pour les besoins du commerce et, comme le dit M. Coignet, c'est là l'essentiel.

M. Hervey. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Hervey.

M. Hervey. Je ne peux pas comprendre qu'on vote aussi rapidement une mesure aussi grave. (Très bien ! très bien !)

Je suis de ceux qui ont lu avec le plus vif intérêt, il y a peu de mois, les théories que M. le ministre des finances a brillamment soutenues et qui répondaient si bien à ce que nous avions pensé au cours de toute la guerre. Il soutenait alors, comme M. Chastenot vient de le dire en excellents termes, que le prix des choses commence à n'avoir plus de mesure à force de papier circulant. Si nous continuons indéfiniment dans cette voie après dix-huit mois de paix, je ne sais pas quand et à quelle somme nous nous arrêterons.

Nous avons un exemple : je crois que le rouble commence à n'avoir plus grande valeur quand il s'agit d'acheter un quintal de blé.

Allons-nous nous engager dans cette voie ?

Je supplie le Sénat de ne pas adopter une mesure qui puisse augmenter la circulation. Il faut mettre une borne et ne pas aller plus loin. Avec 40 milliards, on doit avoir de quoi suffire à tous les besoins. (Très bien ! très bien !)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je tiens beaucoup à ne laisser subsister aucune confusion dans l'esprit des membres de la haute Assemblée. Il ne s'agit nullement de créer une inflation de la circulaire fiduciaire (Mouvements divers) en vue de faire face aux besoins de l'Etat, inflation qui serait gagée par sa signature.

Fort heureusement, le Trésor n'a pas besoin de demander l'élévation de la limite des avances de la banque telle que l'a fixée le Parlement. Sur cette limite de 27 milliards, l'Etat dispose actuellement d'une marge d'un milliard 450 millions, sensiblement plus forte que celle du mois de janvier dernier ; j'espère donc de tout mon cœur ne pas avoir besoin de remettre à la Banque de France un nouveau bon du Trésor pour gager un accroissement de la circulation fiduciaire.

Mais il faut prendre en considération la situation de la banque au point de vue des opérations commerciales, et les motifs pour lesquels les services mêmes de la banque ont insisté auprès du Gouvernement pour obtenir un relèvement de la faculté d'émission.

Le portefeuille de la Banque de France a toujours été considéré comme une valeur équivalant à de l'or, puisque, d'après les statuts de la banque — et vous savez combien le conseil de régence et le gouvernement de la banque les appliquent scrupuleusement — il n'y a pas à la banque un seul papier qui, conformément à ses statuts, ne corresponde à des opérations commerciales réelles, à des livraisons de marchandises et qui ne soit à très courte échéance. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire de la Banque de France que son portefeuille ait prêté à aucune critique.

Le montant des effets en portefeuille s'élevait, à la fin de 1919, à 1 milliard 268 millions. La reprise du commerce et de l'industrie, dont nous devons nous féliciter, les perspectives de la récolte prochaine, qui, fort heureusement, s'annonce comme excellente (Mouvements divers), ont provoqué des besoins d'escompte considérables, de sorte que, dès la fin du mois de mars, le portefeuille commercial était en augmentation d'un milliard.

A ce moment, deux solutions s'offraient : ou le relèvement de la limite d'émission des billets, ou l'élévation du taux de l'escompte. C'est à cette seconde décision que le conseil de régence s'est rallié, et vous savez qu'en cette matière il est souverain. Le taux de l'escompte a été porté de 5 à 6 p. 100 et le taux des avances de 6 à 6 et demi.

De cette aggravation des conditions de l'escompte, il est résulté une gêne sérieuse pour tous ceux, industriels, commerçants ou banquiers qui avaient du papier à escompter. On a paré à cette situation gênante d'une façon que je trouve excellente, mais dont l'efficacité est limitée : les banques particulières ont augmenté leurs capitaux disponibles pour pouvoir garder en portefeuille le papier commercial qu'elles avaient escompté : pendant les premiers mois de 1920, les banques, les banques régionales notamment, c'est-à-dire celles qui sont le plus immédiatement en contact avec le commerce et l'industrie et qui leur apportent le concours le plus utile, ont trouvé chez leurs actionnaires 892 millions ; elles ont employé ces sommes à l'escompte de papier commercial, et l'ont gardé en portefeuille.

Aujourd'hui, il faut regarder la situation en face. La loi du 17 juillet 1919 autorise la Banque de France à émettre des billets à concurrence de 40 milliards. Or, d'après le bilan au 19 juillet 1920, la circulation s'élève à 37,695,875,750 fr. La Banque a donc actuellement la possibilité de sortir de ses caisses 2,304,124,250 fr. en billets.

Or le Trésor est autorisé actuellement à se faire, en cas de besoin, consentir des avances qui pourraient atteindre 1,450 millions ; d'autre part, les comptes courants à vue et sans intérêt s'élèvent à 3,366,667,078 francs ; le total de ces deux chiffres atteint 4 milliards 816,667,078 fr.

On peut donc craindre que pour ne pas se voir obligée de refuser de donner satisfaction aux demandes du commerce et de l'industrie, la Banque se trouve contrainte d'effectuer des paiements en or.

Cette hypothèse ne peut être envisagée. C'est pourquoi, messieurs, je vous demande très instamment, au nom de tout le commerce français et de toute l'industrie française, de ne pas nous séparer pour une longue période de temps en laissant la Banque de France dans la situation de ne pouvoir éventuellement rembourser ses dépôts autrement qu'en or et de refuser du papier de commerce à l'escompte.

Vous jugez, messieurs, qu'il n'y a là rien qui rentre dans l'opération que condamne M. Hervey, que nous condamnons toujours avec autant de force : l'inflation fiduciaire basée sur la seule signature de l'Etat emprunteur. C'est cela que vous avez visé, c'est cela que j'ai visé moi-même. Mais l'émission de billets qui trouve sa contrepartie dans la signature des commerçants et des industriels français, dans l'échange de marchandises payables à court terme, ce n'est à aucun titre une inflation fiduciaire condamnable ; c'est purement et simplement la représentation d'opérations de commerce dont l'ampleur a diminué pendant la guerre et qui, fort heureusement, recommencent à se développer vigoureusement aujourd'hui. (Applaudissements.)

M. Ribot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Ribot.

M. Ribot. Nous sommes saisis tout à la dernière heure et sans que la commission des finances ait pu délibérer. (*Très bien!*)

Il y a des explications qu'on ne peut pas donner en public, mais qu'on pourrait donner plus utilement à la commission. (*Très bien! très bien!*)

Je me bornerai à poser une question à M. le ministre des finances.

M. le ministre nous dit que ce n'est pas dans l'intérêt du Trésor que la motion est faite. Cependant, le texte primitif disait que, pendant les vacances, le Gouvernement pourrait, par décret, homologuer des conventions à passer avec la Banque. Cette partie a disparu. On nous dit que c'est uniquement pour les besoins du commerce...

M. le ministre des finances. C'est dans le texte.

M. Ribot. S'il s'agit de besoins impérieux du commerce, je m'incline. Mais la question que je pose est la suivante : le conseil de régence de la Banque en a-t-il délibéré? Y a-t-il une délibération qu'on puisse nous communiquer et est-ce la Banque qui, par ses représentants officiels, a demandé que cet article fût inséré dans la loi de finances? (*Applaudissements.*)

M. le ministre des finances. Le conseil de régence de la Banque de France n'a pas, à ma connaissance, délibéré sur cette question. (*Mouvements divers.*)

Je ne crois pas qu'il ait jamais été appelé à délibérer dans une circonstance semblable.

Il ne s'agit pas de passer en ce moment de convention avec la Banque. La question a été soulevée d'ailleurs à la commission des finances de la Chambre; elle a également été, je crois, examinée ici, au moment où tous les autres textes vous étaient soumis.

Constatacion faite des besoins d'escompte, que révèle l'étude de son dernier bilan, nous avons eu la crainte très légitime de voir, pendant plusieurs semaines, en l'absence du Parlement, la Banque mise dans l'impossibilité de faire face à ses obligations statutaires, à moins de sortir de l'or de ses caisses.

M. Dominique Delahaye. C'est une des conséquences des hauts prix des marchandises.

M. Coignet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Coignet.

M. Coignet. Je viens appuyer la demande de M. le ministre des finances.

M. Dominique Delahaye. Vous avez raison.

M. Coignet. J'ai vu, pendant la guerre, un moment où on approchait de la limite d'émission de la Banque de France et où le commerce, à Lyon, a failli être arrêté parce qu'il n'y avait plus de billets de banque.

Vous ne pouvez pas arrêter la machine pendant les vacances. Sinon, il faudra convoquer le Parlement pour augmenter cette limite. Autrement, avec quoi payerons-nous nos ouvriers si nous ne pouvons pas apporter à la banque notre papier de commerce, s'il n'y a plus de billets pour l'escompter?

Quand on approchait de la limite, j'ai vu la banque pour les gros paiements, être obligée de payer en billets de 20 fr. et d'épuiser ainsi tous les stocks de petite monnaie. La banque était sur le point de ne plus avoir du tout de monnaie pour la vie commerciale de tous les jours.

Il faut qu'il reste assez de billets de

banque pour répondre aux nécessités de l'escompte des effets de commerce.

M. le président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Il est de mon devoir de faire connaître au Sénat les circonstances dans lesquelles cette question a été soumise à la commission des finances.

Le Gouvernement avait déposé un projet de loi tendant à l'autoriser à passer sans intervention de la loi, une convention avec la Banque de France, pour de nouvelles avances et, en outre, à élever par décret, sans limite, la circulation des billets de banque.

Un sénateur au centre. Sans limite.

M. le président de la commission des finances. Sans limite.

Nous avons été saisis du projet en même temps que la commission du budget de la Chambre. Nous attendions les décisions de l'autre Assemblée, mais ce soir, pendant que celle-ci délibérait, nous fûmes informés que la commission des finances de la Chambre avait refusé d'autoriser le Gouvernement à passer, par décret, une convention avec la Banque, relative à des avances, mais qu'elle autoriserait une nouvelle émission de billets sans limitation.

M. le ministre des finances. Pour les besoins du commerce.

M. le président de la commission des finances. Quand ce texte incorporé dans la loi de finances nous est revenu, nous avons considéré qu'il était impossible de l'adopter sans explication de M. le ministre des finances et nous l'avons disjoint.

Puis M. le ministre des finances est venu faire appel au concours de la commission des finances, de son président et de son rapporteur général. Nous nous sommes tournés vers les membres de la commission qui siègent à côté de nous et leur avons proposé de donner satisfaction au Gouvernement; mais en limitant l'émission nouvelle à trois milliards.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement a accepté cette proposition.

M. le président de la commission des finances. Mais nous étions convaincus que c'était à la demande expresse et précise de la Banque de France, puisqu'il s'agit des besoins du commerce. J'ai été surpris, comme l'honorable M. Ribot, d'apprendre que la Banque de France n'avait pris aucune initiative en la matière. Lorsque la question s'est présentée devant la commission, nous étions très sincères en soumettant ce texte au Sénat. Il appartient à la haute Assemblée d'en délibérer.

M. Raphaël-Georges Lévy. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Raphaël-Georges Lévy.

M. Raphaël-Georges Lévy. Messieurs, je m'excuse, à cette heure tardive, d'ajouter un discours aux autres. Mais la question est trop grave, trop considérable, pour que je ne vous donne pas mon sentiment en quelques mots.

Je suis malheureusement de l'avis de ceux d'entre vous qui se sont prononcés contre cette augmentation du chiffre des billets. On nous parle, messieurs, de la circulation pour les besoins du commerce. Mais, nous n'avons pas deux circulations en France, nous n'en avons qu'une seule. Nous n'avons pas de billets marqués au coin des avances faites au Trésor et des billets

marqués au coin de l'escompte des effets de commerce.

Un sénateur à gauche. Heureusement!

M. Raphaël-Georges Lévy. Or, j'estime qu'une somme de 40 milliards doit amplement suffire aux besoins du pays. Je parle, avec beaucoup de réserve, messieurs, vous me comprenez (*Approbaton*), mais il m'est impossible de ne pas m'associer aux observations des orateurs qui m'ont précédé, et de ne pas être effrayé à la pensée des conséquences que cette inflation de la circulation fiduciaire doit avoir, et sur le prix de la vie et sur le cours de nos changes. (*Marques d'approbaton.*)

Je crois qu'en même temps que ce projet d'augmentation de la circulation fiduciaire, on va nous présenter un projet d'emprunt. Ici je suis d'accord avec le Gouvernement et disposé à lui faire le plus large crédit, à lui donner toutes les autorisations qu'il demandera. En effet, au point où nous en sommes arrivés dans la circulation fiduciaire, le seul remède c'est le commencement de remboursement des avances à la Banque. Vous disiez, monsieur le ministre, que les billets ont paru manquer à un moment donné au commerce. Ces billets devraient rentrer à la banque par les remboursements du Trésor.

Je sais toutes les difficultés de la trésorerie et je n'ai pas la prétention d'obtenir immédiatement des rentrées considérables de billets; mais j'ai la prétention d'en voir le commencement au moyen du grand emprunt que nous allons être appelés à autoriser ce soir. Il faut que ce soit sur les fonds de cet emprunt que le remboursement commence et que, par conséquent, les billets restitués par le Gouvernement soient mis à la disposition du commerce.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Je remercie tout particulièrement M. Raphaël-Georges Lévy de ce qu'il vient de dire. Il est tout à fait dans la doctrine, comme M. Hervey le rappelaient tout à l'heure et dans la volonté du Gouvernement, de réaliser le plus rapidement possible, par l'emprunt que la Chambre vient de voter à mains levées, et que nous allons présenter au Sénat, la consolidation absolument nécessaire de notre dette à court terme et d'obtenir la rentrée des billets de la Banque de France. C'est précisément dans cette rentrée que doit être cherchée la solution définitive et normale des difficultés de la situation présente; mais combien de temps faut-il pour préparer cet emprunt? Si nous vous demandons, en ce moment, l'autorisation de l'émettre, c'est que le Parlement doit se séparer ce soir et rester plusieurs semaines sans se réunir. Ces semaines vont être employées, je vous en donne l'assurance, à préparer soigneusement cet emprunt qui doit être un très grand succès et qui doit permettre de ramasser, dans le pays, billets de banque et bons de la défense nationale. Mais, pour mettre une telle opération sur pied, il me faut peut-être trois mois.

Le conseil de régence, sans me rien demander officiellement, m'a fait rappeler quelle est la situation. Les hommes qui ont la responsabilité la plus grave en matière d'escompte à la Banque de France m'ont demandé si je puis répondre que la Banque sera en état de continuer à payer en billets, que le commerce aura toujours la faculté d'escompter ses effets, et de réescompter les leurs, et que la Banque ne sera pas obligée de sortir de l'or.

Or, il m'était impossible de donner une

telle garantie en raison même du relèvement, de l'amélioration constante de la situation de notre industrie et de notre commerce.

J'ai donc dû me tourner vers le Parlement et lui dire : vous connaissez la doctrine du Gouvernement ; vous savez les efforts qu'il fait pour réduire la circulation fiduciaire ; vous savez que, comme je viens de le dire, nous avons maintenant une marge plus large au compte du Trésor et je ne vois aucune raison pour que cette marge soit réduite, et que le Trésor soit dans l'obligation d'avoir recours à la Banque.

Si toutefois le cas se présentait, le Parlement étant en vacances, ne voulez-vous pas montrer suffisamment de confiance dans le Gouvernement pour l'autoriser en cas de nécessité et dans les limites que, très sagement, votre commission des finances a fixées, à faire appel à la Banque de France, cette autorisation étant d'ailleurs révisable éventuellement dès la rentrée du Parlement et le décret qui serait pris devant être soumis à votre approbation ?

Il s'agit uniquement d'une mesure de sécurité que nous vous demandons l'autorisation d'appliquer, s'il y a nécessité absolue, pendant le temps que vous serez absents. (*Applaudissements.*)

M. Albert Peyronnet. A quel moment la Banque de France a-t-elle entretenu M. le ministre des finances de cette question ?

M. le ministre. Comme je vous l'ai dit, le conseil de régence ne m'a pas entretenu officiellement de la question, il n'avait d'ailleurs pas à le faire. Vous savez que le ministre des finances se doit, par ses fonctions, d'être en contact permanent avec la Banque de France et d'examiner plusieurs fois par semaine la situation. A la suite de cet examen que je fais, comme le faisaient mes prédécesseurs, m'est apparue, à moi personnellement, la solution que je vous indiquais tout à l'heure et j'ai songé à la mesure de sûreté, qu'il pouvait être dangereux de ne pas mettre à ma disposition, en prévision du cas où je me trouverais dans la nécessité impérieuse d'en faire usage.

M. Albert Peyronnet. Il est regrettable que la commission des finances n'ait pas été mise au courant des intentions du ministre vingt-quatre heures tôt. Elle aurait pu délibérer. Cela nous aurait évité un vote hâtif à une heure si avancée.

M. le ministre. Je m'en excuse.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances.

M. le rapporteur général. La commission a bien été prévenue.

Aussi a-t-elle apporté des restrictions et des garanties au projet et s'est elle entendue avec le ministre responsable.

Le ministre est responsable et il le sera d'autant plus que le Parlement ne sera pas là. Il nous dit que telle éventualité peut survenir où il aura besoin d'élever le maximum d'émission. Nous avons voulu limiter ce maximum.

Pouvons-nous refuser de lui donner les moyens de permettre à la Banque de fonctionner ? Je ne le crois pas. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. Je mets aux voix la nouvelle rédaction, proposée par la commission pour l'article 65 bis.

(L'article 65 bis est adopté.)

M. le président. « Art. 67. — Est autorisée la création au ministère des finances :

« 1° De deux emplois de chef de bureau à l'administration centrale du ministère ;

« 2° D'un emploi de chef de bureau à l'administration centrale des contributions directes ;

« 3° D'un emploi d'administrateur et de trois emplois de chef de bureau à l'administration centrale de l'enregistrement ;

« 4° D'un emploi d'administrateur et d'un emploi de chef de bureau à l'administration centrale des contributions indirectes.

« Les emplois d'administrateur et de chef de bureau à l'administration centrale de l'enregistrement, créés par la loi du 30 mars 1910, sont maintenus à titre définitif. » — (Adopté.)

La commission demande la disjonction des articles suivants :

« Art. 68 ter. — Dans un délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi, seront substitués aux conseils de préfecture des tribunaux administratifs au nombre de 26.

« Le siège et le ressort de ces tribunaux administratifs seront déterminés avant le 1^{er} décembre 1920 par un règlement d'administration publique, après avis des conseils généraux.

« Art. 68 quater. — Chaque tribunal administratif, celui de Paris excepté, se compose d'un président, de trois conseillers et d'autant de conseillers adjoints que le motifera l'importance du ressort et le nombre des affaires.

« Le tribunal administratif de Paris est composé d'un président, de trois présidents de section, de douze conseillers et de quatre conseillers adjoints.

« Chaque tribunal comprendra un ou plusieurs commissaires ou commissaires adjoints du Gouvernement qui seront nommés pour trois ans par décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur et choisis parmi les conseillers et conseillers adjoints du tribunal.

« Les commissaires du Gouvernement seront au nombre de six pour le tribunal administratif de Paris.

« Tous les membres des tribunaux administratifs sont nommés et promus par décret sur la proposition du ministre de l'intérieur.

« Art. 68 quinquies. — Les traitements des membres des tribunaux administratifs sont fixés ainsi qu'il suit :

« Président du tribunal administratif de Paris : 25,000 fr.

« Présidents des autres tribunaux administratifs et conseillers du tribunal administratif de Paris : 14,000 fr. ; 16,000 fr. après cinq ans de fonctions ; 18,000 fr. après dix ans de fonctions.

« Conseillers des autres tribunaux : 8,000 francs ; 10,000 fr. après quatre ans de fonctions ; 12,000 fr. après huit ans de fonctions.

« Conseillers adjoints : 6,000 fr. ; à Paris : 8,000 fr.

« Une indemnité annuelle de fonctions de 2,000 fr. sera allouée aux présidents de section du tribunal administratif de Paris.

« Art. 68 sexies. — Les frais du personnel du greffe et les dépenses matérielles du tribunal administratif constituent à la charge des départements du ressort une dépense obligatoire.

« Art. 68 septies. — Les attributions confiées aux conseils de préfecture par la loi du 28 pluviôse an VIII, et par les lois subséquentes seront transférées aux tribunaux administratifs devant lesquels la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture sera applicable.

« Art. 68 octies. — Tous les emplois de conseiller adjoint des tribunaux administratifs

autres que celui de Paris seront attribués, lors de l'application de la présente loi, à des membres de conseils de préfecture actuellement en fonctions.

« Tous les membres des conseils de préfecture de la Seine seront affectés au tribunal administratif de Paris.

« Les conseillers de préfecture nommés conseillers adjoints d'un tribunal administratif recevront un traitement égal au traitement dont ils bénéficient.

« Par la suite, le recrutement aura lieu au concours pour les deux tiers au moins des postes de conseillers adjoints.

« Les conseillers seront désignés jusqu'à concurrence des deux tiers parmi les conseillers adjoints ; les présidents seront pris parmi les conseillers.

« Art. 69 nonies. — Un règlement d'administration publique déterminera l'étendue du ressort de chaque tribunal, les conditions de recrutement et d'avancement des membres de ces tribunaux ainsi que du personnel du greffe, les conditions de remplacement des conseillers de préfecture dans leurs attributions administratives, la part contributive de chaque département dans les frais du personnel du greffe et les dépenses matérielles du tribunal administratif, les conditions dans lesquelles les conseillers de préfecture actuellement en fonctions qui n'auront pu être admis à la retraite ou nommés dans les tribunaux administratifs seront affectés, avec un traitement au moins égal à leur traitement actuel, à un emploi dans une autre administration publique.

« Art. 69 decies. — A partir du 1^{er} janvier 1921, tous les sous-préfets seront supprimés, sauf dans les dix départements des régions libérées.

« Un second poste de secrétaire général pourra être créé au chef-lieu du département. »

Je mets aux voix la disjonction des articles dont je viens de donner lecture.

(La disjonction est prononcée.)

M. le président. « Art. 71. — L'administration chargée de la surveillance des courses de chevaux pourra interdire l'entrée sur les champs de courses aux délinquants condamnés en vertu de l'article 4 de la loi du 2 juillet 1891, ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux. »

La commission demande la disjonction.

Je mets aux voix la disjonction de cet article.

(La disjonction est prononcée.)

M. le président. « Art. 72. — Aucun casino ouvrant des salles de jeux ne pourra être exploité à moins de 100 kilomètres de Paris. »

Je consulte le Sénat sur la disjonction, qui est demandée par la commission.

M. Gaudin de Villaine. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gaudin de Villaine.

M. Gaudin de Villaine. Messieurs, je demande une explication sur la position de la question. Par la disjonction, vous autorisez la continuation des jeux d'Enghien, tandis que nous en voulons la suppression. Nous avions déposé une demande de scrutin public, que nous avons ensuite retirée sur l'assurance que le Sénat n'insisterait pas et adopterait le texte de la Chambre. Mais puisque la disjonction est demandée, ce qui revient à la continuation du scandale, que nous voulons faire disparaître, nous reprenons notre demande de scrutin public. On verra ainsi quels sont ceux qui veulent voir les jeux continuer à Enghien et ceux qui veulent les voir disparaître.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, à la première délibération c'est nous qui avons accepté de laisser passer l'article voté par la Chambre des députés. Le Sénat l'a disjoint. Il a considéré, à ce moment-là, sur les observations qui lui étaient présentées, que toutes ces dispositions, qui n'avaient aucun caractère fiscal ou financier, en général, n'étaient pas à leur place dans la loi de finances.

Nous n'avons fait que maintenir votre vote précédent en disjointant cet article comme nous avions disjoint certains autres pour les mêmes raisons.

M. Gaudin de Villaine. Mais la Chambre a repris la question avec raison.

M. Poirson. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Poirson.

M. Poirson. Messieurs, je ne veux pas recommencer la discussion de l'autre jour. Ce que je tiens à déclarer d'une façon très nette, c'est que ceux qui voteront la disjonction n'entendent pas du tout voter pour Enghien. J'ai dit, ou qu'il fallait permettre les jeux sur tout le territoire de la France sans faire d'exception, ou qu'il fallait les supprimer partout. Ce que nous demandons, c'est de faire sortir de la loi de finances cet article qui ne s'y rattache en rien et de le renvoyer à la Chambre des députés qui est déjà saisie d'un projet de loi organique sur les jeux, qui constitue une véritable loi de police.

Cet article n'a rien à faire dans la loi de finances; c'est pourquoi nous en avons demandé la disjonction. (*Applaudissements.*)

M. Gaudin de Villaine. Messieurs, il faut voir les faits tels qu'ils sont. Il est hors de doute que, si vous votez la disjonction, Enghien continue ses opérations. Or, nous ne voulons pas qu'aux portes de Paris ce scandale persiste. Dans ces conditions, nous maintenons notre demande de scrutin public. Ceux qui voteront contre la disjonction voteront pour la suppression du scandale d'Enghien; voilà la question, il n'y a pas autre chose en discussion. (*Applaudissements.*)

M. Debierre. M. Gaudin de Villaine dit qu'il y a un scandale à Enghien; je voudrais bien le connaître. S'il y a un scandale à Enghien, il y a également scandale dans les autres maisons de jeux et dans les casinos, qu'ils soient à 50 ou à 100 kilomètres de Paris, plus ou moins loin. Si une salle est immorale à Enghien, elle l'est ailleurs.

Les deux tiers des joueurs à Enghien sont des étrangers. S'ils ne jouent pas à Enghien, ils iront jouer à Monaco, et vous serez privés de la redevance des jeux.

Par conséquent, puisque la question reste entière, puisque tout le monde est d'avis que cet article n'est pas à sa place dans la loi des finances et que vous avez voté un projet de loi sur la suppression des jeux dans les casinos, attendez. Le projet de loi est devant la Chambre des députés. Attendez qu'il soit discuté, il aura sa place à ce moment-là. Dans une loi de finances, il n'en a véritablement pas. Voilà pourquoi nous avons demandé et vous avez voté la disjonction.

M. Gaudin de Villaine. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gaudin de Villaine.

M. Gaudin de Villaine. Vous vous trom-

pez singulièrement en me faisant un pareil reproche, mon cher collègue, parce que, il y a huit ou dix ans, au Sénat, j'ai proposé le monopole des jeux pour supprimer ces scandales. On m'a répondu que la République était trop vertueuse pour adopter cette mesure sanitaire. Je ne discute pas son degré de vertu. Ce serait trop délicat. (*Rires.*) Mais il n'y a qu'un moyen de résoudre le problème actuel, c'est de supprimer Enghien, qui constitue un véritable sujet de démoralisation pour la population parisienne. On sait ce qui s'y passe, ce sont des ruines tous les jours. Je maintiens ma manière de voir. L'opinion publique appréciera entre nous. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la disjonction.

Il a été déposé sur le bureau deux demandes de scrutin.

Elles sont signées :

La 1^{re} de MM. Dudouyt, Brindeau, Gaudin de Villaine, colonel Stuhl, Guillaume Pouille, de Rougé, Goy, Brager de La Ville Moysan, Peyronnet et Desgranges.

La 2^e de MM. Berthelot, Jean Gazelles, Maurice Sarraut, Mascraud, Magny, Billiet, Paul Strauss, Joseph Reynaud, Mauger, Grosjean, Paul Dupuy, Penancier et Marraud.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du scrutin.

Nombre de votants.....	287
Majorité absolue.....	144
Pour l'adoption.....	137
Contre.....	150

La disjonction n'est pas ordonnée.

A l'article 72, MM. Poirson et Debierre, par amendement, proposent *in fine* le texte suivant : « Cette disposition est applicable à partir du 1^{er} octobre 1920. »

M. Poirson. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Poirson.

M. Poirson. La disjonction étant repoussée, j'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien, comme il l'a fait pour l'article 40, en ce qui concerne les prélèvements en raison des contrats passés entre les casinos et les municipalités, et en raison de la situation digne d'intérêt d'un nombreux personnel, décider que la loi n'aura pas d'effet rétroactif et que, par conséquent, la mesure ne s'appliquera qu'à la campagne prochaine, c'est-à-dire à partir du 1^{er} octobre.

M. Magny. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Magny.

M. Magny. Je dois faire remarquer que la suppression du casino d'Enghien avait été votée par le Sénat, que l'administration de cet établissement était donc prévenue, et ce n'est pas parce que cet établissement fonctionne de nouveau depuis six semaines que l'on doit faire échec au vœu du législateur, que le Sénat vient de confirmer à l'instant même. (*Mouvements divers.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation?...

Je consulte le Sénat sur l'amendement de M. Poirson.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 72 serait donc le suivant :

« Art. 72. — Aucun casino ouvrant des

salles de jeu ne pourra être exploité à moins de 100 kilomètres de Paris.

« Cette disposition est applicable à partir du 1^{er} octobre 1920. »

Je mets aux voix l'article 72.

(L'article 72 est adopté.)

M. le président. « Art. 86 bis. — Le ministre des colonies est autorisé, après avis conforme du ministre des finances, à exécuter, dans les colonies françaises, des travaux présentant un intérêt national dont les dépenses seront imputées au budget général de l'Etat français.

« Les travaux auxquels s'appliquera cette autorisation et les crédits à y affecter seront fixés chaque année par la loi de finances. »

La commission demande la disjonction de cet article.

(La disjonction est adoptée.)

M. le président. « Art. 93 bis. — Est autorisée la création au ministère des travaux publics (sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique et des transports aériens) d'un emploi de chef de service et de deux emplois de chefs de bureau. » — (Adopté.)

« Art. 95 bis. — Il sera fait, par les soins du ministère de la guerre, un choix des plus remarquables organisations du front, pour être conservées et classées comme monument historiques. Des monuments seront élevés par la nation pour perpétuer la mémoire de la première et de la deuxième victoire de la Marne. »

La commission propose la disjonction de cet article.

(L'article 95 bis est disjoint.)

M. le président. « Art. 97 bis. — La maison nationale de santé de Saint-Maurice est transformée en maison nationale maternelle. » — (Adopté.)

« Art. 113 bis. — Les travaux que le ministre des colonies est autorisé à exécuter, pendant l'exercice 1920, dans les conditions déterminées par l'article 86 bis de la présente loi et dans la limite des crédits ouverts au budget extraordinaire, s'appliquent aux objets ci-après :

« Port de Dakar. — Agrandissement et outillage.

« Chemin de fer de Thiès à Kayes.

« Chemins de fer et ports du Cameroun.

— Etudes et travaux.

« Chemin de fer de Brazzaville (Afrique équatoriale française) à la mer et port. — Etudes et travaux.

« Port de Djibouti. — Etudes et travaux.

« Port de Papeete (établissements français de l'Océanie) et éclairage des abords. — Etudes et travaux.

« Installation du réseau intercolonial de télégraphie sans fil. »

La commission demande la disjonction de cet article.

Je consulte le Sénat.

(La disjonction est prononcée.)

M. le président.

2^e PARTIE

BUDGET SPÉCIAL DES DÉPENSES RECOURABLES SUR LES VERSEMENTS A RECEVOIR EN EXÉCUTION DES TRAITÉS DE PAIX

I. — Crédits ouverts.

« Art. 123. — Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix, des crédits s'élevant à la somme totale de 20,751,127,598 fr. et répartis par chapitre

conformément à l'état L annexé à la présente loi.

« Les crédits ouverts en exécution du paragraphe précédent sont assujettis à toutes les règles législatives ou réglementaires régissant les crédits budgétaires.

« Le ministre des finances déléguera aux autres ministres ceux des crédits ouverts par le présent article qui correspondront à des dépenses rentrant dans les attributions de leurs départements respectifs; ces délégations, qui seront effectuées par décrets, ne pourront pas avoir pour effet de répartir entre plusieurs ministres les crédits d'un même chapitre. Un règlement d'administration publique déterminera les règles générales d'application du présent paragraphe. »

La commission accepte cet article.

Je mets aux voix l'article 123.

(L'article 123 est adopté.)

M. le président. Je vais maintenant consulter le Sénat sur les articles réservés.

« Art. 1^{er}. — Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1920, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

« Ces crédits s'appliquent :

« 1 ^o A la dette publique,	
pour.....	11.633.173.852
« 2 ^o Aux pouvoirs publics, pour.....	37.609.820
« 3 ^o Aux services généraux des ministères, pour.....	7.621.438.309
« 4 ^o Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour.....	2.362.737.350
« 5 ^o Aux remboursements, restitutions et non-valeurs, pour.....	91.820.000
Total.....	21.746.779.331 »

M. Albert Peyronnet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Peyronnet.

M. Albert Peyronnet. Permettez-moi, d'un seul mot, d'appeler l'attention de M. le ministre des finances sur une situation véritablement inique et qui révolte l'équité. Cette question a trait aux poursuites contre des petits propriétaires.

Est-il possible que des poursuites puissent être exercées, pour les impôts impayés pendant la guerre, contre des propriétaires d'immeubles qui n'ont comme ressource que le revenu de leurs maisons, alors que ces propriétaires sont créanciers de l'Etat pour le 50 p. 100 qu'il doit leur verser à titre d'indemnité ?

Il semble, messieurs, qu'une compensation devrait pouvoir s'établir, d'autant plus que, si le propriétaire n'a pas été payé de ce que l'Etat lui doit, c'est que précisément la faute en revient absolument à l'Etat. En effet, la loi du 9 mars 1918 fixe un délai de deux mois pour que son compte soit établi; or, dans la pratique, il se passe huit ou neuf mois avant que ce travail puisse être fait.

Je n'incrimine pas l'administration de l'enregistrement. Je sais qu'elle est surchargée de besogne et que sa tâche est très lourde, mais je constate le fait et je dis que nous sommes là devant une situation sans issue. Permettez-moi de vous citer un exemple lamentable qui vous frappera.

On me signale qu'un M. Orset — je cite le nom — demeurant à Groslay est poursuivi par le percepteur de Montmorency, qui l'a fait saisir pour 1,300 fr. d'impôts arriérés, alors que l'Etat lui doit 11,000 fr., qu'il réclame depuis six mois et dont il n'a pu

obtenir le paiement. La vente de son mobilier est annoncée pour le 8 août. J'ai entre les mains la procédure indiquant le procès-verbal de saisie-exécution, avec indication de la date de la vente du mobilier, fixée au 8 août.

Ainsi, vous allez vendre ce petit propriétaire, qui est votre créancier à vous, Etat. Est-il admissible de laisser commettre une pareille iniquité? Cela n'est pas possible.

L'équité se révolte, je le répète.

Je demande à M. le ministre des finances de bien vouloir nous indiquer les mesures par lesquelles il compte remédier à cette situation si pénible et je me permettrai aussi de faire appel au père de cette loi, mon éminent ami, M. Henry Chéron.

Je suis convaincu qu'il me suffira d'avoir signalé une telle iniquité pour qu'il soit mis fin à ce que je n'hésite pas à appeler un abus qui va à l'encontre de toute justice. (Très bien! — Applaudissements.)

M. Jouasset, directeur de la comptabilité publique, commissaire du Gouvernement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

M. le commissaire du Gouvernement. La question est la suivante : des propriétaires qui sont redevables envers l'Etat de leurs impôts, contributions personnelle et mobilière et foncière, ont, en même temps, en conformité de la loi du 9 mars 1918, à faire valoir à l'encontre de l'Etat des demandes d'indemnités du fait des portions de loyers qu'ils n'ont pas recouvrées par suite des mesures moratoires prises pendant la guerre. L'honorable M. Perronnet nous signale un cas dans lequel un contribuable, se trouvant dans une situation ainsi définie, a été l'objet de poursuites et de voies d'exécution. Je me permettrai d'indiquer très brièvement, en quelques mots, d'abord, quelle est la position juridique de la question et, ensuite, comment, en fait, elle peut être résolue.

Juridiquement, la question est malheureusement très simple; en droit, les contribuables dont il s'agit doivent bénéficier de certains dégrèvements; aux termes de l'article 31 de la loi du 9 mars 1918, ces dégrèvements sont proportionnés au montant des loyers dont les propriétaires ont été privés du fait des moratoires. Je ne crois pas que M. Peyronnet nous indique qu'ils aient été refusés au contribuable dont il entretient le Sénat. S'il en était ainsi, je lui serais très obligé de bien vouloir me le signaler pour qu'il soit fait droit immédiatement, sur ce point, à la demande de l'intéressé : il y a là un droit auquel il ne doit pas être fait échec.

En second lieu, je dois préciser qu'en matière d'impôts la compensation n'est jamais opposable à l'Etat; c'est une règle absolue, au sujet de laquelle la jurisprudence est d'ailleurs formelle : aucun doute ne peut subsister sur ce point.

M. Hervey. Sauf dans la loi sur les dommages de guerre.

M. le commissaire du Gouvernement. J'allais justement ajouter que, lorsqu'on a voulu établir, dans le cas indiqué par l'honorable sénateur, une compensation entre les impôts dus par un contribuable et une créance du redevable contre l'Etat, il a fallu que l'on fit un texte de loi : l'article 46, paragraphe 9, de la loi du 17 avril 1919.

Sur le troisième point, je signalerai que les comptables chargés du recouvrement sont personnellement et pécuniairement responsables du recouvrement des impôts dans un délai déterminé. Cette responsabilité pécuniaire, qui est aussi effective que possible dans tous les cas, avait été

suspendue pendant la durée de la guerre; elle a été rétablie récemment et elle fonctionne sans réserve. Il est donc impossible de donner à ces comptables des ordres, des instructions qui fassent jouer à leur encontre leur responsabilité pécuniaire.

Telle est la situation de droit. Passons à la situation de fait.

Il est évident que l'application rigoureuse des principes juridiques que je viens d'exposer sommairement pourrait aboutir parfois à des conséquences draconiennes. Il est équitable de s'en préoccuper.

Est-il possible d'accorder, dans certains cas, des délais? Je n'hésite pas à dire que, chaque fois que nous le pourrons, il en sera accordé dans la mesure où le décret du 17 mars 1920, rétablissant la responsabilité des comptables, le permettra.

Mais j'ajouterai que la véritable solution de la question est ailleurs, elle consiste à liquider et à payer aussi rapidement que possible les indemnités dues aux propriétaires en vertu de la loi de 1918.

M. Henry Chéron. Ce qui ne se fait pas.

M. le commissaire du Gouvernement. Sur ce point, l'administration des finances est désireuse d'aboutir au résultat le plus effectif.

Enfin, dans le cas précis dont l'honorable M. Peyronnet a entretenu le Sénat, j'ai pris note des circonstances de la cause. Il avait bien voulu m'en entretenir avant la séance. Tout le possible sera fait. (Applaudissements.)

M. Henry Chéron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. Je désire présenter brièvement deux observations : tout d'abord, il serait bon que M. Peyronnet sût si le propriétaire en question avait fait ou non une demande en dégrèvement.

Ainsi que le rappelait M. le commissaire du Gouvernement, l'article 31 de la loi du 9 mars 1918 est formel : il prévoit des dégrèvements d'impôts proportionnés aux pertes sur les loyers. Il suffit que ces dégrèvements soient sollicités dans les délais que la loi détermine.

Ma seconde observation est celle-ci : M. le commissaire du Gouvernement disait que l'administration des finances est disposée à apporter le plus de célérité possible dans le règlement des indemnités. Je lui signale que, quelles que soient ses bonnes intentions, ce n'est pas ainsi que les choses se passent.

Le Sénat se rappelle que c'est à la suite de transactions assez difficiles entre les deux Chambres qu'a été voté l'article 30 de la loi du 9 mars 1918, qui accorde des indemnités aux petits propriétaires, c'est-à-dire à ceux qui sont les plus intéressants.

Or, un arrêté ministériel devait régler les conditions dans lesquelles seraient réclamées et attribuées ces indemnités. Cet arrêté a hérisssé de telles difficultés les demandes et les formalités à remplir, qu'il est devenu presque impossible aux petits propriétaires de se faire rendre justice.

Ceux qui, néanmoins, se décident à s'adresser à l'administration doivent attendre pendant des mois la solution.

Vous savez quel a été le sort fait à tous ces petits propriétaires : ils sont souvent beaucoup plus malheureux que leurs locataires. Il y a là une situation extrêmement pénible et je profite de l'observation faite par l'honorable M. Peyronnet pour demander à l'administration d'appliquer dans un esprit plus libéral, qui a été celui du législateur, le texte de l'article 30 de la loi du 9 mars 1918. (Très bien! très bien!)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 1^{er} ?...
Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président.

§ 3. — *Evaluation des voies et moyens.*

« Art. 52. — Les voies et moyens applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1920 sont évalués, conformément à l'état C annexé à la présente loi, à la somme totale de 21,755,243,131 fr. » — (Adopté.)

TITRE III

BUDGET EXTRAORDINAIRE

I. — *Crédits ouverts.*

« Art. 53. — Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1920, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

« Ces crédits s'appliquent :

« 1^o A la dette publique, pour..... 200.000.000

« 2^o Aux services généraux des ministères, pour. 5.034.370.891

« 3^o Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour..... 110.920.000

« 4^o AUX remboursements, restitutions et non-valeurs, pour..... 75.000.000

Total..... 5.420.290.891.»

— (Adopté.)

« Art. 54. — Il sera pourvu aux dépenses du budget extraordinaire au moyen des ressources exceptionnelles inscrites à l'état E annexé à la présente loi et dont le montant est fixé pour l'exercice 1920 à 5,425 millions de francs ; les ressources d'emprunt figurant à cet état seront réalisées dans des conditions déterminées par des dispositions législatives spéciales. » — (Adopté.)

Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à M. Louis Martin. (*Exclamations.*)

M. Louis Martin. Messieurs, ce n'est pas à minuit moins vingt que l'on fait un long discours. La rapidité avec laquelle nous avons voté le budget et l'impossibilité où nous nous sommes trouvés de consulter les différents rapports sur lesquels nous stations fait que nous avons dû laisser de côté un certain nombre de situations très dignes d'intérêt. Je ne veux pas les reprendre, je me bornerai simplement à les signaler, puisque l'une d'elles a été rappelée à la Chambre à l'occasion de l'ensemble du budget. C'est la situation des instituteurs et des institutrices interinaires.

J'appelle toute la bienveillance de M. le ministre de l'instruction publique sur ce point. Il l'a promise devant la Chambre, mais je tiens à ce qu'on sache que le Sénat est animé des mêmes sentiments envers ces fonctionnaires si méritants.

J'aurais voulu aussi appeler la bienveillance de M. le ministre de la guerre et du Sénat sur la triste situation du personnel civil de la guerre, qui est beaucoup moins payé que d'autres services. Quand j'ai reçu le télégramme des membres de ce personnel, il était trop tard pour agir utilement ; le budget de la guerre venait d'être voté depuis quelques heures. Et pourtant que de choses à dire en leur faveur ! Leurs salaires datent de juillet 1919 et ils n'ont pas bénéficié des augmentations accordées à d'autres fonctionnaires de l'Etat.

Il est trop tard, et je le regrette, pour reprendre la question. Je la signale à M. le

ministre de la guerre, le priant de l'examiner de très près et de se souvenir que ce personnel est extrêmement digne d'intérêt. Je suis certain que, si la question avait pu être développée devant le Sénat, il aurait donné satisfaction aux légitimes desiderata de ces excellents serviteurs. J'espère que M. le ministre de la guerre tiendra compte de cette situation. (*Très bien !*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.
(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	295
Majorité absolue.....	148
Pour l'adoption.....	293
Contre.....	2

Le Sénat a adopté.

31. — ADOPTION D'UN PROJET CONCERNANT L'ÉMISSION D'UN EMPRUNT 6 P. 100

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances, pour le dépôt d'un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. F. François-Marsal, ministre des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes perpétuelles 6 p. 100.

J'ai l'honneur de demander au Sénat, au nom du Gouvernement, de bien vouloir déclarer l'urgence et prononcer la discussion immédiate.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le ministre. Messieurs, le Gouvernement a déposé, le 31 juillet, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi concernant l'émission d'un emprunt en rentes 6 p. 100.

Les lourdes charges financières que nous avons dû supporter pendant la guerre et qui sont loin d'avoir disparu avec la cessation des hostilités, n'ont pu être couvertes qu'en faisant un large appel aux avances de la Banque de France et en constituant une dette flottante extrêmement élevée.

Équilibrer à l'aide de ressources permanentes les dépenses ordinaires, pourvoir par des emprunts à long terme aux dépenses exceptionnelles qui s'imposent encore, cesser par conséquent le recours aux avances de la Banque de France et aborder, aussi promptement que possible, la consolidation progressive de la dette flottante, tels sont les devoirs qui incombent aux pouvoirs publics.

Le Parlement et le pays l'ont compris, ni l'un ni l'autre n'ont reculé devant l'effort nécessaire. Ils ont virilement abordé la tâche dont ils sentaient l'urgence et vitale nécessité.

Depuis le début de la législature actuelle, les tarifs de chemins de fer, et les tarifs postaux ont été relevés, d'importantes mesures fiscales ont été décidées, dont les premiers effets vont commencer à se faire sentir. Parallèlement dans les huit derniers mois, trois emprunts à long terme ont été émis, l'un spécialement destiné à consolider les engagements du Trésor, les deux autres, effectués par le crédit national en

vue de la réparation des dommages de guerre.

Cette politique ne pouvait modifier que peu à peu la situation, néanmoins les premiers résultats méritent d'être notés.

Aucun concours nouveau n'a été demandé à la Banque de France. Le montant de ses avances au Trésor ne s'est pas accru ?

Les remboursements sont venus compenser les prélèvements, et nous avons encore à notre disposition une marge qui dépasse 1 milliard de francs.

Le montant des bons de la défense nationale, des bons ordinaires du Trésor, des dépôts de fonds particuliers qui constituent les éléments principaux de la dette flottante, est, le 30 juin 1920, inférieure d'environ 1,800 millions au montant qu'elle atteignait en novembre dernier. Pendant la période comprise entre les dates correspondantes de 1918 et 1919, les engagements de cette nature s'étaient au contraire augmentés de 15 milliards et demi en nombre rond.

Ainsi, l'accroissement très préoccupant de l'inflation fiduciaire et de la dette à court terme a été enrayé, et, en ce qui concerne cette dernière, on peut noter une amélioration appréciable. Les ressources permanentes ou consolidées ont permis au Trésor de couvrir cette année toutes ses dépenses et d'appliquer un surplus de 1,600 millions à réduire ses exiguïtés les plus proches.

Sans nous dissimuler que c'est là une faible partie de la tâche à accomplir, nous avons le droit de constater avec satisfaction ces premiers résultats. Ils doivent nous encourager à persister dans la voie où nous nous sommes engagés.

Les charges qui incombent au Trésor d'ici la fin de l'année sont extrêmement lourdes. Le produit des impôts, accru par suite des mesures que vous avez votées, permettra de couvrir celles de ces charges qui ont un caractère permanent. En vue de faire face aux autres, nous vous demandons dès maintenant l'autorisation de faire à l'époque prochaine qui sera reconnue la plus favorable, un nouvel appel à l'épargne publique.

Nous envisageons l'émission d'un emprunt 6 p. 100 en rentes perpétuelles répondant aux conditions définies par le projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Ce projet a été soumis à la commission des finances de la Chambre qui a proposé à cette Assemblée de le ratifier sans modifications.

La Chambre, dans sa séance du 31 juillet 1920 a accepté les propositions de sa commission.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à vos délibérations le texte dont la teneur suit.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence, qui est demandée par le Gouvernement d'accord avec la commission.

Il n'y a pas d'opposition ?

L'urgence est déclarée.

Le projet sera imprimé, distribué et renvoyé à la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. La commission va délibérer sur ce projet comme sur certains autres que le Gouvernement désire voir voter ce soir. Nous ferons appel à la patience du Sénat dans la mesure dont il sera juge lui-même.

32. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI SUR LA CÉLÉBRATION DU CINQUANTENAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Chas-

tenet pour le dépôt d'un rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'extrême urgence et d'ordonner la discussion immédiate.

M. Guillaume Chastenet, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts d'un crédit de 3,500,000 fr. pour la célébration du cinquantième de la République.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, le Gouvernement, répondant au vœu de l'opinion publique, a voulu célébrer le cinquantième anniversaire de la proclamation de la République. Après avoir envisagé tout d'abord la date du 4 septembre, il a cru de voir ajourner la solennité au 11 novembre prochain pour associer aux souvenirs de la fondation de la troisième République ceux d'une victoire qui a sauvé le pays et affermi à tout jamais nos libertés.

Le programme des fêtes qui seront données à cette occasion à Paris et dans les autres villes prévoit la translation au Panthéon de l'urne contenant le cœur de Gambetta, la décoration des monuments publics, des représentations gratuites et diverses manifestations commémoratives.

Le montant de la dépense incombant à l'Etat nécessite un crédit additionnel de 3,500,000 fr. mis à la disposition du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Votre commission des finances reconnaît le haut enseignement qui doit se dégager des fêtes appelées à célébrer dans un même sentiment d'allégresse publique les dates historiques du 4 septembre 1870 et du 11 novembre 1918.

Aussi vous propose-t-elle d'adopter le projet de loi qui vous a été renvoyé de la Chambre des députés.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres dont voici les noms :

MM. Noulens, Victor Bérard, René Renoult, Jeanneney, Guillaume Chastenet, Gaston Carrère, Albert Peyronnet, Grosjean, Gallet, Machel, Billiet, Louis Martin, Savary, Dudouyt, Debierre, Le Barillier, Buhon, Babin-Chevaye, Catalogne, plus une signature illisible.

Je mets aux voix la déclaration d'extrême urgence.

(L'extrême urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dominique Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs, vous ne serez pas surpris que je témoigne pour la fête de la fondation de la République un enthousiasme médiocre et que je vienne vous déclarer que 3 millions dépensés à cette occasion quand nous avons tant besoin de faire des économies, c'est véritablement de l'argent gaspillé.

En outre, il paraît qu'on veut transporter le cœur de Gambetta au Panthéon, à cette occasion.

Gambetta fut reçu comme un dieu par les Allemands qui, à cette occasion, lui offrirent

ce qu'ils avaient de plus rare à leurs yeux, le verre de Luther. Souvenez-vous de ceci !

Je ne voterai pas la fête de la République mais je demande que le cœur de Gambetta soit transporté au Panthéon dans le verre de Luther. Ce sera très symbolique.

M. Debierre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. J'ai une simple réflexion à présenter sur la date qui nous est proposée.

On nous demande de fixer l'anniversaire de la République à une date qui ne correspond pas, il me semble, à la réalité. Il m'apparaît bien, en effet, que l'anniversaire de la République, c'est le 4 septembre.

M. Dominique Delahaye. C'est aussi le Sedantag !

M. Debierre. En fixant l'anniversaire à cette date, on est en dehors de la vérité historique : c'est la seule observation que je voulais faire.

M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Messieurs, si l'honorable M. Debierre veut bien attendre que lecture soit donnée du texte, il s'apercevra qu'il n'y a pas de confusion.

Le texte dit que le cinquantième de la République sera commémoré à Paris et dans les départements par des cérémonies publiques.

A un second alinéa, il est dit que ces cérémonies auront lieu le 11 novembre, anniversaire du jour où les armées de la République, par la victoire, ont rendu l'Alsace-Lorraine à la France. (*Très bien !*)

Je puis affirmer que nous célébrons le cinquantième de la République. Quant à la fixation de la date où a lieu la cérémonie, peu importe.

D'ailleurs, un argument a été donné en commission à la Chambre, qui a eu, vis-à-vis de moi, ministre de l'instruction publique, une force particulière : on m'a fait remarquer que le 4 septembre, les enfants des écoles étaient en vacances et que ces cérémonies n'auraient pas leur valeur morale, ni leur portée si les enfants ne pouvaient être appelés à cette occasion à méditer sur l'histoire des générations qui les ont précédés, histoire qui n'a d'ailleurs rien de comparable dans aucun pays à aucune époque. (*Très bien ! très bien !*)

M. Gaudin de Villaine. Je m'incline devant les raisons données par M. le ministre de l'instruction publique. Elles sont d'une haute diplomatie, mais je pense que dans le choix de la date, il y a peut-être autre chose qu'une grève scolaire, mais une rencontre malheureuse avec des souvenirs qui sont pénibles pour tous les Français. (*Très bien ! à droite.*)

M. le président. Si personne ne demande la parole, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles.

(Le Sénat décide de passer à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Le cinquantième de la République sera commémoré à Paris et dans les départements par des cérémonies publiques.

« Ces cérémonies auront lieu le 11 novembre 1920, anniversaire du jour où la victoire des armées de la République a restitué l'Alsace et la Lorraine à la France.

« A cet effet, le 11 novembre 1920 est déclaré jour férié. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.
(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — En commémoration de ce cinquantième, les deux inscriptions suivantes seront apposées sur l'Arc de Triomphe :

« 4 septembre 1870 :

« Proclamation de la République.

« 11 novembre 1918 :

Retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1920, en addition aux crédits provisoires alloués pour les dépenses exceptionnelles des services civils, un crédit de 3,500,000 fr., applicable à un chapitre nouveau de la deuxième section de son département portant le n° A bis et intitulé : Célébration du cinquantième de la République. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il y a lieu à scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin.

Nombre des votants..... 294

Majorité absolue..... 148

Pour..... 281

Contre..... 13

Le Sénat a adopté.

39. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI SUR LA TRANSLATION AU PANTHÉON DU CŒUR DE GAMBETTA

M. le président. La parole est à M. Magny pour un dépôt de rapport, sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. Magny, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la translation au Panthéon de l'urne contenant le cœur de Gambetta.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, la Chambre des députés, dans sa séance de ce matin, 31 juillet 1920, a adopté, d'enthousiasme le projet de loi qui lui était soumis par le Gouvernement en vue d'ordonner la translation au Panthéon de l'urne contenant le cœur de Léon Gambetta.

Ce projet décide, en outre, qu'une plaque commémorative sera apposée dans le Panthéon à la mémoire des généraux Chanzy et Faidherbe, ainsi que des officiers et soldats des armées de terre et de mer qui, en 1870-1871, ont sauvé l'honneur de la France.

Messieurs, il n'est pas un Français qui ne souscrive à la proposition dont nous saisit le Gouvernement.

Au moment où, grâce à la vaillance et aux sacrifices de nos héroïques soldats, la France a recouvré ses vaillantes provinces d'Alsace et de Lorraine, il n'est que juste que notre pensée se tourne vers ceux qui, aux heures les plus sombres, n'ont jamais désespéré de la patrie et qu'à défaut de la dépouille mortelle de Léon Gambetta, on place au Panthéon, réservé aux gloires nationales, le cœur de celui qui a été la plus haute personnification de la confiance dans les destinées de la France immortelle !

— Votre commission propose donc au Sénat de voter le projet de loi suivant :

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate signée de vingt membres, dont voici les noms :

MM. Magny, Billiet, Eymery, Defumade, Victor Bérard, Mulac, Pams, Gallet, Charpentier, Dehove, Desgranges, Savary, Regismanset, Jossset, Trystram, Jean Morel, Mascraud, Henri Merlin, Gustave Denis, Ribière, Duquaire.

L'urgence a été précédemment déclarée.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dominique Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Je rélète les observations que j'ai présentées tout à l'heure. Je suis opposé à cette cérémonie à cause de la Paiva, de Henkel de Donnersmarck et des paroles de Thiers qui l'ont jadis flétri. Il ne méritait pas cet honneur suprême, mais vous le lui accorderez si vous voulez.

Je réclame simplement avec insistance le verre de Luther que lui donnèrent les Allemands, parce que ce serait le geste commémoratif.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide de passer à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — L'urne contenant le cœur de Léon Gambetta sera solennellement transférée au Panthéon. Une plaque commémorative sera apposée dans ce monument à la mémoire des généraux Chanzy et Faidherbe ainsi que des officiers et soldats des armées de terre et de mer qui en 1870-1871 ont sauvé l'honneur de la France. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

34. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF À L'AMÉNAGEMENT DE L'HÔPITAL BRÉSILIEN

M. le président. La parole est à M. Noulens, pour déposer un rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de bien vouloir déclarer l'urgence et d'ordonner la discussion immédiate.

M. Noulens. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, 1° tendant à autoriser le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à engager une dépense de 1,133,000 fr. pour l'aménagement de l'hôpital brésilien en service de chirurgie de la faculté de médecine de l'université de Paris ; 2° portant ouverture de crédits additionnels, sur l'exercice 1920, pour les services du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis prévoit d'abord un programme de travaux de réfection et de réparations relatifs à l'hôpital de 200 lits que le gouvernement du Brésil a fait installer dans l'ancien collège des Jésuites, rue de Vaugirard, et dont il a fait don à la faculté de médecine de Paris.

Le montant de la dépense est évalué à 1,133,500 fr., y compris les aménagements d'ordre scientifique. Le crédit demandé pour l'année 1920 est de 500,000 fr., sur l'ensemble des prévisions.

Le second objet du projet de loi intéresse l'université de Lyon. Elle a conclu avec la fondation scientifique du Sud-Est une convention qui lui attribue la direction et l'enseignement d'une grande école de chimie industrielle. A cet effet, l'université de Lyon a acquis un immeuble dont il reste à payer le quart du prix d'achat, soit 206,250 francs et pour lequel on prévoit des frais d'aménagement s'élevant à 530,000 fr., couverts partiellement jusqu'à concurrence d'une disponibilité de 100,000 fr.

A cette dépense de 626,250 fr. doit s'ajouter la valeur de deux terrains indispensables à l'extension immédiate ou ultérieure de l'école. De ce chef on prévoit un complément de crédit de 216,000 fr., soit en tout 852,250 fr.

L'ouverture des crédits additionnels demandés paraît justifiée, quant au fond, par la nécessité urgente d'assurer le bon fonctionnement de la clinique offerte par le gouvernement brésilien à la France, ainsi que par le haut intérêt que présente l'école de chimie industrielle dont l'université de Lyon a pris la direction.

Ces considérations ont amené votre commission des finances à vous proposer l'adoption du projet de loi voté par la Chambre des députés.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Noulens, Charles Chabert, Pottevin, Lucien Cornet, Mulac, Hayez, Richard, d'Estournelles de Constant, Billiet, Fernand Rabier, Etienne, Jean Cazelles, L. Thiéry, Trouvé, Defumade, Charpentier, Joseph Reynaud, Peyronnet, Simonet, Grosjean, Debierre et de Lamarzelle.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est ordonnée.)

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture des articles.

« Art. 1^{er}. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à engager, pour aménager en service de chirurgie de la faculté de médecine de Paris l'hôpital installé dans l'ancien petit collège des Jésuites, rue de Vaugirard, des dépenses qui ne pourront excéder la somme de 1,133,000 fr. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (1^{re} section. — Instruction pu-

blique) sur l'exercice 1920, en addition aux crédits provisoires alloués pour les dépenses ordinaires des services civils, des crédits s'élevant à la somme totale de 1 million 352,250 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

« Chap. 151 bis. — Aménagement de l'hôpital installé dans l'ancien petit collège des Jésuites, rue de Vaugirard, 500,000 fr.

« Chap. 151 ter. — Acquisition de terrains et aménagement de locaux en vue de l'agrandissement des facultés de l'université de Lyon, 852,250 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	293
Majorité absolue.....	147
Pour.....	293

Le Sénat a adopté.

35. — INCIDENT

M. Gallini. Je demande que le projet relatif à l'emprunt tunisien soit discuté.

M. Milliès-Lacroix, président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Messieurs, un de nos collègues a demandé que le projet de loi tendant à autoriser le gouvernement général de Tunisie à émettre un emprunt vienne immédiatement en discussion. J'ai l'honneur de faire savoir au Sénat que j'ai reçu mandat de la commission des finances de demander que ce projet lui soit renvoyé. Dans ces conditions, le renvoi est de droit.

M. Gallini. Vous n'auriez pas dû présenter cette motion à une heure aussi tardive, mais nous en informons plus tôt. Vous auriez eu ainsi le temps d'examiner le projet.

M. le président de la commission des finances. J'ai le devoir de répondre à mon collègue que la commission des finances a délibéré sur le projet d'emprunt aussitôt qu'il a été déposé sur le bureau du Sénat.

M. Hervey. Pourquoi le renvoi, alors ?

M. le président de la commission des finances. Je vais vous le dire.

La commission des finances en a longuement délibéré, et elle a estimé que, parmi les objets qui figurent dans le projet d'emprunt, il y en a qui, ressortant des dépenses ordinaires...

M. Etienne Flandin. Mais non !

M. le président de la commission des finances. ... ne doivent pas figurer dans un emprunt, mais être couvertes au moyen des ressources que doit créer M. le résident général.

Dans ces conditions, nous avons appelé M. le résident général devant la commission et nous avons entendu ses explications.

La commission des finances a fait droit à un certain nombre de ses revendications, mais a estimé que le montant de l'emprunt devait être réduit à 240 millions.

M. le président. Il ne peut s'agir présentement que d'un ajournement, aucun texte n'étant en délibération. (Assentiment.)

M. François-Marsal, ministre des finances. Quant à la forme réglementaire, le Gouvernement ne peut que s'en remettre entière-

ment à M. le président du Sénat ; sur le fond même de la question, le Gouvernement, une fois de plus, s'adresse à la commission pour lui demander ce qu'il a toujours obtenu d'elle : une collaboration entière et confiante.

Il est incontestable qu'un très grand nombre de projets s'accablent à cette heure devant vous ; mais celui qui concerne la Tunisie nous tient particulièrement à cœur.

M. le président de la commission des finances. Nous avons proposé une transaction.

M. le ministre des finances. Je suis persuadé que nous pouvons trouver une formule transactionnelle à laquelle je me rallierai bien volontiers.

M. Etienne Flandin. Je m'associe aux paroles de M. le ministre des finances et je lui demande la permission d'ajouter que la Tunisie a vraiment droit à la sollicitude du Gouvernement. Elle est, peut-être, à l'heure actuelle, le seul pays du monde qui solde ses budgets par des excédents de recettes. Elle demande à emprunter, non pour liquider une situation mauvaise, mais pour accroître ses forces de production, pour pouvoir contribuer plus largement au ravitaillement de la métropole et coopérer à notre relèvement national. (*Vive approbation.*) Laissez-moi vous dire, messieurs, qu'il serait douloureux de lui refuser les crédits que nous réclamons pour l'hydraulique, pour l'établissement d'un réseau de distribution d'énergie électrique à travers la région, ce que vous venez de donner aux régions libérées, pour les dépenses d'hygiène et de protection de la santé publique. Question d'humanité tout ensemble et de sage et prévoyante politique française. Plus que jamais nous devons avoir à cœur de témoigner notre sollicitude aux populations indigènes. Elles y ont droit et nous commettrons une grave faute politique en ne réalisant pas les espérances que nous leur avons données. La France aura garde de la commettre.

Je m'associe complètement aux paroles qui ont été prononcées par M. le ministre des finances, et j'appelle simplement l'attention du Sénat sur l'intérêt vital qu'il y a à ne pas laisser en suspens des questions essentielles pour l'avenir de la Tunisie.

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je demande au Sénat de prononcer l'ajournement pour permettre au Gouvernement de fournir à la commission des finances tous les éclaircissements utiles. (*Approbation.*)

M. le président. Personne ne s'oppose à l'ajournement momentané de la discussion ? (L'ajournement est prononcé.)

36. — MOTION

M. Debierre. Messieurs, avant que la séance soit suspendue, je demande qu'il soit statué sur la demande que j'ai déposée sur le bureau du Sénat au nom d'un certain nombre de mes collègues et en mon nom personnel. Nous demandons à la haute Assemblée de ne pas se séparer sans avoir discuté l'amnistie. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche.*)

M. le président. J'ai reçu de M. Debierre

et de plusieurs de ses collègues (1) la motion suivante :

« Les soussignés demandent au Sénat de ne pas se séparer avant d'avoir voté le projet de loi d'amnistie. »

Je dois rappeler au Sénat qu'aux termes de notre règlement, les commissions ont un délai de six mois pour déposer leurs rapports sur les projets qui leur ont été renvoyés. Ce délai court à partir du jour où la commission a été saisie. (*Marques d'assentiment.*)

Or, d'une part, le projet dont il s'agit n'a été déposé sur le bureau du Sénat que le 29 juillet, c'est-à-dire il y a deux jours, et d'autre part, aucun texte officiel n'a été transmis par le Gouvernement, et la commission n'est en fait saisie que de l'intitulé du projet.

Je dois ajouter, enfin que la discussion ne peut s'ouvrir devant le Sénat que vingt-quatre heures au moins après la publication du rapport et du texte proposé. (*Très bien ! très bien !*)

M. François Albert. Il n'y a qu'à déposer une proposition de loi.

M. le président. La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. Messieurs, minuit a déjà sonné, je ne vous retiendrai pas longtemps, mais je considérerais, et mes collègues avec moi qu'il serait déplorable pour le Sénat de se séparer sans avoir voté la loi d'amnistie.

Plusieurs sénateurs à gauche. Le Sénat ne se sépare pas, on le sépare.

M. Debierre. Après la guerre, après la victoire, le pays tout entier attendait une loi de pardon et d'oubli. Cette loi, qui devait cimenter encore davantage l'union de tous les Français, a été votée très tardivement par la Chambre, je le reconnais. Mais le Sénat pourrait tout de même consacrer quelques heures à discuter ce projet, alors qu'il a discuté ce soir d'autres projets bien moins importants.

C'est pour cette raison que nous avons déposé la motion que M. le président vient de lire, et que nous avons demandé un scrutin public.

Je demande donc qu'il soit procédé au scrutin public sur la motion elle-même et qu'au besoin le Sénat se réunisse la semaine prochaine pour discuter cette si grave question. (*Applaudissements.*)

M. le président. C'est une question d'ordre du jour, sur laquelle le Sénat pourra statuer au moment du règlement de l'ordre du jour. (*Adhésion.*)

M. Gaudin de Villaine. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gaudin de Villaine.

M. Gaudin de Villaine. Je m'associe d'autant plus volontiers à la proposition de M. Debierre, qu'à la fin d'une de nos deux dernières séances j'avais pris une initiative similaire. J'ai rencontré un obstacle : c'était l'impossibilité matérielle pour le rapporteur d'établir son rapport sans les renseignements indispensables.

Je me suis retourné alors vers M. le garde des sceaux, qui a bien voulu me permettre de pallier à cette situation par l'octroi de grâces aussi nombreuses que

(1) La motion est signée de MM. Debierre, Peyronnet, Milan, Machet, Tissier, Cannac, Paul Pellissé, Roustan, Rouby, Eugène Chauat, Philip, Vallier, Charpentier, Thiéry, Dausset, Laboulbène, Louis Martin, Henry Roy, le comte d'Alsace, Joseph Loubet, Serre, Beaumont, plus une signature illisible.

possible. Eh bien ! si vraiment M. le ministre veut bien s'engager à user de son autorité ministérielle pour accorder des grâces dans la plus large mesure, je crois que c'est le vrai moyen de donner présentement satisfaction à des souffrances qui demandent à être consolées. (*Très bien ! très bien !*)

M. Gustave Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je ne puis que répéter au Sénat ce que j'ai dit hier. Le Gouvernement aurait eu le plus grand désir de faire voter ici l'amnistie avant la séparation des Chambres. Mais nous nous sommes trouvés en présence de difficultés de différents ordres, mêmes matérielles, ne permettant pas d'entrevoir la possibilité d'instituer immédiatement ce débat.

Toutefois, j'ai pris devant la Chambre, aussi bien que devant le Sénat, un engagement que je renouvelle volontiers aujourd'hui : c'est que je m'inspirerai de la volonté des deux Assemblées — puisque cette volonté a été manifestée ici comme à la Chambre — et que j'examinerai les grâces dans le plus large esprit de bienveillance.

M. Albert Peyronnet. Ce ne sera pas la même chose.

M. le garde des sceaux. Cela pourra, au moins, calmer les appréhensions de ceux qui craignent que des délinquants compris dans le projet d'amnistie subissent leur peine. J'ai déjà donné des instructions aux procureurs généraux pour qu'il soit sursis à l'exécution des peines jusqu'à ce que la loi d'amnistie soit votée. Il s'agit, bien entendu, de ceux dont le cas était prévu dans le projet de loi.

Le Chambre a voté un texte. J'entends bien qu'il ne s'impose pas tant qu'il n'a pas été ratifié par le Sénat, qui peut y apporter des modifications, mais je m'inspirerai néanmoins des volontés que je crois saisir dans le Sénat pour grâcier ceux qui me paraissent avoir toute chance d'être amnistiés aussi par le Sénat que par la Chambre des députés.

M. Debierre. Il n'en est pas moins vrai que, malgré votre bienveillance, monsieur le garde des sceaux, il va rester aux travaux publics, des soldats qui pendant 30 ou 40 mois sont restés dans la tranchée et ont fait largement leur devoir de Français. J'en connais qui ont sur la poitrine la Croix de guerre. Ils n'en ont pas moins été condamnés par les tribunaux militaires et ils ne vont pas, monsieur le garde des sceaux, bénéficier de vos grâces, ils resteront en prison. Je dis qu'il est déplorable que le Parlement n'ait pas trouvé avant de se séparer, le temps de voter la loi d'amnistie.

M. Guillaume Poulle. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Guillaume Poulle.

M. Guillaume Poulle. Je tiens à rappeler si cela peut-être utile, ce qui a déjà été dit par M. le président de la commission d'organisation judiciaire à laquelle a été renvoyé le projet de loi sur l'amnistie. Je tiens également à rappeler ce que j'ai dit moi-même, à savoir que la commission avait le plus vif désir, comme le Gouvernement l'a indiqué tout à l'heure en ce qui le concernait, de ne pas voir le Parlement se séparer, avant d'avoir voté cette loi.

Mais nous ne pouvons pas ne pas nous mettre en face des réalités : le projet de loi a été déposé à la Chambre des députés, le 11 mars 1920, il a été voté définitivement

par la Chambre des députés le 28 juillet; il a été transmis à la commission d'organisation judiciaire le 29 juillet, sous la forme d'un simple papier blanc, sur lequel il y avait seulement le titre de la loi.

Immédiatement le président de la commission a convoqué celle-ci pour une réunion qui devait avoir lieu dans la soirée. Nous nous sommes réunis et nous avons constaté que nous n'avions pas de texte à examiner, ce qui nous a mis dans l'impossibilité absolue de délibérer.

Nous nous sommes réunis à nouveau, le lendemain, c'est-à-dire hier. Nous n'avions pas davantage de texte. A l'heure où nous sommes, nous n'en avons point encore. (*Mouvements divers.*)

Hier, j'ai donné cette indication au Sénat, et la chancellerie et le rapporteur de la commission d'organisation judiciaire avaient fait l'impossible pour extraire une sorte de texte authentique des délibérations qui se sont produites à la Chambre des députés. Cela a été impossible à la chancellerie, cela m'a été impossible à moi-même. Je tiens à constater que cela ne semble pas avoir été impossible uniquement pour nous, puisque les services de la Chambre n'ont pas encore pu mettre sur pied, à l'heure où nous sommes, le texte qui nous est absolument indispensable pour délibérer et pour vous soumettre un projet. (*Mouvements divers.*)

Voilà, messieurs, dans quelles conditions le Sénat et sa commission se trouvent à l'heure actuelle, en face d'un projet que nous ne pouvons pas rapporter, sur lequel nous ne pouvons pas délibérer et nous prononcer, sur lequel nous ne pouvons pas davantage vous demander de vous prononcer, puisque nous n'avons aucun texte authentique sous la main.

Voilà ce qu'il ne faut pas oublier pour bien dégager la responsabilité du Sénat. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

M. le garde des sceaux prendra l'initiative de grâces. Nous avons pleine confiance en lui pour que ces grâces soient nombreuses. (*Très bien! très bien!*)

Qu'il me soit permis, ne parlant qu'en mon nom personnel, de signaler que MM. les ministres de la guerre et de la marine pourraient prendre une initiative du même genre.

Les ministres de la guerre et de la marine ont, en effet, le droit d'accorder des suspensions de peine.

En ce qui vous concerne, monsieur le garde des sceaux, si vous voulez me permettre d'apporter une suggestion, vous avez, par l'intermédiaire de vos parquets, le droit de provoquer également des libérations conditionnelles, au profit des condamnés qui se trouvent, légalement, dans le cas d'en bénéficier. (*Très bien! très bien!*)

En mon nom personnel, je ferai une dernière déclaration : avec tous ceux qui ont pris la parole ici, avec mon excellent collègue et ami M. Debierre; je regrette comme lui, autant que lui, pas plus que lui car ce n'est pas possible, que nous ne soyons pas à même, à l'heure actuelle, de dire de suite le dernier mot en ce qui concerne une loi qui apparaît à tous comme devant être un acte de justice et de pardon. (*Vifs applaudissements.*)

M. Mauger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mauger.

M. Mauger. Il me semble qu'il serait très facile de donner satisfaction à notre collègue M. Debierre et, en même temps, à toute l'Assemblée : il suffirait de demander au Gouvernement de ne pas lire aujourd'hui le décret de clôture et de nous laisser le temps nécessaire pour mener à bien cette

loi d'amnistie qu'attendent avec anxiété les intéressés et après laquelle nous aspirons tous. (*Applaudissements.*)

M. le président. La commission des finances demande au Sénat une suspension de la séance.

Il n'y a pas d'opposition?...

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à minuit et demie, est reprise à une heure vingt minutes.)

37. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI AUTORISANT UN EMPRUNT

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Paul Doumer, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes perpétuelles 6 p. 100.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. La commission n'a pas à s'excuser devant le Sénat des conditions dans lesquelles cet emprunt vous est présenté, car elle en est la première victime; elle n'a elle-même eu connaissance des modalités dudit emprunt que par la transmission du projet de loi qui lui a été faite ce soir même. Elle a exprimé à M. le ministre des finances son regret de voir une affaire de cette importance soumise aux délibérations du Sénat et, par conséquent, à l'examen de la commission, à la dernière heure, au moment où la session va être close.

Vous avez entendu tout à l'heure l'exposé des motifs que M. le ministre des finances a fait à cette tribune.

Cet emprunt est à un taux assez élevé, car les cours du marché ont obligé le Gouvernement à proposer 6 p. 100, mais il est dénué de toute complication.

Il a pour but et il doit avoir pour résultat d'atténuer les charges de la dette flottante.

Une des causes de la situation financière difficile de la France réside dans cette dette flottante extrêmement lourde qui, vous l'avez vu par le rapport que je vous ai précédemment présenté, monte à un chiffre d'environ 77 milliards de francs, non compris la dette extérieure. Si l'on ajoute à ce chiffre la partie de la dette extérieure qui rentre dans la dette flottante, on arrive à un total de plus de 100 milliards.

Un des principaux remèdes à apporter à la crise financière qui pèse sur le pays consiste à faire disparaître la plus grande partie de cette dette flottante, aussi bien des avances à la Banque de France que des obligations à court terme et des bons du Trésor. Tel est l'objet de l'emprunt qui vous est proposé. S'il a le succès qu'on en attend, et il doit l'avoir, il permettra une réduction importante de notre dette flottante.

M. le ministre des finances a fait tout à l'heure à la Chambre un exposé de la situation générale du pays et des améliorations que l'on constate de jour en jour dans la situation économique. Il pourra apporter ici certains des éléments qu'il a fait connaître tout à l'heure à la Chambre et qu'il a fournis également à la commission des finances.

Nous vous demandons en conséquence d'adopter le projet de loi dans les termes où il vous est présenté. (*Approbation.*)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je m'en voudrais, à cette heure de nuit, de retenir longtemps encore l'attention bienveillante du Sénat. Néanmoins, comme je viens d'être amené à faire connaître à la commission des finances du Sénat certains chiffres que quelques instants auparavant j'avais donnés à la Chambre, je vous demande la permission de faire, sans commentaire, passer ces chiffres sous vos yeux, vous en saisissez toute l'importance.

Les changes constituent la méthode la plus certaine pour juger la situation financière d'un pays, puisqu'ils sont l'indice des appréciations de l'étranger. Or, depuis l'armistice, pendant toute l'année 1919 et du début de 1920 jusqu'au mois d'avril dernier, le dollar et la livre sterling, qui sont les monnaies étrangères les plus proches de la parité de l'or — le dollar est exactement cette parité — sont arrivés à valoir, le dollar, 16,24 francs français, la livre sterling, 63,93.

Ce point maximum de la valeur des monnaies étrangères, par conséquent, ce point maximum, hélas! de la dépréciation de notre monnaie, a été atteint au début d'avril 1920. Depuis cette date, la situation s'est améliorée, avec un certain nombre de crochets dans la courbe, phénomène inévitable en matière de change. Au 30 juillet, car je n'ai pu prendre les cours d'aujourd'hui, le dollar avait baissé de 16,24 à 13,06, et la livre sterling était descendue de 63 fr. 93 à 48 fr. 62.

Cette amélioration très appréciable de notre change, dont tout le commerce français, toute l'industrie française ont éprouvé les effets bienfaisants, et dont naturellement le Trésor a lieu de se féliciter, puisque, quand il lui a fallu rembourser en monnaies étrangères des dettes de guerre, il a pu effectuer ces remboursements dans des conditions plus avantageuses et moins lourdes pour le contribuable, cet assainissement de notre situation financière tient essentiellement au vote des impôts nouveaux acceptés par le Parlement, à la plus-value constatée sur le rendement des impôts existants, à l'énergique effort que le monde nous a vus faire pour nous libérer de nos charges envers l'étranger.

Cette amélioration tient aussi à la situation de notre balance commerciale, à l'augmentation — dont je dirai rapidement un mot tout à l'heure — de toutes nos exportations, à la réduction de nos achats au dehors, et enfin à l'heureuse perspective d'une bonne récolte, la France, qui non seulement doit se nourrir par elle-même, mais doit devenir très rapidement exportatrice de denrées alimentaires vers les pays qui l'environnent, la France, dès cette année, malgré la réduction de la main-d'œuvre, malgré la pénurie d'engrais, malgré les difficultés de transport, malgré l'état de dévastation de nos départements du Nord et de l'Est, va trouver sur son sol presque tout ce dont elle a besoin pour vivre pendant douze mois...

M. de Monzie. Monsieur le ministre des finances, ce sont là des motifs d'optimisme et non pas des motifs d'emprunt.

M. le ministre. Je vais vous dire pourquoi ce sont des motifs d'emprunt.

M. le rapporteur général. Ce sont des motifs de consolider la dette flottante.

M. Raphaël-Georges Lévy. Ce sont des motifs pour souscrire à l'emprunt.

M. le ministre. Je me permets de dire à

l'honorable M. de Monzie que je n'apporte ici ni optimisme ni pessimisme. Je fais purement et simplement passer des chiffres devant vos yeux.

Pourtant, en même temps que sur ces chiffres, le Sénat me permettra sans doute d'appeler son attention sur un élément d'ordre moral. L'étranger : nos alliés, les neutres — peut-être même nos anciens ennemis — constate, comme nous faisons nous-mêmes depuis des mois, que nos industriels, nos commerçants, nos agriculteurs, et je puis et je dois ajouter nos ouvriers, qui peut-être avaient hésité un peu plus longtemps que les autres, sont maintenant en plein travail; que dans toutes les branches de l'activité économique la France est en pleine production. Là est l'avenir de notre pays; je vous dirai tout à l'heure pourquoi je veux le proclamer, pourquoi il faut le répéter à propos d'un emprunt.

Il est aussi une autre cause à l'amélioration de notre change : c'est l'utilisation d'une partie de notre portefeuille de valeurs étrangères, que nous avons pu réaliser au dehors. Vous savez qu'une partie de ce portefeuille n'est malheureusement pas négociable pour le moment, et vous savez aussi que nous avons tenu très fermement à ne pas aliéner au profit d'étrangers les actions qui nous donnent un droit de contrôle et un moyen d'action d'ordre économique dont nous pouvons user pour faire prévaloir les intérêts de la France à l'étranger. Au cours de ces derniers mois, nous avons réalisé sur les marchés étrangers pour plus de 4 milliards de francs d'obligations ou de titres de rente.

J'ai dit que je vous donnerais quelques chiffres relatifs au commerce extérieur de la France; ceux de ces chiffres qui concernent les valeurs ont été établis, bien entendu, par des méthodes qui les rendent absolument comparables.

Les statistiques des importations décident encore, par rapport à 1919, une augmentation, en valeur et en poids, pour les matières nécessaires à l'industrie, ce qui est excellent, et aussi pour les objets fabriqués, ce qui est moins bon; par contre, nous constatons une diminution de 5 p. 100 en poids et de 10 p. 100 en valeur sur les objets d'alimentation.

Mais, et c'est là le point capital, nos exportations en objets d'alimentation ont augmenté, par rapport à la période correspondante de l'an dernier, de 64 p. 100 en valeur et de 81 p. 100 en poids; les matières nécessaires à l'industrie, de 10 p. 100 en valeur et de 104 p. 100 en poids; les objets fabriqués, de 61 p. 100 en valeur et de 89 p. 100 en poids; si bien qu'au total notre commerce d'exportation a progressé de 72 p. 100 en valeur et de 99 p. 100 en poids.

Il est, il est vrai, encore déficitaire, mais il se rétablit peu à peu. Le déficit, exprimé en chiffres rigoureusement comparables d'après la méthode à laquelle ils ont été établis, a été, pour le premier semestre 1919, de 11,057 millions; dès le deuxième trimestre, l'amélioration commence, le déficit tombe à 10,027; en 1920, grâce aux efforts énergiques de nos commerçants, de nos industriels, de nos agriculteurs, nous gagnons plus de deux milliards sur le semestre précédent et le déficit se réduit à 8,138 millions de francs.

Voilà, messieurs, des chiffres qui ont été connus et étudiés à l'étranger et qui, croyez-le bien, ont fortement agi sur certains de ceux qui, comme je l'ai dit un jour au Sénat, ont cru qu'on pouvait vendre la France à découvert. (Applaudissements.)

En ce qui concerne le rendement des impôts, je prends, à titre d'exemple, les contributions indirectes et les régies; les plus-values de recouvrement par rapport aux évaluations budgétaires, se sont élevées; en

janvier 1920 à 257 millions, en février à 215 millions, en mars à 263 millions, en avril à 393 millions, en mai à 229 millions, en juin à 277 millions. Aucun fléchissement dans ces six premiers mois de l'année, tous donnent des plus-values dont le total pour les seuls impôts indirects se monte à 1,634 millions.

Un mot encore de la contribution sur les bénéfices supplémentaires réalisés pendant la guerre. Le Parlement et le pays tout entier suivent attentivement les résultats du prélèvement légal que constitue cette contribution sur les profits réalisés par les assujettis.

M. Henry Chéron. A juste titre.

M. le ministre. Voici les chiffres : le montant des rôles émis était, au 31 janvier 1920, de 4 milliards 149 millions, il s'élevait, au 29 février, à 4 milliards 243 millions. En mars, comme à ce moment vous avez bien voulu accepter une mesure indispensable pour la bonne application de la loi, j'entends l'établissement des rôles sur la simple déclaration du contribuable, tous les droits de contrôle de l'administration étant réservés, en mars, dis-je, le montant des rôles émis est porté à 6 milliards 173 millions; il atteint en avril 7 milliards 243 millions; en mai, 8 milliards 215 millions; en juin, 8 milliards 348 millions.

M. Henry Bérenger. Continuez.

M. le ministre. Je ne demande que cela. Des insinuations, cependant, que reproduisait certaine presse étrangère, que nos amis les meilleurs même avaient parfois acceptées sans contrôle, tendaient à faire croire que, si les Français savaient admirablement se faire tuer, ils donnaient moins facilement argent que leur sang.

Or, que le Sénat me permette d'appeler son attention sur le fait suivant.

En l'état actuel de la législation et d'après les dates d'émission des rôles pour la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, les sommes que le fisc avait le droit d'exiger s'élevaient à 1,964,105,202 fr. — et c'est 2,310,720,600 fr. que les contribuables français assujettis à cet impôt sont venus spontanément apporter dans les caisses du Trésor versant ainsi 400 millions de plus qu'ils n'étaient tenus de le faire.

M. Henry Bérenger. Excellent !

M. le ministre. Messieurs, je n'ai pas besoin de commenter ces chiffres.

Le produit des impôts nouveaux que vous avez votés, ajouté à celui des impôts anciens, nous apportera de quoi équilibrer en totalité nos dépenses nécessaires, c'est-à-dire bien près de 21 milliards.

Je terminerai en disant à l'honorable M. de Monzie, qui a semblé me le demander, pourquoi j'ai donné ces chiffres. Je sais fort bien qu'il est inutile, lorsque l'Etat français emprunte, qu'il paraisse chercher à donner un surcroît de confiance à son prêteur. Nul au monde n'a jamais douté que la France ne tienne tous ses engagements. Mais, pour nous-mêmes, vis-à-vis de notre propre conscience, puis vis-à-vis de nos amis étrangers, je crois qu'il est bon que le Gouvernement proclame, avec l'autorité que prennent ses déclarations au sein de la haute Assemblée : quel a été l'effort de la France, quelle est la voie dans laquelle marche le pays, quel est le but qu'il veut atteindre, quels sont les résultats déjà obtenus.

Considérez ces résultats, vous tous, Français de l'intérieur, amis, associés ou neutres à l'étranger; vous pouvez confier votre épargne, vous pouvez apporter vos capitaux à un pays en plein labeur et en plein développement. Son esprit d'ordre, son amour du travail sont les plus sûrs ga-

rants de son prompt relèvement économique et financier. (Très bien! et applaudissements.)

M. de Monzie. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Monzie.

M. de Monzie. Je demande la permission au Sénat de justifier tout à la fois mon interruption et mon opposition au projet qui vous est soumis.

Si, tout à l'heure, je me suis étonné en écoutant la très aimable et très persuasive conférence de M. le ministre des finances, c'est parce qu'il me semblait que les renseignements fournis au Sénat ne justifiaient en rien les conditions dans lesquelles le projet d'emprunt était soumis aux chambres.

Une question se pose, monsieur le ministre des finances, pour nous ce matin, pour le pays demain; elle est très simple : comment et pourquoi le Gouvernement a-t-il déposé dans la séance de clôture des Chambres un projet d'emprunt que rien ne faisait prévoir ?

Elle est très simple, n'est-ce pas, et j'y insiste, monsieur le ministre des finances, parce que je suis libre, par mon attitude antérieure vis-à-vis de votre Gouvernement, de parler en toute sincérité.

Hier, je vous ai fait confiance pour vous-même et contre ceux dont les intrigues ou les attaques pouvaient menacer la durée de votre Gouvernement. Dans une certaine mesure, j'étais de ceux qui approuvaient M. le président du conseil lorsqu'il se préparait, à la séance de cet après-midi, à lire le décret de clôture.

J'avais fait, pour ma part, le sacrifice d'une discussion qui me paraissait nécessaire dans l'intérêt de la paix sociale; j'avais fait le sacrifice de la discussion de cette loi d'amnistie, dont l'ajournement apparaissait incompréhensible au pays.

Comment! nous pouvons improviser une loi d'emprunt, bousculer les conditions financières du pays, et nous ne trouvons pas le temps de faire un simple geste de politique ou de bienveillance à l'égard des malheureux égarés qui ont été frappés au cours de ces derniers mois! Et nous allons improviser une loi dont nous ignorions tout il y a quelques heures !

Croyez-vous que le pays trouvera cela tout naturel et que les explications de M. le ministre des finances seront satisfaisantes ?

Allons donc! Nous savons bien, nous, dans quelles conditions et de quel ton M. le rapporteur général de la commission des finances est venu tout à l'heure nous recommander le vote de ce projet de loi. Il y avait le ton et puis il y avait les motifs. Les motifs, c'est la consolidation de la dette flottante. Mais est-ce là une idée nouvelle ?

M. le rapporteur général. Non, elle est aussi vieille que la dette flottante elle-même.

M. de Monzie. Pour ma part, j'ai toujours considéré qu'il fallait consolider la dette flottante, et je me fais honneur d'avoir réclamé auprès du gouvernement de M. Clemenceau, le 23 juin 1919, au moment où il disait à la Chambre : « Allez au plus vite devant les électeurs. Ne pensez qu'à vos élections! » J'ai dit au gouvernement de M. Clemenceau : « Dites la vérité au pays et faites l'emprunt de liquidation. L'emprunt d'abord, les élections après. Ne faites les élections que dans la clarté. Etalez devant le pays la situation financière. N'allez pas devant lui, en disant : « les boches payeront, les profiteurs de la guerre rendront gorge », comme si c'étaient là vos seuls espoirs de combler le déficit de votre budget.

On a fait les élections du mois de novembre 1919 dans cette équivoque.

Eh bien ! n'est-ce pas encore la même équivoque qui se prolonge jusque devant les Assemblées ? Nous avons discuté le budget, nous avons parlé de la situation financière, personne n'a dit un mot d'un emprunt possible. M. le rapporteur de notre commission des finances ne laissait même pas espérer à ceux qui l'écoutaient tout à l'heure que la commission avait été présentée officieusement.

Plusieurs membres de la commission. Nous n'en savions rien.

M. de Monzie, J'avais cru, nous avions espéré que vous aviez été saisis officieusement. Ce sont des procédés irréguliers, mais dont s'accommode la complaisance actuelle de nos Assemblées. Nous l'avions pensé. Pas du tout ! Vous avez été saisis aujourd'hui même.

Plusieurs membres de la commission. Ce soir !

M. de Monzie. Mais alors, c'est bien pis ! Il est certain que les Assemblées ont pris l'habitude d'être dessaisies au profit de leurs commissions.

Il y a là une sorte de paresse, justifiée par la confiance que méritent leurs commissions. Mais, si nous n'avons même pas cela, il n'y a pas pour le Sénat cette espèce d'alibi moral qui consiste à dire : « Nous, nous n'avons pas été renseignés, mais il y en a d'autres qui ont su. » Alors, vraiment, nous sommes dans des conditions effroyables.

Comment ! nous savons que la nécessité de consolider la dette flottante est une vérité perceptible non pas seulement à tout financier, mais à tout bon citoyen soucieux des finances sincères de son pays. C'est une vérité évidente, et vous, monsieur le ministre des finances, vous la découvrez dans la journée qui a précédé cette séance. C'est d'hier à aujourd'hui que cette vérité vous apparaît... Permettez-moi de vous dire que je suis sensible au charme de votre parole, mais vraiment je lui reproche d'être trop agréable à entendre peut-être pas assez pleine : vous avez laissé à M. le rapporteur général le soin de nous donner les motifs de sa recommandation. Que nous a-t-il donc dit pour expliquer cette découverte faite d'hier à aujourd'hui, cette vérité qui vous est apparue d'une telle importance que vous avez saisi le Parlement dans la soirée d'aujourd'hui de ce projet d'emprunt ?

Monsieur le ministre des finances, suis-je bien renseigné ? Est-il exact que, d'hier à ce matin, vous hésitez encore sur le type de l'emprunt ? Est-ce que, d'hier à ce matin, vous n'avez pas eu à vous prononcer sur un type d'emprunt qui était spécialement agréable à M. le ministre de la guerre, parce qu'il l'avait apporté devant la Chambre quand il était simple député et qu'il saisissait le Gouvernement de M. Clemenceau de ses idées financières ? C'était le projet qui comportait un appel à la spéculation, aux lots, un projet qui avait été défendu ou expliqué dans la grande presse par un financier en renom, M. Empain. Le Gouvernement n'a-t-il pas eu à discuter sur ces deux types d'emprunt, à les confronter ? N'y a-t-il pas eu un délibéré secret ?

Tout à l'heure, en attendant cette réunion impromptu et vraiment angoissante, quelqu'un disait, dans la salle à côté : « A la place de la diplomatie secrète, honnie dans toutes les assemblées et dans toute la littérature, c'est maintenant l'emprunt secret. »

Ah ! monsieur le ministre des finances, c'est cette triste nouveauté que vous demandez au Sénat et à la Chambre de sanctionner.

Nous ne comprenons pas et nous allons voter ! Nous ne comprenons ni pourquoi ce type d'emprunt a été préféré à l'autre, ni pourquoi vous êtes obligé d'improviser un emprunt à l'heure actuelle.

A quelles difficultés de trésorerie ou de politique générale répond cet emprunt ? Nous ne comprenons pas. Vous nous demandez de voter ! Bien, monsieur le ministre des finances. Moi, je vous ai suivi dans l'affaire des 200 millions. J'ai pensé qu'il fallait faire crédit à M. Millerand pour la raison très simple que j'avais l'impression que M. Millerand faisait sérieusement les affaires sérieuses de ce grand pays. C'est pourquoi, malgré les difficultés, malgré les angoisses que pouvaient éveiller certains votes, peut-être pour la première fois, pour une des rares fois de ma vie, j'ai suivi aveuglément la trace du chef du Gouvernement, mais une telle confiance ne va pas jusqu'à sacrifier les intérêts du pays : et je puis dire que nous risquons de les sacrifier.

Croyez-vous, monsieur le ministre des finances, que l'annonce de cet emprunt ne va pas perturber profondément le marché ? Avez-vous pris vos apaisements en sens contraire ? Tout à l'heure, M. Ribot vous demandait si vous aviez consulté les régents de la Banque de France avant d'autoriser une émission de trois milliards supplémentaires ? Avez-vous consulté les grands dirigeants du marché ? Avez-vous pris contact avec ces hommes avec lesquels vous êtes facilement en relations, puisqu'ils sont vos amis, puisqu'ils ont été vos collaborateurs ? Leur avez-vous demandé leur sentiment au sujet de cette improvisation redoutable pour laquelle vous sollicitez l'approbation des Chambres ?

En vérité, messieurs, je m'excuse auprès du Sénat de poser toutes ces questions. Mais, tout de même, songez à quelle heure nous allons émettre un tel vote et dans quelles conditions ! Nos collègues en ce moment sont partis sur la foi des traités, convaincus qu'il n'y a plus à voter que quelques projets d'intérêt local, qu'il y a seulement à la traîne quelque projet qui intéresse le département du Lot ou de l'Isère et qu'on le vote par complaisance pour les intéressés.

Séance de liquidation ? Pas du tout, on ne liquide pas le passé, on engage l'avenir, et comment ! Et demain, entendez-vous, monsieur le ministre des finances, ce n'est pas votre responsabilité personnelle qui sera en cause, c'est la responsabilité même du Parlement. C'est ainsi que la bourgeoisie, qui était victorieuse après le 1^{er} mai, rétablit l'ordre ! Croyez-vous, monsieur le ministre des finances, qu'un tel vote émis dans de telles conditions n'aura pas de répercussions sur la paix sociale ?

La paix sociale, on l'assure non pas seulement par l'ordre dans la rue, mais par l'ordre dans les finances. Or c'est le désordre dans les esprits et le désordre dans la vie financière du pays que va instituer un emprunt préparé dans l'ombre et émis dans la surprise. (Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. J'essaierai en quelques mots de calmer les craintes de l'honorable M. de Monzie qui redoute un emprunt improvisé.

C'est le 9 mars dernier, à la tribune de la Chambre, que j'ai annoncé qu'avant la séparation du Parlement je proposerais aux Chambres le type d'emprunt que, sous ma responsabilité, j'estimerai le meilleur.

J'ai sous les yeux, et je la tiens à la disposition de l'honorable M. de Monzie, une note remise par moi au conseil des ministres, le 14 juin 1920.

Je soumettais à mes collègues différents types d'emprunts. Le premier était un 6 p. 100 exempt d'impôt, présenté dans les termes mêmes que reproduit le texte que vous avez sous les yeux.

Il est tout à fait exact, monsieur de Monzie, et je me reprocherais de ne pas l'avoir fait, que j'ai soumis au conseil des ministres, avec le premier type, deux autres formules ; et lorsque le conseil des ministres a eu exercé, comme c'était son devoir, et sous sa responsabilité, un premier choix entre ces formules, j'ai travaillé avec la commission des finances de la Chambre pour arrêter les modalités du type qui paraissait le meilleur.

A la suite de ce travail et de ma collaboration avec la commission du budget de la Chambre, il a paru préférable pour des raisons à la fois de simplicité et d'appréciation financière devant lesquelles je m'incline, de s'en tenir un seul type, et d'adopter le premier que j'avais soumis au conseil des ministres.

Les différentes formules avaient d'ailleurs fait l'objet de nombreuses conférences et d'études approfondies avec plusieurs autorités financières, avec la Banque de France, dont j'ai consulté les régents, à titre privé bien entendu, avec tous ceux qui peuvent donner des avis utiles au ministère des finances publiques.

Le type que je vous présente est celui qui a recueilli le plus d'adhésions des grands placeurs de titres, de ceux qui sont le plus en contact avec le public ; il a recueilli l'approbation du conseil des ministres, puis celui de la commission des finances de la Chambre et, je crois, celle de la commission des finances du Sénat.

M. de Monzie. Comment ! la commission des finances a eu à choisir entre plusieurs types d'emprunt ?

M. le ministre. Le type que je lui ai soumis a eu son approbation. Je crois pouvoir le dire sans indiscretion.

M. le rapporteur général. Nous le connaissons.

M. le président de la commission des finances. Pour répondre à l'observation de M. de Monzie et, en même temps, pour rendre hommage à la vérité, je dois dire que M. le ministre des finances nous avait fait part, il y a quelques jours, des différents projets qu'il se proposait de présenter à la Chambre des députés.

M. le ministre des finances. Dans les mêmes conditions qu'à M. Raiberti...

M. le président de la commission des finances. Il était de notre devoir de recevoir du Gouvernement cette communication, mais aussi de l'accueillir avec une certaine discrétion...

M. Henry Bérenger. Vous l'avez employée avec vos collègues ; elle était donc complète.

M. le président de la commission des finances. C'était notre devoir.

M. Henry Bérenger. M. Ribot a fait toutes ses réserves à cet égard.

M. de Monzie. M. le rapporteur général n'a pas parlé ainsi et c'est pour cela que je suis tout surpris. M. le rapporteur a indiqué tout à l'heure que la commission avait été saisie du projet ce soir seulement.

M. le président de la commission des finances. Avant de déposer ses projets de loi sur le bureau de la Chambre, M. le minist-

tre des finances en a fait part aux rapporteurs généraux des commissions des finances à la Chambre et au Sénat.

Je ne sais pas ce qui s'est passé à la commission du budget, mais les projets qui ont été soumis à la Chambre des députés diffèrent de ceux que le ministre des finances nous avait communiqués. Il ne nous avait pas pressentis, mais informés : voilà ce que je tiens à déclarer pour rétablir la vérité. (*Marques d'approbation.*)

M. le ministre des finances. J'affirme donc que le projet qui vous est présenté n'est aucunement une improvisation ; il résulte d'un très long travail qui a duré plusieurs mois, qui a abouti à différentes modalités sur lesquelles le Gouvernement et la commission des finances de la Chambre, puisque c'est elle qui a l'initiative en pareille matière, se sont mis d'accord pour faire un choix.

Un projet d'emprunt, vous le comprenez, ne peut pas être discuté : ce n'est qu'après la réalisation d'un accord complet entre la commission et le Gouvernement que celui-ci peut venir devant le Parlement, fort de l'appui des commissions qui, en matière financière, ont la confiance du Sénat ou de la Chambre. Le Gouvernement doit pouvoir présenter en toute confiance un projet qui engagera la signature de la France et dont chacun, de tout son cœur, doit s'efforcer d'assurer le succès. (*Très bien ! très bien !*)

M. le rapporteur général. La seule chose vraiment regrettable, c'est de n'avoir pas reçu, comme à l'ordinaire, trois ou quatre jours à l'avance, le projet voté par la Chambre des députés, de manière qu'un rapport puisse être fait et que la discussion puisse s'engager dans des conditions acceptables.

M. François Albert. Normales.

M. le rapporteur général. Mais la Chambre ne s'étant prononcée que tout à l'heure, et les questions d'emprunts devant être résolues de la manière la plus correcte, le Sénat et la commission n'avaient aucune manifestation à faire avant d'être officiellement saisis du projet par un vote de la Chambre.

Ce qui est tout à fait fâcheux — et c'est en cela que M. de Monzie a raison — c'est que ce soit au dernier moment que la Chambre ait voté l'emprunt et que, par conséquent, vous n'avez pu avoir que les quelques explications que nous vous avons fournies à la tribune et aussi le chant de gloire, d'optimisme...

M. le ministre des finances. De simples constatations.

M. le rapporteur général. ... de M. le ministre des finances, déclarant que la France, que les étrangers, que tout le monde avait le plus grand intérêt à souscrire à l'emprunt.

M. de Monzie. Un simple mot. Je voudrais faire appel aux souvenirs d'un membre de la commission des finances — et non des moindres, si tant est qu'il y ait une hiérarchie à la commission des finances — ...

M. le rapporteur général. Ni là, ni au Sénat. C'est la parfaite égalité.

M. de Monzie. ... l'honorable M. Chéron, qui peut-être peut se rappeler et rappeler au Sénat les conditions dans lesquelles les Chambres furent saisies d'un emprunt qui avait peut-être quelque importance ? Je veux parler de l'emprunt qui fut repoussé le 2 décembre 1913 et dont l'échec a causé quelque dommage dans la vie de ce pays. En ce temps-là, le président du conseil...

M. Henry Chéron. Nous avons des raisons de nous en souvenir tous les deux.

M. de Monzie. C'est pourquoi vous me permettez de faire appel à votre souvenir de membre de la commission des finances : vous pouvez vous rappeler, mon cher collègue, le soin qu'avait pris le ministre des finances d'alors, aujourd'hui encore rapporteur général de la commission des finances de la Chambre, de saisir longtemps à l'avance les commissions financières et le Parlement de ce projet.

M. le ministre des finances. Cela ne lui a pas réussi.

M. de Monzie. Et alors parce que cela ne lui a pas servi, monsieur le ministre, vous essayez dans un sourire, après un chant de gloire comme dit M. le rapporteur général, d'un argument d'ironie ! Vous avez voulu justement vous servir d'un procédé qui consiste à verser dans l'oreille des hauts dignitaires des commissions des finances un projet d'emprunt, à confier à M. Charles Dumont et à M. Millès-Lacroix les différents types d'emprunts entre lesquels votre cœur de financier avait à choisir ; puis ceci fait, vous attendez la dernière minute pour saisir les représentants du pays !

Nous sommes, c'est entendu, un troupeau parlementaire que l'on mène à la dernière heure au vote nécessaire. (*Mouvements divers.*) C'est entendu, nous en avons le sentiment. (*Très bien ! très bien !*)

Monsieur le ministre des finances, il arrive parfois une heure où l'adresse, car l'adresse a beaucoup de succès en république, l'adresse et les habiletés suprêmes feront faillite parce que le pays en aura assez. Cette heure n'est peut-être pas venue pour vous, mais prenez-y garde !

Les conditions dans lesquelles vous saisissez le Parlement de cet emprunt ne me permettront pas et ne permettront pas à un certain nombre de mes amis de voter le projet de la loi qui nous est soumis. (*Applaudissements.*)

M. le rapporteur général. Bien que cette discussion se soit déjà un peu prolongée, il y a certains mots que je ne veux pas laisser dire ici.

Depuis trois ou quatre jours, nous sommes obligés de nous défendre contre le Gouvernement et contre tous les projets tardifs qu'il nous apporte. Je lui ai dit aujourd'hui dix fois peut-être que le Sénat était excédé (*Vifs applaudissements*), que nous usions notre crédit près de lui en lui demandant constamment des sacrifices, en lui demandant malgré tout de voter.

Aujourd'hui encore, nous avons repoussé un projet de loi relatif à la construction d'une légation à Stockholm.

M. de Monzie. Vous auriez pu l'accepter plutôt que celui-ci.

M. Henry Bérenger. Vous pouviez accepter tout, puisque vous acceptez le projet sur l'emprunt.

M. le rapporteur général. Si tardivement soient-elles posées, il est des questions qu'il faut résoudre quand elles sont posées. Autour d'un emprunt, des intérêts s'agitent. Un projet d'emprunt doit venir normalement devant le Parlement, mais du moment qu'il lui est présenté, si tardivement que ce soit, par le vote de la Chambre, pouvions-nous le laisser en suspens ? C'était impossible. Une fois le vote de la Chambre émis, nous étions obligés de vous apporter ce projet.

Voix nombreuses. Demain, pas aujourd'hui.

M. de Monzie. Nous aurions pu voter demain seulement.

M. le rapporteur général. Ce sont certainement les plus courageux d'entre nous qui sont encore présents, permettez-moi de vous le dire...

Plusieurs sénateurs. Merci ! (*On rit.*)

M. le rapporteur général. Ils auraient accepté que la session se prolongeât. Mais vous avez bien entendu nos collègues s'entretenir avec nous ces temps derniers, et vous savez que la plupart nous pressaient en nous demandant si nous pourrions en finir samedi.

M. François-Albert. Ils ne prévoyaient pas cette surprise !

M. Victor Bérard. Ils ne sont plus là...

M. le rapporteur général. Nous nous soulageons les uns et les autres de tout ce que nous avons eu à subir ces jours-ci. Vous estimiez, sans doute, que nous étions des gens fort désagréables, et, à notre tour nous nous retournions vers le Gouvernement en lui faisant les mêmes objurgations, en lui disant qu'il nous faisait jouer un rôle extrêmement ingrat auprès de vous, puisque nous étions obligés de vous demander des sacrifices constants. Je le disais même, à la suite de certains votes et de certaines résistances, nous sommes au bout de notre crédit auprès de vous. C'est la vérité ; cela a été constamment notre souci, mais, puisque vous avez bien voulu faire ces sacrifices, nous vous demandons d'en faire encore un en adoptant le projet qui vous est soumis.

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dominique Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs, je vais soutenir la commission et le Gouvernement (*Rires et applaudissements.*)

M. Hervey. Cela vous arrive très souvent maintenant.

M. Henry Chéron. C'est pour l'anniversaire de la République ! (*Nouveaux rires.*)

M. Dominique Delahaye. Moi qui n'ai pas voté le budget, mais qui suis un pacificateur — vous allez dire que je suis en contradiction avec moi-même — je me rappelle ce souvenir d'une lecture de jeunesse prise dans les *Scènes de la vie de Bohème* : « Si nous n'avons pas le nécessaire, ayons au moins le superflu. » Pour cette raison, votez l'emprunt !

M. Pierre Marraud. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marraud.

M. Pierre Marraud. Je ne suivrai pas M. de Monzie dans le vote qu'il va émettre. Mais j'éprouve, comme certainement mes collègues, une grande tristesse à constater une fois de plus les conditions dans lesquelles le Sénat est appelé à prendre, en quelques heures et quelquefois en quelques minutes, des décisions d'une haute importance qui auraient réclamé des journées de délibération. Nous faisons entendre des protestations chaque fois que le Sénat est ainsi acculé à prendre des résolutions hâtives sous la pression des instances du Gouvernement. Mais après ces manifestations, qui sont toujours stériles et toujours vaines, on reprend les habitudes anciennes.

Et toujours le Sénat, saisi trop tard, est obligé, tout en protestant une fois de plus, de s'incliner devant la nécessité de ne pas refuser son vote.

Sans démonstration dramatique, en toute simplicité, mais avec force, nous avons le devoir de déclarer, en toute conscience, que le pays exige que de telles pratiques prennent fin. Il ne nous pardonnerait pas de les continuer !

Il y va du crédit qu'il est indispensable

qu'il conserve auprès du pays. (*Vifs applaudissements.*)

Voix diverses. A dimanche ! A lundi !

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à **M. le ministre des finances.**

M. le ministre des finances. Je comprends parfaitement que tous ceux qui siègent sur ces bancs soient très désireux de voir lever la séance, mais il s'agit d'une question d'une importance extrême; ce sont les intérêts primordiaux du pays qui sont en jeu.

L'emprunt a été voté par la Chambre. Or, il pourrait être très grave pour le crédit public, pour le résultat même que nous devons attendre de cet emprunt, que celui-ci reste en suspens, et qu'aux yeux du public il semble exister une apparence même de divergence de vues. L'emprunt projeté est d'un type classique: il ne recèle aucun artifice.

Je crois, d'ailleurs, que, tout à l'heure, la commission des finances a, là-dessus, été unanime.

Je vous prie donc instamment, après l'effort considérable que vous venez de faire cette nuit même, de ne pas le diminuer en marchandant les quelques minutes d'attention que demande l'examen de ce projet dont l'adoption est absolument nécessaire au crédit de la France. (*Vifs applaudissements.*)

M. Henry Bérenger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à **M. Bérenger.**

M. Henry Bérenger. Je n'ai qu'un mot à dire. Je comprends très bien les susceptibilités de certains de nos collègues, et je dois dire que la plupart des membres de la commission des finances les partagent...

M. le président de la commission des finances. L'unanimité.

M. Henry Bérenger. ... puisqu'ils ont approuvé ce soir, à neuf heures, qu'un emprunt était proposé aux Chambres.

Pausieurs sénateurs. C'est incroyable !

M. Henry Bérenger. Nous étions donc dans la même situation que tous nos collègues de cette Assemblée.

Mais j'avoue que je ne comprends pas très bien les susceptibilités prolongées de certains de nos collègues en ce qui concerne cet emprunt. Vous avez décidé aujourd'hui, messieurs, de prêter à l'Allemagne 200 millions par mois pendant six mois.

Un sénateur à gauche. Pas moi !

M. Henry Bérenger. Moi non plus. Mais enfin le Sénat, à une énorme majorité, a décidé de prêter à l'Allemagne, pour les fournitures qu'elle a à faire à la France et qui étaient prévues par le traité dans de tout autres conditions pour la France une somme qui s'élève à environ 200 millions par mois pendant six mois et il a été reconnu, après une intervention de **M. François Albert**, que nous ne saurions pas dans six mois ce qui se produirait.

M. Dominique Delahaye. C'est bien cela le superflu !

M. Henry Bérenger. Cela était grave, parce que c'était la France qui, après sa victoire, adoptait une politique très particulière et très spéciale de créancier à débiteur et de vainqueur à vaincu.

Dans la même journée, on nous demande d'autoriser un emprunt français en France et je trouve cela infiniment moins grave.

(*Très bien !*) Le Gouvernement de la France fait appel à tous les Français; il leur demande de souscrire pour la grandeur et le relèvement de la patrie. De plus, monsieur de Monzie, les engagements envers l'Allemagne, que vous avez avalisés ce tantôt par votre vote, ne doivent-ils pas vous obliger précisément à souscrire à cet emprunt? Puisque vous devez prêter 200 millions de plus à l'Allemagne pendant six mois avec en plus toutes les charges que nous avons pour nos départements dévastés, si vous devez avancer, en dehors du budget ordinaire, la somme de milliards que vous connaissez, il vous faut de l'argent, beaucoup d'argent, encore de l'argent, en dehors des impôts déjà votés le mois dernier. N'est-ce pas pour tout cela que le Gouvernement sent le besoin de faire appel à tous les Français et qu'il nous demande d'étendre la circulation fiduciaire? N'est-ce pas pour cela qu'on fait appel au patriotisme de tous les Français pour remplir toutes leurs charges, non seulement à l'intérieur du pays, mais encore les charges nouvelles qu'ils viennent de contracter dans les nouveaux événements européens?

Pour ces raisons, moi qui n'ai pas accepté de voter cet après-midi ce qui nous a été proposé; maintenant que vous l'avez fait, maintenant que le Parlement et le Gouvernement de ce pays l'ont fait, je considère qu'il y a un devoir pour tous les Français: c'est de remplir les obligations contractées au nom de la France par le Parlement et le Gouvernement. C'est pour cela que je considère que le Sénat doit voter un emprunt destiné à acquitter les engagements de la France et à consolider sa résurrection. Et c'est pour cela que je vous demande de le voter unanimement sans retard. (*Applaudissements.*)

M. de Monzie. Vraiment des considérations comme celles-là nous obligent à ouvrir un débat. Si c'est pour cela que vous demandez le vote de l'emprunt...

M. le président de la commission des finances. Je demande au Sénat de vouloir bien voter l'emprunt ce soir et à nos collègues de ne pas insister pour le renvoi à lundi.

On leur a dit tout à l'heure que l'emprunt étant demandé, il convenait de le voter sans désenrayer. Un retard pourrait avoir un gros inconvénient.

M. le président. Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}:

« Art. 1^{er}. — Le ministre des finances est autorisé à émettre au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire à une section spéciale du grand-livre de la dette publique des rentes perpétuelles 6 p. 100.

« Ces rentes pourront être remboursées en totalité ou par série à partir du 1^{er} janvier 1931. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. — « Art. 2. — Les rentes émises par application de la présente loi jouissent des privilèges et immunités attachés aux rentes émises en vertu des lois du 16 novembre 1915, du 15 septembre 1916, du 26 octobre 1917, du 19 septembre 1918 et du 30 septembre 1919.

« Elles sont exemptes d'impôt. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Le taux d'émission, la date et la période de la mise en souscription, les époques de versements, les modalités d'amortissement, les époques de paiements des arrérages, les conditions dans lesquelles seront admises à la souscription les valeurs énumérées à l'article 5 ci-après et, généralement toutes autres conditions des deux emprunts, seront fixés par décret. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Sont admis en libération des souscriptions concurremment avec les espèces:

« 1^o Les bons de la défense nationale, les obligations de la défense nationale et les titres de rente 3 1/2 p. 100 amortissable, conformément aux lois et décrets en vigueur;

« 2^o Les bons du Trésor;

« 3^o A concurrence de la moitié au maximum du montant total de chaque souscription, les titres de rentes 5 p. 100 1915 et 1916, 4 p. 100 1917 et 1918 et 5 p. 100 1920. Ces titres seront décomptés au prix d'émission en ce qui concerne les rentes 4 p. 100 et 5 p. 100 perpétuelles et en ce qui concerne la rente 5 p. 100 amortissable 1920, en ajoutant au prix d'émission la portion acquise de la prime de 50 p. 100 au remboursement. »

« Les intérêts courus depuis la dernière échéance s'ajoutent aux prix de reprise indiqués ci-dessus.

« En ce qui concerne les propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'application des rentes à la souscription sera assimilée à un acte de simple administration et sera dispensée d'autorisation spéciale ainsi que de toute autre formalité judiciaire.

« Les rentes 5 p. 100 1915 et 1916, les rentes 4 p. 100 1917 et 1918 remises en couverture de la souscription seront annulées.

« Les rentes 5 p. 100 1920 remises en couverture des souscriptions à l'emprunt autorisé par la présente loi, de même que les rentes du même type acquises au moyen de fonds de soutien et de négociation institués par l'article 5 de la loi du 25 octobre 1917, ou versées en libération de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, seront inscrites au nom du Trésor. Les arrérages desdites rentes et leur remboursement seront portés en recette au budget général de l'Etat. Ces rentes ne pourront être aliénées.

« Sont abrogées les dispositions contraires aux lois des 26 octobre 1917 et 30 décembre 1919. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Sont exemptés du droit de timbre spécial des quittances établi par les articles 18 de la loi du 25 avril 1874, 28 de la loi du 15 juillet 1914 et 55 de la loi du 25 juin 1920, les quittances, reçus ou décharges de sommes ou de titres exclusivement relatifs aux opérations d'émission.

« Les commissions allouées aux intermédiaires pour le placement des titres desdits emprunts ne seront pas comprises dans le montant servant de base au calcul de la taxe sur le chiffre des affaires instituée par la loi du 25 juin 1920. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Les remises allouées aux comptables qui participent aux opérations desdits emprunts restent en dehors des imitations fixées par les lois et règlements en vigueur: le montant et, s'il y a lieu, le maximum de ces remises seront fixés par arrêté ministériel. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Les titres de rente à émettre en vertu de la présente loi seront acceptés en paiement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre instituée par la loi du 1^{er} juillet 1916.

« Ces titres seront décomptés suivant le cours moyen officiellement coté à la Bourse

de Paris la veille du jour où ils seront présentés en paiement, sans que ce cours puisse être inférieur au taux d'émission augmenté, des intérêts courus depuis la dernière échéance.

« Les rentes 6 p. 100 correspondant aux titres remis en paiement seront annuées.

« Les titres de rente 4 p. 100 remis en paiement seront inscrits au nom du Trésor. Les arrérages desdites rentes et leur remboursement seront portés en recettes au budget général de l'Etat. Ces rentes ne pourront être aliénées.

« Dans les deux cas, la valeur de reprise des titres sera imputée en dépense sur des crédits ouverts au budget du ministère des finances.

« Un décret fixera les conditions d'application du présent article et notamment le mode de calcul des intérêts en cours. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Les titres de rentes émis en vertu de la présente loi pourront être achetés au moyen du fonds spécial créé par l'article 5 de la loi du 26 octobre 1917. Le prix d'achat ne pourra être supérieur au taux d'émission, ce taux étant augmenté des intérêts courus depuis la dernière échéance.

« Les achats de rente 4 p. 100 effectués sur les crédits ouverts pour le fonctionnement du fonds spécial ne seront pas imputés sur l'amortissement prévu à l'article 2.

« Par dérogation à l'article 5 de la loi du 26 octobre 1917, les rentes 4 p. 100 acquises en exécution du présent article seront inscrites au nom du Trésor. Les arrérages desdites rentes et leur remboursement seront portés en recettes au budget général de l'Etat. Ces rentes ne pourront être aliénées. » — (Adopté.)

« Art. 9. — Le ministre rendra compte des opérations autorisées par la présente loi au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

« Un état détaillé des dépenses d'émission sera publié au *Journal officiel* du 31 décembre 1921 au plus tard. Les dépenses seront prélevées sur les produits des emprunts et ne pourront excéder 0 fr. 75 p. 100 de ce produit. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

38. — DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances.

M. Emmanuel Brousse, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget de l'exercice 1920.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

39. — DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. Paul Doumer, rapporteur général de la commission des finances. Messieurs, j'ai

l'honneur de vous présenter le rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1920, qui revient de la Chambre.

La Chambre a accepté la plus grande partie des dispositions que vous avez votées. Sur l'ensemble de la loi des finances, trois articles seulement ont subi des modifications ou ont été réintégrés.

Le premier est celui dont je vous ai donné lecture, qui est ainsi conçu :

« Seront également déduits, dans la limite du taux de la Banque de France, les intérêts payés aux associés pour les sommes... etc. » J'étais dit son inutilité. La Chambre l'a maintenu. Nous vous demandons de le voter.

Puis à l'article supprimant les casinos dans un rayon de 100 kilomètres autour de Paris, vous aviez voté une disposition additionnelle qui ne rendait la mesure applicable qu'à partir du 1^{er} octobre. On l'a supprimée. Nous vous demandons de vous incliner et de voter l'article 72 tel que la Chambre nous le renvoie.

Enfin, un article 95 bis, que vous avez disjoint déjà deux fois, mais qui n'est aucunement dangereux, est ainsi conçu :

« Il sera fait, par les soins du ministère de la guerre, un choix des plus remarquables organisations défensives du front, pour être conservées et classées comme monuments historiques. Des monuments seront élevés par la nation pour perpétuer la mémoire de la première et de la deuxième victoire de la Marne. »

On élèvera probablement des monuments pour d'autres victoires, car heureusement il n'y a pas que ces deux-là.

Nous avions fait remarquer que les plus remarquables organisations de front étaient celles qui ne se voyaient pas, c'est-à-dire les organisations souterraines. Mais peu importe, nous pouvons accepter ce texte.

Voilà donc les trois articles qui sont modifiés, mais qui sont peu importants.

Quant aux crédits, la Chambre a admis la réintégration dans le budget ordinaire du milliard et demi d'amortissements et accepté ainsi la contexture du budget telle que vous l'aviez voté.

Je puis dire que, par ces deux délibérations successives, c'est le Sénat qui a donné sa physionomie au budget voté, en équilibrant par des recettes permanentes le budget ordinaire (*Très bien!*) et en rejetant dans un budget extraordinaire recettes et dépenses de cet ordre.

Quant aux crédits modifiés, ils sont de peu d'importance, il s'agit de quelques milliers de francs, de-ci de-là.

Par exemple, nous vous avions demandé de rejeter l'augmentation des indemnités allouées aux personnels des cabinets de ministres. La Chambre a repris cette mesure, qui entraîne la modification d'assez nombreux chapitres.

Par esprit de conciliation, nous vous demandons de l'accepter.

Nous avons repoussé, au ministère des finances, un crédit de 15 millions qui nous avait été demandé pour l'organisation et l'installation des bureaux des administrations à Paris. Le chiffre nous avait paru excessif, mais nous avions, dès l'abord, dit au ministre des finances que ce n'était pas la mesure en elle-même qui nous paraissait fâcheuse puisque, ayant accru les administrations, il était nécessaire de les loger. La Chambre a réduit le crédit de 15 millions à 7 millions. Nous vous proposons d'adopter ce chiffre.

Je ne vois, dans les chiffres qui ont été votés par la Chambre, aucune autre modification importante.

Un crédit de 2 millions était prévu à la guerre pour l'expérience à faire dans une région de la substitution du personnel

civil au personnel militaire. Ce crédit avait été supprimé.

M. Henry Chéron. Ce n'est pas ce qu'il y a de meilleur.

M. le rapporteur général. La Chambre a rétabli les 2 millions. Nous vous demandons d'admettre que cette expérience soit faite.

En conséquence, messieurs, votre commission des finances vous prie d'adopter l'ensemble des crédits et de la loi, tels qu'ils vous viennent de l'autre Assemblée, afin que le budget devienne enfin définitif. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

40. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI AUTORISANT LE PROTECTORAT TUNISIEN A CONTRACTER UN EMPRUNT

M. le président. La commission des finances demandé au Sénat, en attendant qu'elle apporte les conclusions et textes nécessaires pour continuer l'examen du budget, de statuer maintenant sur le projet de loi relatif à l'emprunt tunisien.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le protectorat tunisien à contracter un emprunt de 300 millions de francs pour couvrir l'insuffisance des ressources non encore employées de son précédent emprunt de 1912 et pour compléter son outillage économique.

M. le président. La parole est à M. Victor Bérard.

M. Victor Bérard. On nous présente un ensemble d'emprunts coloniaux que l'on peut énumérer de la façon suivante : Tunisie, 300 millions ; Algérie, 285 millions ; Maroc, 744 millions ; Afrique et Indo-Chine, 353 millions ; total, 1,682 millions. Il faut ajouter 1,200 millions pour l'Allemagne, 350 millions pour l'Autriche. Au bout du compte, plus de 3 milliards. On nous demande pour équilibrer le budget de cette année pour le moins 6 milliards. On va faire l'emprunt national, toujours sur le dos de l'épargne française. Je me demande ce qui restera pour nos emprunts communaux et départementaux, sans lesquels nous ne pouvons plus vivre. Dans ces conditions, je voudrais que vous demandiez, aussi bien pour l'emprunt tunisien que pour l'emprunt marocain, qu'il fût spécifié des dates et des tranches précises, qu'on nous dit, par exemple, que l'emprunt tunisien sera fait en trois tranches égales : la première, au mois de janvier 1922 ; la seconde, au mois de juillet 1923, et la troisième au mois de janvier 1925.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. La commission des finances est absolument d'accord avec M. Victor Bérard.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement est d'accord avec la commission des finances sur ce point.

M. le président de la commission des finances. La commission des finances avait résolu de fixer à 245 millions le montant de l'emprunt de la résidence générale de Tunis à soumettre à votre autorisation. A la demande du Gouvernement, elle vient d'y ajouter une somme de 10 millions destinée à l'hydraulique agricole, de sorte que l'emprunt s'élèverait à 255 millions.

M. le ministre des finances. Nous sommes d'accord.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Le Gouvernement tunisien est autorisé à réaliser par voie d'emprunt, jusqu'à concurrence d'un maximum global de 255 millions de francs, les sommes applicables à l'achèvement de son programme de chemins de fer de 1912 et aux dépenses d'outillage économique ci-après énumérées :

« 1 ^o Chemins de fer :	
« Réseau ferré proprement dit..... »	96.300.000 »
« Matériel roulant..... »	45.200.000 »
	141.500.000 »
« 2 ^o Participation de la Tunisie à la dépense de construction et de pose d'un nouveau câble télégraphique entre Tunis et la France.... »	
	3.500.000 »
« 3 ^o Extension du réseau routier..... »	
	33.000.000 »
« 4 ^o Construction d'hôpitaux, d'infirmeries et asiles pour aliénés, vieillards et incurables..... »	
	10.000.000 »
« 5 ^o Construction d'écoles et de classes nouvelles; amélioration des établissements d'instruction existants..... »	
	12.000.000 »
« 6 ^o Intensification de l'agriculture :	
« a) Extension de la colonisation française..... »	
	33.500.000 »
« b) Constitution d'un fonds d'assistance pour l'amélioration de la culture des indigènes, leur installation et leur fixation sur le sol avec droits de préférence pour les mutilés et combattants de la grande guerre..... »	
	11.500.000 »
« Hydraulique agricole... »	10.000.000 »
	255.000.000 »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Pourra en outre être incorporé à cet emprunt, pour être réalisé aux mêmes taux et conditions, le solde non encore émis de l'emprunt que le gouvernement tunisien a été autorisé à contracter par la loi du 28 mars 1912. » — (Adopté.)

« Art. 3. — L'emprunt émis en vertu des articles 1^{er} et 2 ci-dessus devra être amorti dans un délai maximum de soixante-huit ans sur les ressources ordinaires du budget; il pourra être réalisé en totalité ou par fraction, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations nominatives et au porteur. Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront fixées par décret du Président de la République, rendu sur la proposition des ministres des affaires étrangères et des finances. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les travaux restant à exécuter

de l'emprunt de 1912 et ceux de l'emprunt actuel seront entrepris indistinctement d'après leur degré d'urgence, quels que soient le programme auxquels ils appartiennent et l'ordre dans lequel ils y figurent.

« Les fonds disponibles provenant déjà de l'emprunt de 1912 et ceux à provenir des réalisations ultérieures de cet emprunt et de celui présentement autorisé y seront affectés suivant le même ordre, sans distinction d'origine.

« L'ordre de priorité des travaux et les fonds à y affecter seront déterminés et les réalisations des tranches d'emprunt nécessaires seront simultanément autorisées par décrets successifs du Président de la République, rendus sur le rapport des ministres des affaires étrangères et des finances.

« Ce rapport devra établir la nature et l'urgence des travaux à exécuter ainsi que la disponibilité des fonds ou la nécessité de la réalisation d'une tranche d'emprunt et justifier que l'annuité correspondante est exactement inscrite au budget de la Tunisie. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Tous les matériaux et tout le matériel nécessaires à la construction et à l'exploitation des lignes ferrées seront de provenance française ou tunisienne, sauf les dérogations exceptionnelles autorisées par décrets spéciaux du Président de la République, rendus en conseil des ministres. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Le ministre des affaires étrangères adressera chaque année au Président de la République un rapport qui sera publié au *Journal officiel* avant le 1^{er} juillet et qui fera ressortir la situation au 30 avril précédent de chacun des travaux imputés sur les emprunts autorisés, tant par la présente loi que par celles des 10 janvier 1907 et 28 mars 1912. Ce rapport, qui sera annexé au budget du protectorat et distribué aux Chambres, donnera également pour chacun des travaux une évaluation rectifiée tenant compte de toutes les circonstances qui, à cette date du 30 avril, auront pu motiver une modification de l'évaluation primitive. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Le compte définitif du budget des fonds d'emprunt des protectorats de la Tunisie sera soumis chaque année à l'approbation des Chambres. » — (Adopté.)

« Art. 8. — Il sera publié au *Journal officiel tunisien*, après l'émission de chaque tranche d'emprunt, le nom des parties prenanter des fonds de publicité. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

41. — ADOPTION DU BUDGET

M. le président. La commission des finances demande au Sénat de discuter maintenant le budget.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate, qui est demandée par vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Millies-Lacroix, Paul Doumer, Albert Peyronnet, Ribot, Henry Chéron, Henry Bérenger, Roustan, de Selves, Mauger, Debierre, Dausset, Magny, le comte d'Alsace, Eugène Chanal, Coignet, Chastenot, Cazelles, Cannac, Rouby, Charpentier.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Personne ne demande la parole pour la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture des articles.

Il y a lieu de réserver l'article 1^{er} jusqu'au vote des chapitres de l'état A.

Je donne lecture de l'état A :

ETAT A

Ministère des finances.

3^e partie. Services généraux des ministères.

« Chap. 57. — Indemnités et allocations diverses. — Travaux supplémentaires de l'administration centrale. »

La Chambre a voté 3,485,500 fr.

Votre commission vous propose d'adopter ce chiffre.

Je le mets aux voix.

(Ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 123 bis. — Location et aménagement d'immeubles pour la concentration des bureaux, 7 millions de francs. »

Le Sénat avait repoussé ce chapitre.

La commission des finances vous propose d'accepter ce chapitre, avec le chiffre voté par la Chambre.

(Le chapitre 123 bis est adopté.)

M. le président.

Ministère de la justice.

« Chap. 3. — Indemnités du cabinet du ministre. — Allocations pour travaux extraordinaires, 249,000 fr. »

La commission des finances vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 3, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président.

Ministère des affaires étrangères.

« Chap. 2. — Indemnités et allocations diverses au personnel de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 389,444 fr.

La commission des finances vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président.

Ministère de l'intérieur.

« Chap. 2. — Indemnité du personnel de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 346,334 fr.

La commission des finances vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président.

Ministère de la guerre.

« Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale. — Traitements.

La Chambre des députés a voté un crédit de 5,877,500 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 41 bis. — Substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 2 millions.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 41 bis, avec ce chiffre, est adopté.)

Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

1^{re} SECTION. — Instruction publique.

M. le président. « Chap. 151 bis. — Aménagement de l'hôpital installé dans l'ancien petit collège des jésuites, rue de Vaugirard. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 500,000 fr.

La commission vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 151 bis, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 151 ter. — Acquisitions de terrains et aménagement de locaux en vue de l'agrandissement des facultés de l'université de Lyon.

La Chambre des députés a voté un crédit de 852,250 fr.

La commission des finances vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 151 ter, avec ce chiffre, est adopté.)

2^e section. — Beaux-arts.

M. le président. Chap. 23. — « Théâtres nationaux. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 1,825,000 fr.

La commission des finances vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 23, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. La Chambre a voté un chapitre nouveau 106 ter : « Célébration du cinquantième de la République, 3,500,000 fr. »

La commission des finances vous propose d'accepter ce chapitre.

(Le chapitre 106 ter est adopté.)

Ministère du travail.

M. le président. « Chap. 2. — Indemnités et allocations diverses, secours au personnel de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 251,270 fr.

La commission des finances vous propose d'accepter ce chiffre.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

Ministère de l'agriculture.

M. le président. « Chap. 1^{er}. — Traitements du ministre et du sous-secrétaire d'Etat. — Personnel de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 2,349,166 fr.

La commission des finances vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 1^{er}, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 2. — Indemnités et allocations diverses. — Secours au personnel de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 371,334 fr.

La commission des finances vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 2 avec ce chiffre, est adopté.)

Ministère des travaux publics.

4^{re} section. — Travaux publics et transports.

M. le président. « Chap. 2. — Allocations

et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 521,584 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

2^e section. — Postes et télégraphes.

M. le président. « Chap. 2. — Indemnités, secours et pensions du personnel de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 1,302,200 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 29. — Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 70,629,402 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 29, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 31. — Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 113,544,010 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 31, avec ce chiffre, est adopté.)

3^e section. — Ports, marine marchande et pêches.

M. le président. « Chap. 2. — Travaux supplémentaires, secours, etc. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 177,000 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

Ministère de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

M. le président. « Chap. 2. — Indemnités du personnel de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 191,495 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 2, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 3. — Personnel de l'administration centrale. — Rémunération d'auxiliaires. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 90,000 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 3, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 6. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 280,000 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre 6, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président.

BUDGET EXTRAORDINAIRE

ÉTAT D

Ministère du commerce et de l'industrie.

2^e section. — Ravitaillement général.

« Chap. B. — Indemnités au cabinet du sous-secrétaire d'Etat. — Travaux extraordinaires. — Indemnités de résidence. — Indemnités pour charges de famille. »

La Chambre des députés a voté un crédit de 67,000 fr.

La commission vous propose d'adopter ce chiffre.

(Le chapitre B, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. Je donne maintenant lecture de la suite de l'article 1^{er} telle qu'elle résulte des votes qui viennent d'être émis :

« Ces crédits s'appliquent :

« 1 ^o A la dette publique, pour.....	11.633.173.852 »
« 2 ^o Aux pouvoirs publics, pour.....	37.609.820 »
« 3 ^o Aux services généraux des ministères, pour.....	628.766.904 »
« 4 ^o Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour..	2.339.737.350 »
« 4 ^o Aux remboursements, restitutions et non-valeurs, pour.....	91.820.000 »

« Total..... 21.761.107.926 »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 4 bis. — Le premier alinéa de l'article 3 de la loi du 1^{er} juillet 1916 est ainsi complété :

« Seront également déduits, dans la limite du taux des avances de la Banque de France, les intérêts payés aux associés pour les sommes versées par eux en compte courant, lorsque ces sommes restent en dehors de l'apport social, qu'elles peuvent être retirées moyennant un simple préavis, sans le consentement des autres associés, et qu'elles ne sont pas rémunérées par une part supplémentaire dans les bénéfices. » — (Adopté.)

« Art. 52. — Les voies et moyens applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1920 sont évalués, conformément à l'état C annexé à la présente loi, à la somme totale de 21,770,243,131 fr. » — (Adopté.)

« Art. 51. — Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1920, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

« Ces crédits s'appliquent :

« 1 ^o A la dette publique, pour.....	200.000.000
« 2 ^o Aux services généraux des ministères, pour	5.034.382.891
« 3 ^o Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour.....	110.920.000
« 4 ^o Aux remboursements, restitutions et non-valeurs, pour.....	75.000.000

Total..... 5.420.302.891 »

— (Adopté.)

« Art. 72. — Aucun casino ouvrant des salles de jeux ne pourra être exploité à moins de 100 kilomètres de Paris. » — (Adopté.)

« Art. 95 bis. — Il sera fait, par les soins du ministère de la guerre, un choix des plus remarquables organisations du front, pour être conservées et classées comme monuments historiques. Des monuments seront élevés par la Nation pour perpétuer la mémoire de la première et de la deuxième victoire de la Marne. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	291
Majorité absolue.....	146
Pour.....	287
Contre.....	4

Le Sénat a adopté.

42. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI AUTORISANT LE PROTECTORAT DU MAROC A CONTRACTER UN EMPRUNT

M. le président. La parole est à M. Raphaël-Georges Lévy, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Raphaël-Georges Lévy. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le gouvernement du protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 744,140,000 francs.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, le Maroc représente aujourd'hui l'un des pays du monde où l'influence française s'est le plus heureusement fait sentir tant au point de vue de l'amélioration du sort des indigènes qu'à celui de l'expansion économique de la métropole. Il est nécessaire de donner au protectorat les moyens de développer ses ressources et d'entreprendre au plus tôt les travaux de tout genre qui doivent être productifs dans la plus large mesure.

Le projet d'emprunt se justifie par les besoins du Maroc; la garantie de la France donnée à cet emprunt s'explique par les liens qui unissent le protectorat à la métropole; elle peut être votée sans inquiétude par le Sénat, en présence de la bonne situation des finances marocaines, qu'attendent d'une part les développements du budget, le chiffre des excédents, la participation croissante que le protectorat prend dans des dépenses qui jusque là étaient supportées exclusivement par la France. Le budget de 1914 était de 17 millions, celui de 1920 atteint 200 millions de francs, celui de 1921 s'élèvera vraisemblablement à 250 millions de francs. Dès l'année prochaine le Maroc contribuera pour 25 millions de francs aux dépenses militaires, jusque là supportées exclusivement par la France.

Des plus-values antérieures avaient permis de créer une caisse spéciale qui, au 1^{er} janvier 1920, avait reçu plus de 100 millions et sur laquelle 60 millions avaient été prélevés pour travaux de première urgence.

Le tableau ci-après démontre que la grande majorité des dépenses prévues sont de l'ordre économique et social.

44,690,000 fr. sont prévus pour les bâtiments d'Etat, 3,630,000 fr. sont destinés aux bâtiments des contrôles civils, pour lesquels il est nécessaire d'assurer aux fonctionnaires français et à leurs familles des installations convenables, dans les vastes régions très peuplées de la Chaouia, de Rabat, de Mazagan, de Safi et d'Oudjda.

15 millions sont affectés aux contrôles militaires des régions de Fez, Meknès, Marrakech, Taza, qui passeront au contrôle civil au fur et à mesure des progrès de la pacification. Actuellement, les officiers du service de renseignements sont seuls capables d'assurer le contrôle des autorités indigènes, au milieu de populations dont la soumission remonte à une date récente.

7,300,000 fr. sont prévus pour le service pénitentiaire qu'il importe de doter d'installations normales, lui faisant aujourd'hui totalement défaut;

3,450,000 fr. vont à la gendarmerie, qui relevait jusqu'ici du corps d'occupation, au titre de la maréchaussée aux armées. Le protectorat vient de prendre à sa charge la solde et l'entretien de ce corps jusqu'ici payé et entretenu par la métropole. Le crédit est destiné à assurer le logement et les installations nécessaires aux gendarmes et à leurs familles.

7,280,000 fr. sont attribués aux finances et 8 millions à la justice. L'installation des juridictions françaises a été la condition de la suppression du régime des capitulations, auxquelles toutes les puissances, sauf la Grande-Bretagne et les Etats Unis d'Amérique, ont renoncé.

36 millions sont prévus pour le premier capital de la régie chérifienne des phosphates, destiné à mettre immédiatement en valeur les puissants gisements dont l'existence a été reconnue, notamment à l'oued Zem.

Le plus gros chapitre est celui des ports pour lequel 280 millions sont inscrits. Casablanca reçoit 220 millions, sur lesquels 185 sont destinés à parfaire le programme de 1914, et 35 à étendre les jetées.

Le port de Safi, par lequel s'exportent beaucoup de céréales, est doté de 40 millions destinés à le mettre en état de recevoir les barcasses et à construire un avant-port. Agadir, qui doit également recevoir les barcasses, aura une première jetée de protection pour caboteurs et bateaux de pêche; 20 millions sont prévus à cet effet.

Les routes reçoivent 60 millions. Dans le programme sont prévus l'achèvement de la route d'Oudjda-Taza, et de celle de Petit-Jean à Souk-el-Arba, qui est elle-même un tronçon de celle de Meknès à Tanger. Il s'agit, en outre, d'établir les routes de Rabat au Tadla, de Fehdalah à Meknès, de Casablanca au Tadla, de construire l'importante artère qui reliera Fez et Meknès à Marrakech par Kazbah, Tadla et Khenifra le long du moyen Atlas; enfin la route de Mogador à Taroudant dans le Souss par Agadir.

L'ensemble de ce programme représente 850 kilomètres de nouvelles routes.

Les 30 millions inscrits au chapitre agriculture, commerce et colonisation, répondent à un vaste programme. Il s'agit de protéger les animaux contre les maladies et les cultures contre des fléaux tels que les sauterelles; de répandre l'enseignement agricole, d'établir des champs d'expérience, des fermes d'élevage, selon des méthodes qui ont fait leurs preuves en Algérie et en Tunisie, de poursuivre des expériences scientifiques pour l'acclimatation des espèces végétales et animales. Des centres de colonisation doivent servir à une propagande commerciale et agricole.

90 millions pour l'hydraulique agricole et industrielle. Il s'agit d'assécher les marais très étendus dans une des régions les plus riches, d'utiliser des chutes d'eau en vue de la création de forces hydroélectriques, de créer des barrages et des réservoirs d'irrigation en utilisant les grands fleuves tels que l'Oum-er-Rebia, le Sebou, la Moulouya, de reconnaître les chutes d'eau, de créer des usines, une station centrale d'électricité, de transporter la force et de la mettre à la disposition des services publics dans les villes, dans les centres de colonisation.

Les 15,500,000 fr. des eaux et forêts sont destinés essentiellement au reboisement. Les 5,500,000 fr. de la propriété foncière à l'immatriculation des terres de colonisation. Le Maroc possède une excellente législation en ce qui concerne l'établissement et le transfert des titres de propriété immobilière.

18 millions sont prévus pour les domaines, reconstitution du patrimoine immobilier de l'Etat, fonds de remploi domanial pour la colonisation. Il convient que le protectorat ait constamment à sa disposition des terres qu'il puisse vendre aux colons. 71 millions sont inscrits pour les postes, télégraphes et téléphones. Il est inutile d'insister sur l'utilité de cette dépense. 43 millions vont aux services de santé, aussi intéressants pour les colons français, qu'il s'agit d'acclimater, que pour les indigènes. La propagande sanitaire est un des moyens d'action les plus efficaces. Nous avons le plus grand intérêt à préserver les populations africaines des maladies qui les déciment, à développer leur natalité. 40,400,000 fr. sont destinés aux œuvres d'enseignement qui ont une importance exceptionnelle au Maroc. Il convient de donner aux colons et fonctionnaires français la certitude qu'ils auront pour leurs enfants des écoles comparables à celles de la métropole, de recevoir dans nos établissements scolaires français les jeunes étrangers qui y affluent déjà; de donner dans les écoles franco-arabes un enseignement qui réponde à la mentalité et aux besoins des musulmans et qui contribue à la diffusion de notre langue.

Enfin, 10 millions de francs sont prévus pour les beaux-arts et monuments historiques.

La résurrection des arts et des industries d'art indigènes est un des nombreux résultats féconds de l'administration actuelle, de même que la recherche, la préservation et la restauration des monuments historiques du Maroc.

I. — Bâtiments administratifs.

1° Bâtiments d'Etat.

Contrôle civil et commandement :

a) Contrôles civils : construction de bureaux et d'habitations (chefs de région, contrôleurs, etc.).....	3.660.000 fr.
b) Contrôles militaires : bureaux de renseignements en territoire de commandement militaire.....	45.000.000 »
2° Service pénitentiaire.....	7.300.000 »
3° Gendarmerie.....	3.450.000 »
4° Finances.....	7.280.000 »
5° Justice.....	8.000.000 »
Total.....	44.690.000 »

II. — Dépenses d'ordre économique et social.

2° Travaux publics.

a) Phosphates : constitution du capital de premier établissement de la régie chérifienne des phosphates....	36.000.000 fr.
b) Ports.....	280.000.000 »
c) Routes.....	60.000.000 »
Total.....	376.000.000 »

2° Mise en valeur et développement des ressources naturelles du Maroc.

a) Agriculture, commerce, colonisation.....	30.000.000 »
b) Hydraulique agricole et industrielle.....	90.000.000 »
c) Eaux et forêts (reconstitution des forêts et reboisement).....	15.500.000 »
d) Propriété foncière (immatriculation des terres de colonisation).....	5.500.000 »
e) Domaines (reconstitution du patrimoine immobilier de l'Etat; fonds de remploi domanial pour la colonisation).....	18.000.000 »
Total.....	159.000.000 »
3° Postes, télégraphes et téléphones.....	71.000.000 »
4° Santé.....	43.050.000 »
5° Enseignement.....	40.400.000 »
Total.....	154.450.000 »

III. — Dépenses diverses.

1° Beaux-arts et monuments historiques.....	10.000.000 »	10.000.000 »
---	--------------	--------------

RÉCAPITULATION

I. Bâtiments administratifs.....	44.690.000 »
II. Dépenses d'ordre économique et social.....	689.450.000 »
III. Dépenses diverses.....	10.000.000 »
Total général.....	744.140.000 »

En résumé chacune de ces dépenses doit avoir des conséquences heureuses au point de vue de l'affermissement de notre autorité et de la pacification du Maroc. Les sommes prévues ne doivent d'ailleurs être dépensées que graduellement. Il est prévu qu'elle se répartiront sur une douzaine d'années, à raison de 144 millions en 1921, et par tranches de 200 millions chacune en 1924, 1928, 1932. Des précautions sont prises au point de vue du taux d'emprunt et de l'émission des montants successifs.

L'article 1^{er} du projet porte que le taux maximum auquel pourront être réalisées les tranches de l'emprunt sera fixé pour chacune d'elles par un décret du Président de la République, rendu sur le rapport du ministre des affaires étrangères, après avis du ministre des finances qui autorisera sa réalisation.

L'article 8 dit que l'emprunt sera réalisé par fractions successives au fur et à mesure des besoins.

La réalisation de chacune de ces tranches sera autorisée par un décret du Président de la République rendu sur la proposition des ministres des affaires étrangères et des finances.

La garantie de la France ne paraît pas plus être appelée à jouer pour cet emprunt qu'elle n'a été mise à contribution pour les emprunts antérieurs du protectorat.

Dans ces conditions, la commission des finances est unanime à recommander au Sénat l'adoption du projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Bompard pour faire connaître l'avis de la commission des finances.

M. Bompard. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat l'avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères par M. Lucien Hubert.

Voix nombreuses. Lisez ! Lisez !

M. Bompard, Messieurs, les ministres des affaires étrangères et des finances demandent au Parlement d'autoriser le gouvernement du protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 744,140,000 fr. Sans entrer dans l'examen de l'économie financière du projet, et demeurant sur le terrain de l'opportunité politique et économique de la mesure projetée, votre commission des affaires étrangères vous propose d'accorder cette autorisation.

L'appel au crédit qui fait l'objet de notre

examen est surtout destiné à permettre la réalisation d'un vaste programme d'outillage économique dans l'empire chérifien ; il répond à un double objet : d'une part, augmenter la puissance commerciale du Maroc, de l'autre, répandre, par l'accroissement des moyens d'action, la richesse dans les milieux indigènes. Il tend donc à développer largement l'essor économique du protectorat, que, même pendant la guerre, le général Lyautey n'a jamais cessé d'activer.

Le gouvernement chérifien a déjà utilisé les 240 millions empruntés en vertu des lois des 16 mars 1914 et 25 mars 1916 ; bien plus, il a affecté 60,350,000 fr., pris sur le fonds de réserve de ses budgets, c'est-à-dire sur « ses économies » aux dépenses d'intérêt général, de 1916 à 1920. Mais, aujourd'hui, il est nécessaire de faire face aux besoins considérables du « Maroc d'après-guerre ». Non seulement, le Maroc a vu son territoire agrandi durant les hostilités, mais encore son activité économique a quintuplé depuis 1912. Rappelons simplement qu'en 1911, Casablanca comptait 25,000 habitants, et que c'est maintenant une ville de 130,000 âmes ; Rabat est passée de 13,000 habitants il y a dix ans à 70,000 ; Fez et Marrakech enfin possèdent 120,000 habitants. D'autre part, alors qu'il y a dix ans, il n'y avait que 16 kilomètres de routes au Maroc, on en compte aujourd'hui 2,500. Enfin, le budget du protectorat, s'il atteignait 17 millions en 1913, dépasse 250 millions pour l'exercice 1920.

L'emprunt demandé est destiné, déclare le général Lyautey, à la mise en valeur des ressources naturelles du Maroc et au développement de sa capacité de production. Le programme d'utilisation de ces ressources qui nous est présenté indique que ce sont bien là les directives dont le Gouvernement s'est inspiré. 44 millions seulement sont affectés à des dépenses purement administratives (construction de bâtiments administratifs, etc.). 552 millions seront consacrés à des dépenses d'intérêt économique, ports, réseau routier, hydraulique agricole, reboisement, postes et télégraphes, régie des phosphates. 84 millions sont destinés à la politique sociale indigène : construction d'hôpitaux, de dispensaires, d'écoles. Enfin 40 millions sont accordés à l'agriculture en général ; 5,500,000 fr. feront face aux dépenses pour l'immatriculation des terres ; 18 millions sont réservés à la constitution

du patrimoine immobilier de l'Etat, dans l'intérêt de la colonisation.

Il nous apparaît qu'il est d'une heureuse politique d'accorder les moyens financiers nécessaires à l'achèvement de l'armature économique de notre magnifique protectorat, d'autant plus que les entraves qui le ligotaient depuis l'acte d'Algésiras sont tombées grâce au traité de Versailles. Désormais, le Maroc est libre de toute hypothèque et va déployer enfin toute son activité, pour le plus grand bien de la France. Donnons à notre empire chérifien les moyens de parfaire son développement !

C'est dans cet esprit que la commission des affaires étrangères apporte son adhésion au projet de loi présenté par le Gouvernement et vous demande de donner son approbation au projet d'emprunt de 744,140,000 fr.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres dont voici les noms :

MM. Henry Bérenger, Laboulière, Loubet, Pouille, Raphaël-Georges Lévy, Victor Béraud, Milan, Noulens, Bouctot, Magny, Le Hars, Poincaré, Billiet, Berthelot, Robin, Josset, Lémiery, Merlin, le comte d'Alsace, plus une signature illisible.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Le gouvernement du protectorat du Maroc est autorisé à réaliser par voie d'emprunt une somme de 744,140,000 francs, applicables aux dépenses suivantes :

I. — Bâtiments administratifs.

1° Bâtiments d'Etat :

a) Contrôle civil et commandement :
a) Contrôles civils : construction de bu-

reaux et d'habitations (chefs de régions, contrôleurs, etc.).....	3.630.000 fr.
b) Contrôles militaires : bureaux de renseignements en territoire de commandement militaire.....	15.000.000
2° Service pénitentiaire....	7.300.000
3° Gendarmerie.....	3.450.000
4° Finances.....	7.280.000
5° Justice.....	8.000.000
Total.....	44.690.000

II. — Dépenses d'ordre économique et social.

1° Travaux publics :	
a) Phosphates. — Constitution du premier établissement de la régie chrétienne des phosphates.....	36.000.000
b) Ports.....	280.000.000
c) Routes.....	60.000.000
2° Mise en valeur et développement des ressources naturelles du Maroc :	
a) Agriculture, commerce, colonisation.....	30.000.000
b) Hydraulique agricole et industrielle.....	90.000.000
c) Eaux et forêts. Reconstitution des forêts et reboisement.....	15.500.000
d) Propriété foncière (immatriculation des terres de colonisation).....	5.500.000
e) Domaines (reconstitution du patrimoine immobilier de l'Etat. Fonds de emploi domanial pour la colonisation).....	18.000.000
3° Postes, télégraphes et téléphones.....	71.000.000
4° Santé.....	43.050.000
5° Enseignement.....	40.400.000
Total.....	639.450.000

III. — Dépenses diverses.

1° Beaux-arts et monuments historiques, 10,000,000 fr.

RÉCAPITULATION

« I. — Bâtiments administratifs.....	44.690.000
« II. — Dépenses d'ordre économique et social.....	639.450.000
« III. — Dépenses diverses.....	10.000.000
« Total général.....	744.140.000

« Le taux maximum auquel pourront être réalisées les tranches de cet emprunt sera fixé pour chacune d'elles par un décret du Président de la République, rendu sur le rapport du ministre des affaires étrangères, après avis du ministre des finances qui autorisera sa réalisation.

« Les fonds disponibles sur les évaluations portées à la présente loi pourront être affectés par voie de décrets, rendus sur le rapport du ministre des affaires étrangères, après avis du ministre des finances, à l'un quelconque des objets prévus au programme. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — L'ouverture des travaux divers, désigné à l'article 1^{er} ci-dessus, aura lieu sur la proposition du commissaire résident général, en vertu d'un décret rendu sur le rapport du ministre des finances.

« Ce rapport sera publié au *Journal officiel* de la République française, en même temps que le décret autorisant l'ouverture des travaux. — (Adopté.)

Art. 3. — L'emprunt sera réalisé par fractions successives au fur et à mesure des besoins. La réalisation de chacune de ces tranches sera autorisée par un décret du Président de la République, rendu sur la proposition des ministres des affaires étrangères et des finances.

« Le rapport à l'appui des décrets autorisant la réalisation des parties successives de l'emprunt fera connaître l'emploi des fonds antérieurs, les noms des parties prenantes, les frais de publicité, l'avancement des travaux et les dépenses restant à effectuer. Le rapport devra en outre établir :

« 1° Que les projets définitifs des travaux à entreprendre et, s'il y a lieu, les projets de contrats relatifs à leur exécution ont été approuvés par le ministre;

« 2° Que l'évaluation des dépenses de nouveaux ouvrages à entreprendre, augmentée de l'évaluation rectifiée des dépenses des ouvrages déjà exécutés ou en voie d'exécution, ne dépasse pas le montant de l'emprunt autorisé par la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 4. — L'annuité nécessaire pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt, autorisé par la présente loi, sera inscrite obligatoirement au budget général du protectorat marocain; le paiement en sera garanti par le Gouvernement de la République française.

« Les versements faits au titre de la garantie constitueront des avances remboursables non productives d'intérêts.

« Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués à Paris. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les actes susceptibles d'enregistrement auxquels donnera lieu l'exécution des dispositions de la présente loi seront passibles du droit fixe de 3 fr. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Les recettes et les dépenses afférentes à l'emprunt faisant l'objet de la présente loi seront comprises dans le budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc, dont le compte définitif est annuellement soumis à l'approbation des Chambres. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

43. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A L'ALIMENTATION NATIONALE EN PAIN

M. le président. La parole est à M. Noulens, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Noulens, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ouvrant les crédits nécessaires pour l'alimentation nationale en pain pendant la campagne 1920-1921.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, la loi relative à l'alimentation nationale en pain que le Parlement vient de voter tout récemment prescrit dans son article 6 l'ouverture parmi les services spéciaux du Trésor d'un compte destiné à retracer exclusivement l'ensemble des opérations à effectuer en application de ladite loi.

Des dispositions législatives spéciales doivent fixer les crédits correspondant aux

dépenses de ce compte ainsi que les évaluations corrélatives de recettes.

Le projet de loi que j'ai l'honneur de rapporter aujourd'hui devant le Sénat a pour objet de donner satisfaction aux dispositions législatives que je viens de rappeler.

L'article 1^{er} ouvre au ministre du commerce, au titre du compte spécial pour l'alimentation nationale en pain, des crédits s'élevant au total à 19,366,000,000.

Ce chiffre élevé se justifie par le fait qu'il s'applique à tous les achats de céréales panifiables tant indigènes qu'exotiques, que le service du ravitaillement estime nécessaires pour assurer la consommation de la population française pendant la campagne 1920-1921, c'est-à-dire du 15 août 1920 au 15 août 1921.

Les recettes à provenir de toutes les ventes de céréales à effectuer pendant la même période et de certains produits accessoires sont prévus comme devant s'élever à 9 milliards 62 millions. La différence entre ces recettes et les dépenses ci-dessus indiquées ressort à 1,304,259,000 fr. C'est la charge nette que doit supporter le Trésor pendant la campagne 1920-1921.

Cette charge est couverte par un crédit d'égale somme dont l'ouverture est demandée au titre des dépenses extraordinaires du ministère du commerce de l'exercice 1920.

Le projet de loi qui est soumis à vos délibérations a l'avantage de mettre sous les yeux du Parlement, conformément au vœu du comité supérieur d'enquête présidé par le procureur général près la cour des comptes, le programme des recettes et des dépenses du service du ravitaillement pour la campagne annuelle qui commence.

Votre commission des finances n'a malheureusement pas eu le temps d'exercer comme elle l'aurait désiré, le contrôle préventif que permet la nouvelle formule adoptée pour le compte du ravitaillement et que ne permettaient pas les règles précédemment en vigueur.

Elle vous propose néanmoins de voter le projet déposé par le Gouvernement à défaut duquel les opérations de recettes et de dépenses du ravitaillement ne pourraient être régulièrement établies et constatées en écritures, la loi sur l'alimentation en pain que vous avez récemment votée ayant prescrit dans son article 7 que le compte en cours sera clos le 31 du mois de sa promulgation.

M. Thoumyre, sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement. Dans ce déficit de 1 milliard 300 millions, il y a 360 millions pour les tickets de pain à prix réduit. Le reste porte sur l'ensemble de la population, puisque le pain doit être vendu 1 fr. 25 ou 1 fr. 30 au prix le plus réduit possible et bien au-dessous de sa valeur.

M. Mauger. Je voudrais demander à M. le sous-secrétaire d'Etat quelles mesures il compte prendre pour s'assurer la totalité de la récolte, afin qu'elle ne lui glisse pas des mains comme ont pu le faire des récoltes précédentes.

Du moment que nous faisons un effort, où nous faisons le nécessaire pour avoir du blé dans notre pays, je demande que M. le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement prenne dès maintenant toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer, par tous les moyens qu'il croira les plus pratiques, la possession des blés qui vont être récoltés et pour faire en sorte que ces blés ne reçoivent pas une autre destination que celle de la panification.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Toutes les mesures sont prises dès maintenant.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Noulens, Léon Bérard, Renoult, Jeanneuy, Chastenot, Carrère, Peyronnet, Gourju, Machet, Louis Martin, Grosjean, Debière, Le Barillier, Dudouyt, François Albert, Raphaël-Georges Lévy, Loubet, Mauger, Gallet, Rouby.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministère du commerce et de l'industrie (2^e section, ravitaillement général) pour la période comprise entre le 15 août 1920 et le 15 août 1921, au titre du compte des services spéciaux du Trésor destinés à retracer les opérations de recettes et de dépenses pour l'alimentation nationale en pain, des crédits s'élevant à la somme de 10 milliards 366 millions de francs et répartis par chapitres, conformément à l'état A, annexé à la présente loi. »

M. Hervey. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Hervey.

M. Hervey. J'aurais été tout à fait disposé à demander une réduction d'un million, quoique la somme soit bien petite sur le crédit qu'il vous a demandé. Je l'aurais fait dans le but de demander à M. le ministre du ravitaillement de ne prendre le chiffre de 100 fr. qui lui a été indiqué que comme le maximum du prix qui doit être payé pour le blé.

Je considère que payer aux agriculteurs, au mois de septembre comme au mois de mai, la récolte de blé à 100 fr., c'est une erreur pour les agriculteurs, pour le Trésor, pour l'opinion : pour les agriculteurs, parce qu'il n'est pas juste que celui qui garde sa récolte pendant dix mois ne soit pas payé un peu plus cher que celui qui livre tout de suite.

Pour le Trésor, parce qu'il réaliserait une légère économie en échelonnant de cinquante centimes par mois les prix qui seront payés : et enfin parce que, pratiquement, il est utile qu'on n'apporte pas tous les blés en même temps au moulin.

Je tiens donc à attirer sur ce point l'attention de M. le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement. Je crois que, simplement par voie de décret, le Gouvernement peut prendre la mesure que je lui indique. Je renonce donc à demander la réduction de 20 millions, mais je serai très heureux de savoir si M. le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement peut faire quelque chose dans ce sens.

M. le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat.

M. le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement. Je tiens à déclarer au Sénat que nous tiendrons le plus grand compte des observations qui viennent d'être présentées et qui confirment deux amendements déposés au cours de la discussion du projet

de loi sur l'alimentation en pain, tant à la Chambre des députés qu'au Sénat. Ces amendements demandaient qu'on accordât aux agriculteurs ce qu'on appelle des primes de stockage, de sorte que le prix du blé étant de 95 fr. par exemple, au mois d'août prochain, et il aurait été majoré de 50 centimes par mois pour atteindre au mois de juillet prochain le maximum de 100 fr. ; mais, à la Chambre des députés comme au Sénat, les auteurs des amendements ont manifesté le désir que cette prime de stockage soit payée en plus du prix de 100 fr. C'est pour ce motif que le Gouvernement n'a pu accepter ces amendements ; cependant il confirme qu'il tiendra compte, dans toute la mesure possible, des suggestions de l'honorable M. Hervey pour la rédaction du décret qui doit fixer le prix du pain et les modalités d'application de la loi que vous avez récemment votée. (Très bien ! très bien !)

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 1^{er} ?...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le compte des services spéciaux du Trésor, visé à l'article 1^{er} ci-dessus, est fixé en recettes, pour la période comprise entre le 15 août 1920 et le 15 août 1921, à la somme de 10 milliards 366 millions de francs, conformément à l'état B annexé à la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Il est ouvert au ministre du commerce et de l'industrie, en addition aux crédits provisoires alloués pour les dépenses militaires ou les dépenses exceptionnelles des services civils de l'exercice 1920, un crédit de 1,500,250,000 fr. applicable à un chapitre nouveau 3 bis « Insuffisance de recettes du compte spécial des céréales panifiables pour la campagne 1920-1921 » de la 2^e section (ravitaillement général) du budget de son département. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	289
Majorité absolue.....	145
Pour l'adoption..... 289	

Le Sénat a adopté.

44. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LES CHEMINS DE FER MAROCAINS

M. le président. La parole est à M. Raphaël-Georges Lévy pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Raphaël-Georges Lévy. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport, fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation d'une convention conclue pour la concession d'un réseau de chemins de fer au Maroc.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, pendant la guerre, le Maroc a réalisé des progrès économiques très rapides ; mais son développement est arrêté par le manque de chemins de fer. Il ne dispose que de lignes

à voie de 60 centimètres construites par le génie. Il en a été tiré un excellent parti, mais elles ne suffisent qu'à une faible partie des besoins. Il est urgent de créer un grand réseau.

A cet effet, une convention a été passée entre le protectorat et un groupe concessionnaire composé de la compagnie du chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée, Paris-Orléans, la compagnie générale du Maroc, la compagnie marocaine pour la construction et l'exploitation d'un réseau de 945 kilomètres.

Le capital de la société concessionnaire est de 50 millions de francs, dont 14 sont fournis par le Paris-Lyon-Méditerranée, 14 par le Paris-Orléans (ces 28 millions sont prélevés sur les ressources du domaine privé de ces deux compagnies).

Le réseau concédé est à voie normale de 1 m. 44.

Il comprend :

1^o La ligne de Petitjean à Kenitra raccordant la ligne Tanger-Fez au port de Kenitra ;

2^o La ligne de Kenitra à Casablanca ; par Rabat ;

3^o La ligne de Kenitra à Souk-el-Arba du Kharb ;

4^o La ligne de Casablanca à Marrakech ;

5^o La ligne de Settat à l'oued Zom, centre d'un gisement phosphatier très riche.

La convention est faite de façon à lier d'une façon intime les intérêts du protectorat et du concessionnaire, aussi bien en ce qui concerne l'exploitation que la construction. Le concessionnaire participe à tous les frais d'établissement aussi bien à la construction originelle qu'aux ouvrages complémentaires. Cette participation est de 70 p. 100 sur les premiers 300 millions et de 10 p. 100 sur l'excédent.

Une exception a été admise pour la ligne de Fez à la frontière algérienne dont la construction est particulièrement onéreuse à cause du relief et de la mauvaise nature des terrains traversés. Le Gouvernement chérifien a fourni une subvention spéciale de 120 millions.

Le concessionnaire verse tout d'abord, et avant qu'aucun appel soit fait à des ressources d'une autre origine, une somme de 80 millions qui sera affectée aux lignes du Maroc occidental. Ce capital une fois épuisé, le gouvernement chérifien fournira, au moyen d'une émission d'obligations, 150 millions. Les 100 millions suivants seront obtenus par l'émission d'obligations à la charge du gouvernement chérifien pour 80 millions et du concessionnaire pour 20 millions.

Après les premiers 300 millions ; le surplus sera réalisé par l'émission d'obligations au compte du gouvernement chérifien pour 90 p. 100 et de la compagnie pour 10 p. 100.

La compagnie ne réalisera aucun bénéfice sur les travaux, elle ne doit porter en compte que ses dépenses réelles. Elle n'a droit qu'à une part des recettes d'exploitation.

Sur les recettes nettes, elle prélève la somme nécessaire au service des obligations à son compte et ensuite une annuité représentant l'intérêt à 6 p. 100 net de tout impôt et l'amortissement de son capital-actions. Au cas où la recette serait inférieure à l'ensemble des sommes ci-dessus, la différence sera fournie, pendant les vingt premières années, par le protectorat à titre d'avance, sous réserve de remboursement sur les premiers excédants ultérieurs. Au-delà des vingt premières années, cette différence sera portée à un compte d'attente qui sera, lui aussi, éteint sur les exercices futurs.

En cas d'excédent, le dividende de la compagnie concessionnaire peut monter à 8 p. 100 ; à partir de ce moment, elle n'a

lus droit qu'au quart de l'excédent, les trois autres quarts étant versés au gouvernement chérifien.

D'après les calculs faits, ce n'est qu'au bout de dix-huit ans que le dividende de 6 p. 100 pourra être dépassé, et à ce moment interviendront automatiquement des abaissements de tarifs.

Le Gouvernement se réserve les pouvoirs de contrôle les plus étendus. Aucune dépense ne peut être engagée sans son autorisation.

En résumé, le contrat est une régie coïncitée, susceptible de prendre fin par son rachat. En outre le régisseur apporte aux dépenses d'établissement une contribution qui ne sera certainement pas inférieure à 40 millions et qui pourrait en atteindre 150.

Au point de vue de la garantie donnée par l'Etat français, il faut noter que l'apport en capital actions de la compagnie ne saurait apporter aucun trouble ni préjudice aux comptes de l'Etat français avec les compagnies de chemins de fer intéressées, puisqu'il s'effectue sur le domaine privé de ces compagnies.

La garantie prévue de la part de l'Etat français (art. 3, 4, 5, 6 et 7) et qui ne joue à plein que jusqu'en 1925, puis par portions décroissantes jusqu'en 1940, où elle cesse, et, comme l'indique le rapporteur du projet à la Chambre, M. de Tinguy du Pouët, purement morale, la situation des finances marocaines la rendant théorique. Elle est, en outre, la contre-partie du droit de contrôle réservé à l'Etat français dans les comptes de la compagnie.

En résumé, et comme le fait également ressortir de l'ensemble de son exposé M. de Tinguy du Pouët, on peut considérer le projet de concession des chemins de fer du Maroc : 1° comme réduisant aux limites les plus raisonnables, on peut même dire les plus strictes, les avantages du concessionnaire ; 2° comme n'engageant pratiquement pas les finances métropolitaines.

Nous concluons donc à l'approbation par le Sénat de la convention qui lui est soumise.

M. Rabier, rapporteur de la commission des chemins de fer. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Rabier.

M. Rabier, rapporteur de la commission des chemins de fer. La commission des chemins de fer a examiné le projet de convention relatif aux chemins de fer du Maroc. Elle lui donne un avis favorable.

M. le président. J'ai reçu une demande de discussion immédiate signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Raphaël-Georges Lévy, Victor Bérard, Milan, Noulens, Bouctot, Magny, Le Hars, Raymond Poincaré, Billiet, André Berthelot, Fernand Rabier, Jossot, Eymery, Joseph Loubet, Henri Merlin, Laboulbène, Guillaume Pouille, Henry Bérenger, le comte d'Alsace plus une signature illisible.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Est approuvée, avec le cahier des charges y annexé, la convention conclue le 29 juin 1920, au nom de sa majesté le sultan du Maroc et du Gouvernement de la République française, avec la compagnie générale du Maroc, la compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, la compagnie des chemins de fer Paris-Orléans et la compagnie marocaine pour la concession des chemins de fer ci-après, savoir :

« 1^o De Petitjean (station de la ligne de Tanger à Fez) à Kenitra avec raccordements au port ;

« 2^o De Kenitra à Casablanca, par Rabat, avec les raccordements aux ports de Rabat et de Casablanca ;

« 3^o De Kenitra à Souk-el-Arba du Rharb ou à un point de la ligne de Tanger à Fez situé entre Souk-el-Arba et Arbaoua ;

« 4^o De Casablanca à Marrakech ;

« 5^o De Sattat ou d'un point voisin de la ligne de Casablanca-Marrakech, à l'oued Zein ou à un point voisin ;

« 6^o De Fèz à la frontière algérienne. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans sont autorisées à exécuter, pour la part qui les concerne, la convention et le cahier des charges ci-dessus visés. » — (Adopté.)

« Art. 3. — L'annuité nécessaire pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement des obligations émises en vertu de la présente loi, et, s'il y a lieu, de la garantie d'intérêts prévue à l'article 13 de la convention, sera inscrite obligatoirement au budget général du protectorat marocain. Si besoin est, il sera pourvu à ce service au moyen de versements de l'Etat français dont le montant sera fixé par les lois annuelles de finances. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Le gouvernement chérifien pourra faire appel aux versements de l'Etat français prévus à l'article précédent :

« Pour la totalité des sommes nécessaires aux fins définies dudit article jusqu'au 31 décembre 1925 ;

« Pour les trois quarts desdites sommes du 1^{er} janvier 1926 au 31 décembre 1930 ;

« Pour la moitié du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1935 ;

« Pour le quart du 1^{er} janvier 1936 au 31 décembre 1940. »

« Il devra assurer intégralement le service des obligations, et, s'il y a lieu, de la garantie d'intérêts prévue à l'article 13 de la convention à partir du 1^{er} janvier 1911. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les sommes fournies dans les limites ci-dessus par l'Etat français constitueront des avances remboursables par le gouvernement chérifien sans intérêt. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Au cas où, en raison de la garantie assumée par lui, l'Etat français serait amené à fournir des sommes excédant lesdites limites, ces sommes nouvelles constitueraient également des avances remboursables par le gouvernement chérifien, mais qui, à la différence des premières seraient productives d'intérêts simples calculés au taux de 6 p. 100 l'an. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Le gouvernement chérifien devra affecter au remboursement d'abord des avances visées à l'article 6, puis de celles visées à l'article 5.

« En premier lieu, aussitôt qu'auront été remboursées les sommes à lui versées par l'Etat français en garantie de l'emprunt autorisé par la loi du 16 mars 1914, et porté à 242 millions de francs par celle du 29 mars 1916, la part de l'excédent du budget

général marocain, affectée jusqu'alors par l'article 2 de la seconde de ces lois au remboursement susdit.

« Et, en outre, la totalité des sommes qui lui seraient versées par le concessionnaire en remboursement des avances faites, en application de l'article 13 de la convention. » — (Adopté.)

« Art. 8. — L'enregistrement de la convention du ou des actes annexés visés à son article 21 ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de 3 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

45. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A LA CRÉATION D'UN INSTITUT MUSULMAN A PARIS

M. le président. La parole est à M. Raphaël-Georges Lévy, pour donner lecture d'un rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Raphaël-Georges Lévy, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer, sur le bureau du Sénat, un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant affectation d'une subvention de 500.000 fr. à la société des habous des lieux saints de l'Islam, pour la construction d'un institut musulman à Paris.

La commission demande l'urgence et la discussion immédiate.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, on nous demande d'ouvrir au ministre des affaires étrangères un crédit de 500.000 fr. pour subvention à la société des habous des lieux saints de l'Islam pour la construction d'un institut musulman à Paris.

Paris est la seule grande capitale qui n'ait pas de mosquée.

On sait cependant quelle est l'importance de la France comme puissance musulmane. Elle est la première du monde après la Grande-Bretagne.

Il ne s'agit pas d'assumer la charge totale de la construction, mais de donner un concours à un monument qui doit s'élever principalement au moyen de souscriptions provenant de l'Asie et de l'Afrique du Nord. Ces souscriptions sont recueillies par la société des habous des lieux saints, qui sera singulièrement encouragée dans sa propagande par l'appui du Gouvernement français. Il suffit de rappeler ici la part glorieuse que nos troupes musulmanes ont prise à la grande guerre pour justifier l'opportunité du témoignage de sympathie et de solidarité que nous demandons au Parlement de donner aujourd'hui à leurs coreligionnaires. Nous demandons au Sénat de voter le crédit de 500.000 fr.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate, qui est demandée par vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Raphaël-Georges Lévy, Bouctot, Mazière, Magny, Maurin, Guillaume Pouille, Brindeau, le comte d'Alsace, Henry Bérenger, Billiet, Henri Merlin, André Berthelot, Victor Bérard, Jean Richard, Laboulbène, Milan, Noulens, Joseph Loubet, Le Hars et Jossot.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?...

M. Dominique Delahaye. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Je ne m'élèverai pas contre une subvention aux congrégations musulmanes, puisque nous avons des musulmans dans nos protectorats. Quant aux congrégations catholiques, on les dépouille de leurs biens. Tout à l'heure, on a aménagé une propriété des Jésuites. Je n'ai pas protesté à ce moment-là. Mais, enfin, puisqu'on parle des musulmans, il serait bientôt temps de traiter les catholiques aussi bien que les musulmans.

M. François Albert. C'est de la jalousie.

M. Babin-Chevaye. Je m'associe aux paroles de M. Delahaye.

M. Victor Bérard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Victor Bérard.

M. Victor Bérard. Messieurs, la fondation de cet institut musulman correspond certainement à un besoin. Mais que cette création à Paris soit la plus utile, j'en doute tout à fait. Je crois que, pour le bien des études musulmanes, pour l'édification des étudiants musulmans et leurs progrès dans la langue française et leur fidélité aux idées françaises, il aurait beaucoup mieux valu choisir une université du Midi. A Paris on n'aura pas la place; les frais seront énormes. Nous ne savons déjà plus où loger nos étudiants de nos facultés de Paris. Nous avons, au contraire, des universités de province et je ne vois pas pourquoi on fait cette fondation à Paris au lieu de la faire près de l'université d'Aix ou de Montpellier.

M. Paul Pelisse. J'appuie les déclarations de M. Bérard et je demande que la fondation se fasse à Aix ou à Montpellier.

M. le président. Je ne suis saisi d'aucun amendement.

Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article.

« Article unique. — Il est ouvert au ministère des affaires étrangères, en addition aux crédits provisoires alloués au titre de l'exercice 1920, un crédit de 500,000 fr., qui sera inscrit à un chapitre nouveau G bis des dépenses exceptionnelles de son département, intitulé : « Subvention à la société des Habous des lieux saints de l'Islam pour la construction d'un institut musulman à Paris. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	258
Majorité absolue.....	130
Pour l'adoption.....	247
Contre.....	11

Le Sénat a adopté.

M. le président. Je propose de suspendre la séance pendant quelques minutes afin d'attendre que la Chambre ait statué sur les projets que le Sénat vient d'adopter. (Adhésion.)

Il n'y a pas d'opposition ?...

La séance est suspendue.

(La séance suspendue à trois heures dix est reprise à trois heures trente minutes.)

46. — CLÔTURE DE SESSION

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux pour une communication du Gouvernement.

M. Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice. J'ai l'honneur de donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,
« Vu l'article 2 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — La session ordinaire de 1920 du Sénat et de la Chambre des députés est et demeure close.

« Art. 2. — Le présent décret sera porté à la Chambre des députés par M. Millerand, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et au Sénat par M. Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice.

« Fait à Rambouillet, le 31 juillet 1920.

« PAUL DESCHANEL.

« Par le Président de la République :

« Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,

« A. MILLERAND.

« Le ministre de l'intérieur,
« T. STEEG. »

M. le président. Acte est donné du décret dont le Sénat vient d'entendre la lecture.

Il sera inséré au procès-verbal et déposé aux archives.

47. — PROCÈS-VERBAL

M. le président. La parole est à M. Joseph Loubet.

M. Joseph Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du 31 juillet.

M. Mauger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mauger.

M. Mauger. Je tiens à faire entendre ici une protestation.

Pendant plus de deux mois, un projet de loi dont le Sénat est saisi, depuis le 18 mai 1915, a figuré à notre ordre du jour.

Ce projet a pour but l'extension de la loi sur les accidents aux ouvriers agricoles. Nous avons, du haut de la tribune, indiqué quelle avait été la conduite admirable de nos poilus et surtout de ceux qui étaient des ouvriers agricoles. Nous les avons couverts de fleurs.

Mais il aurait peut-être mieux valu leur accorder cette réforme qu'ils attendent depuis si longtemps.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Le procès-verbal est adopté.

La session extraordinaire du Sénat pour l'année 1920 est et demeure close.

La séance est levée.

(La séance est levée à trois heures trente-cinq minutes.)

Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne seront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

3699. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 31 juillet 1920, par M. de Lubersac, sénateur, demandant à M. le ministre des régions libérées si un sinistré, propriétaire d'un immeuble bâti dans une commune, dont la population entière a été évacuée sur l'ordre de l'ennemi, peut réclamer une indemnité de logement pour l'occupation présumable par les Allemands de son immeuble non détruit.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

3403. — M. Guilloteaux, sénateur, demande à M. le ministre de la marine s'il est exact que deux années d'impossibilité de travail, occasionnées à un matelot parti aux armées en 1915, tombé malade, hospitalisé à plusieurs reprises, puis opéré à l'hôpital et réformé n° 2 en 1917, ne sont pas comptées à son actif au point de vue de sa retraite. (Question du 22 mai 1920.)

Réponse (suite à la réponse insérée au Journal officiel du 9 juin 1920, page 922). — Il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé que le matelot visé dans la question posée par l'honorable sénateur n'a, jusqu'à ce jour, formulé aucune demande de pension.

Par ailleurs, le taux des pensions d'invalidité est basé non sur le temps de service, mais sur le degré d'invalidité de l'homme, et suivant les tableaux annexés à la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer.

3581. — M. Gallini, sénateur, demande à M. le ministre des finances pour quelles raisons les surnuméraires de l'enregistrement, des domaines et du timbre ne touchent pas encore le traitement de 4,500 fr. que la commission interministérielle de coordination des traitements a reconnu indispensable le 15 mars dernier. (Question du 1^{er} juillet 1920.)

Réponse. — La somme nécessaire pour accorder aux surnuméraires provisoires de l'enregistrement la rétribution annuelle proposée par la commission ministérielle a été incorporée par le Sénat dans le budget de 1921.

Dès que ces crédits auront été votés par le Parlement, les surnuméraires provisoires seront rémunérés.

3623. — M. Simonet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre s'il a fait parvenir aux services intéressés, et, notamment, à la gendarmerie, les instructions nécessaires en vue du règlement rapide des mandats de permissions agricoles pour les soldats sous les drapeaux. (Question du 1^{er} juillet 1920.)

Réponse. — Des instructions ont été données par circulaire du 23 juin 1920 pour que les militaires agriculteurs obtiennent à l'époque des travaux intensifs des champs des permissions agricoles, dans la plus large mesure possible. Cette circulaire a été adressée à toutes les autorités militaires; elle a été en outre insérée au *Journal officiel*.

3632. — M. Andrieu, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi les élèves de l'école de santé de Bordeaux (promotion 1915, entrés à l'école en octobre 1911, sortis dans les troupes coloniales et nommés aides-majors de 2^e classe à compter du 31 décembre 1913, se trouvent désavantagés, vis-à-vis de leurs camarades de promotion de la marine et de la guerre qui ont bénéficié d'un avancement plus rapide. (*Question du 19 juillet 1920.*)

Réponse. — Les élèves présents à l'école de Bordeaux à la mobilisation et versés, depuis définitivement dans le corps de santé des troupes coloniales, ont été nommés aux grades d'aide major de 2^e classe et de 1^{re} classe, pour compter de la date exacte à laquelle ils auraient pris rang dans ces grades sans la guerre. Les promotions aux grades supérieurs dépendent, uniquement, des vacances qui viennent à se produire. L'avancement ne peut, en conséquence, être exactement le même dans chacun des corps de santé métropolitain, colonial et naval.

3634. — Delpierre, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les jeunes gens de la classe 1919, nommés aspirants à titre temporaire le 1^{er} octobre 1919 et qui ont quinze mois d'école, et huit mois de grade, ne doivent pas être nommés sous-lieutenants, pour finir leur temps de service, ainsi qu'on l'a fait pour leurs aînés de la classe 1918 et comme on promet de le faire aux E. O. R. de la classe 1^{re} 20. (*Question du 19 juillet 1920.*)

Réponse. — Le 22 juillet 1920, sous le n° 2584 10/11 C., le ministre a décidé que les aspirants de la classe 1919 pourraient être admis dans les conditions fixées par l'article 14 de la loi du 7 août, 1913 à accomplir comme sous-lieutenants de réserve le dernier semestre de leur troisième année de service. Le texte de cette décision ministérielle a été inséré au *Journal officiel* du 25 juillet 1920.

3647. — M. de Kerouartz, sénateur, demande à M. le ministre de la Justice si les fermiers dont les baux sont terminés depuis plusieurs années et qui jusqu'à ce jour sont restés dans les fermes qu'ils occupaient avant la guerre, en vertu du moratorium autorisant à proroger leurs baux les fermiers qui ne pouvaient entrer dans les fermes qu'ils avaient louées, parce que les occupants, mobilisés ou non, ne voulaient pas les quitter, peuvent si ces dernières fermes deviennent vacantes, rester dans les premières, tout en occupant les deuxièmes et les cultiver toutes les deux à la fois, ou si, au contraire, ils doivent quitter leurs anciennes fermes pour faire place au nouveau locataire. (*Question du 21 juillet 1920.*)

Réponse. — La prorogation du bail d'un fermier ayant été mobilisé dans les conditions prévues aux décrets successifs relatifs à cette mesure, dont le dernier est celui du 3 novembre 1919, a entraîné, par voie de conséquence la suppression de l'entrée en jouissance de son remplaçant et le maintien de ce dernier dans son ancienne exploitation. Avec l'expiration définitive de la prorogation initiale, prennent fin logiquement toutes les situations qui en étaient la répercussion.

3653. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 22 juillet 1920, par M. Jossot, sénateur.

3656. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments

de la réponse à faire à la question posée, le 23 juillet 1920, par M. de Monzie, sénateur.

3657. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 23 juillet 1920, par M. Lebrun, sénateur.

3668. — M. le ministre de la marine fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 26 juillet 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

3669. — M. le ministre de la marine fait connaître à M. le président du Sénat, qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 26 juillet 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

Erratum

au compte rendu in extenso de la 1^{re} séance du lundi 26 juillet (*Journal officiel* du 27 juillet).

Page 1395, 3^e colonne, 27^e ligne.

Au lieu de :

« ... la réduction que nous avons déposée »,

Lire :

« La réduction que nous avons opérée ».

Errata

au compte rendu in extenso des séances du mercredi 28 juillet (*Journal officiel* du 29 juillet).

1^{re} séance.

Page 1503, 3^e colonne, 32^e ligne.

Au lieu de :

« ... dernier inventaire seront déduites... »,

Lire :

« ... dernier inventaire ne seront pas déduites... ».

Page 1507, 1^{re} colonne, 13^e ligne.

Au lieu de :

« ... chacune... »,

Lire :

« ... chacun... ».

Page 1508, 1^{re} colonne, 12^e ligne.

Au lieu de :

« ... aura... »,

Lire :

« ... aurait... ».

Page 1511, 3^e colonne, 18^e ligne, mettre les guillemets après « commerce ».

Page 1513, 2^e colonne, 25^e ligne.

Au lieu de :

« ... qui le concernent... »,

Lire :

« ... qui les concernent... ».

2^e séance.

Page 1537, 2^e colonne, 12^e ligne en partant du bas.

Au lieu de :

« ... que nous demandons de voter... ».

Lire :

« ... que nous vous demandons de voter... ».

Même page, 3^e colonne, 29^e ligne en partant du bas.

Au lieu de :

« ... qu'à la fin de l'année... »,

Lire :

« ... que, jusqu'à la fin de l'année... ».

Errata

au compte rendu in extenso des séances du jeudi 29 juillet (*Journal officiel* du 30 juillet).

1^{re} séance.

Page 1531, 2^e colonne, 27^e ligne.

Au lieu de :

« ... remontant... »,

Lire :

« ... montant... ».

Même page, 3^e colonne, 50^e ligne.

Au lieu de :

« ... à l'étranger... »,

Lire :

« ... sur l'étranger... ».

Page 1558, 2^e colonne, 22^e ligne.

Au lieu de :

« ... tenir cette disposition... »,

Lire :

« ... maintenir cette disposition... ».

2^e séance.

Page 1562, 1^{re} colonne, 33^e ligne.

Au lieu de :

« ... (n° 63 a)... »,

Lire :

« ... (n° 637)... ».

Page 1567, 3^e colonne, 13^e ligne en partant du bas,

Au lieu de :

« ... deux ans... »,

Lire :

« ... dix ans... ».

Même page, même colonne, 15^e ligne.

Au lieu de :

« ... simplement... »,

Lire :

« ... imprudemment... ».

Page 1575, 1^{re} colonne, 30^e ligne.

Au lieu de :

« ... il a... »,

Lire :

« ... il y a... ».

Page 1579, 2^e colonne, 56^e ligne.

Au lieu de :

« Un sénateur à droite »,

Lire :

« M. François-Albert ».

Page 1580, 3^e colonne, 3^e ligne.

Au lieu de :

« ... il y a donc... ».

Lire :

« ... il y donne... ».

Même page, même colonne, 7^e ligne.

Au lieu de :

« ... pourront... ».

Lire :

« ... peuvent... ».

Page 1583, 3^e colonne, 23^e ligne.

Au lieu de :

« ... de pour mettre... ».

Lire :

« ... de pouvoir mettre... ».

Page 1592, 2^e colonne, 12^e ligne.

Au lieu de :

« ... avez... ».

Lire :

« ... aviez... ».

Même page, même colonne, 17^e ligne.

Au lieu de :

« ... à en examiner... ».

Lire :

« ... à examiner... ».

Errata

au compte rendu in extenso des séances du vendredi 30 juillet (Journal officiel du 31 juillet).

Page 1606, 2^e colonne, 30^e ligne.

Au lieu de :

« ... ils étaient — lorsque compensés »,

Lire :

« ... ils étaient plus que compensés... ».

Même page, même colonne, 34^e ligne, supprimer le tiret après « annuler ».

Même page, même colonne, 38^e ligne,

Au lieu de :

« ... budget annexé au service des poudres et salpêtres »,

Lire :

« ... budget annexe du service des poudres et salpêtres ».

Même page, même colonne, 30^e ligne en partant de bas.

Au lieu de :

« ... dépenses à courir... ».

Lire :

« ... dépenses à couvrir... ».

Même page, même colonne, dernière ligne.

Au lieu de :

« ... matériaux... ».

Lire :

« ... matériels... ».

Même page, 3^e colonne, 2^e ligne,

Au lieu de :

« ... l'aliénation de cette dernière... ».

Lire :

« ... l'aliénation par cette dernière... ».

Même page, même colonne, 34^e ligne,

Au lieu de :

« ... (Safi et environs dans le Nord, régions de Meknès et de Fez)... ».

Lire :

« ... (Safi et environs) dans le Nord (régions de Meknès et de Fez)... ».

Page 1607, 1^e colonne, 11^e ligne.

Au lieu de :

« ... démobilisations... ».

Lire :

« ... démobilisation... ».

Même page, 2^e colonne, 35^e ligne.

Au lieu de :

« ... fournissaient... ».

Lire :

« ... fourniraient... ».

Même page, même colonne, 23^e ligne,

Au lieu de :

« Par les motifs qui précèdent, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi soumis à vos délibérations »,

Lire :

« Par les motifs qui précèdent, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi dont M. le président va vous donner lecture ».

Annexes au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1920.

SCRUTIN (N° 57)

Sur l'ensemble du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet 1920.

Nombre des votants.....	225
Majorité absolue.....	113
Pour l'adoption.....	202
Contre.....	23

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Henin. Amic. Artaud. Auber.
Babin-Chevaye. Bachelet. Berthelot. Besnard (René). Bienvenu Martin. Billiet. Blaignan. Blanc. Boivin-Champeaux. Bollet. Bompard. Bonnelat. Bony-Gisternes. Bouctot. Brager de La Ville-Moisan. Brangier. Brindeau. Buhau. Busson-Billault. Bussy. Cadilhon. Castillard. Catalogne. Cauvin. Gazelles. Chalarnet. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chauteemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Claveille. Codet (Jean). Coignac. Colin (Maurice). Collin (Henri). Combes Cordelet. Crémieux (Fernand). Cruppi. Cuminat. Cuttoli.
Damecour. Daignez. Daudé. Dausset. David (Fernand). Debierre. Defumade. Dehove. Dellestable. Delsor. Denis (Gustave). Desgranges. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dubost (Antonin). Duchain. Du-douyt. Duquaire. Dupuy (Paul).
Eccard. Enjolras. Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal. Eymery.
Faisans. Farjon. Félix Martin. Fernand Merlin. Flandin (Etienné). Fontanille. Fortin. Foucher. Foulhy. François-Saint-Maur. Gabrielli. Gallet. Gallini. Garnier. Gauthier. Gauvin. Gentil. Georges Berthoulat. Gerbe. Gomot. Gourju. Goy. Grosdidier. Guillier. Guillois. Guilloteaux.

Henri Michel. Hervoy. Hirschauer (général). Hugues Le Roux. Humblot.

Imbart de la Tour.

Jonnart. Joseph Reynaud. Jossot.

La Batut (de). Laferre. Lamarzelle (de). Landemont (de). Landrodie. Las-Cases (Emmanuel de). Lavrignais (de). Le Barillier. Lebert. Leglos. Lemarié. Lémery. Leneveu. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Lhopiteau. Loubet (J.).

Magny. Marangot. Martin (Louis). Martinet. Masclanis. Mascraud. Massé (Alfred). Maurice Guesnier. Maurin. Mazière. Mazurier. Méline. Merlin (Henri). Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuilart. Monnier. Montaigu (de). Mony. Monzie (de). Morel (Jean). Mulac.

Noulens.

Ordinaire (Maurice). Oriot.

Parns (Jules). Paul Pelisse. Paul Strauss. Pédebidou. Perchot. Perdrex. Pérès. Perreau. Philipot. Philip. Poirson. Porteu. Potié. Pottévin.

Quesnel. Quilliard.

Ranson. Régismanset. Renaudat. Réveillard (Eugène). Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Roche. Rouby. Rouland. Rouslan. Royneau. Ruffier.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sarraut (Maurice). Sauvan. Schrameck. Selves (de). Steeg (T.). Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Thuillier - Buridard. Trouvé. Trystram.

Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet.

Weiller (Lazare).

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Bouveri.

Candac.

Drivet. Duplantier.

Fourment.

Gouge (René).

Henry Bérengér. Héry.

Jeanneney. Jouis.

Kérourartz (de).

Larere. Lebrun (Albert). Louis Souffis. Lucien Cornet.

Machet. Marsot. Michel (Louis). Milan.

Pierrin.

René Renoult.

Tissier. Tréveneuc (comte de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alfred Brard. Andrieu.

Baumont. Bérard (Victor). Berger (Pierre). Bersez. Bodinier. Boudenoit. Bourgeois (général). Bourgeois (Léon). Brocard. Butterlin.

Carrère. Charpentier. Chastenet (Guillaume). Chomet. Cosnier. Courrégelongue.

Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules). Delpierro. Diebolt-Weber. Donon. Dron.

Elva (comte d').

Flaissières. Fleury (Paul).

Gaudin de Villaine. Gegauff. Gérard (Albert). Grosjean.

Helmer. Hubert (Lucien).

Jénouvrier.

Kéranflech (de).

Laboulbène. Lederlin. Le Hars. Léon Perrier. Lévy (Raphaël-Georges). Louis David.

Lubersac (de).

Matguerie (marquis de). Marraud. Mauger. Michaut. Monsservin.

Noël.

Pasquet. Penancier. Peschaud. Peytral (Victor). Pichery. Pichon (Stephen). Pichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond).

Pol-Chevalier. Pomereu (de). Pouille.

Rabier. Régnier (Marcel). Roland (Léon). Rougé (de). Roy (Henri).

Savary. Scheurer. Serre. Simonot.

Thiéry (Laurent). Touron.

Vallier. Vayssières. Vidal de Saint-Urbain.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE
comme s'étant excusés de ne pouvoir assister
à la séance :

MM. Bérard (Alexandre),
Clémentel,
Deloncle (Charles),
Hayey.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussière,
Fenoux,
Gras,
Limouzain-Laplanché,
Menier (Gaston),
Penanros (de),
Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient
été de :

Nombre des votants.....	252
Majorité absolue.....	127
Pour l'adoption.....	221
Contre.....	31

Mais, après vérification, ces nombres ont été
rectifiés conformément à la liste de scrutin
ci-dessus.

SCRUTIN (N° 58)

Sur l'ensemble du projet de loi, adopté par la
Chambre des députés, tendant à la construc-
tion d'habitations provisoires dans la banlieue
parisienne et portant approbation d'une con-
vention intervenue à cet effet entre l'Etat et
le département de la Seine.

Nombre des votants.....	274
Majorité absolue.....	138
Pour l'adoption.....	274
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François), Albert Peyronnet,
Alfred Brard, Alsace (comte d'), prince d'Hé-
nin, Amic, Andrieu, Artaud.

Babin-Chevaye, Bachelet, Beaumont, Bé-
rard (Victor), Berger (Pierre), Bersez, Ber-
thelot, Bernard (René), Bienvenu Martin,
Billiet, Baignan, Blanc, Bodinier, Boivin-
Champeaux, Bollet, Bompard, Bonnelat,
Bony-Cisternes, Bouctot, Bourgeois (géné-
ral), Brager de La Ville-Moysan, Brangier,
Brindeau, Brocard, Buhau, Busson-Billault,
Bussy, Butterlin.

Cadilhon, Cannac, Carrère, Castillard,
Catalogne, Cauvin, Cazelles, Chalamet,
Charles Chabert, Charles-Dupuy, Charpen-
tier, Chastenot (Guillaume), Chautemps (Al-
phonse), Chauveau, Chênebenoit, Chéron
(Henri), Claveille, Codet (Jean), Coignet,
Collin (Henri), Combes, Cordelet, Courré-
gelongue, Crémieux (Fernand), Cruppi, Cu-
minal, Cutilli.

Damecour, Daraignez, Daudé, Dausset,
David (Fernand), Debierre, Defumade, De-
hove, Delahaye (Dominique), Delahaye
(Jules), Dellestable, Denis (Gustave), Des-
granges, Diébolt-Weber, Donon, Doumer
(Paul), Doumergue (Gaston), Drivet, Dron,
Duchain, Dudouyt, Duplantier, Duquaire.

Elva (comte d'), Enjolras, Ermant, Es-
tournelles de Constant (d'), Etienne, Eu-
gène Chanal, Eymery.

Faisans, Farjon, Félix Martin, Fernand
Merlin, Flaissières, Flandin (Etienne), Fleury
(Paul), Fontanille, Fortin, Foucher, Foulhy,
François-Saint-Maur.

Gabrielli, Gallet, Garnier, Gaudin de Vil-
laine, Gauthier, Gauvin, Gegauff, Gentil,
Georges Berthoulat, Gérard (Albert), Gerbe,
Gomot, Gouge (René), Gourju, Goy, Gros-
didier, Grosjean, Guillier, Guillois, Guillo-
teaux.

Helmer, Henri Michel, Henry Béranger.

Hervey, Héry, Hirschauer (général), Hubert
(Lucien), Hugues Le Roux, Humblot.

Jeanneney, Jénouvrier, Jonnart, Joseph
Reynaud, Jossot, Jouis.

Kéranflech (de), Kétouartz (de).

Laboulbène, Lafferre, Lamarzelle (de),
Landemont (de), Landrodie, Larere, Las-Cases
(Emmanuel de), Lavrignais (de), Le Barillier,
Lebert, Lebrun (Albert), Lederlin, Leglos,
Le Hars, Lemarié, Lemery, Leneveu, Léon
Perrier, Le Roux (Paul), Lévy (Raphaël-
Georges), Leygue (Honoré), Lhopiteau, Lou-
bet (J.), Louis David, Louis Soulié, Lubersac
(de), Lucien Cornet.

Machet, Magny, Maranget, Marguerie
(marquis de), Marraud, Marsot, Martin
(Louis), Martinet, Masclanis, Mascuraud,
Maurice Guesnier, Maurin, Mazière, Mazu-
rier, Méline, Merlin (Henri), Michaut, Michel
(Louis), Milan, Milliard, Milliès-Lacroix, Mir
(Eugène), Mollard, Monfeullart, Monnier,
Monsservin, Montaigu (de), Mony, Monzie
(de), Morand, Morel (Jean), Mulac.

Noël, Noulens.

Ordinaire (Maurice), Oriot.

Pams (Jules), Pasquet, Paul Pelisse, Paul
Strauss, Pédebidou, Penancier, Perchot,
Perdrix, Pères, Perreau, Peschaud, Peytral
(Victor), Phillipot, Philip, Pichery, Pierrin,
Pichon (lieutenant-colonel), Poincaré (Ray-
mond), Poiron, Pol-Chevalier, Pomereu (de),
Porteu, Potié, Pottevin, Poulle.

Quesnel.

Rabier, Ranson, Régismanset, Régnier
(Marcel), René Renoult, Réveillaud (Eugène),
Reynald, Ribière, Ribot, Richard, Riot-
teau, Rivet (Gustave), Roche, Rouby, Rou-
gé (de), Rouland, Roustan, Roy (Henri),
Royneau, Ruffier.

Sabaterie, Saint-Quentin (comte de), Sar-
raut (Maurice), Sauvan, Savary, Schrameck,
Scheurer, Selves (de), Serre, Simonet,
Stegg (T.).

Thiéry (Laurent), Thuillier-Buridard, Tou-
ron, Trévencuc (comte de), Trouvé, Trys-
tram.

Vallier, Vayssière, Vieu, Vilar (Edouard),
Villiers, Vinet.

Weiller (Lazare).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Auber.

Boudenoot, Bourgeois (Léon), Bouveri.

Chomet, Colin (Maurice), Cosnier.

Delpierre, Delsor, Dubost (Antonin), Du-
puy (Paul).

Eccard.

Fourment.

Gallini.

Imbart de la Tour.

Massé (Alfred), Mauger.

Pichon (Stephen).

Quillard.

Renaudat, Roland (Léon).

Stuhl (colonel).

Taufllieb (général), Tissier.

Vidal de Saint-Urbain.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister
à la séance :

MM. Bérard (Alexandre),

Clémentel.

Deloncle (Charles).

Hayez.

La Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussière.

Fenoux.

Gras.

Limouzain-Laplanché.

Menier (Gaston).

Penanros (de).

Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient
été de :

Nombre des votants.....	298
Majorité absolue.....	150
Pour l'adoption.....	298
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été
rectifiés conformément à la liste de scrutin
ci-dessus.

SCRUTIN (N° 59)

Sur le chiffre voté par la Chambre des députés
au chapitre 2 du budget de l'hygiène.

Nombre des votants.....	256
Majorité absolue.....	129
Pour l'adoption.....	110
Contre.....	146

Le Sénat n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François), Albert Peyronnet,
Alfred Brard, Andrieu, Artaud.

Bachelet, Beaumont, Bérard (Victor),
Bernard (René), Brocard, Bussy, Butterlin,
Cannac, Castillard, Cazelles, Chalamet,
Charles Chabert, Charpentier, Chautemps
(Alphonse), Chéron (Henry), Codet (Jean),
Coignet, Cordelet, Cosnier, Crémieux (Fer-
nand), Cuminal, Cutilli.

David (Fernand), Defumade, Dellestable,
Desgranges, Diébolt-Weber, Donon, Dou-
mergue (Gaston), Drivet, Duplantier, Du-
quaire.

Farjon, Félix Martin, Fernand Merlin,
Flandin (Etienne), Fleury (Paul), Fontanille,
Foucher.

Gallet, Gaudin de Villaine, Gauthier,
Gauvin, Gentil, Gérard (Albert), Gerbe, Goy,
Grosjean.

Héry, Hubert (Lucien).

Jonnart, Joseph Reynaud.

Lafferre, Leglos, Le Hars, Leneveu, Léon
Perrier, Leygue (Honoré), Lhopiteau, Lou-
bet (J.), Louis Soulié.

Machet, Martin (Louis), Martinet, Mascu-
raud, Mauger, Mazurier, Merlin (Henri),
Milan, Mollard, Monfeullart, Mony,
Monzie (de), Morel (Jean), Mulac.

Oriot.

Pasquet, Paul Pelisse, Paul Strauss, Pé-
debidou, Penancier, Perchot, Perdrix,
Peytral (Victor), Poulle.

Rabier, Ranson, Régismanset, Régnier
(Marcel), Richard, Rivet (Gustave), Roche,
Rouby, Roustan, Roy (Henri).

Sarraut (Maurice), Serre, Simonet, Steeg
(T.).

Thiéry (Laurent), Thuillier-Buridard, Trouvé,
Vallier, Vieu, Vinet.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hé-
nin, Amic, Babin-Chevaye, Berger (Pierre), Bersez, Ber-
thelot, Bienvenu-Martin, Billiet, Baignan-
Blanc, Bodinier, Boivin-Champeaux, Bollet,
Bompard, Bonnelat, Bony-Cisternes, Bouc-
tot, Bourgeois (général), Brager de La Ville-
Moysan, Brangier, Brindeau, Busson-Billault.

Cadilhon, Catalogne, Cauvin, Charles-
Dupuy, Chastenot (Guillaume), Chauveau,
Chênebenoit, Chomet, Colin (Maurice),
Collin (Henri), Combes, Courrégelongue,
Cruppi.

Damecour, Daraignez, Dausset, De-
bierre, Dehove, Delahaye (Dominique),
Delsor, Dron, Duchain, Dudouyt, Dupuy
(Paul).

Elva (comte d'), Enjolras, Ermant, Estou-
nelles de Constant (d'), Etienne, Eugène
Chanal, Eymery.

Faisans, Foulhy, François-Saint-Maur,
Gabrielli, Gallini, Garnier, Gegauff, Geor-
ges Berthoulat, Gomot, Gourju, Grosdidier,
Guillier, Guillois, Guillo-teaux.

Helmer. Henri Michel. Henry Bérenger. Hervey. Hirschauer (général). Hugues Le Roux. Humblot.

Imbart de la Tour.

Jeanneney. Jénouvrier. Jossot. Kéranflech (de). Kérouartz (de). Lamarzelle (de). Landemont (de). Landrodie. Larere. Lavrignais (de). Le Barillier. Lebert. Le Roux (Paul). Lévy (Raphaël-Georges). Louis David. Lubersac (de). Lucien Cornet.

Magny. Maranget. Marguerie (marquis de). Marsot. Massé (Alfred). Maurice Guesnier. Maurin. Mazière. Méline. Michaut. Milliard. Milliès-Lacroix. Mir (Eugène). Monnier. Monsservin. Montaigu (de). Morand.

Noël. Noulens.

Ordinaire (Maurice).

Pams (Jules). Pérès. Perreau. Philipot. Pichery. Poincaré (Raymond). Poirson. Pol-Chevalier. Pomereu (de). Potié. Pottevin. Quesnel. Quilliard.

Renaudat. René Renoult. Réveillaud (Eugène). Reynald. Ribière. Riotteau. Rougé (de). Rouland. Royneau.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sauvan. Savary. Selves (de). Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vilar (Edouard).

Weiller (Lazare).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Auber. Boudenoot. Bourgeois (Léon). Bouveri. Buhon.

Carrère. Claveille.

Daudé. Delahaye (Jules). Delpierre. Denis (Gustave). Doumer (Paul). Dubost (Antonin).

Eccard.

Flaissières. Fortin. Fourment. Gouge (René).

Jouis.

Laboulbène. Las-Cases (Emmanuel de). Lebrun (Albert). Lederlin. Lemarié. Lémery.

Marraud. Masclanis. Michel (Louis).

Peschaud. Philip. Pichon (Stephen). Pier-

rin. Pichon (lieutenant-colonel). Porteu.

Ribot. Roland (Léon). Ruffier.

Schrameck. Scheurer.

Tissier.

Vayssière. Vidal de Saint-Urbain. Villiers.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Bérard (Alexandre).

Clémentel.

Deloncle (Charles).

Hayez.

La Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussiére.

Fenoux.

Gras.

Limouzain-Laplanche.

Menier (Gaston).

Penanros (de).

Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 278
Majorité absolue..... 140

Pour l'adoption..... 121
Contre..... 157

Mais, après vérification, ces nombres ont été

rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 60)

Sur la disjonction de l'article 72 de la loi de finances.

Nombre des votants..... 235
Majorité absolue..... 118

Pour l'adoption..... 111
Contre..... 124

Le Sénat n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Andrieu. Artaud.

Bersez. Besnard (René). Bienvenu Martin. Bonnelat. Bussy. Butlerlin.

Cannac. Castillard. Cazelles. Charles Chabert. Charpentier. Chaulemps (Alphonse). Colet (Jean). Colin (Maurice). Cosnier. Crémieux (Fernand). Cuminal. Cuitoli.

David (Fernand). Debierre. Defumade. Dehove. Dellestable. Desgranges. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Drivet. Dron. Duquaire.

Enjolras. Ermant. Etienne.

Fernand Merlin. Fleury (Paul). Fontanille. Foucher. Foulhy.

Gallet. Gallini. Gauthier. Gauvin. Gentil. Georges Berthoulat. Gérard (Albert). Gerbe. Gourju. Goy. Grosjean.

Hirschauer (général). Hubert (Lucien). Hugues Le Roux.

Joseph Reynaud.

Lafferre. Le Barillier. Le Hars. Lémery. Léon Perrier. Leygue (Honoré). Loubet (J.). Louis Soulié. Lucien Cornet.

Machet. Marguerie (marquis de). Martin (Louis). Martinot. Mauger. Maurice Guesnier. Mazurier. Méline. Merlin (Henri). Milan. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Mony. Monzie (de).

Noël.

Pasquet. Paul Pelisse. Pédébidou. Penancier. Perchot. Perdrix. Peytral (Victor). Philipot. Poincaré (Raymond). Poirson. Potié. Pottevin.

Régismanset. René Renoult. Ribière. Richard. Rivet (Gustave). Roche. Rouby. Roustan. Ruffier.

Sarraut (Maurice). Selves (de). Serro. Simonet. Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Thiéry (Laurent). Thuillier-Buridard. Trystram.

Vallier. Vieu.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alsace (comte d'). prince d'Hénin.

Babin-Chevaye. Beaumont. Berger (Pierre). Berthelot. Billiet. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollot. Bompard. Bouveri. Brager de La Ville-Maysan. Briandeau. Brocard. Buhon. Bussan-Billaud.

Carrère. Catalogne. Chalamet. Charles Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chauveau. Chénebenoit. Chéron (Henry). Chomet. Claveille. Coignet. Combes. Cordelet. Courrégelongue.

Damecour. Daudé. Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules). Dubost (Antonin). Dudouyt. Duplantier. Dupuy (Paul).

Elva (comte d'). Estournelles de Constant (d'). Eugène Chanal. Eymery.

Félix Martin. Flandin (Etienne). Fortin. Fourment. François-Saint-Maur.

Gabrielli. Garnier. Gaudin de Villaine. Grosdidier. Guillier. Guillois. Guilloteaux.

Henri Michel. Hervey. Héry. Humblot. Imbart de la Tour.

Jeanneney. Jénouvrier. Jossot.

Kéranflech (de). Kérouartz (de).

Laboulbène. Lamarzelle (de). Landemont (de). Landrodie. Larere. Lavrignais (de).

Lebert. Leglos. Le Roux (Paul). Lhopiteau. Louis David.

Magny. Maranget. Marraud. Marsot. Masclanis. Mascraud. Massé (Alfred). Maurin. Michaut. Milliard. Milliès-Lacroix. Monnier. Monsservin. Montaigu (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noulens.

Pams (Jules). Paul Strauss. Perreau. Peschaut. Philip. Pichery. Pol-Chevalier. Pomereu (de). Porteu. Poulle.

Quilliard.

Ranson. Régnier. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Riotteau. Rougé (de). Rouland. Royneau.

Saint-Quentin (comte de). Steeg (T.).

Tissier. Tréveneuc (comte de). Trouvé.

Vayssière. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Weiller (Lazare).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alfred Brard. Amic. Auber.

Bachelet. Bérard (Victor). Blaignan. Blanc. Bony-Cisternes. Bouclot. Boudenoot. Bourgeois (général). Bourgeois (Léon). Brangior.

Cadillon. Cauvin. Collin. Cruppi.

Daraigne. Dausset. Delpierre. Delsor. Denis (Gustave). Diébolt-Weber. Donon. Duchein.

Eccard.

Faisans. Farjon. Flaissières.

Gegauff. Gomot. Gouge (René).

Helmer. Henry Bérenger.

Jonnart. Jouis.

Las Cases (Emmanuel de). Lebrun (Albert). Lederlin. Lemarié. Leneveu. Lévy (Raphaël-Georges). Lubersac (de).

Mazière. Michel (Louis).

Ordinaire (Maurice). Oriot.

Pérès. Pichon (Stephen). Pierrin. Pichon (lieutenant-colonel).

Quesnel.

Rabier. Reynald. Ribot. Roland (Léon). Roy (Henri).

Sabaterie. Sauvan. Savary. Schrameck. Scheurer.

Touron.

Vidal de Saint-Urbain.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Bérard (Alexandre).

Clémentel.

Deloncle (Charles).

Hayez.

La Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussiére.

Fenoux.

Gras.

Limouzain-Laplanche.

Menier (Gaston).

Penanros (de).

Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 237
Majorité absolue..... 118

Pour l'adoption..... 137
Contre..... 150

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 61)

Sur l'ensemble du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1920.

Nombre des votants..... 264
Majorité absolue..... 133

Pour l'adoption..... 260
Contre..... 4

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alfred Brard. Alsace (comte d'), prince d'Hélin. Amic. Andrieu.

Babin-Chevaye. Bachelet. Beaumont. Bérard (Victor). Berger (Pierre). Bersez. Berthelot. Bienvenu Martin. Billiet. Blaignan. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bompard. Bonnelat. Bony-Cisternes. Bouctot. Bourgeois (général). Brager de La Ville-Moyvan. Brangier. Brindeau. Brocard. Buhau. Busson-Billaud. Bussy.

Cadillon. Carrère. Castillard. Catalogne. Cauvin. Chalamet. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Charpentier. Chastenot (Guillaume). Chautemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Chomet. Claveille. Coignet. Colin (Maurice). Collin. Combes. Cordelet. Cosnier. Courrégelougue. Crémieux (Fernand). Cruppi. Cuminal.

Damecour. Daraignez. Daudé. Dausset. David (Fernand). Debierre. Defumade. Dehove. Dellestable. Delsor. Denis (Gustave). Desgranges. Diébolt-Weber. Donon. Doumer (Paul). Dron. Dubost (Antonin). Duchain. Dudouyt. Duplantier. Duquaire. Dupuy (Paul).

Elva (comte d'). Enjolras. Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal. Eymery.

Faisans. Farjon. Félix Martin. Fernand Merlin. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Fontaille. Fortin. Foucher. Foulhy. François-Saint-Maur.

Gabrielli. Gallet. Gallini. Garnier. Gauthier. Gauvin. Gegauff. Georges Berthoulat. Gérard (Albert). Gomot. Gouge (René). Gourju. Goy. Grosdidier. Grosjean. Guillier. Guillois. Guilloteaux.

Helmer. Henri Michel. Henry Béranger. Hervey. Héry. Hirschauer (général). Hubert (Lucien). Hugues Le Roux. Humblot.

Imbart de la Tour.

Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Joseph Reynaud. Jossot. Jouis.

Laboulbène. Lafferre. Lamarzelle (de). Landemont (de). Landrodie. Las Cases (Emmanuel de). Lavignais (de). Le Barillier. Lebert. Lebrun (Albert). Lederlin. Leglos. Le Hars. Lemarié. Lémery. Leneveu. Léon Perrier. Le Roux (Paul). Lévy (Raphaël-Georges). Leygue (Honoré). Lhopiteau. Loubet (J.). Louis David. Lubersac (de). Lucien Cornet.

Machet. Magny. Marangot. Marguerite (marquis de). Marraud. Marsot. Martin (Louis). Martinet. Masclanis. Masceraud. Massé (Alfred). Mauger. Maurice Guesnier. Méline. Michaut. Michel (Louis). Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monnier. Monsservin. Montaigu (de). Mony. Monzie (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noël. Noulens.

Ordinaire (Maurice). Oriot.

Pams (Jules). Pasquet. Paul Pelisse. Paul Strauss. Pédebidou. Penancier. Perchot. Perdrix. Pérés. Perreau. Peschaud. Peytral (Victor). Philipot. Philip. Pichery. Pierrin. Plichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond). Poirson. Pol-Chevalier. Pomeureau (de). Porteu. Potié. Pottévin. Poulle.

Quesnel. Quilliard.
Rabier. Ranson. Régismanset. Régnier (Marcel). Renaudat. Réveillaud (Eugène). Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Roche. Rouby.

Rougé (de). Rouland. Roustan. Roy (Henri). Royneau. Ruffier.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Scheurer. Selves (de). Serre. Simonet. Steeg (T.). Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Thiéry (Laurent). Thuillier-Buridard. Touron. Trystram.

Vallier. Vayssières. Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet.

Weiller (Lazare).

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Bouveri.
Drivet.
Fourment.
Louis Soulié.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Arlaud. Auber.
Besnard (René). Boudenoot. Bourgeois (Léon). Butterlin.

Cannac. Cazelles. Codet (Jean). Cuttoli. Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules). Delpierre. Doumergue (Gaston).

Eccard.
Flaissières. Gaudin de Villaine. Gentil. Gerbe.

Kéraniec'h (de). Kérouartz (de).

Larere.

Maurin. Mazière. Mazurier. Merlin (Henri). Monfeuillart.

Pichon (Stephen).

René Renoult. Roland (Léon).

Schrameck.

Tissier. Tréveneuc (comte de). Trouvé.

Vidal de Saint-Urbain.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Bérard (Alexandre).
Clémentel.
Deloncle (Charles).
Hayez.
La Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussiére.
Fenoux.
Gras.
Limouzain Lâplanche.
Menier (Gaston).
Penarros (de).
Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 295
Majorité absolue..... 148
Pour l'adoption..... 293
Contre..... 2

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 62)

Sur l'ensemble du projet de loi adopté par la Chambre des députés portant ouverture au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts d'un crédit de 3,500,000 fr. pour la célébration du cinquantième de la République.

Nombre des votants..... 278
Majorité absolue..... 140
Pour l'adoption..... 265
Contre..... 13

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alfred Brard. Alsace (comte d'), prince d'Hélin. Amic. Andrieu. Artaud.

Bachelet. Beaumont. Bérard (Victor). Berger (Pierre). Bersez. Berthelot. Besnard (René). Bienvenu Martin. Billiet. Blaignan. Blanc. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnelat. Bony-Cisternes. Bouctot. Bourgeois (général). Bouveri. Brangier. Brindeau. Brocard. Buhau. Bussy. Butterlin.

Cadillon. Cannac. Carrère. Castillard. Cauvin. Cazelles. Chalamet. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Charpentier. Chastenot (Guillaume). Chautemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Chomet. Claveille. Codet (Jean). Coignet. Colin (Maurice). Collin (Henri). Combes. Cordelet. Cosnier. Courrégelougue. Crémieux (Fernand). Cruppi. Cuminal. Cuttoli.

Damecour. Daraignez. Daudé. Dausset. David (Fernand). Debierre. Defumade. Dehove. Dellestable. Delsor. Desgranges. Diébolt-Weber. Donon. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Drivet. Dron. Dubost (Antonin). Duchain. Dudouyt. Duquaire. Dupuy (Paul).

Elva (comte d'). Enjolras. Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal. Eymery.

Faisans. Farjon. Félix Martin. Fernand Merlin. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Fontaille. Fortin. Foucher. Foulhy. Fourment.

Gabrielli. Gallet. Gallini. Garnier. Gauthier. Gauvin. Gegauff. Gentil. Georges Berthoulat. Gérard (Albert). Gerbe. Gomot. Gouge (René). Gourju. Goy. Grosdidier. Grosjean. Guillier. Guillois. Guilloteaux.

Helmer. Henri Michel. Henry Béranger. Hervey. Héry. Hirschauer (général). Hubert (Lucien). Hugues Le Roux. Humblot.

Imbart de la Tour.

Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Joseph Reynaud. Jossot.

Laboulbène. Lafferre. Landrodie. Las Cases (Emmanuel de). Le Barillier. Lebert. Lebrun (Albert). Lederlin. Leglos. Le Hars. Lemarié. Lémery. Leneveu. Léon Perrier. Lévy (Raphaël-Georges). Leygue (Honoré). Lhopiteau. Loubet (J.). Louis David. Louis Soulié. Lubersac (de). Lucien Cornet.

Machet. Magny. Marangot. Marguerite (marquis de). Marraud. Marsot. Martin (Louis). Martinet. Masclanis. Masceraud. Massé (Alfred). Mauger. Maurice Guesnier. Maurin. Mazière. Mazurier. Méline. Merlin (Henri). Michaut. Michel (Louis). Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monnier. Monsservin. Mony. Monzie (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noël. Noulens.

Ordinaire (Maurice). Oriot.

Pams (Jules). Pasquet. Paul Pelisse. Paul Strauss. Pédebidou. Penancier. Perchot. Perdrix. Pérés. Perreau. Peschaud. Peytral (Victor). Philipot. Philip. Pichery. Pierrin. Plichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond). Poirson. Pol-Chevalier. Porteu. Potié. Pottévin. Poulle.

Quesnel. Quilliard.

Rabier. Ranson. Régismanset. Régnier (Marcel). Renaudat. René Renoult. Réveillaud (Eugène). Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Roche. Rouby. Rouland. Roustan. Roy (Henri). Royneau. Ruffier.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Schrameck. Scheurer. Selves (de). Simonet. Steeg (T.). Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Thiéry (Laurent). Thuillier-Buridard. Tissier. Touron. Trouvé. Trystram.

Vallier. Vayssières. Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Babin-Chevaye. Bodinier. Brager de La Ville-Moyvan. Busson-Billaud.
Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules).
Kéraniec'h (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Larère.
Montaigu (de).
Rougé (de).
Trévèneuc (comte de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Auber.
Bompard. Boudenoot. Bourgeois (Léon).
Catalogne.
Delpierre. Denis (Gustave). Duplantier.
Eccard.
François Saint-Maur.
Gaudin de Villaine.
Jouis.
Landemont (de). Lavrignais (de).
Le Roux (Paul).
Pichon (Stephen).
Pomereu (de).
Roland (Léon).
Serre.
Vidal de Saint-Urbain.
Weiller (Lazare).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Bérard (Alexandre).
Clémentel.
Deloncle (Charles).
Hayez.
La Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussièrre.
Fenoux.
Gras.
Limouzain-Laplanche.
Menier (Gaston).
Penanros (de).
Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants.....	204
Majorité absolue.....	143
Pour l'adoption.....	281
Contre.....	43

Mais après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 63)

Sur l'ensemble du projet de loi, adopté par la Chambre des députés : 1° tendant à autoriser le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à engager une dépense de 4,133,000 francs pour l'aménagement de l'hôpital brésilien en service de chirurgie de la faculté de médecine de l'université de Paris ; 2° portant ouverture de crédits additionnels, sur l'exercice 1920, pour les services du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts,

Nombre des votants.....	264
Majorité absolue.....	133
Pour l'adoption.....	264
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alfred Brard. Alsace (comte d'), prince d'Hénilin. Amic. Andrieu. Artaud.
Bachelet. Beaumont. Bérard (Victor). Berger (Pierre). Bersez. Berthelot. Besnard (René). Bienvenu Martin. Billiet. Blaignan. Blanc. Boivin-Champeaux. Bollet. Bompard. Bonnelat. Bony-Cisternes. Bouctot. Bourgeois

(général). Bouveri. Brangier. Brindeau. Brocard. Buhau. Bussy. Butterlin.

Cadilhon. Cannac. Carrère. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazelles. Chalamet. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Charpentier. Chastenot (Guillaume). Chautemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Chomet. Claveille. Codet (Jean). Coignet. Colin (Maurice). Collin. Combes. Cordelet. Cosnier. Courrégeloungue. Crémieux (Fernand). Cruppi. Cuminat. Cuttoli.

Damecour. Daraignez. Daudé. Dausset. David (Fernand). Debierre. Defumade. Dehove. Dellestable. Delsor. Denis (Gustave). Desgranges. Diébolt-Weber. Donon. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Drivet. Dron. Dubost (Antonin). Duchain. Dudouyt. Duplantier. Duquaire. Dupuy (Paul).
Elva (comte d'). Enjolras. Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal. Eymery.

Faisans. Farjon. Félix-Martin. Fernand Merlin. Flaissières. Fleury (Paul). Fontanille. Fortin. Foucher. Foulhy.

Gabrielli. Gallet. Gallini. Garnier. Gauthier. Gauvin. Gegaufl. Gentil. Gérard (Albert). Gerbe. Gomot. Gouge (René). Gourju. Goy. Grosdidier. Grosjean. Guillier. Guillois. Guilloteaux.

Helmer. Henri Michel. Henry Béranger. Herve. Héry. Hirschauer (général). Hubert (Lucien). Humblot.

Imbart de la Tour.
Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Joseph Reynaud. Jossot. Jouis.

Lahoulière. Lafferre. Landrodié. Las Cases (Emmanuel de). Le Barillier. Lebert. Lebrun (Albert). Lederlin. Leglos. Le Hars. Lemarié. Lemery. Leneveu. Léon Perrier. Lévy (Raphaël-Georges). Levgue (Honoré). Lhopiteau. Loubet (J.). Louis David. Louis Soulié. Lubersac (de). Lucien Cornet.

Machet. Magny. Marangé. Marguerie (marquis de). Marraud. Marsot. Martin (Louis). Martinet. Masclanis. Mascaraud. Massé (Alfred). Mauger. Maurin. Mazière. Mazurier. Méline. Merlin (Henri). Michel (Louis). Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monnier. Monsservin. Mony. Monzie (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noël. Noulens.
Ordinaire (Maurice). Oriot.

Pams (Jules). Pasquet. Paul Pelisse. Paul Strauss. Pédebidou. Penancier. Perchot. Perdrix. Pères. Perreau. Peschaud. Peytral (Victor). Phillipot. Philip. Pichery. Pierrin. Plichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond). Porteu. Potié. Pottevin. Poulle.

Quessel. Quillard.
Rabier. Ranson. Régismanset. Régnier (Marcel). Renaudat. René Renoult. Réveillaud (Eugène). Reynald. Ribié. Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Roche. Rouby. Rouland. Roustau. Roy (Henri). Royneau. Ruffier.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Schrameck. Scheurer. Selves (de). Serre. Simonet. Steeg (T.). Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Thiéry (Laurent). Thuillier-Buridard. Tissier. Touron. Trouvé. Trystram.

Vallier. Vayssièrre. Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet.
Weiller (Lazare).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Auber.
Babin-Chevaye. Bodinier. Boudenoot. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Busson-Billaud.
Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules).
Delpierre.
Eccard.
Flandin (Etienne). Fourment. François Saint-Maur.
Gaudin de Villaine. Georges Berthoulat.
Hugues Le Roux.
Kéranflec'h (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Landemont (de). Larère. Lavrignais (de). Le Roux (Paul).

Maurice Guesnier. Michaut. Montaigu (de). Pichon (Stephen). Poirson. Pol-Chevalier. Pomereu (de).
Roland (Léon). Rougé (de).
Trévèneuc (comte de).
Vidal de Saint-Urbain.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Bérard (Alexandre).
Clémentel.
Deloncle (Charles).
Hayez.
La Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussièrre.
Fenoux.
Gras.
Limouzain-Laplanche.
Meunier (Gaston).
Penanros (de).
Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants.....	293
Majorité absolue.....	147
Pour l'adoption.....	293
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 64)

Sur l'ensemble du projet de loi portant fixation du budget général pour l'exercice 1920.

Nombre des votants.....	275
Majorité absolue.....	138
Pour l'adoption.....	271
Contre.....	4

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alfred Brard. Alsace (comte d'), prince d'Hénilin. Amic. Andrieu. Artaud.

Babin-Chevaye. Bachelet. Beaumont. Bérard (Victor). Berger (Pierre). Bersez. Berthelot. Besnard (René). Bienvenu Martin. Billiet. Blaignan. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bompard. Bonnelat. Bony-Cisternes. Bouctot. Bourgeois (général). Brager de La Ville-Moysan. Brangier. Brindeau. Brocard. Buhau. Busson-Billaud. Bussy. Butterlin.

Cadilhon. Cannac. Carrère. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazelles. Chalamet. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Charpentier. Chastenot (Guillaume). Chautemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Chomet. Claveille. Codet (Jean). Coignet. Colin (Maurice). Collin. Combes. Cordelet. Cosnier. Courrégeloungue. Crémieux (Fernand). Cruppi. Cuminat. Cuttoli.

Damecour. Daraignez. Daudé. Dausset. David (Fernand). Debierre. Defumade. Dehove. Dellestable. Delsor. Denis (Gustave). Desgranges. Diébolt-Weber. Donon. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dron. Duchain. Dudouyt. Duplantier. Duquaire. Dupuy (Paul).

Elva (comte d'). Enjolras. Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal. Eymery.

Faisans. Farjon. Félix Martin. Fernand Merlin. Flaissières. Fleury (Paul). Fontanille. Fortin. Foucher. Foulhy. François-Saint-Maur.

Gabrielli. Gallet. Gallini. Garnier. Gauthier. Gauvin. Gegauff. Gentil. Gérard (Albert). Gerbe. Gomot. Gouge (René). Gourju. Goy. Grosdidier. Grosjean. Guillier. Guillois. Guilloteaux.

Helmer. Henri Michel. Henry Béranger. Hervey. Héry. Hirschauer (général). Hubert (Lucien). Humblot.

Imbart de la Tour.

Jeanneney. Jénouvrier. Journart. Joseph Reynaud. Jossot. Jouis.

Kéranflec'h (de).

Laboulbène. Lafferre. Lamarzelle (de). Landemont (de). Landrodie. Las Cases (Emmanuel de). Lavrignais (de). Le Barillier. Lebert. Lebrun (Albert). Lederlin. Leglos. Le Hars. Lemarié. Lémery. Leneveu. Léon Perrier. Le Roux (Paul). Lévy (Raphaël-Georges). Leygue (Honoré). Lhopiteau. Loubet (J.). Louis David. Lubersac (de). Lucien Cornet.

Machet. Magny. Maranget. Marguerie (marquis de). Marraud. Marsot. Martin (Louis). Martinet. Masclanis. Mascuraud. Massé (Alfred). Mauger. Maurin. Mazière. Mazurier. Méline. Merlin (Henri). Michaut. Michel (Louis). Milan. Milliard. Milliès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monnier. Monsservin. Montaigu (de). Mony. Monzie (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noël. Noulens.

Ordinaire (Maurice). Oriot.

Pams (Jules). Pasquet. Paul Pelisse. Paul Strauss. Pédebidou. Penancier. Perchot. Perdrix. Pères. Perreau. Peschaud. Peytral (Victor). Philipot. Philip. Pichery. Pierrin. Plichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond). Pol-Chevalier. Pomereu (de). Porteu. Pottevin. Pouille.

Quesnel. Quilliard.

Rabier. Ranson. Régismanset. Régnier (Marcel). Renaudat. René Renoult. Réveillaud (Eugène). Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Rioteau. Rivet (Gustave). Roche. Rouby. Rougé (de). Rouland. Roustan. Roy (Henri). Roynau. Ruffier.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Schrameck. Scheurer. Simonet. Steeg (T.). Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Thiéry (Laurent). Thuillier-Buridard. Tournon. Trouvé. Trystram.

Vallier. Vayssière. Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet.

Weiller (Lazare).

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Bouveri.
Drivet.
Fourment.
Louis Soulié.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Auber.
Boudenoot. Bourgeois (Léon).
Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules).
Delpierre. Dubost (Antonin).
Eccard.
Flandin (Etienne).
Gaudin de Villaine. Georges Berthoulat.
Hugues Le Roux.
Kérouartz (de).
Larere.
Maurice Guesnier.
Pichon (Stephen). Poirson. Potié.
Roland (Léon).
Selves (de). Serre.
Tissier. Tréveneuc (comte de).
Vidal de Saint-Urbain.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Bérard (Alexandre).
Clémentel.
Deloncle (Charles).

Hayez.

Le Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussière.

Fenoux.

Gras.

Limouzain-Laplanche.

Menier (Gaston).

Penanros (de).

Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	291
Majorité absolue.....	146

Pour l'adoption.....	287
Contre.....	4

Mais, après vérification ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (n° 65)

Sur le projet de loi relatif à l'alimentation nationale en pain.

Nombre des votants.....	276
Majorité absolue.....	139
Pour l'adoption.....	276
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alfred Brard. Alsace (comte d'), prince d'Hénilin. Amic. Andrieu. Artaud.
Babin-Chevaye. Bachelet. Beaumont. Bérard (Victor). Berger (Pierre). Bersez. Berthelot. Besnard (René). Bienvenu Martin. Billiet. Blaignan. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bompard. Bonnelat. Bony-Cisternes. Bourcot. Bourgeois (général). Brager de la Ville-Moysan. Brangier. Brindeau. Brocard. Buhau. Busson-Billaud. Bussy. Butterlin.

Cadilhon. Cannac. Carrère. Castillard. Catalogne. Gauvin. Cazelles. Chalamet. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Charpentier. Chastenot (Guillaume). Chautemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Chomet. Claveille. Codet (Jean). Coignet. Colin (Maurice). Collin (Henri). Combes. Cordelet. Cosnier. Courrégelongue. Crémieux (Fernand). Cruppi. Cuminal. Cuttoli.
Damecour. Daraigne. Daudé. Dausset. David (Fernand). Debierre. Defumade. Dehove. Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules). Dellestable. Delsor. Desgranges. Diéboit-Weber. Donon. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Drivet. Dron. Duchein. Dudouyt. Duplantier. Duquaire. Dupuy (Paul).

Elva (comte d'). Enjolras. Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal. Eymery.

Faisans. Farjon. Félix Martin. Fernand Merlin. Flaissières. Fleury (Paul). Fontanille. Fortin. Foucher. Foulhy.

Gabrielli. Gallet. Gallini. Garnier. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gegauff. Gentil. Gérard (Albert). Gerbe. Gomot. Gouge (René). Gourju. Goy. Grosdidier. Grosjean. Guillier. Guillois. Guilloteaux.

Helmer. Henri Michel. Henry Béranger. Hervey. Héry. Hirschauer (général). Hubert (Lucien). Humblot.

Imbart de la Tour.

Jeanneney. Jénouvrier. Journart. Joseph Reynaud. Jossot.
Kéranflec'h (de). Kérouartz (de).

Laboulbène. Lafferre. Lamarzelle (de). Landrodie. Larere. Las Cases (Emmanuel de). Le Barillier. Lebert. Lebrun (Albert). Lederlin. Leglos. Le Hars. Lemarié. Lémery. Leneveu. Léon Perrier. Lévy (Raphaël-Georges). Leygue (Honoré). Lhopiteau.

Loubet (J.). Louis David. Louis Soulié. Lubersac (de). Lucien Cornet.

Machet. Magny. Maranget. Marguerie (marquis de). Marraud. Marsot. Martin (Louis). Martinet. Masclanis. Mascuraud. Massé (Alfred). Mauger. Maurin. Mazière. Mazurier. Méline. Merlin (Henri). Michaut. Michel (Louis). Milan. Milliard. Milliès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monnier. Monsservin. Montaigu (de). Mony. Monzie (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noël. Noulens.

Ordinaire (Maurice). Oriot.

Pams (Jules). Pasquet. Paul Pelisse. Paul Strauss. Pédebidou. Penancier. Perchot. Perdrix. Pères. Perreau. Peschaud. Peytral (Victor). Philipot. Philip. Pichery. Pierrin. Plichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond). Pol-Chevalier. Pomereu (de). Porteu. Potié. Pottevin. Pouille.

Quesnel. Quilliard.

Rabier. Ranson. Régismanset. Régnier (Marcel). Renaudat. René Renoult. Réveillaud (Eugène). Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Rioteau. Rivet (Gustave). Roche. Rouby. Rougé (de). Rouland. Roustan. Roy (Henri). Roynau. Ruffier.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Schrameck. Scheurer. Selves (de). Serre. Simonet. Steeg (T.). Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Thiéry (Laurent). Thuillier-Buridard. Tournon. Tréveneuc (comte de). Trouvé. Trystram.

Vallier. Vayssière. Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet.

Weiller (Lazare).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Auber.
Boudenoot. Bourgeois (Léon). Bouveri.
Delpierre. Denis (Gustave). Dubost (Antonin).
Eccard.
Flandin (Etienne). Fourment. François Saint-Maur.
Georges Berthoulat.
Hugues Le Roux.
Jouis.
Landemont (de). Lavrignais (de). Le Roux (Paul).
Maurice Guesnier.
Pichon (Stephen). Poirson.
Roland (Léon).
Tissier.
Vidal de Saint-Urbain.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Bérard (Alexandre).
Clémentel.
Deloncle (Charles).
Hayez.
Le Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussière.

Fenoux.

Gras.

Limouzain-Laplanche.

Menier (Gaston).

Penanros (de).

Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	289
Majorité absolue.....	145

Pour l'adoption.....	289
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 66)

Sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés portant affectation d'une subvention de 500,000 fr. à la société des Habous des lieux saints de l'Islam pour la construction d'un institut musulman à Paris.

Nombre des votants.....	238
Majorité absolue.....	120
Pour l'adoption.....	227
Contre.....	11

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alfred Brard. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Andrieu. Artaud.

Bachelet. Beaumont. Bérard (Victor). Berger (Pierre). Berthelot. Besnard (René). Bienvenu Martin. Billiet. Blaignan. Boivin-Champeaux. Bollet. Bompard. Bonnelat. Bony-Cisternes. Bourgeois (général). Brangier. Brindeau. Brocard. Butterlin.

Cadilhon. Cannac. Castillard. Gazelles. Chalamet. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Charpentier. Chastenot (Guillaume). Chauteemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Chomet. Claveille. Codet (Jean). Coignet. Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Cosnier. Courrégeloungue. Crémieux (Fernand). Cruppi. Cuminal. Cuttoli.

Damecour. Daignez. Daudé. Dausset. David (Fernand). Defumade. Dellestable. Desgranges. Diébolt-Weber. Donon. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Drivet. Duchéin. Dudouyt. Duplantier. Dupuy (Paul).

Elva (comte d'). Enjolras. Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal. Eymery.

Farjon. Félix Martin. Fernand Merlin. Flaissières. Fleury (Paul). Fontanille. Fortin. Foucher. Foulhy.

Gabrielli. Gallet. Gallini. Garnier. Gauthier. Gauvin. Gegauff. Gentil. Gérard (Albert). Gerbe. Goinol. Gouge (René). Gourju. Goy. Grosdidier. Grosjean. Guillier. Guillois. Guilloteaux.

Helmer. Henri Michel. Henry Bérenger. Hervey. Héry. Hirschauer (général). Hubert (Lucien). Humblot.

Imbart de la Tour.

Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Joseph Reynaud. Jossot.

Lafferre. Landrodie. Las Cases (Emmanuel de). Lebert. Lebrun (Albert). Lederlin. Leglos. Le Hars. Lemarié. Lémery. Leneveu. Léon Perrier. Levy (Raphaël-Georges). Leygue (Honoré). Lhopiteau. Loubet (J.). Louis David. Louis Soulié. Lubersac (de). Lucien Cornet.

Machet. Magny. Maranget. Marguerie (marquis de). Marsot. Martin (Louis). Martinet. Mascaraud. Massé (Alfred). Mauger. Maurin. Mazière. Mazurier. Méline. Merlin (Henri). Michaut. Michel (Louis). Milan. Milliard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monnier. Monsservin. Mony. Monzie (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noulens.

Oriot.

Pams (Jules). Pasquet. Paul Pelisse. Paul Strauss. Pédebidou. Penancier. Perchot. Perdrix. Perreau. Peytral (Victor). Philippot. Pichery. Pierrin. Plichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond). Pol-Chevalier. Porteu. Pottevin. Poulle.

Quilliard.

Rabier. Ranson. Régismanset. Régnier (Marcel). Renaudat. René Renoult. Réveillaud (Eugène). Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Roche. Rouby. Rouland. Roustan. Roy (Henri). Royneau.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sarraut (Maurice). Savary. Schrameck. Scheurer. Selves (de). Serre. Simonet. Steeg (T.).

Thiéry (Laurent). Thuillier-Buridard. Tournon. Trouvé.

Vallier. Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet.

Weiller (Lazare).

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Buhlan.

Carrère. Catalogne.

Faisans.

Laboulbène. Le Barillier.

Marraud. Masclanin.

Peschaud. Philip.

Vayssière.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Amic. Auber.

Babin-Chevaye. Bersez. Blanc. Bodinier. Bouctot. Boudenoit. Bourgeois (Léon). Bouveri. Brager de La Ville-Moysan. Busson-Billaud. Bussy.

Cauvin. Collin (Henri).

Debierre Dehove. Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules). Delpierre. Delsor. Denis (Gustave). Dron. Dubost (Antonin). Duquaire.

Eccard.

Flandin (Etienne). Fourment. François-Saint-Maur.

Gaudin de Villaine. Georges Berthoulat.

Hugues Le Roux.

Jouis.

Kéranfec'h (de). Kérouartz (de).

Lamarzelle (de). Landemont (de). Larere. Lavrignais (de). Le Roux (Paul).

Maurice Guesnier. Montaigu (de).

Noël.

Ordinaire (Maurice).

Pérés. Pichon (Stephen). Poirson. Pome-reu (de). Potié.

Quesnel.

Reynald. Roland (Léon). Rougé (de). Ruffier.

Sauvan. Stuhl (colonel).

Taufflieb (général). Tissier. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vidal de Saint-Urbain.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Bérard (Alexandre).

Clémentel.

Deloncle (Charles).

Hayez.

La Batut (de).

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bussièrre.

Fenoux.

Gras.

Limouzain-Laplanche.

Menier (Gaston).

Penanros (de).

Ratier (Antony).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants.....	258
Majorité absolue.....	130

Pour l'adoption.....	247
Contre.....	11

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Rectifications

au compte rendu in extenso de la 2^e séance du mercredi 28 juillet (Journal officiel du 29 juillet).

Dans le scrutin n° 49, après pointage, sur le chiffre de 185 millions, proposé par la commission des finances pour le chapitre G, M. Chauveau a été porté comme ayant voté « contre ».

M. Chauveau déclare que son intention était de voter « pour ».

Rectifications

au compte rendu in extenso de la 2^e séance du jeudi 29 juillet (Journal officiel du 30 juillet).

Dans le scrutin n° 51, sur l'amendement de M. Dominique Delahaye et plusieurs de ses collègues à la loi de finances (chap. 115 du ministère de l'instruction publique), M. le comte d'Alsace, prince d'Hénin, a été porté comme ayant voté « contre ».

M. le comte d'Alsace, prince d'Hénin, déclare avoir voté « pour ».

Dans le scrutin n° 52, sur la disjonction de l'article 129 de la loi de finances, voté par la Chambre des députés, MM. Albert Peyronnet, Beaumont et Régnier (Marcel) ont été portés comme « n'ayant pas pris part au vote ».

MM. Albert Peyronnet, Beaumont et Régnier (Marcel) déclarent avoir voté « contre ».